

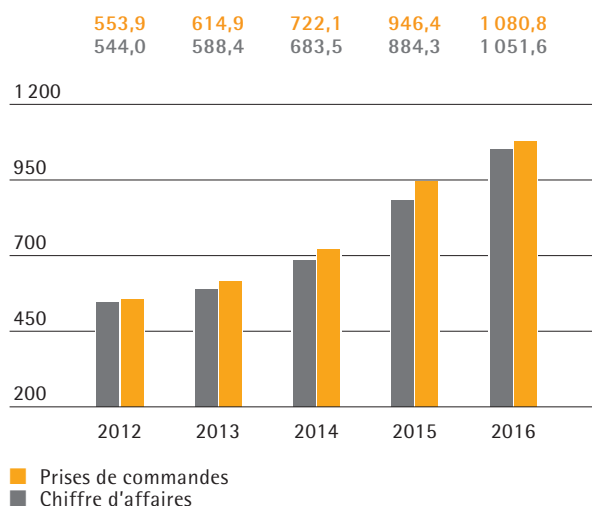


sartorius stedim
biotech

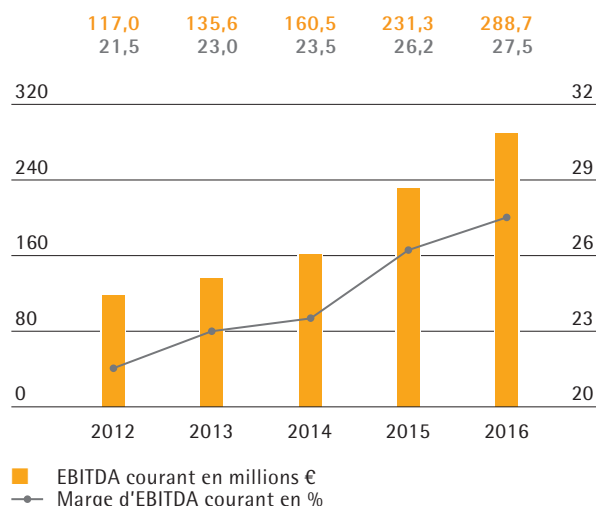
Sartorius Stedim Biotech
Document de Référence 2016
incluant le rapport financier annuel

2016

Prises de commandes et chiffre d'affaires en millions €



EBITDA courant et marge¹⁾



Chiffres clés

Montant en millions € conformément à la réglementation IFRS, sauf indications particulières	2016	2015	2014	2013	2012
Prises de commandes, chiffres d'affaires, résultat					
Prises de commandes	1 080,8	946,4	722,1	614,9	553,9
Chiffre d'affaires	1 051,6	884,3	683,5	588,4	544,0
EBITDA courant ^{1,2)}	288,7	231,3	160,5	135,6	117,0
EBITDA courant ^{1,2)} en % de chiffre d'affaires	27,5	26,2	23,5	23,0	21,5
Résultat net courant ¹⁾ après participations ne donnant pas le contrôle ^{2,5)}	176,6	139,3	87,2	75,2	64,6
Résultat net après participations ne donnant pas le contrôle	153,7	118,0	72,4	66,3	56,8
Frais de recherche et développement	47,5	41,5	34,1 ³⁾	36,0	31,8
Données financières par action⁴⁾					
Résultat net par action (en €)	1,67	1,28	0,79	0,72	0,62
Résultat net par action (en €) ^{1,5)}	1,92	1,51	0,95	0,82	0,70
Dividende par action (en €)	0,42 ⁶⁾	0,33	0,22	0,20	0,18
Bilan					
Total du bilan	1 195,8	1 066,1	907,3	873,4	793,9
Capitaux propres	763,6	647,2	539,1	481,8	435,0
Pourcentage de capitaux propres (en %)	63,9	60,7	59,4	55,2	54,8
Situation financière					
Investissements	80,2	54,5	44,2	34,2	50,0
Investissements en % du chiffre d'affaires	7,6	6,2	6,5	5,8	9,2
Dépréciation et amortissement	44,7	39,4	35,6	30,6	25,9
Flux net de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	156,7	142,8	111,3	90,1	48,9
Endettement financier net ⁷⁾	67,6	86,4	87,4	130,0	113,7
Ratio endettement net EBITDA courant ^{1,2)}	0,2	0,4	0,5	1,0	1,0
Nombre total de collaborateurs au 31 décembre	4 725	4 202	3 697	3 289 ⁸⁾	2 986

¹⁾ Courant (corrige des éléments non récurrents)

²⁾ Pour plus d'informations sur les indicateurs EBITDA, le résultat net courant et la présentation retraitée, merci de vous référer au chapitre sur l'évolution des activités du groupe et le glossaire.

³⁾ Retraité ; pour plus d'informations se référer aux états financiers consolidés et notes annexes.

⁴⁾ Les exercices 2012 à 2015, ajusté suite à la division d'action ; valeurs arrondies

⁵⁾ Résultat net corrigé des éléments non récurrents, hors Amortissement au sens d'IFRS 3 et ajustements pour juste valeur des instruments de couvertures et des effets d'impôts pour chacun de ces éléments.

⁶⁾ Montant proposé par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires

⁷⁾ L'endettement net exclut le passif lié au solde des acquisitions ; 2016 : 49,6 millions d'euros, 2015 : 47,5 millions d'euros, 2014 : 42,8 millions d'euros, 2013 : 34,8 millions d'euros, 2012 : 34,2 millions d'euros.

⁸⁾ Hors TAP BIOSYSTEMS

Pour plus d'informations sur la définition des agrégats financiers, se référer au glossaire.



sartorius stedim
biotech

Notre mission

Sartorius Stedim Biotech est l'un des principaux fournisseurs d'équipements et de services destinés aux processus de développement, d'assurance qualité et de production dans l'industrie biopharmaceutique. Avec des solutions intégrées dans les domaines de la fermentation, de la filtration, de la purification, du stockage des fluides ainsi que des technologies de laboratoire ; Sartorius Stedim Biotech aide ses clients à développer et à fabriquer leurs médicaments biotechnologiques avec rapidité et rentabilité. Avec une concentration claire sur les technologies à usage unique novatrices et les services créateurs de plus-values, Sartorius Stedim Biotech est au cœur de la mutation technologique fulgurante de son secteur. Fortement ancrée dans la communauté scientifique et étroitement liée à ses clients et à ses partenaires technologiques, l'entreprise transforme la science en solutions efficaces conformément à sa philosophie « turning science into solutions ».



sartorius stedim
biotech

Document de Référence 2016



Le présent Document de Référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 février 2017 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Ce Document de Référence incorpore par référence les Documents de Référence précédents D.16-0078 déposé le 25 février 2016 et D.15-0090 déposé le 27 février 2015.

Les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent Document de Référence :

- Les comptes consolidés de Sartorius Stedim Biotech de l'exercice 2015 établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne ainsi que le rapport des commissaires aux comptes y afférent, et le rapport de gestion du groupe 2015, figurant respectivement aux pages 112 à 156 et 18 à 62 du Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 février 2016 sous le numéro D.16-0078.
- Les comptes consolidés de Sartorius Stedim Biotech de l'exercice 2014 établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne ainsi que le rapport des commissaires aux comptes y afférent, et le rapport de gestion du groupe 2014 figurant respectivement aux pages 103 à 148 et 18 à 56 du Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 février 2015 sous le numéro D.15-0090.

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du Document de Référence.

Des exemplaires du présent Document de Référence sont disponibles :

- auprès de Sartorius Stedim Biotech S.A.
Z.I. Les Paluds - Avenue de Jouques
CS 91051 - 13781 Aubagne Cedex
- sur le site internet du groupe :
www.sartorius-stedim.com
- et sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers :
www.amf-france.org

01 Lettre aux actionnaires

- 8 Message du président
- 10 Comité exécutif
- 12 Action Sartorius Stedim Biotech

02 Rapport de gestion

- 18 Structure et gestion du Groupe
- 20 Stratégie et objectifs
- 22 Conditions sectorielles
- 24 Évolution des activités du groupe
- 29 Patrimoine et situation financière
- 33 Rapport sur le développement durable
- 49 Tableau de concordance
- 50 Rapport du commissaire aux comptes – Développement durable
- 53 Risques et opportunités
- 62 Perspectives de développement de l'activité
- 64 Rapport de gestion de la maison mère Sartorius Stedim Biotech S.A. au 31 décembre 2016

Le présent Document de Référence contient des déclarations relatives à la performance future de Sartorius Stedim Biotech S.A. Ces déclarations s'appuient sur des hypothèses et des estimations. Bien que ces prévisions nous paraissent réalistes, nous ne pouvons pas garantir qu'elles se réaliseront effectivement car nos hypothèses comportent des risques et des incertitudes susceptibles d'aboutir à des résultats réels qui différeront sensiblement des résultats attendus. Nous ne prévoyons pas d'actualiser nos prévisions.

Des différences d'arrondis peuvent apparaître dans le Document de Référence.

Sommaire

03 Gouvernance d'entreprise

- 74 Le Conseil d'administration et ses comités
- 85 Rapport du président établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce français
- 99 Rémunérations des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration
- 109 Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235
- 110 Honoraires des commissaires aux comptes

04 États financiers consolidés et notes annexes

- 113 État du résultat net et des autres éléments du résultat global
- 114 État de la situation financière
- 115 Tableau de flux de trésorerie
- 116 État de variation des capitaux propres
- 117 Notes annexes aux états financiers
- 133 Notes annexes au compte de résultat
- 136 Notes annexes à l'état de la situation financière
- 158 Autres informations
- 160 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

05 Comptes annuels Sartorius Stedim Biotech S.A. et notes annexes

- 162 Comptes annuels
- 173 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

06 Informations complémentaires

- 176 Autres informations légales
- 183 Autres informations sur la situation patrimoniale, comptable et financière du groupe
- 186 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés
- 188 Résolutions soumises à l'Assemblée générale annuelle mixte du 4 avril 2017
- 191 Rapport du Conseil d'administration
- 193 Informations sur le Document de Référence et le rapport financier annuel
- 196 Code AFEP MEDEF
- 214 Glossaire
- 216 Adresses
- 220 Une présence locale dans le monde entier

Lettre aux actionnaires

01

Message du président

Chers actionnaires,

Pour Sartorius Stedim Biotech, 2016 a une nouvelle fois été synonyme de forte hausse du chiffre d'affaires et des bénéfices et marque la sixième année consécutive d'une croissance à deux chiffres. Nous sommes ravis d'avoir atteint la tranche supérieure de nos objectifs, illustrée par une progression du chiffre d'affaires de 20,4% et une marge de 27,5%.

Cette évolution favorable repose en partie sur une forte demande du marché final. De nouvelles autorisations de mise sur le marché de médicaments ont été obtenues à un rythme relativement soutenu au cours des quelques dernières années et nous avons observé un élargissement des prescriptions pour les médicaments biologiques existants ainsi que l'intensification de l'activité des nouveaux arrivants sur le marché des biosimilaires. Nous avons pu satisfaire cette forte demande grâce à notre offre de produits et services complète, basée sur une conception biotechnologique que nous avons développée au cours des dernières années. Nous avons par conséquent enregistré une croissance solide sur l'ensemble du portefeuille, y compris sur les lignes de produits de nos récentes acquisitions. En particulier, la tendance en faveur des systèmes de bioprocédés à usage unique s'est poursuivie au même rythme sur les sites de production de médicaments de nos clients, avec pour effet de forts taux de croissance de notre activité de consommables.

De plus, nous avons continué à gagner des parts de marché, en particulier en Amérique du Nord, le plus grand marché biopharmaceutique, où nous étions historiquement sous-représentés. Au cours de l'exercice considéré, nous avons enregistré une croissance de 21,0% en Amérique du Nord et avons, dans le même temps, généré environ 37% de notre chiffre d'affaires au sein de cette même zone géographique.

C'est l'une des principales caractéristiques de notre modèle économique axé sur les produits à usage unique : la croissance des ventes se traduit directement par une hausse de la rentabilité. Soutenus par ces économies d'échelle, l'EBITDA courant a connu une progression de 24,8%, la marge d'EBITDA a pour sa part progressé pour

s'établir à 27,5% et le résultat net par action courant a atteint 1,92 euro, soit une hausse de 26,8%. Par conséquent, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires une nouvelle hausse de 26,0% du dividende net, à 0,42 euro par action.

Après avoir presque quintuplé au cours des trois dernières années, le cours de notre titre affiche une évolution relativement constante en 2016, avec un gain d'environ 2%. Comme annoncé, nous avons mené à bien la division du titre par six en mai 2016 dans le but d'accroître la négociabilité de nos actions.

L'exercice 2016 a été synonyme de réussite non seulement sur le plan financier mais aussi opérationnel.

Nous avons considérablement progressé dans l'avancement de notre programme d'investissements pluriannuel et, pour tenir le rythme de la croissance, nous avons même devancé et étendu certains de nos investissements. Au rang de ces derniers figurent notamment le renforcement de la capacité de moulage pour la fabrication des membranes sur notre site de Goettingen en Allemagne, la préparation en vue de la multiplication par deux des capacités de production des poches et filtres à usage unique à Porto Rico et l'ouverture d'un nouveau laboratoire de tests à Boston (Massachusetts, États-Unis).

La poursuite du développement de notre portefeuille de produits reste l'un des points clés de notre programme. Nous sommes très satisfaits de la façon dont les entreprises que nous avons récemment acquises, comme Cellca, BioOutsource et TAP, se sont développées ainsi que de leur performance sous l'égide de Sartorius Stedim Biotech. Outre la forte croissance qu'elles enregistrent par elles-mêmes, l'ensemble de ces acquisitions sont porteuses d'un potentiel de synergies prometteur pour notre portefeuille de produits actuel.



En 2016, nous avons été à même d'intégrer la start-up américaine kSep Systems, qui a complété notre offre par ses systèmes de centrifugation à usage unique assortis d'arguments de vente uniques, des produits en parfaite adéquation avec notre portefeuille de bioprocédés en amont. Tandis que l'adoption par le marché de ces nouveaux produits issus de bioprocédés reste lente en raison de la nature hautement réglementée de notre marché final, nous avons déjà constaté un réel intérêt de la part de nos clients et sommes impatients d'accélérer la pénétration de marché de cette formidable technologie nouvelle.

À l'avenir, nous tablons sur une croissance rentable continue et confirmons notre plan à moyen terme, à savoir atteindre un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,5 à 1,6 milliard d'euros, assorti d'une marge d'EBITDA courant d'environ 29 % à 30 % d'ici 2020.

Plus précisément, pour 2017, nous aspirons à augmenter notre chiffre d'affaires entre 8 % et 12 % environ et à améliorer notre marge opérationnelle d'environ 0,5 point de pourcentage, à taux de change constant dans les deux cas. Compte tenu de notre forte croissance, la poursuite de nos investissements dans les infrastructures et capacités de production au plan mondial à des niveaux supérieurs à la moyenne devrait se traduire par un ratio de dépenses d'investissement entre 10 % et 13 %.

D'un point de vue stratégique, notre priorité restera le marché biopharmaceutique avec ses différents segments. La biotechnologie devrait, selon nous, continuer à afficher une croissance plus rapide que le marché pharmaceutique mondial car elle reste le moteur de l'innovation de cette industrie. Proposer à nos clients des technologies de bioprocédés rentables s'avèrera encore plus fondamental à mesure que ce marché arrive à maturité et que les biosimilaires poursuivent leur développement, ce qui augmentera les volumes des produits biopharmaceutiques fabriqués. Dans ce contexte, selon nos prévisions, l'adoption des systèmes à usage unique se poursuivra pour couvrir un nombre croissant d'étapes de la chaîne de valeur de

nos clients et ces systèmes passeront progressivement du stade de fabrication pré-commerciale à une échelle commerciale.

Le marché de la biopharmacie sera également de plus en plus différencié et les fournisseurs sont appelés à jouer un rôle important avec l'accès à de nouvelles avancées, la maîtrise des coûts de recherche et développement et de production et enfin le maintien du prix des médicaments à un niveau abordable. Sartorius Stedim Biotech, en sa qualité de fournisseur principal de ce marché, continuera de relever sans cesse le défi pour proposer des produits et services innovants et enrichira continuellement son portefeuille via des acquisitions, des alliances et son propre service recherche et développement. Nous ferons également évoluer nos processus et nos systèmes afin qu'il soit aussi simple et pratique que possible de travailler avec nous.

Le succès atteint en 2016 témoigne des capacités et du potentiel de notre groupe et de ses collaborateurs. Je tiens à adresser mes remerciements à l'ensemble de nos équipes dans le monde entier pour leur engagement, leur passion et leurs accomplissements. J'apprécie également la confiance réaffirmée de la part de nos clients, nos partenaires et nos actionnaires et je vous invite chaleureusement à continuer à nous suivre sur la voie du succès à venir.

Sincères salutations,

Joachim Kreuzburg
Président du Conseil d'administration et directeur général

Comité exécutif



Joachim Kreuzburg

Président du Comité exécutif et président-directeur général

est responsable des finances, des ressources humaines, de la conformité des affaires juridiques et de la communication du groupe. Il est titulaire d'un doctorat en économie et d'un diplôme universitaire en génie mécanique. Joachim Kreuzburg est aussi directeur général de Sartorius AG, société mère de Sartorius Stedim Biotech, et président du Comité exécutif du groupe Sartorius.



Oscar-Werner Reif

Directeur général délégué à la recherche et au développement

est responsable des activités de recherche et développement du groupe à l'échelle internationale. Il est titulaire d'un doctorat en génie chimique et a étudié la chimie et la biologie moléculaire en Allemagne et aux États-Unis. Oscar-Werner Reif est aussi membre du Comité exécutif du groupe Sartorius.



Volker Niebel

Directeur général délégué aux opérations et systèmes d'information

est responsable de la production, de la gestion de la chaîne logistique, des processus métiers et des systèmes de traitement de l'information. Il est titulaire d'un diplôme universitaire en économie et en administration des affaires. Volker Niebel est aussi membre du Comité exécutif du groupe Sartorius.



Reinhard Vogt

Directeur général délégué au marketing, aux ventes et aux services

est responsable du marketing, des ventes et des services. Il est titulaire d'un diplôme professionnel d'administration industrielle. Il est également membre du Directoire de Sartorius AG et membre du Comité exécutif du groupe Sartorius.



Action Sartorius Stedim Biotech

Caractéristiques de l'action¹⁾

ISIN	FR0013154002
Gestionnaire du compte de liquidité	Gilbert Dupont
Place de cotation	Euronext Paris
Segment de marché	Local Securities - Compartiment A (Large Caps)
Indices	SBF 120; SBF 250; CAC All SHARES ; CAC MID & SMALL 190; CAC SMALL ; CAC HEALTH CARE
Nombre d'actions	92 180 190
dont Sartorius AG	74,3 %
dont flottant	25,7 %
Droits de vote	162 041 944
dont Sartorius AG	84,5 %
dont flottant	15,5 %

¹⁾ Au 31 décembre 2016

Des marchés d'actions marqués par la volatilité

Les marchés d'actions mondiaux ont témoigné une nouvelle fois d'une évolution volatile au cours de l'exercice 2016. En particulier, les faibles statistiques économiques de la principale économie mondiale, la Chine, et l'évolution des cours pétroliers ont entraîné le repli début février du SBF 120 à son point le plus bas annuel de 3 084 points. Néanmoins, malgré le référendum britannique relatif au retrait de l'UE et les élections présidentielles américaines, la politique budgétaire toujours expansionniste de la BCE a permis aux marchés boursiers de sensiblement rebondir. Dans l'ensemble, le SBF 120 a atteint son point annuel le plus haut de 3 836 points au 31 décembre 2016, enregistrant un gain de 4,7 % en 2016. Après une progression nettement supérieure à la moyenne au cours des dernières années, l'indice NASDAQ Biotechnology a reculé de 21,7 %, un repli principalement imputé au débat sur les prix des médicaments pendant la campagne électorale présidentielle américaine.

Mise en œuvre de la division de l'action

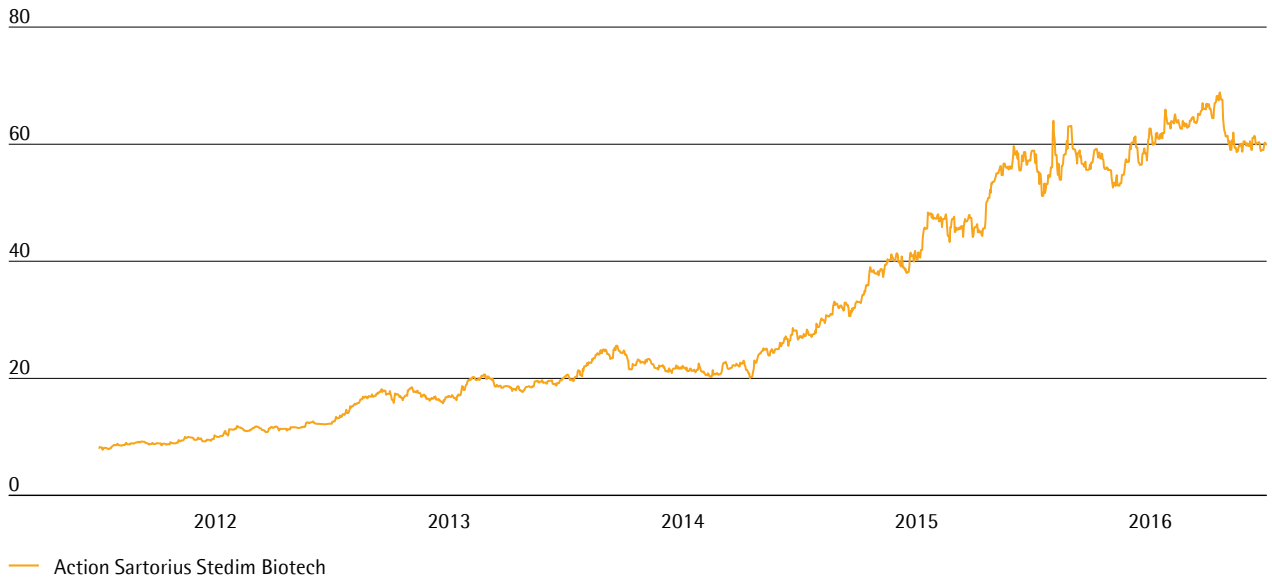
En raison du niveau à trois chiffres de notre action, l'Assemblée générale annuelle des actionnaires a décidé le 5 avril 2016 de diviser par 6 la valeur nominale de chacune des actions de la société. Par conséquent, les actionnaires ont reçu 6 actions en échange de chaque action détenue. La réduction du cours de l'action vise à accroître la négociabilité des actions Sartorius Stedim Biotech.

Évolution stable du cours de l'action

Tout comme les marchés boursiers dans leur ensemble, le cours de l'action Sartorius Stedim Biotech a affiché un développement volatil au cours de la période considérée. Après avoir plus que doublé l'an dernier, le cours de l'action a augmenté de 1,8 % au cours de l'exercice considéré, passant de 58,90 euro à 59,97 euro.

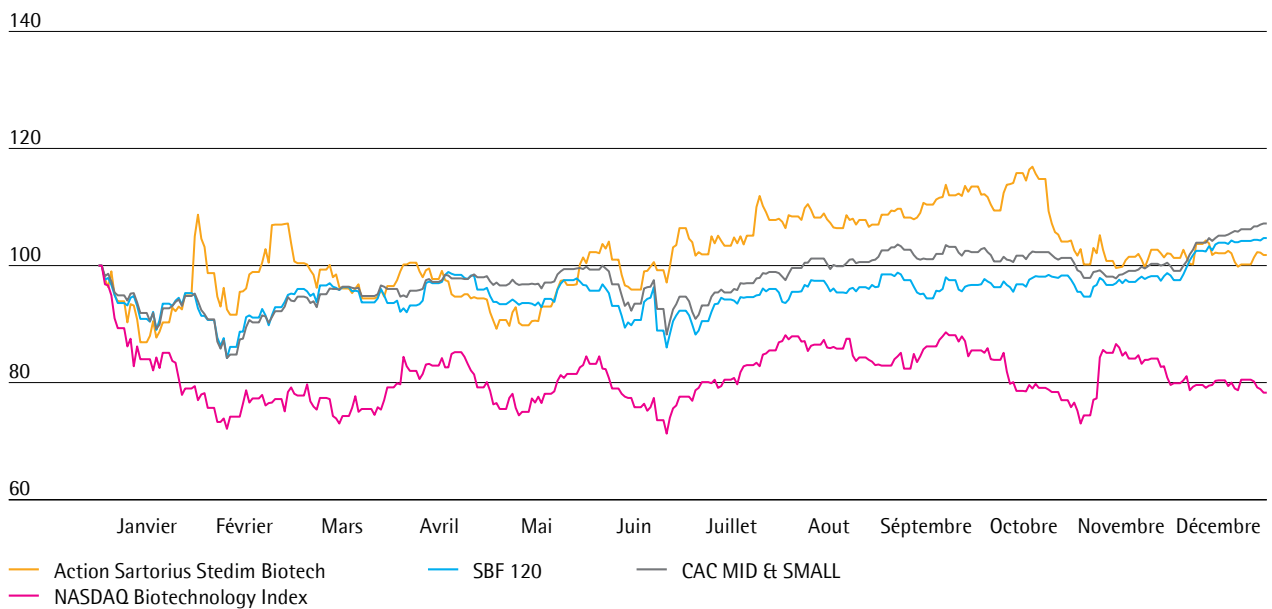
L'action a atteint son cours de clôture le plus bas de l'année le 15 janvier 2016, à 51,17 euro. Son cours de clôture le plus haut a été enregistré le 19 octobre 2016, à 68,84 euro.

L'action Sartorius Stedim Biotech en €¹⁾
 du 1 janvier 2012 au 31 décembre 2016



¹⁾ 1 janvier 2012 au 9 mai 2016 ajusté suite à la division de l'action

L'action Sartorius Stedim Biotech comparée aux SBF 120, CAC MID & SMALL et NASDAQ Biotechnology Index (indexé)
 du 1 janvier 2016 au 31 décembre 2016



¹⁾ 1 janvier 2016 au 9 mai 2016 ajusté suite à la division de l'action

Relations avec les investisseurs

Les activités de l'équipe relations investisseurs de Sartorius Stedim Biotech sont fondées sur une communication ouverte et continue avec les actionnaires, les investisseurs potentiels et les analystes financiers.

En parallèle de la publication de rapports semestriels et annuels et de la tenue de téléconférences trimestrielles, nous avons aussi publié régulièrement des communiqués de presse pour présenter les avancées de nos activités et d'autres événements clés au cours de l'exercice 2016. Par ailleurs, la direction se tient régulièrement à la disposition des interlocuteurs des marchés financiers pour des entretiens individuels sur nos sites de Goettingen et d'Aubagne, mais aussi en participant à des conférences et roadshows organisés sur les grandes places financières internationales, notamment Londres, Paris, Francfort-sur-le-Main et New-York. Au cours de l'exercice considéré, la communication a été tout particulièrement centrée sur l'explication de l'actualisation de nos objectifs financiers pour 2020, l'évolution de notre environnement opérationnel ainsi que sur le développement du portefeuille suite à l'acquisition de kSep.

Toutes les informations et publications concernant notre société et son actionariat sont disponibles sur notre site internet www.sartorius-stedim.com.

Point de vue des analystes financiers

Les recommandations des analystes financiers sont un appui important pour la prise de décisions des investisseurs privés comme institutionnels. Actuellement, six intermédiaires préparent et mettent régulièrement à jour des rapports sur les actions de Sartorius Stedim Biotech.

Recommandations des analystes

Date	Société	Recommandation	Prix en €
1 décembre 2016	Gilbert Dupont	Acheter	72,70
1 novembre 2016	Equita	Conserver	68,00
24 octobre 2016	Oddo Midcap	Acheter	70,00
24 octobre 2016	Portzamparc	Acheter	70,00
24 octobre 2016	Société Générale	Acheter	71,00
13 septembre 2016	Janney	Conserver	70,00

Chiffres clés de l'action Sartorius Stedim Biotech¹⁾

		2016	2015	2014	2013	2012
Cours de l'action ²⁾ en €	Jour d'arrêt des comptes	59,97	58,90	26,88	20,31	12,23
	Haut	68,84	59,67	28,61	20,67	12,67
	Bas	51,17	26,89	19,50	12,56	7,79
Dividendes ³⁾ en €		0,42	0,33	0,22	0,20	0,18
Total des dividendes versés ³⁾ en millions €		38,7	30,7	20,0	18,4	16,9
Ratio dividendes résultat ^{3,4)} en %		21,9	22,1	22,9	24,5	26,1
Rendement par action ⁵⁾ en %		0,7	0,6	0,8	1,0	1,5
Capitalisation boursière en millions €		5 528,0	5 430,8	2 477,4	1 869,6	1 126,1
Volume d'activité moyen quotidien de l'action en nombre de transactions		46 752	44 115	42 084	54 066	44 784
Volume d'échange de l'action en millions €		714,2	485,2	243,8	237,8	106,1
CAC MID & SMALL (dernier cours de l'année)		11 848	11 054	9 354	8 629	6 812
SBF 120 (dernier cours de l'année)		3 836	3 664	3 360	3 337	2 793

¹⁾ Pour 2012 à 2015, cours de l'action, dividendes et volume d'activité moyen quotidien de l'action en nombre de transactions ajusté suite à la division de l'action ; valeurs arrondies

²⁾ Dernier cours du jour

³⁾ Pour 2016, montant proposé par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires

⁴⁾ Basé sur le résultat net courant

⁵⁾ Dividendes par rapport au dernier cours de l'exercice

Sources : Euronext et Bloomberg

Dividendes

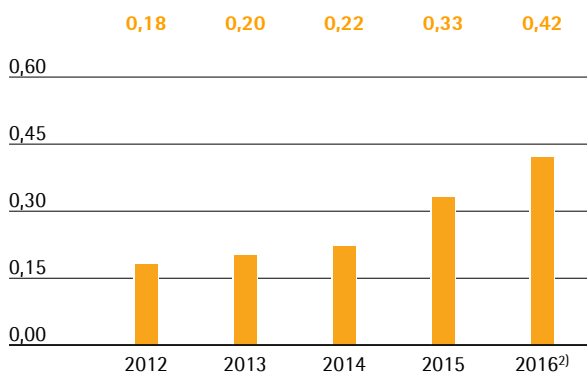
Sartorius Stedim Biotech s'efforce de faire participer les actionnaires à la réussite de l'entreprise et a augmenté régulièrement ces dernières années le dividende. Ainsi le groupe Sartorius Stedim Biotech poursuit l'objectif de distribuer une part relativement stable du résultat net courant à ses actionnaires. Pour la définition de ce terme voir le glossaire et la page 215.

Résultat net courant

Le Conseil d'administration soumettra une proposition à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires du 4 avril 2017 visant à verser un dividende sur la base du résultat net publié de 176,6 millions d'euros au titre de l'exercice 2016, soit un montant de 0,42 euro par action, contre 0,33 euro l'exercice précédent. Le montant total distribué augmenterait de 26,0%, passant de 30,7 millions d'euros l'année dernière à 38,7 millions d'euros. Le ratio dividendes|résultat net courant s'établirait à 21,9%, par comparaison aux 22,1% de l'exercice précédent. Le rendement de l'action par rapport au cours de clôture du 31 décembre 2016 (59,97 euro) s'élèverait ainsi à 0,7% contre 0,6% l'année précédente.

Dividendes¹⁾

en €



¹⁾ 2012 à 2015 ajusté suite à la division de l'action ; valeurs arrondies

²⁾ Montant proposé par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires

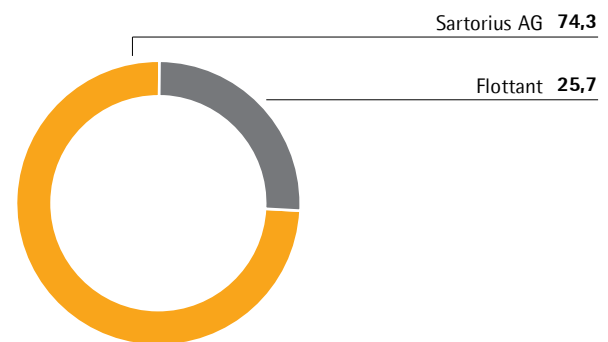
Structure de l'actionariat

En conséquence de la division de l'action et de l'augmentation de la valeur nominale des actions de la société, le capital social émis de Stedim Biotech S.A. s'élève à 18,4 millions d'euros au 31 décembre 2016 et se divise en 92 180 190 actions, chacune d'une valeur nominale de 0,20 euro. Certaines actions étant dotées d'un droit de vote double, le total des droits de vote s'établit à 162 041 944 à la date de clôture de l'exercice.

Au 31 décembre 2016, Sartorius AG détient 74,3% du capital social et 84,5% des droits de vote en circulation. Le flottant représente 25,7% des actions, soit 15,5% des droits de vote en circulation.

Structure de l'actionariat

% du capital-actions



Rapport de gestion

02

Structure et gestion du groupe

Structure juridique du groupe

Sartorius Stedim Biotech est un groupe implanté mondialement, qui compte plus de 4 700 collaborateurs et des filiales dans plus de vingt pays. La société mère du groupe Sartorius Stedim Biotech est Sartorius Stedim Biotech S.A. dont le siège est à Aubagne, en France.

Sartorius Stedim Biotech S.A. est cotée sur Euronext, à la Bourse de Paris. Environ 74% du capital social et près de 85% des droits de vote de Sartorius Stedim Biotech S.A. sont détenus par Sartorius AG.

Sartorius AG est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de technologies de laboratoire et de bioprocédés. Son siège social se trouve à Goettingen, en Allemagne. Le groupe est coté à la Bourse d'Allemagne et il répartit ses activités en deux divisions : la division bioprocédés en tant que sous-groupe de sa société mère Sartorius Stedim Biotech S.A. et la division laboratoire.

Les comptes consolidés du groupe Sartorius Stedim Biotech incluent les comptes annuels de Sartorius Stedim Biotech S.A. et de toutes les filiales dans lesquelles Sartorius Stedim Biotech S.A. a un pourcentage de contrôle au sens de la norme IFRS 10.

La liste des filiales figure en page 130.

Organisation et gestion du groupe

Le groupe Sartorius Stedim Biotech est principalement organisé par fonction, à l'échelle mondiale. Sa gestion s'articule donc autour des fonctions clés de l'entreprise, entre tous ses sites et régions.

Cette organisation fonctionnelle mondiale forme une plate-forme efficace qui permet la mise en œuvre d'une stratégie centralisée, ainsi qu'une collaboration et une exécution rapides et efficaces dans le groupe. Elle donne ainsi à l'entreprise les moyens de mettre en place sa stratégie de fournisseur de solutions intégrées et facilite son positionnement vis-à-vis de clients qui partagent la même dimension internationale.

Le Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech S.A. est composé de dix membres, quatre membres exécutifs et six membres non exécutifs. Quatre de ces membres non exécutifs sont membres des Comités des rémunérations et d'audit. Le groupe est dirigé opérationnellement par les quatre membres exécutifs du Conseil d'administration (le Comité exécutif).

La mise en œuvre des différentes stratégies et des projets du groupe au niveau local relève de la responsabilité des filiales nationales. Les organes dirigeants des sociétés locales gèrent leur organisation en fonction des dispositions statutaires en vigueur, de leurs statuts et des règles de procédure dans le respect des principes de gouvernance d'entreprise applicables au groupe Sartorius Stedim Biotech à l'échelle mondiale. Vous trouverez plus d'informations sur le Conseil d'administration dans la partie « Gouvernance d'entreprise ».

Changements dans le portefeuille du groupe

En juillet 2016, Sartorius Stedim Biotech a acquis kSep Holdings, Inc., une jeune entreprise de technologie américaine basée à Morrisville, en Caroline du Nord. kSep développe et commercialise des centrifugeuses à usage unique entièrement automatisées utilisées pour la fabrication de produits biopharmaceutiques. Cette acquisition vient ainsi compléter le portefeuille de produits de Sartorius Stedim Biotech. En 2015, l'entreprise a généré un chiffre d'affaires d'environ 5 millions de dollars US. Elle a été consolidée pour la première fois fin juillet 2016, au terme de l'acquisition.

Contrôle financier et indicateurs clés de performance

Le groupe Sartorius Stedim Biotech est géré par un certain nombre d'indicateurs clés de performance, décisifs notamment pour établir la part de rémunération variable des membres du Comité exécutif et des dirigeants.

Le principal paramètre de gestion utilisé par Sartorius Stedim Biotech pour évaluer le développement de la taille du groupe est la croissance à taux de change constant de son chiffre d'affaires.

L'indicateur clé de la rentabilité est l'EBITDA corrigé des éléments non-récurrents, en d'autres termes l'EBITDA courant, et sa marge correspondante. Pour la définition de ce terme et plus d'informations sur sa présentation, voir le glossaire et la page 215.

Concernant la capacité d'endettement du groupe Sartorius Stedim Biotech, un nouvel indicateur clé est le ratio d'endettement net rapporté à l'EBITDA courant pour les douze derniers mois.

De plus, le ratio d'investissement, à savoir les dépenses d'investissement rapportées au chiffre d'affaires, constitue un paramètre de contrôle essentiel.

Les indicateurs financiers et non financiers suivants font également l'objet d'une information régulière :

- Prise de commandes
- Résultat net courant | résultat net courant par action
- Résultat net | résultat net par action
- Ratio de fonds propres
- Besoin en fonds de roulement
- Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle
- Effectifs

Les objectifs annuels du groupe publiés en début d'exercice se rapportent en général à l'évolution du chiffre d'affaires et à la marge d'EBITDA courant. Le ratio d'investissement anticipé ainsi qu'une estimation du ratio endettement net rapporté à l'EBITDA courant sont également communiqués par le groupe.

Stratégie et objectifs

Sartorius Stedim Biotech est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de produits et services destinés à la fabrication biologique de médicaments et vaccins sûrs et efficaces.

Dans le cadre de notre stratégie de « Total solutions provider » (fournisseur de solutions de bout en bout), nous avons créé un portefeuille de produits et de technologies étendu à l'intention de nos clients biopharmaceutiques, qui repose tant sur nos propres développements que sur nos acquisitions. Ce portefeuille couvre pratiquement toutes les étapes de leurs procédés de fabrication et inclut, entre autres, des milieux de culture cellulaire, des lignées cellulaires, des bioréacteurs, une large gamme de produits destinés à la séparation, la purification et la concentration, ainsi que des solutions pour le stockage et le transport de produits biologiques intermédiaires et finaux.

Sartorius Stedim Biotech réalise environ les trois quarts de son chiffre d'affaires à partir de produits à usage unique. En raison de leurs atouts en termes de coûts et de leur plus grande souplesse par rapport aux

technologies réutilisables, l'industrie pharmaceutique a de plus en plus recours à ces produits à usage unique. Sartorius Stedim Biotech possède le portefeuille de technologies à usage unique le plus étendu de tout le secteur.

Grâce à notre force de vente spécialisée présente à l'échelle mondiale, nous nous adressons à un marché attractif, au taux de croissance supérieur à la moyenne. Comme les procédés de fabrication de nos clients sont validés par les autorités sanitaires nationales respectives, la qualité des produits et la garantie d'approvisionnement sont essentielles. Nous considérons nos positions prédominantes sur le marché mondial comme des tremplins efficaces pour stimuler une croissance dynamique et rentable à l'avenir. En parallèle de la réalisation de son potentiel de croissance interne, Sartorius Stedim Biotech prévoit également de poursuivre le développement du portefeuille de la division par le biais d'acquisitions et d'alliances complémentaires.

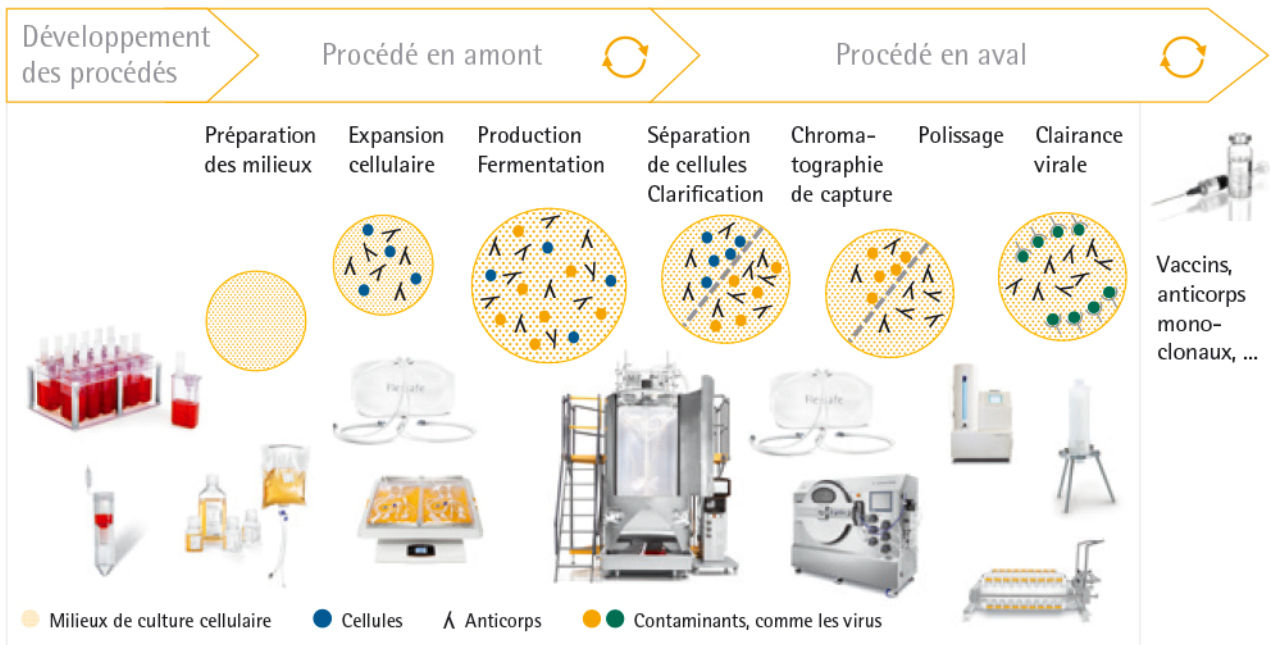


Diagramme simplifié

La stratégie de Sartorius Stedim Biotech à 2020

En 2011, le groupe a défini sa stratégie et ses objectifs à long terme pour atteindre une croissance rentable d'ici à 2020. Début 2016, à mi-parcours de cette échéance, ces objectifs à horizon 2020 ont été revus et actualisés.

L'objectif de chiffre d'affaires de la société a ainsi augmenté légèrement, d'environ 1,5 milliard d'euros à environ 1,5-1,6 milliard d'euros d'ici 2020. La croissance devrait principalement être générée par le portefeuille existant du groupe, c'est-à-dire via la croissance organique, et complétée par les acquisitions. Au regard de sa rentabilité, Sartorius Stedim Biotech a rehaussé son objectif de marge rapporté à l'EBITDA courant d'environ 28 % à près de 29-30 % en 2020. De tels chiffres supposeraient que la rentabilité de toute acquisition future soit comparable à celle des activités existantes et qu'aucun changement significatif n'affecte les principaux taux de change.

Les objectifs du plan à l'horizon 2020 de Sartorius Stedim Biotech sont mis en œuvre par le biais de diverses initiatives de croissance sur les axes prioritaires suivants :

Initiatives de croissance régionales

D'un point de vue géographique, l'Amérique du Nord et certains pays en Asie sont au cœur de la stratégie de croissance de Sartorius Stedim Biotech.

L'Amérique du Nord est le plus grand marché au niveau mondial de fabrication des produits biopharmaceutiques. Comme ce marché est le berceau des principaux concurrents du groupe, historiquement nous y avons occupé une part de marché inférieure à celles en Europe et en Asie. Sartorius Stedim Biotech s'efforce donc de conquérir de nouvelles parts de marché en Amérique du Nord, principalement par le renforcement de ses forces commerciales et de service.

L'Asie est notre deuxième cible de marché au plan géographique, en particulier la Chine, la Corée du Sud et l'Inde. Ces marchés offrent un formidable potentiel en raison de leurs systèmes de soins de santé en plein essor et de la hausse des dépenses des ménages. Par ailleurs, les principales capacités de production de produits biosimilaires sont établies dans ces pays et les sous-traitants renforcent leur présence dans cette zone géographique. Pour participer à ce mouvement de la meilleure façon possible, nous avons déjà considérablement investi dans nos infrastructures de vente au sein de cette région.

Développement du portefeuille de produits

Pour ce qui concerne la poursuite du développement de notre portefeuille de produits, la stratégie 2020 prévoit également des acquisitions en dehors de la conduite de nos propres activités de recherche et développement, ainsi que la conclusion d'alliances. Ces acquisitions seront essentiellement centrées sur l'introduction de technologies et produits complémentaires qui renforcent l'attrait pour le client de notre portefeuille. Nous avons enrichi notre portefeuille avec l'acquisition de six petites et moyennes entités depuis 2011.

Infrastructures

L'efficacité de nos processus métier, la puissance de nos infrastructures informatiques et le développement adéquat de nos capacités de production sont la colonne vertébrale de notre projection de croissance. Sartorius Stedim Biotech utilise de plus en plus de processus métier standardisés et développe très largement les capacités de production des différents sites, notamment pour ses produits filtres et poches. Pour plus des informations se referer au page 28..

Conditions sectorielles

Les clients de Sartorius Stedim Biotech sont principalement issus de l'industrie biopharmaceutique et l'activité du groupe est ainsi particulièrement exposée à l'évolution de cette industrie.

Croissance soutenue des marchés pharmaceutiques mondiaux

Selon un certain nombre d'observateurs de marché, l'industrie pharmaceutique mondiale a une nouvelle fois enregistré une évolution positive en 2016, marquée par une croissance de l'ordre de 4% à 5%. La mise sur le marché de nouveaux médicaments, le meilleur accès aux soins de santé, en particulier au travers du développement des systèmes de santé publique et la croissance ainsi que le vieillissement continue de la population mondiale ont été les principaux moteurs de croissance. Ces facteurs positifs ont été contrebalancés par les mesures d'austérité appliquées à certains systèmes de santé et par l'expiration de brevets.

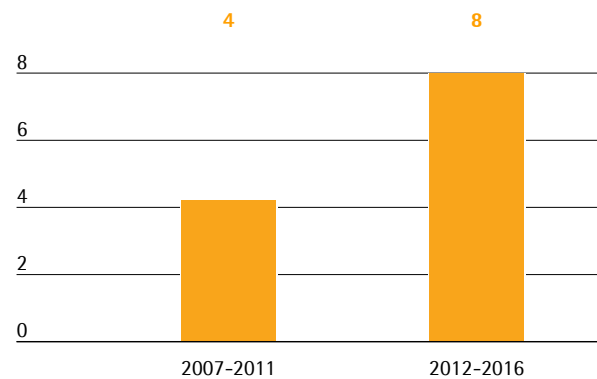
Comme les années précédentes, la dynamique de croissance la plus forte a été enregistrée par les « marchés pharmémérgents », au vu d'une avancée favorisée par le développement de la couverture maladie universelle et la hausse des dépenses privées. Les États-Unis, premier marché pharmaceutique mondial, ont connu une croissance significative sous l'effet comparé des nombreuses autorisations octroyées pour de nouveaux médicaments ces dernières années. De façon contrastée, la croissance du marché pharmaceutique européen est restée impactée par les mesures d'austérité appliquées à certains systèmes de santé.

Croissance supérieure à la moyenne dans le secteur de la biotechnologie

Les médicaments produits par procédés biotechnologiques occupent une place considérable sur le marché pharmaceutique depuis de nombreuses années maintenant et ont connu une progression particulièrement soutenue en 2015, poursuivie sur l'ensemble de 2016. Cette croissance historique s'explique tout particulièrement par la mise sur le marché de nombreux produits biopharmaceutiques et par la pénétration croissante des médicaments existants, en partie grâce à l'extension des nouvelles prescriptions.

La productivité soutenue de la R&D dans le secteur de la biotechnologie a contribué à une hausse sensible du nombre de nouvelles autorisations de mises sur le marché de produits biopharmaceutiques ces dernières années. À titre d'exemple, le nombre de nouvelles autorisations aux États-Unis a presque doublé au cours des cinq dernières années par comparaison à la période précédente. Dans l'ensemble, la part occupée dans le chiffre d'affaires du marché pharmaceutique mondial par les médicaments produits par procédés biotechnologiques a ainsi progressé pour passer d'environ 20% en 2012 à quelque 25% au cours de l'exercice considéré.

Nombre moyen de nouvelles approbations des médicaments biotechnologiques aux États-Unis par année



Les biosimilaires, copies biologiques des médicaments originaux, n'ont pour le moment joué qu'un rôle mineur dans la croissance du marché biotechnologique. Pourtant, même s'il est peu développé par rapport aux marchés des biosimilaires en Europe et en Asie, le marché américain a enregistré une avancée significative dans le domaine au cours de l'exercice considéré : en 2016, trois biosimilaires ont été soumis à l'autorisation de la FDA, l'autorité de santé américaine, après la première autorisation de mise sur le marché en 2015 sur la base d'une procédure de validation accélérée.

Poursuite de l'importance croissante des systèmes à usage unique dans la fabrication de produits biopharmaceutiques

Les méthodes de production biotechnologique sont bien plus complexes et coûteuses que les méthodes traditionnelles de production de médicaments. Aussi, les fabricants et sous-traitants mettent tout en œuvre pour développer des technologies de fabrication plus efficaces. Les produits à usage unique jouent un rôle prépondérant dans ce contexte car ils nécessitent beaucoup moins de dépenses d'investissement, réduisent les coûts associés aux processus de nettoyage et de validation et diminuent les temps d'arrêt entre deux cycles de production. Les produits à usage unique offrent aussi davantage de flexibilité dans la production et favorisent une mise sur le marché plus rapide. Grâce principalement à leur rapport coût/efficacité, les produits à usage unique sont aujourd'hui bien établis dans un grand nombre d'étapes des processus de fabrication des médicaments.

Croissance modérée du marché mondial des produits de laboratoire

Le marché mondial des produits de laboratoire a enregistré une progression d'environ 2,5 % au cours de l'exercice considéré selon une étude de « Frost & Sullivan ». Face à la croissance économique modérée et à l'incertitude qui entoure le référendum sur le Brexit, la croissance en Europe est ressortie à 1,5 % uniquement. Les États-Unis, premier marché mondial des produits de laboratoire, ont connu une hausse de 2,7 %. L'activité du secteur de la recherche publique n'a été que légèrement supérieure aux niveaux de 2015 mais la demande de produits de laboratoire de la part de l'industrie biopharmaceutique a été très soutenue. Les pays asiatiques affichent une nouvelle fois une croissance marquée, notamment la Chine et l'Inde, où le marché des produits de laboratoire a profité d'une progression supérieure à la moyenne, de 7,8 % pour la Chine et 8,8 % pour l'Inde.

Concurrence

Les principaux facteurs qui permettent à des entreprises de se différencier de la concurrence sur le marché des biotechnologies sont la force d'innovation, ainsi que la qualité et la performance de leurs produits. Le secteur de la biotechnologie cherche constamment à découvrir de nouveaux champs d'application et attend de ses fournisseurs un degré équivalent de réactivité et de créativité pour la mise au point de nouveaux équipements destinés à la fabrication de produits biotechnologiques. Les nouveaux fournisseurs en particulier cherchent à exploiter les opportunités propres à ce secteur pour introduire le marché avec des produits de niche soigneusement ciblés. Les fournisseurs déjà implantés, quant à eux, misent sur le développement continu de leur portefeuille de produits.

Nous réalisons environ 90 % de notre chiffre d'affaires sur des processus validés. Le remplacement de nos produits par des produits concurrents sur ce type de processus, une fois la phase de production lancée, est très onéreux, ce qui nous confère une part significative d'activité récurrente d'une année sur l'autre. La grande force du groupe Sartorius Stedim Biotech est l'exploitation de ses processus de solutions intégrées : de la recherche et développement de substances en laboratoire à la fabrication du produit fini. Nous proposons le plus large portefeuille de produits de notre secteur d'activité. Notre positionnement stratégique sur les produits à usage unique est un atout concurrentiel supplémentaire. Le groupe Sartorius Stedim Biotech est l'un des leaders du marché mondial dans les domaines de la filtration, de la fermentation, de la gestion des fluides et de la chromatographie sur membrane.

La plupart de nos concurrents sont des multinationales basées aux États-Unis. Merck KGaA, Danaher Corp., General Electric Company et Thermo Fisher Scientific Inc. sont parmi nos principaux concurrents dans le domaine des processus ; Thermo Fisher et Merck KGaA dans le domaine du laboratoire ; et de plus petites entreprises le sont également sur des segments précis de marché.

Sources : IMS : IMS Health Market Prognosis, mars 2016 ; Global Medicines in Use in 2020, novembre 2015 ; Evaluate Pharma : World Preview 2016, Outlook to 2022, septembre 2016 ; Frost & Sullivan : rapport annuel 2016 : Forecast and Analysis of the Global Market for Laboratory Products, octobre 2016 ; www.fda.gov ; FDA-Approves-Third-Biosimilar-in-US-First-for-Amgens-Blockbuster-Enbrel, www.raps.org.

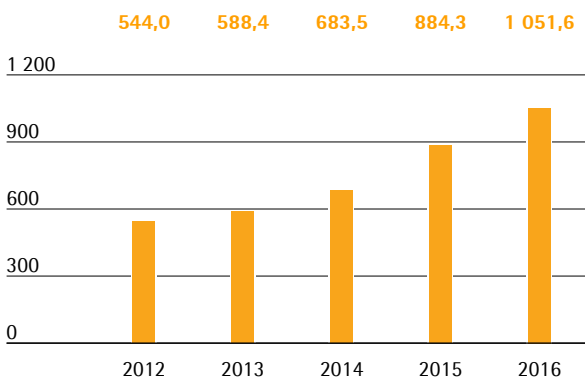
Évolution des activités du groupe

Chiffre d'affaires

Au cours de l'exercice 2016, Sartorius Stedim Biotech a à nouveau témoigné d'une croissance particulièrement robuste, avec une hausse de 20,4% de son chiffre d'affaires, à 1 051,6 millions d'euros. La société a ainsi atteint la tranche supérieure de ses prévisions pour l'exercice entier qui s'étaient vu relevées vers le milieu de l'année en partie à la faveur de quelques commandes d'équipements plus importantes (projections initiales : entre 12% et 16% environ à taux de change constant). Sartorius Stedim Biotech a enregistré une croissance à deux chiffres sur l'ensemble du portefeuille au sein d'un marché toujours dynamique. L'expansion commerciale a principalement été alimentée par une croissance organique de l'ordre de 19% tandis que les acquisitions ont contribué pour environ 2 points.

Chiffre d'affaires 2012 à 2016

en millions €



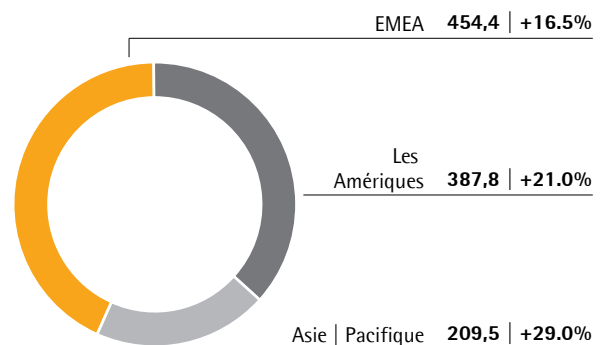
Chiffre d'affaires et prises de commandes

en millions €	2016	2015	Δ en % déclaré	Δ en % à taux de change constant
Chiffre d'affaires	1 051,6	884,3	18,9	20,4
Prises de commandes	1 080,8	946,4	14,2	15,6

Toutes les régions ont signé des taux de croissance à deux chiffres et ainsi contribué à l'expansion du chiffre d'affaires du groupe. La zone EMEA, la région qui a généré le chiffre d'affaires le plus élevé - représentant près de 43% du chiffre d'affaires de la société - a enregistré une hausse de ses ventes de 16,5%, pour s'établir à 454,4 millions d'euros. Les Amériques, qui représentent environ 37% du chiffre d'affaires, ont gagné de nouvelles parts de marché sur notre portefeuille de produits à usage unique selon nos estimations, avec une augmentation globale du chiffre d'affaires de 21,0%, à 387,8 millions d'euros. L'Asie | Pacifique, région qui représente environ 20% du chiffre d'affaires, a également témoigné d'une croissance très dynamique. Partiellement porté par une forte demande d'équipements, le chiffre d'affaires de cette région a significativement progressé de 29,0%, à 209,5 millions d'euros. (Toutes les variations par zone géographique sont à taux de change constant)

Chiffre d'affaires et variation¹⁾ par zones géographiques²⁾

en millions € sauf indications particulières



¹⁾ A taux de change constant

²⁾ Selon la localisation des clients

Évolution des charges et produits

Au cours de l'exercice considéré, le coût des ventes s'est établi à 524,8 millions d'euros et a donc augmenté de manière légèrement plus que proportionnelle de 21,3 % en comparaison du chiffre d'affaires. Ceci était principalement dû aux effets du mix des produits et aux amortissements plus importants en raison des investissements dans l'augmentation des capacités. Le ratio du coût des ventes s'est établi à 49,9 % contre 48,9 % au cours de l'exercice précédent.

Les coûts de vente et de distribution ont augmenté à un rythme moins rapide que le chiffre d'affaires avec une hausse de 11,6 %, à 186,6 millions d'euros. En conséquence, le ratio des coûts de vente et de distribution par rapport au chiffre d'affaires est tombé à 17,7 % contre 18,9 % pour l'exercice précédent.

Les coûts de recherche et développement ont enregistré une augmentation de 14,5 % à 47,5 millions d'euros au cours de l'exercice considéré, soit 4,5 % du chiffre d'affaires par rapport à 4,7 % pour l'exercice précédent.

Le poste « Frais généraux » a connu une hausse de 15,5 % à 56,5 millions d'euros, qui peut être imputée principalement au développement de certaines fonctions spécifiques, comme l'informatique dans le cadre de la mise en œuvre de notre stratégie à moyen terme. Les frais généraux ont représenté 5,4 % du chiffre d'affaires par rapport à 5,5 % pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2016, le solde des autres produits et charges s'est élevé à -10,3 millions d'euros contre -9,6 millions d'euros au titre de l'exercice précédent. Ce montant inclut des éléments non récurrents, qui se sont élevés à -18,1 millions d'euros (contre -7,4 millions d'euros pour l'exercice précédent). Ces éléments étaient, entre autres, liés à différents projets et dépenses de l'entreprise en lien avec nos récentes acquisitions.

L'EBIT du groupe a augmenté de façon plus que proportionnelle par rapport au chiffre d'affaires, en hausse de 22,4 % à 225,9 millions d'euros. Sa marge d'EBIT s'est établie à 21,5 % (2015 : 20,9 %).

Le résultat financier a légèrement progressé à -12,9 millions d'euros en 2016, contre -14,9 millions en 2015. Cette hausse est principalement attribuable aux effets de valorisation moins négatifs des opérations de couverture.

Les impôts sur les bénéfices ont atteint un total de 57,1 millions d'euros (2015 : 50,2 millions d'euros). Le taux d'imposition de la société s'est établi à 26,8 % par rapport à 29,6 % au cours de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice considéré, le résultat net attribuable aux actionnaires de Sartorius Stedim Biotech S.A. s'est élevé à 153,7 millions d'euros par rapport à 118,0 millions d'euros pour l'exercice précédent.

Compte de résultats

en millions €	2016	2015	Δ en %
Chiffre d'affaires	1051,6	884,3	18,9
Coût des ventes	- 524,8	- 432,5	- 21,3
Marge brute	526,8	451,8	16,6
Frais commerciaux et de distribution	- 186,6	- 167,2	- 11,6
Frais de recherche et développement	- 47,5	- 41,5	- 14,5
Frais généraux	- 56,5	- 48,9	- 15,5
Autres produits et charges opérationnels	- 10,3	- 9,6	- 7,0
Résultat opérationnel (EBIT)	225,9	184,5	22,4
Produits financiers	1,9	2,9	- 34,0
Charges financières	- 14,8	- 17,7	16,3
Résultat financier	- 12,9	- 14,9	12,9
Résultat avant impôts	213,0	169,7	25,5
Charge d'impôts	- 57,1	- 50,2	- 13,8
Résultat net	155,9	119,5	30,4
Attribuable à :			
Part SSB S.A.	153,7	118,0	30,2
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	1,5	47,1

Résultat

Le groupe Sartorius Stedim Biotech utilise l'EBITDA, résultat avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements, comme indicateur clé de sa rentabilité. Pour donner une meilleure image de la rentabilité récurrente du groupe, à même de soutenir également la comparaison sur le plan international, nous présentons un résultat corrigé des éléments non récurrents (EBITDA courant). Pour plus d'informations sur les définitions, se reporter au glossaire en page 215. Le rapprochement entre les indicateurs courant et l'indicateur clé EBITDA (voir glossaire) est précisé ci-dessous :

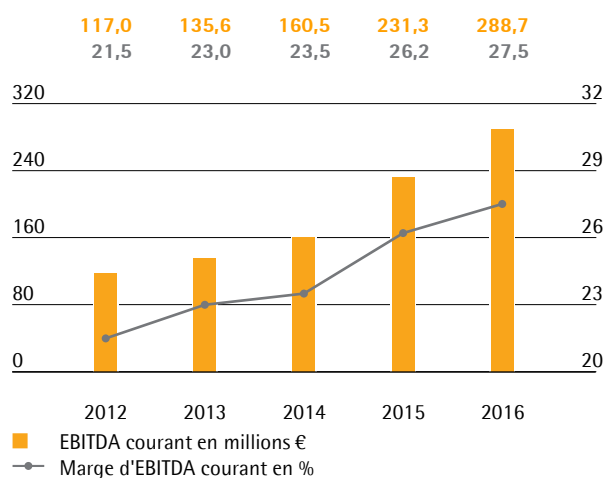
Rapprochement entre présentation retraitée et indicateur clé EBITDA

en millions €	2016	2015
EBIT (Résultat opérationnel)	225,9	184,5
Éléments non récurrents	18,1	7,4
Dépréciations et amortissements	44,7	39,4
EBITDA courant	288,7	231,3

Au cours de l'exercice considéré, l'EBITDA courant de Sartorius Stedim Biotech a progressé de façon plus que proportionnelle par rapport à son chiffre d'affaires, avec un gain de 24,8%, à 288,7 millions d'euros. Cette augmentation a principalement été soutenue par des économies d'échelle liées aux ventes. La marge d'EBITDA correspondante en hausse de 26,2% à 27,5% a atteint nos prévisions qui avaient été relevées vers le milieu de l'année (projections initiales : environ +1% par rapport à 2016, à taux de change constant).

EBITDA courant et marge¹⁾

in €

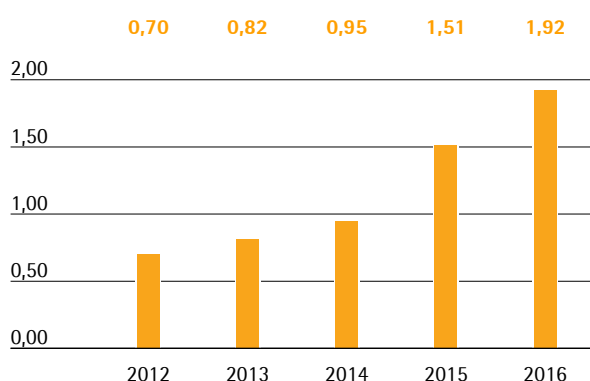


¹⁾ Corrigé des éléments non récurrents

Le résultat net courant, hors participations ne donnant pas le contrôle du groupe, a fortement augmenté, passant de 139,3 millions d'euros l'année dernière à 176,6 millions d'euros pour l'exercice 2016. Ce chiffre constitue la base de calcul du résultat à attribuer et est calculé après retraitement des éléments non récurrents et élimination des amortissements sans effets sur la trésorerie de 14,3 millions d'euros (12,9 millions d'euros en 2015). Il est basé sur le résultat financier normalisé (cf. glossaire) et sur les charges d'impôts correspondantes pour chacun de ces éléments. Le résultat net courant par action a progressé de 26,9%, passant de 1,51 euro un an auparavant à 1,92 euro. Ce montant d'il y a un an a été corrigé pour tenir compte de la division de l'action, qui est entrée en vigueur le 10 mai 2016.

Résultat net courant par action¹⁾²⁾

en €



1) Corrigé des éléments non récurrents

2) Les exercices 2012 à 2015, ajusté suite à la division de l'action ; valeurs arrondies

en millions €	2016	2015
EBIT (Résultat opérationnel)	225,9	184,5
Éléments non récurrents	18,1	7,4
Amortissement IFRS 3	14,3	12,9
Résultat financier normalisé¹⁾	- 6,5	- 6,3
Charge d'impôt normalisé (2016 : 29 %, 2015 : 29 %) ²⁾	- 73,0	- 57,5
Résultat net courant	178,8	140,8
Participations ne donnant pas le contrôle	- 2,2	- 1,5
Résultat net courant après participations ne donnant pas le contrôle	176,6	139,3
Résultat net courant par action (en €)	1,92	1,51

1) Résultat financier hors ajustements pour variation des justes valeurs des instruments de couverture et impacts de change liés aux emprunts en devises

2) Charges courantes d'impôt basées sur le résultat courant avant taxes et dépréciation des éléments non monétaires

Voir le glossaire pour la définition des agrégats mentionnés ci-dessus.

Recherche et développement

Les activités de recherche et développement (R&D) de Sartorius Stedim Biotech couvrent à la fois le développement en interne de produits nouveaux et améliorés de nos propres technologies de base et l'intégration de nouveaux produits par le biais d'alliances. Notre objectif est d'aider nos clients à optimiser leurs processus en continu et à accroître constamment leur efficacité.

En interne, les actions de la R&D du groupe Sartorius Stedim Biotech se concentrent sur les domaines technologiques suivants : les membranes qui sont la base de tous types de produits filtrants ; différentes technologies comme les poches à usage unique et les capteurs ; et les technologies de contrôle, par exemple pour la fermentation. Nous tendons de plus en plus vers une approche consistant à lier nos technologies uniques pour développer de nouveaux produits et solutions. Grâce à notre vaste portefeuille de produits, nous avons une expertise approfondie dans le développement d'applications de bioprocédés.

Au cours de l'exercice considéré, les activités de R&D ont été notamment concentrées sur le développement d'une nouvelle plateforme logicielle destinée au contrôle de chaque étape du procédé. Elle permet la création de données cohérentes en temps réel pour un suivi optimisé et un contrôle des procédés en amont et en aval, de l'échelle du laboratoire jusqu'à la production commerciale.

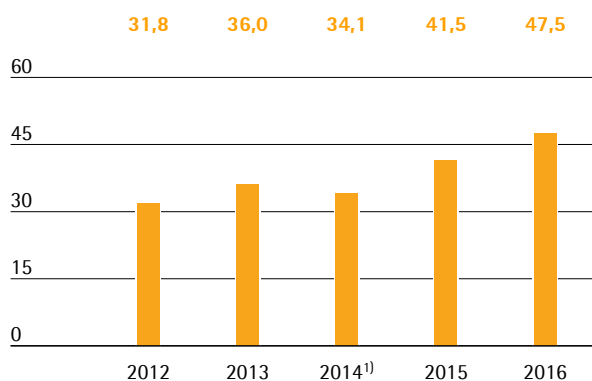
Dans le domaine de la fermentation à usage unique, nous avons travaillé sur une nouvelle génération de produit de notre famille de bioréacteurs modulaires STR. Il permet la fermentation de volumes compris entre 12,5 et 2 000 litres et offre à nos poches innovantes Flexsafe et à nos capteurs améliorés un design convivial.

D'un point de vue géographique, le principal site de R&D est à Goettingen, en Allemagne. Nous développons d'autres activités fondamentales en R&D à Aubagne, Guxhagen, Bangalore et Royston.

Au cours de l'exercice considéré, le groupe Sartorius Stedim Biotech a intensifié ses activités de R&D et les dépenses de ce secteur ont augmenté de 14,5% pour atteindre 47,5 millions d'euros (contre 41,5 millions d'euros l'exercice précédent). En raison de la forte croissance du chiffre d'affaires, le ratio dépenses de R&D | chiffre d'affaires a légèrement baissé à 4,5%, contre 4,7% l'exercice précédent.

Frais de recherche et développement

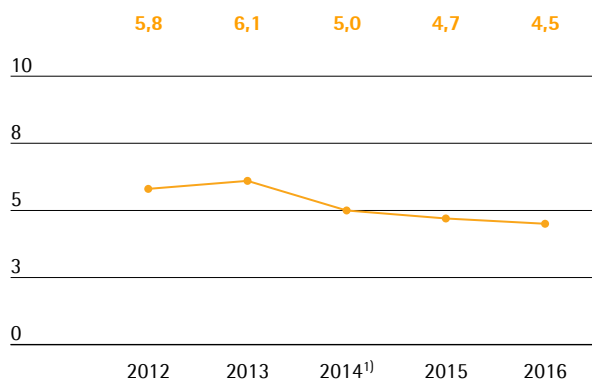
en millions €



¹⁾ retraité; pour de plus amples informations, veuillez vous référer au chapitre des états financiers consolidés et notes annexes à la page 121

Frais de recherche et développement

en % du chiffre d'affaires



¹⁾ retraité; pour de plus amples informations, veuillez vous référer au chapitre des états financiers consolidés et notes annexes à la page 121

Selon les normes IFRS, certains coûts de développement doivent être capitalisés au bilan, puis amortis sur les années suivantes. Au cours de l'exercice considéré, ces investissements de développement se sont élevés à 14,6 millions d'euros, contre 8,2 millions d'euros l'exercice précédent. Ils représentent une part de 23,5% (2015 : 16,4%) du total des dépenses de R&D du groupe. La dépréciation relative aux coûts de développement capitalisés s'est élevée à 5,3 millions d'euros au cours de l'exercice considéré (2015 : 5,2 millions d'euros). Ces coûts sont repris dans le coût des ventes.

Pour préserver notre savoir-faire, nous poursuivons une politique de protection ciblée de nos droits sur la propriété, aussi bien intellectuelle qu'industrielle. Nous contrôlons systématiquement le respect de ces droits et vérifions la nécessité de leur maintien d'un point de vue du rapport coût | bénéfices.

Le nombre de demandes de protection des droits de propriété intellectuelle a été de 107 en 2016, contre 95 en 2015. Suite aux demandes déposées les années précédentes, 188 brevets et marques nous ont été accordés (2015 : 183). À la date de clôture de l'exercice, nous avons dans notre portefeuille un total de 1 901 brevets et marques (2015 : 1 959).

	2016	2015
Nombre de brevets et de marques déposés	107	95
Nombre de brevets et de marques enregistrés	188	183

Dépenses d'investissement

Le groupe Sartorius Stedim Biotech a enregistré une hausse considérable de ses dépenses d'investissement, de 54,5 millions d'euros en 2015 à 80,2 millions d'euros au cours de l'exercice considéré. Le ratio dépenses d'investissement / chiffre d'affaire s'élève à 7,6 % (2015 : 6,2 %), dans la lignée de l'annonce en cours d'exercice d'une augmentation, initiée plus tôt, de nos capacités de production dans une mesure plus large qu'initialement prévu (estimation initiale : entre 6 % et 8 %).

La société s'est appuyée sur la solidité de sa croissance organique pour réaliser des investissements soutenus dans ses capacités de production au cours de l'exercice considéré. Nous avons notamment élargi la production de filtres sur notre site de Goettingen et avons commencé plus tôt que prévu à accroître nos capacités de fabrication de filtres et de poches sur notre site de Yauco. En outre, une nouvelle unité de production a été mise en exploitation à Stonehouse au cours de la période.

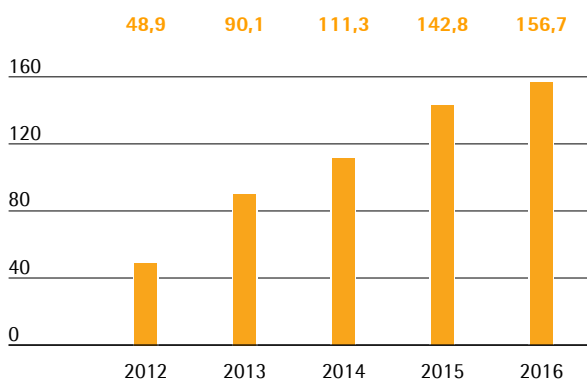
Patrimoine et situation financière

Flux de trésorerie

Le flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle du groupe Sartorius Stedim Biotech a augmenté, passant de 142,8 millions d'euros à 156,7 millions d'euros pour l'exercice considéré. Ce gain de 9,7% est essentiellement attribuable à la hausse des résultats. L'augmentation principalement liée à la croissance du besoin en fonds de roulement net ainsi que la hausse des impôts ont eu un effet opposé sur l'exercice 2016.

Trésorerie nette de l'activité opérationnelle

en millions €



Les flux nets de trésorerie générés liés aux opérations d'investissement ont enregistré une hausse de 52,0% à 79,7 millions d'euros. Au cours de l'exercice considéré, Sartorius Stedim Biotech a commencé à augmenter ses capacités de production plus tôt et dans une mesure supérieure à celle initialement prévue. Nous avons donc commencé à sensiblement étendre nos capacités de production en matière de poches et de filtres à usage unique dans notre usine de Yauco. Nous avons en outre étendu notre production de membranes sur notre site de Goettingen.

Les flux de trésorerie de 23,0 millions d'euros liés aux acquisitions réalisées au cours de l'exercice considéré sont attribuables à l'acquisition de kSep Systems. Le montant de l'année précédente (- 53,9 millions d'euros) reflétait les acquisitions de BioOutsource et Cellca.

Dans l'ensemble, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement et aux acquisitions s'élevaient donc à 102,7 millions d'euros contre 106,3 millions d'euros en 2015. Le groupe a donc une nouvelle fois financé l'ensemble de ses investissements et acquisitions à partir de ses flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle.

Le flux net de trésorerie provenant des opérations de financement s'élève à -50,1 millions d'euros et s'explique en grande partie par le paiement des dividendes au titre de l'exercice 2015 effectué en 2016 qui totalise 31,5 millions d'euros ainsi qu'au remboursement de la dette.

Tableau de flux de trésorerie Synthèse

en millions €	2016	2015
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	156,7	142,8
Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissement	- 102,7	- 106,3
Trésorerie provenant des opérations de financement	- 50,1	- 27,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34,8	31,8
Endettement brut	102,3	118,3
Endettement net	67,6	86,4

Bilan consolidé

Le bilan du groupe Sartorius Stedim Biotech a enregistré une hausse de 129,7 millions d'euros entre le 31 décembre 2015 et la date de clôture au 31 décembre 2016. Il s'établit désormais à 1 195,8 millions d'euros.

Le groupe a enregistré une hausse des actifs non courants qui sont passés de 715,3 millions d'euros en 2015 à 764,1 millions d'euros en 2016, principalement sous l'effet des investissements dans nos capacités de production.

Les actifs courants se sont élevés à 431,7 millions d'euros, contre 350,8 millions d'euros enregistrés l'année précédente. Cette hausse a essentiellement été alimentée par la consolidation du besoin en fonds de roulement mentionnée précédemment.

Chiffres clés du besoin en fonds de roulement
 en nombre de jours

		2016	2015
Rotation des stocks			
Stocks			
Chiffre d'affaires	x 360	58	60
Rotation des créances clients			
Créances clients			
Chiffre d'affaires	x 360	63	58
Rotation des dettes fournisseurs			
Dettes fournisseurs			
Chiffre d'affaires	x 360	37	41
Rotation de l'actif économique			
Besoin en fonds de roulement net ¹⁾			
Chiffre d'affaires	x 360	84	77

¹⁾ Somme des stocks et des créances clients moins les dettes fournisseurs

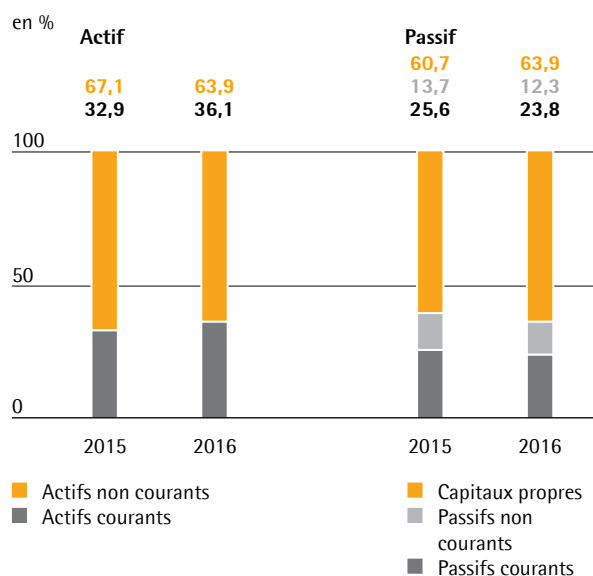
Soutenus par les solides résultats enregistrés, les capitaux propres de Sartorius Stedim Biotech sont passés de 647,2 millions d'euros en 2015 à 763,6 millions d'euros en 2016, avec un ratio capitaux propres|total bilan du groupe en forte hausse à 63,9% (31 décembre 2015 : 60,7%).

Les passifs courants et non courants ont enregistré une légère hausse de 13,4 millions d'euros et atteignent 432,3 millions d'euros.

Globalement, l'endettement brut s'est établi à 102,3 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 118,3 millions d'euros au 31 décembre 2015. L'endettement net à la date de clôture s'est établi à 67,6 millions d'euros contre 86,4 millions d'euros l'année précédente. Ce chiffre exclut le passif lié au prix d'acquisition restant à régler au titre des acquisitions s'élevant à 49,6 millions d'euros en 2016.

Calcul de l'endettement financier net

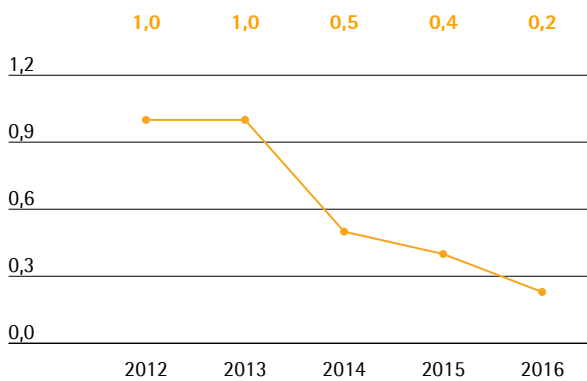
en millions €	2016	2015
Emprunts et autres dettes financières non courants		
Emprunts et autres passifs financiers	9,4	12,6
Dettes de location-financement	16,7	16,9
Dettes de location-financement courantes		
Emprunts et autres passifs financiers	74,7	87,2
Dettes de location-financement	1,6	1,5
Endettement financier brut	102,3	118,3
Trésorerie et équivalents	34,8	31,8
Endettement financier net	67,6	86,4

Structure du bilan


Endettement net | EBITDA courant

Concernant le potentiel de financement de la dette du groupe Sartorius Stedim Biotech, le ratio endettement net | EBITDA courant est l'un des principaux indicateurs de gestion. Ce ratio s'est à nouveau amélioré pour passer de 0,4 à 0,2 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 conformément à nos attentes.

Ratio endettement net¹⁾ | EBITDA courant



¹⁾ L'endettement net exclut le passif lié au solde des acquisitions ;
2016 : 49,6 millions d'euros, 2015 : 47,5 millions d'euros,
2014 : 42,8 millions d'euros, 2013 : 34,8 millions d'euros,
2012 : 34,2 millions d'euros.

Financement | Trésorerie

Le financement du groupe Sartorius Stedim Biotech repose sur une base à long terme, largement diversifiée, qui couvre à la fois ses besoins de trésorerie à court terme et sa stratégie à long terme.

En décembre 2014, Sartorius AG a conclu une facilité de crédit syndiqué renouvelable de 400 millions d'euros, avec une échéance rallongée au cours de l'exercice considéré courant jusqu'à décembre 2021. Depuis, Sartorius Stedim Biotech utilise une ligne de crédit d'un volume atteignant 300 millions d'euros mise à disposition par Sartorius AG.

Par ailleurs, le groupe a conclu avec Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) une convention de crédit à long terme pour un volume actuel de 12,5 millions d'euros concernant des investissements dans les capacités de production et diverses lignes de crédit bilatérales pour un montant total d'environ 36 millions d'euros.

Le financement ci-dessus mentionné du groupe Sartorius Stedim Biotech repose sur des instruments à taux à la fois fixes et variables. Les facilités de financement à taux variables sont en partie couvertes contre le risque de hausse générale des taux d'intérêt.

Le groupe Sartorius Stedim Biotech développe des activités à l'échelle mondiale et est donc impacté par les fluctuations de change. Pour le groupe, le dollar américain est la devise la plus sensible suivie par le yen japonais, la livre sterling et le franc suisse. Notre réseau de production international avec des sites hors Allemagne et France, notamment en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Suisse et en Inde, nous permet de compenser en grande partie les fluctuations des taux de change (couverture naturelle).

Nous couvrons généralement l'exposition nette restante à hauteur environ des deux tiers par des contrats à terme sur devises à échéance d'un maximum d'un an et demi.

Produits et ventes

Le portefeuille de produits de Sartorius Stedim Biotech couvre la plupart des étapes des procédés de production biopharmaceutique et de plus en plus d'étapes en amont du développement des procédés également. Cela englobe des milieux pour la culture cellulaire, des lignées cellulaires, des bioréacteurs, une vaste gamme de produits destinés à la séparation, la purification et la concentration, ainsi que des systèmes de stockage et de transport des produits intermédiaires et finis. Nous offrons également une large gamme de services afin d'aider nos clients à se conformer aux exigences réglementaires.

Portefeuille toujours en croissance

Au cours de l'exercice considéré, Sartorius Stedim Biotech a lancé de nouveaux produits sur le marché parallèlement au développement de nouvelles générations des lignes de produits existantes.

Citons à titre d'exemple un nouveau filtre spécialement conçu pour lutter contre les virus dans les milieux de culture cellulaire. Il permet la filtration efficace des virus en amont du processus de fermentation, ce qui réduit ainsi le risque de contamination.

En 2016, nous avons également lancé un nouveau système de fermentation pour le développement des procédés. Il permet l'exploitation concomitante allant jusqu'à huit bioréacteurs à usage unique, offre un haut niveau de prévisibilité en ce qui concerne la production ultérieure à grande échelle et augmente donc significativement la productivité du développement des procédés.

En outre, la division a introduit une plate-forme technologique intégrée pour des processus de culture cellulaire en développement. Elle se compose de lignées cellulaires, de milieux de culture cellulaire, de bioréac-

teurs et de services analytiques. Elle combine ces éléments dans une solution globale qui couvre l'ensemble des procédés en amont de nos clients.

Portefeuille de produits à usage unique complété grâce à une acquisition

Grâce à l'acquisition de la start-up américaine kSep Systems, la société a complété son offre de solutions à usage unique par une technologie innovante pour la récolte cellulaire. Les centrifugeuses à usage unique entièrement automatisées kSep permettent la séparation et la concentration des cellules en un laps de temps très court.

Développement des activités de vente

La division Solutions de bioprocédés commercialise son portefeuille de produits en direct grâce à ses représentants commerciaux sur le terrain. Les activités de vente aux grands comptes sont coordonnées et soutenues par une organisation internationale dédiée. Dans le cadre de nos initiatives régionales pour le déploiement de la stratégie à moyen terme, nous avons intensifié nos activités de ventes en Amérique du Nord au cours de l'exercice considéré. Ainsi, nous avons ouvert un nouveau laboratoire de services bioanalytiques à Boston, au sein duquel la sécurité et la qualité des substances biologiques peuvent être testées pour nos clients. Un autre laboratoire en Corée du Sud est actuellement à l'étude. En outre, Sartorius a quasiment achevé le déploiement de son nouveau système CRM en Europe et en Amérique du Nord et peut ainsi exécuter ses procédés de manière plus efficace encore.

Gestion de la production et de la chaîne logistique

Sartorius Stedim Biotech dispose d'un solide réseau international de production avec des usines en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Les plus grands sites de production sont implantés en Allemagne, en France et à Porto Rico. Sartorius a en outre des activités de fabrication au Royaume-Uni, en Suisse, en Tunisie, en Inde et aux États-Unis.

Chacun de nos sites de production représente essentiellement un pôle de compétences pour des technologies spécifiques. L'usine du groupe implantée à Goettingen, par exemple, est principalement dédiée à la production de membranes filtrantes. Les sites d'Aubagne et de M'Hamdia fabriquent essentiellement des poches à usage unique. Notre usine de Yauco fournit à la fois les membranes filtrantes et les poches à usage unique principalement destinées au marché américain. Le site de Guxhagen est spécialisé dans les bioréacteurs et d'autres systèmes pour les applications de bioprocédés. Il collabore étroitement avec le site de Bangalore, en grande partie dédié à la production de composants en acier inoxydable pour ces systèmes.

Expansion des capacités de production

Dans le contexte de la croissance dynamique du secteur des bioprocédés, Sartorius Stedim Biotech a augmenté et accéléré l'expansion de ses capacités de production par rapport à ses plans initiaux. Nous avons donc commencé à travailler sur une importante expansion de nos capacités de production en matière de poches et de filtres à usage unique dans notre usine de Yauco. Nous avons en outre étendu notre production de membranes sur le site de Goettingen.

Rapport sur le développement durable

Le développement durable est l'une des valeurs fondamentales de la culture d'entreprise de Sartorius Stedim Biotech. Depuis la création de l'entreprise, le développement durable a toujours constitué un objectif essentiel.

Notre responsabilité première est de proposer à nos clients des produits et solutions attractifs. Nous misons sur l'innovation tout comme sur l'excellence stratégique et opérationnelle pour atteindre cet objectif. Nos collaborateurs, riches de leurs idées, de leur expertise et de leur passion, participent également au succès de Sartorius Stedim Biotech.

Nos produits contribuent dans différents domaines à l'amélioration de la société. Ils sont par exemple utilisés dans l'industrie biopharmaceutique pour assurer la fabrication sûre et efficace de médicaments de qualité. Adopter une approche durable en la matière est pour nous synonyme d'une vue élargie à long terme de notre activité, qui intègre des considérations sociales et écologiques et préserve les droits et intérêts de nos parties prenantes.

Forts de cette approche, nous estimons essentiel de respecter les normes juridiques et éthiques, de fabriquer des produits en tenant compte de nos responsabilités environnementales et de toujours avoir à l'esprit les impacts environnementaux quand il s'agit d'innovation. De même, notre politique en matière de ressources humaines vise à respecter les droits et intérêts du personnel mais aussi à utiliser au mieux et à développer le potentiel de chacun. Sur l'ensemble des sites du groupe à travers le monde, nous participons activement, tant à titre d'employeur que de client, au développement de l'environnement local.

Sartorius Stedim Biotech a placé le développement durable sous la responsabilité du président-directeur général, signe de l'importance primordiale que la société accorde à ce sujet.

Nos indicateurs de données sociales concernent la santé, la sécurité, l'environnement et les matières premières. Ils ont été définis pour couvrir la plupart des impacts des activités du groupe. Depuis 2012, Sartorius Stedim Biotech présente des informations et outils de mesure sociaux, environnementaux et sociétaux conformément à la loi Grenelle II sur l'environnement. En interne, ces données servent à la définition, à l'examen et au suivi des objectifs environnementaux et sociaux. Lien vers la table de concordance et le rapport d'un des commissaires aux comptes.

Note méthodologique

Le rapport sur le développement durable est publié chaque année dans le cadre du Document de Référence du groupe. La période considérée est l'exercice annuel. Sauf information contraire, les indicateurs sociaux et ceux concernant la santé et la sécurité communiqués ci-dessous sont communs à l'ensemble du groupe. Seule la dernière acquisition de kSep, qui compte 5 collaborateurs, est exclue ; les effectifs de cette acquisition sont uniquement repris dans l'indicateur « effectif total » et dans les sous-indicateurs « effectifs par zone géographique » et « effectifs par fonction ». Les indicateurs environnementaux se rapportent à tous les sites de production de Sartorius Stedim Biotech situés à Aubagne, Bangalore, Glasgow, Goettingen, Guxhagen, Laupheim, Lourdes, Mohamdia, New Oxford, Royston, Stonehouse, Tagelswangen et Yauco. Ils représentent 83,6 % de l'effectif total du groupe.

La plupart des données sont collectées à partir des logiciels SAP pour les informations à caractère social et EMC pour les données environnementales. Dans certains cas, nos sites locaux transmettent leurs données en utilisant d'autres logiciels. L'essentiel des données requises sont communiquées mensuellement ou trimestriellement, suivies et consolidées par les départements des ressources humaines et de la gestion des installations sur le principal site du groupe à Goettingen. Sartorius Stedim Biotech a mis en place un processus d'amélioration continue de l'enregistrement, de la communication et du contrôle des données environnementales et sociales à l'échelle du groupe.



La gestion d'entreprise pérenne

Nos activités se basent sur nos valeurs d'entreprise : la persévérance, l'ouverture d'esprit et la joie. Ces valeurs régissent nos relations de travail dans l'entreprise, de même que nos interactions avec nos clients, investisseurs et la société au sens large. De plus, ces valeurs nous servent de guide pour la définition de nos stratégies et leur mise en œuvre.

Un dialogue ouvert avec nos parties prenantes

En tant qu'entreprise éthique et responsable, Sartorius Stedim Biotech entretient un dialogue ouvert et constructif avec ses différents groupes partenaires. Parmi les thèmes de ce dialogue figurent également des questions de développement durable dont l'intérêt pour nos parties prenantes s'affirme aujourd'hui comme demain. Nous considérons nos clients, nos collaborateurs, nos investisseurs et la société comme les principales parties prenantes de notre développement durable. Par ailleurs, nos fournisseurs et partenaires commerciaux ont également un intérêt dans le développement durable et fructueux de notre société. Nous exploitons les opportunités des relations étroites établies avec nos groupes partenaires, dont certaines existent de longue date, pour aborder les standards applicables à une gestion pérenne de l'entreprise.

Nos clients

Notre objectif est d'offrir à nos clients des produits et services attractifs. La commercialisation directe de notre portefeuille par notre propre force de vente sur le terrain nous permet d'être en contact étroit avec nos clients. Nous sommes ainsi informés en continu de leurs attentes et priorités du moment par le biais d'audits, de démonstrations et tests produits réalisés dans nos laboratoires d'application. Au-delà de ces attentes, nos produits durables offrent à nos clients le moyen d'atteindre leurs objectifs de développement à long terme.

Nos collaborateurs

Les compétences, la motivation et l'efficacité de nos équipes sont cruciales au succès de nos activités. Par le biais d'enquêtes régionales et à l'échelle du groupe réalisées auprès de nos collaborateurs, des entretiens de performance annuels et d'un environnement de travail ouvert, nous apprenons quels sont leurs points de satisfaction à l'égard de l'entreprise et quels sont les axes d'amélioration à apporter. Nous exploitons les résultats afin d'identifier les sujets essentiels et mettre

ensuite en place des mesures spécifiques sur les sites au plan local.

Nos investisseurs

Sartorius Stedim Biotech garantit la transparence et la continuité de ses relations avec ses actionnaires. Nous menons également un dialogue avec nos investisseurs sur les questions de la responsabilité environnementale et sociale ainsi que la gouvernance d'entreprise, au cours de rencontres comme des « roadshows », conférences investisseurs et journées événementielles des marchés financiers. Par ailleurs, nous participons à des analyses et notations des critères de durabilité afin d'évaluer notre performance à l'égard des questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG). En 2016, Sartorius Stedim Biotech fait partie de l'indice FTSE4Good.

La société

Nous maintenons de bonnes relations de proximité avec les communautés et autorités publiques locales et nous tenons compte de leurs intérêts et de leurs attentes dans nos activités. Sont notamment concernés le paiement équitable de notre part d'impôt, le maintien de la sécurité de l'emploi, la conformité aux obligations légales, la sauvegarde et la protection des ressources environnementales et la promotion des infrastructures.

Les candidats potentiels à l'emploi sont pour nous un groupe d'intérêt particulier. Les personnels jeunes et qualifiés sont tout particulièrement appréciés par les sociétés socialement responsables. Une culture d'entreprise axée sur la création de valeur et l'engagement solide de nos équipes conduisent à véhiculer une image positive de Sartorius Stedim Biotech à l'égard des communautés et renforcent l'attrait de son positionnement en tant qu'employeur de choix.

Conformité aux normes juridiques et éthiques

Le groupe Sartorius Stedim Biotech conduit ses activités conformément aux règles éthiques internationales et aux obligations légales de chaque pays. Nos actions vont dans le sens d'une bonne gouvernance d'entreprise et d'un contrôle qualité orientés vers une valeur ajoutée durable. Ces principes tiennent compte de la protection des intérêts de nos parties prenantes, d'une communication transparente, d'une gestion appropriée des risques et de politiques comptables et règles d'audit adéquates. Sartorius Stedim Biotech applique les règles et recommandations du Code AFEP-

MEDEF pour les principes de gouvernance d'entreprise. Pour plus des informations se referer au page 85.

Mise en place d'un système de conformité global

Notre système de conformité global nous permet de nous assurer que les membres des organes exécutifs, nos dirigeants et nos collaborateurs respectent l'ensemble des règles et codes législatifs ainsi que nos directives internes. Par la diffusion systématique d'informations, nous évitons les comportements inappropriés et préservons l'entreprise de tout dommage économique et de toute atteinte à son image. Les principaux piliers de ce système de conformité sont notre Code de conduite et notre Code anticorruption. Ils s'imposent à l'ensemble de nos collaborateurs.

Le Code de conduite et le Code anticorruption sont utilisés comme des guides spécifiques pour la réalisation des exigences qui s'imposent à nous en matière d'action responsable de la part de nos collaborateurs. Ces codes les aident au quotidien à travailler dans le respect de la loi et de l'éthique. Dans le cadre d'un module de formation suivi par tous les collaborateurs à l'échelle mondiale, ils apprennent à gérer des situations complexes sur un plan éthique ou légal. Un portail d'alerte et une permanence téléphonique permettent aux collaborateurs, fournisseurs, clients et partenaires de signaler, de façon anonyme, toute conduite douteuse. La conformité est également un sujet récurrent de notre programme d'audit régulièrement conduit dans nos filiales à l'international.

Ce Code de conduite permet à Sartorius Stedim Biotech de soutenir et respecter les principes définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et le Pacte mondial des Nations unies. Ce dernier est la plus grande initiative mondiale soutenant les droits de l'homme, la réglementation en matière de travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Nous rejetons par ailleurs toute forme de travail forcé et/ou de travail des enfants et respectons le besoin particulier de protection des jeunes salariés. Tous les collaborateurs de Sartorius Stedim Biotech s'engagent à avoir une approche centrée sur leur mission, ouverte, amicale et juste dans leurs interactions avec leurs collègues, autres salariés et tiers de manière à créer un état d'esprit collaboratif dans le respect mutuel. Nous ne tolérons aucune forme de discrimination, de désavantage, de harcèlement ou d'exclusion à l'encontre de quiconque pour des motifs de genre, d'origine ethnique, de race, de religion, d'âge, d'incapacité ou d'apparence, de préférences sexuelles, d'identité, d'origine ou de convictions politiques et attendons de nos

fournisseurs qu'ils agissent de même. Nous respectons la liberté des associations et le droit pour tous d'être représenté par une organisation syndicale, dans le respect des législations locales.

Code de conduite pour les fournisseurs

Sartorius Stedim Biotech attend de l'ensemble de ses fournisseurs et prestataires de services une conformité aux règles sociales et environnementales reconnues au plan international, le respect de la loi et le maintien des principes d'une concurrence équitable. La société exclut toute relation en place ou nouvelle avec des fournisseurs dont elle s'attend à ce qu'ils soient une source de risque considérable en matière de pratiques de travail obligatoire ou forcé, de travail des enfants ou d'autres violations des droits de l'homme ou avec des répercussions néfastes pour la société. Nous avons précisé nos attentes dans notre Code de conduite pour les fournisseurs et prestataires de services. Nos principaux fournisseurs sont tenus de signer une confirmation écrite pour attester de leur engagement à se conformer à ce Code. Par ailleurs, les questions de conformité font partie d'examens de performance annuels des fournisseurs et sont par ailleurs contrôlées dans le cadre d'audits de qualité réguliers. Sartorius Stedim Biotech a uniformisé ses canaux d'approvisionnement au niveau mondial. L'attribution des contrats suit un processus équitable et transparent conforme aux normes généralement reconnues.

Processus de due diligence

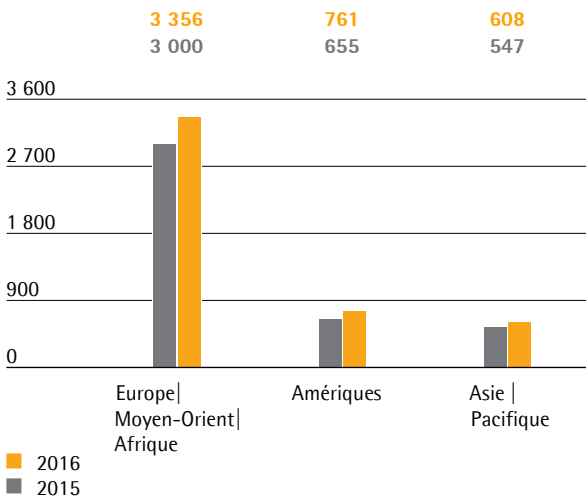
Lorsque nous envisageons des acquisitions, nous appliquons une procédure standardisée dans le cadre de nos processus de due diligence en vue d'évaluer aussi les questions non financières. Ces dernières comprennent entre autres la conformité aux règles juridiques et l'efficacité des systèmes de conformité. Par ailleurs, nous tenons compte des problématiques sociales, humaines et environnementales dans l'évaluation des risques et opportunités de ces éventuels candidats à la reprise. Nous nous employons à retenir les candidats les plus performants pour notre activité par l'adoption de mesures spéciales.

Personnel

Le nombre de salariés comptabilisé ci-dessous regroupe tous les collaborateurs, à l'exception de ceux en cours de formation, des stagiaires, des salariés en congé prolongé et de ceux en retraite anticipée. Ce chiffre est appelé « effectif ».

Au 31 décembre 2016, le groupe Sartorius Stedim Biotech employait 4 725 collaborateurs, 523 salariés supplémentaires par rapport à l'exercice précédent, soit une hausse de 12,5% de l'effectif. Ces chiffres tiennent également compte des 5 collaborateurs de notre acquisition la plus récente de kSep.

Effectifs par région

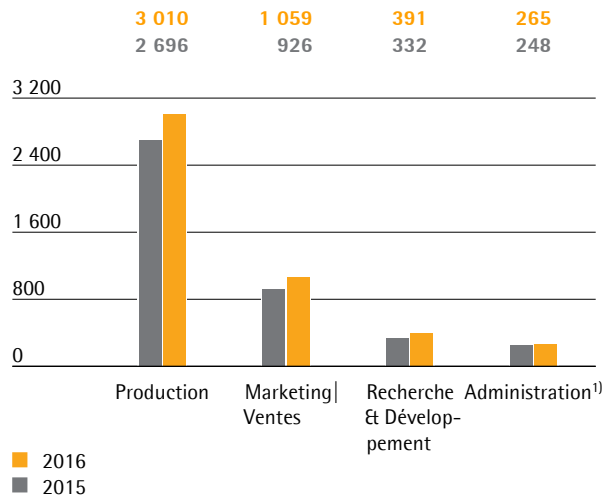


La zone Europe | Moyen-Orient | Afrique, avec 71,0% de l'effectif total, a enregistré une augmentation de 11,9% de la main d'œuvre. Une part importante des 356 nouveaux salariés a été engagée dans le but de sensiblement développer Cellca et BioOutsource, toutes deux acquises en 2015.

Les Amériques ont enregistré une hausse de l'effectif de 16,2% avec 106 nouveaux collaborateurs dont près de la moitié est attribuable aux embauches à Porto Rico.

En Asie | Pacifique, le nombre de collaborateurs a progressé de 11,2% avec 61 nouvelles recrues.

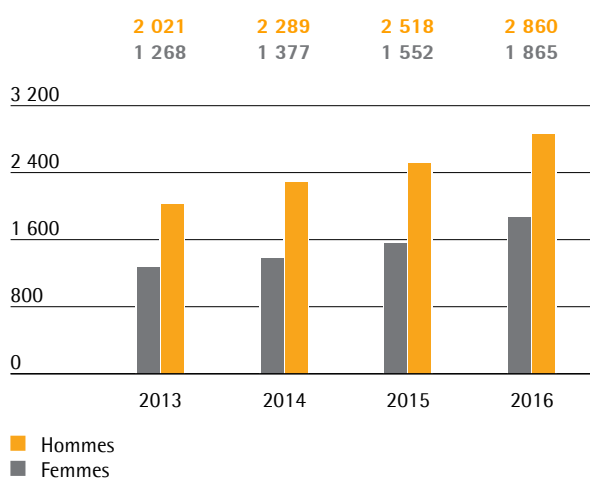
Effectifs par fonction



¹⁾ Hors fonctions administratives conduites par Sartorius Corporate Administration GmbH, qui n'appartient pas au groupe Sartorius Stedim Biotech

En termes de répartition des effectifs par fonction, les postes de production et dans les services directement rattachés ont représenté 63,7% de notre main d'œuvre (2015 : 64,2%). Le personnel de service est inclus dans l'effectif de production. La hausse de 11,7% de ces fonctions s'explique principalement par les nouvelles embauches intervenues sur les sites de Goettingen et de Porto Rico, ainsi que pour BioOutsource et Cellca. En 2016, les services marketing et ventes, ainsi que recherche et développement ont respectivement représenté une hausse de 14,4% et 17,8% des effectifs du groupe. Ainsi, un total de 22,4% de la main d'œuvre du groupe occupait des fonctions de marketing et ventes (2015 : 22,0%) et 8,3% pour la R&D (2015 : 7,9%). Les équipes dédiées aux fonctions administratives ont progressé de 6,6% après une croissance supérieure à la moyenne en 2015 pour atteindre 5,6% du total des effectifs (2015 : 5,9%).

Effectifs par composé



Au 31 décembre 2016, le groupe Sartorius Stedim Biotech employait 2 860 hommes et 1 865 femmes. La proportion de femmes dans la main d'œuvre totale a augmenté de façon continue depuis plusieurs années pour s'établir à 39,5 % à la clôture de l'exercice 2016 (2015 : 38,1 %).

Effectifs par âge

	2016		2015	
	Nombre	en %	Nombre	en %
16 – 20 ans	24	0,5	25	0,6
21 – 30 ans	1 202	25,4	1 012	24,9
31 – 40 ans	1 493	31,6	1 242	30,5
41 – 50 ans	1 113	23,6	996	24,5
51 – 60 ans	761	16,1	687	16,9
61 ans et plus	132	2,8	108	2,7

Concernant la pyramide des âges de notre effectif, la tranche 31-50 ans représente plus de la moitié de notre main d'œuvre totale. L'âge moyen des collaborateurs a légèrement diminué, passant de 39,5 ans par salarié en 2015 à 39,3 ans en 2016.

La politique de rémunération

La politique de rémunération de Sartorius Stedim Biotech cherche à attirer, fidéliser et motiver les collaborateurs. Elle garantit la compétitivité interne et externe par le biais d'études comparatives locales régulières. Nos deux programmes internationaux de rémunération variable, auxquels participent un grand nombre de salariés, sont indexés à la fois sur les résultats de la société ainsi que sur la réalisation d'objectifs définis au cours d'entretiens annuels. Sartorius Stedim Biotech applique généralement les normes du secteur

ou se conforme aux conventions collectives. En Allemagne, par exemple, la rémunération accordée est fonction des barèmes définis par les syndicats ou peut même les dépasser sur la base d'éléments liés à la performance locale.

Les prestations salariales ont augmenté de 242,9 millions d'euros en 2015 à 278,7 millions d'euros au cours de l'exercice considéré dont 224,1 millions d'euros pour les salaires et traitements (2015 : 196,8 millions d'euros). Cette hausse est en partie due à l'intégration initiale des effectifs de Cellca et de BioOutsource acquis en 2015.

Renforcer le développement et favoriser le potentiel des collaborateurs

Les opportunités de développement professionnel et de promotion, tout comme la perspective de la responsabilité de projets, sont des facteurs essentiels à la satisfaction du personnel. Elles permettent d'accroître les compétences de nos collaborateurs et leur ouvrent de nouvelles opportunités professionnelles. Pour l'entreprise, avoir des salariés motivés et bien formés est un facteur clé de réussite.

Formation et éducation renforcée

Sartorius Stedim Biotech fidélise son personnel qualifié par l'offre de cursus de formation continue ciblés. Sur ses sites en France, en Tunisie, à Porto Rico, en Inde et en Allemagne (hors Cellca), Sartorius Stedim Biotech a dispensé 62 321 heures de formation en 2016, soit une moyenne de 18,4 heures de formation par salarié. Le périmètre des heures de formation déclarées couvre actuellement 72,1% de l'effectif total.

Le programme de développement professionnel de Sartorius Stedim Biotech couvre un large éventail de sujets. Afin d'améliorer les compétences linguistiques et méthodologiques, nous proposons à l'ensemble de nos collaborateurs un grand nombre de formations de perfectionnement et de développement professionnel en différentes langues. Des programmes de formation dédiés et des modules ciblés de terrain apportent les compétences et connaissances nécessaires. Pour répondre à l'évolution des besoins de nos collaborateurs et de l'entreprise, nous affinons et adaptons le contenu des programmes à l'échelle du groupe et à un niveau régional à celui des sites.

Les entretiens annuels de performance de l'ensemble des salariés des filiales du groupe encouragent les performances individuelles et collectives. Ces entre-

tiens analysent la performance, la révision des objectifs et l'identification des opportunités de développement. Ils sont mis en place dans le monde entier sur la base de critères uniformes pour l'ensemble du groupe Sartorius Stedim Biotech.

Dans la mesure du possible, Sartorius Stedim Biotech recrute en interne et pour ce faire, développe et encourage les collaborateurs dotés d'un potentiel de direction à un niveau international. Un programme spécial aide les jeunes cadres à développer et parfaire leurs qualités managériales par l'intermédiaire de projets spécifiques, en lien direct avec l'activité du groupe. Sartorius Stedim Biotech a un programme de développement dédié à son personnel d'encadrement expérimenté, conforme à nos directives de gestion, pour renforcer notre culture commune du management.

Un plan de carrière expert structuré permet à Sartorius Stedim Biotech d'offrir des opportunités de développement spécifiques à des scientifiques et ingénieurs dans nos activités de recherche et développement et de mettre en valeur leur expertise au service de la réussite de l'entreprise, ainsi que de proposer des perspectives de développement adaptées au profil de nos spécialistes et chefs de projets.

Missions temporaires

La société bénéficie des collaborateurs qui pensent et agissent au-delà des frontières de leurs services et sites d'implantation. Nous les encourageons donc à interagir au sein de l'entreprise et à accepter des transferts temporaires pour des missions dans d'autres départements ou sur d'autres sites. Notre centre d'offres d'emplois en interne offre également de nombreuses perspectives de développement et même de changement de poste. Les conditions de base des missions temporaires à l'étranger sont définies en toute transparence pour l'ensemble du personnel.

Découvrir et former de nouveaux jeunes talents

Nous développons continuellement nos programmes de ressources humaines avec pour objectif d'attirer, de fidéliser et de développer les compétences des collaborateurs qualifiés. Par cette approche, nous garantissons la pérennité de la réussite de l'entreprise à l'avenir, même face à la pénurie d'employés qualifiés actuellement observée. La société cherche plus spécifiquement à attirer des collaborateurs à même d'apporter non seulement leur expertise mais aussi leur ouverture d'esprit, le sens des responsabilités et une approche proactive du développement de leur propre champ d'action. Nous sommes présents aux salons de l'emploi

traditionnels et exploitons les réseaux professionnels numériques pour attirer l'attention des jeunes talents. Nous collaborons également avec des universités, instituts et organisations.

Promouvoir les jeunes diplômés

Notre programme international de stages a pour objectif de découvrir de jeunes diplômés qualifiés, en particulier sur les marchés de croissance du monde entier. Nous soutenons depuis de nombreuses années des étudiants de talent et diplômés dans les matières techniques et scientifiques. Des stages sont également ouverts à des étudiants en ventes et marketing. La société soutient ses stagiaires non seulement financièrement mais aussi sur le plan technique et personnel. À titre d'exemple, chaque stagiaire est épaulé par un tuteur au sein de l'organisation.

Afin d'accroître leurs connaissances, compétences et expériences professionnelles, Sartorius Stedim Biotech offre à des jeunes l'opportunité de travailler dans le groupe. Depuis de nombreuses années, le groupe fait appel à des programmes de financement de l'Union européenne, comme les Actions Marie Curie pour les jeunes scientifiques et le programme Leonardo da Vinci pour la formation professionnelle internationale. Quand nous le pouvons, nous permettons également à nos stagiaires de suivre des formations. Grâce au partenariat mis en place avec la Kedge Business School de Marseille, les stagiaires présents sur le site d'Aubagne peuvent par exemple suivre les modules du Master en administration des entreprises proposé par cette école.

La diversité : une source d'opportunité

Nous sommes une entreprise internationale dont la diversité des marchés et zones d'activité à travers le monde se retrouve dans notre culture d'entreprise. La diversité constitue une valeur ajoutée pour nous grâce au levier d'interaction actionné au travers d'horizons et d'origines variés avec autant d'occasions de mieux comprendre les besoins de nos clients, de développer des solutions parfaitement adaptées et de maintenir notre compétitivité dans une économie mondialisée. De même, quand il s'agit de pourvoir les postes de direction, nous prônons la mixité culturelle, la parité et la différence intergénérationnelle.

Des salariés issus de plus de 55 pays

Actuellement, plus de 55 nationalités forment les équipes de l'entreprise. Des directeurs allemands, français, américains et indiens sont notamment présents

au deuxième échelon de la direction, à savoir parmi les vice-présidents. Dans nos différents sites, nous nous appuyons également sur des équipes dirigeantes locales et poursuivons l'internationalisation de notre direction à moyen terme. Parallèlement, nous favorisons les opportunités internationales dans le développement de nos collaborateurs, notamment par le biais de missions temporaires sur d'autres sites ou de projets d'équipe transversaux.

Des femmes aux postes de direction

Le nombre de postes tenus par des femmes aux deux échelons de direction placés sous l'autorité immédiate du Comité exécutif a atteint 23,7% au 31 décembre 2016, contre 24,6% en 2015. Sartorius Stedim Biotech veille à augmenter la représentation des femmes aux fonctions dirigeantes. La part des femmes dans l'effectif total a régulièrement augmenté au fil des ans pour atteindre 39,5% à la fin de l'exercice considéré, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2015.

En 2016, Sartorius Stedim Biotech a employé 102 personnes (2014 : 96 personnes) présentant un handicap reconnu dont 21 en France et 77 en Allemagne.

Liberté et flexibilité au travail

En général, le groupe attribue à ses collaborateurs des missions exigeantes, leur délègue des responsabilités très tôt et leur laisse toute liberté dans l'organisation de leur planning de travail quotidien. Un nombre croissant de sites répond au large éventail de besoins et modes de vie de ses salariés en leur donnant la possibilité de fixer leurs horaires de travail avec souplesse. Les horaires flexibles, le temps partiel ou le télétravail permettent ainsi de créer un bon équilibre entre travail et vie privée. La dématérialisation croissante des lieux de travail ouvre de nouvelles solutions à nos salariés pour fixer leurs propres horaires de travail en toute indépendance. Cette flexibilité est essentielle à la satisfaction de tous nos salariés et renforce l'attrait de notre position d'employeur.

Le nombre de salariés à temps partiel est de 270 personnes, contre 234 en 2015, soit 5,7% de l'effectif total (2015 : 5,8%). Toutes les filiales du groupe Sartorius Stedim Biotech se conforment aux obligations statutaires et contractuelles en matière de temps de travail. Le temps de travail varie selon l'environnement local et la nature des activités.

Nouvelle baisse de taux de rotation et de l'absentéisme

Le succès de nos initiatives pour créer un environnement de travail propice à la motivation des équipes se traduit par de faibles niveaux des taux de rotation et d'absentéisme. Malgré un grand nombre de nouvelles embauches pour répondre à la croissance de l'entreprise, l'ancienneté demeure à un niveau élevé.

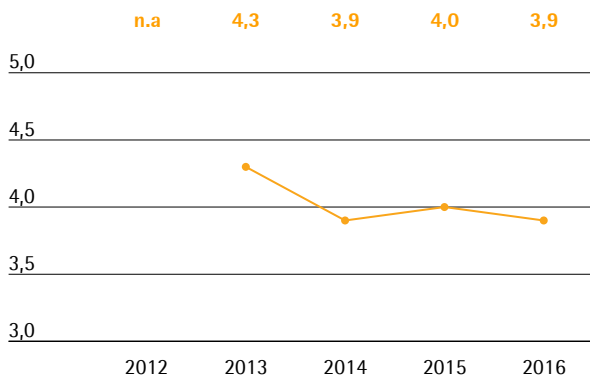
	2016	2015
Licenciements ¹⁾	45	52
Taux de rotation ²⁾ y compris CDD expirés en %	9,2	11,3
Taux de rotation ²⁾ hors CDD expirés en %	6,4	7,0

¹⁾ Les licenciements correspondent tous à des renvois décidés par le groupe

²⁾ Exprime le nombre de salariés ayant quitté l'entreprise en pourcentage de l'effectif moyen (2016 : 4 562,5) et reprend les départs à la retraite et autres motifs de départ de la société.

Le taux de rotation définit le nombre de salariés quittant l'entreprise en pourcentage de l'effectif moyen. Hors contrats à durée déterminée arrivés à expiration, il s'est établi à 6,4 % lors de l'exercice considéré, soit 0,6 point de pourcentage en deçà du niveau réduit un an auparavant. Ce taux est généralement soumis à des différences selon les zones géographiques : l'Europe connaît traditionnellement les variations les plus faibles. En Asie, il est plus courant de changer d'employeur, d'où un taux de rotation habituellement plus élevé dans cette partie du monde. Les sites allemands de Sartorius Stedim Biotech suivent cette règle. Ils enregistrent le taux de rotation le plus bas à 2,6 %, suivi par la France avec un taux de rotation de 4,6 %, l'expiration des contrats à durée déterminée étant déduite de ces deux chiffres. En Inde, le taux de rotation a diminué ces dernières années grâce à un ensemble de mesures destinées à accroître la fidélisation et la motivation du personnel.

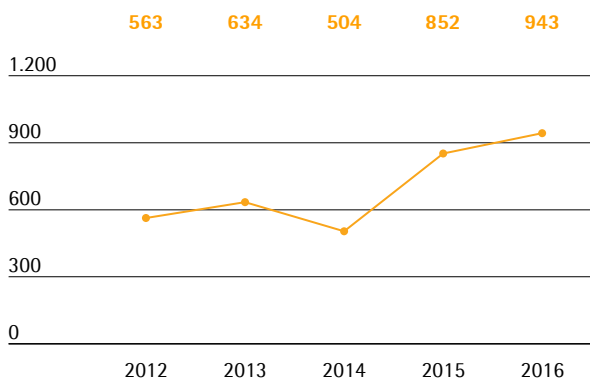
Taux d'absentéisme¹⁾
en %



¹⁾ Hors le temps perdu pour congés maternité, congés parentaux, congés sabbatiques, congé non payé et congé de maladie des longue durée de plus de six-semaines, les week-ends inclus

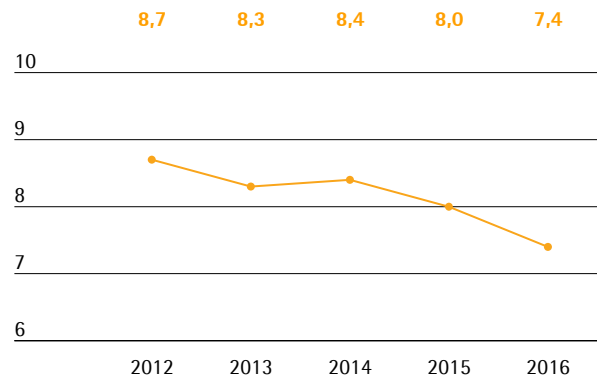
Le taux d'absentéisme, défini comme la part du temps de travail prévu perdue en raison d'absences au sens général du terme, dépend généralement de facteurs tels que les épidémies de grippe. À l'échelle du groupe Sartorius Stedim Biotech, le taux d'absentéisme est resté constant à 3,9% au cours de l'exercice considéré contre 4,0% au cours de l'exercice précédent. Le temps moyen perdu pour arrêt maladie hors accidents du travail a légèrement diminué, passant de 7,5 jours par salarié en 2015 à 7,3 jours en 2016.

Nouvelles embauches
effectif



Compte tenu du nombre élevé de nouvelles embauches, l'ancienneté moyenne a notablement diminué au cours de l'exercice considéré. En 2016, près de la moitié des effectifs du groupe travaillait pour Sartorius Stedim Biotech depuis moins de cinq ans. Un cinquième de l'effectif total comptait une ancienneté de 15 ans ou plus au sein de l'entreprise.

Ancienneté moyenne
en années



Santé et sécurité des collaborateurs

La politique de gestion de la santé du groupe couvre à la fois les besoins physiques et psycho-sociaux afin d'optimiser la performance et la motivation des effectifs, de garantir leur employabilité et de réduire les coûts associés aux arrêts de travail. Nous favorisons la sensibilisation aux questions de santé de tous les collaborateurs par des journées d'actions spéciales sur chacun des sites par exemple. Nous proposons également des services de conseil et d'assistance dédiés aux déplacements ou séjours à l'étranger de nos collaborateurs. Pour toutes urgences médicales ou risques pour leur sécurité, nos collaborateurs peuvent demander une assistance téléphonique ou une aide sur site à tout moment. En France et en Allemagne, les salariés rencontrant des difficultés professionnelles et personnelles peuvent consulter un service d'aide extérieur à titre gratuit. En Allemagne, les vice-présidents peuvent bénéficier d'un bilan médical annuel dans une clinique partenaire de notre choix.

Des normes de sécurité exigeantes

Sartorius Stedim Biotech s'astreint à des normes de sécurité très avancées pour continuer à réduire les maladies professionnelles, les risques pour la santé et les causes potentielles d'accidents industriels. Le groupe s'appuie sur les normes de l'Organisation mondiale du travail ainsi que sur les réglementations et recommandations en vigueur au plan national. Les conditions de sécurité et d'organisation du travail sont constamment améliorées. Nous sommes ainsi également sensibles aux inquiétudes de nos collaborateurs. Dans ce domaine, sur le site d'Aubagne, par exemple, nous conduisons un programme spécial basé sur des améliorations spécifiques suggérées par les collaborateurs pour la prévention des risques potentiels sur la santé. Nous proposons également des formations régulières à nos équipes dans les domaines de la santé et la sécurité au travail et celui

de la protection de l'environnement, dans l'objectif de permettre à nos collaborateurs de savoir reconnaître les risques pour mieux les éviter. Sur les sites du groupe en local, des comités de sécurité du travail se réunissent régulièrement pour aborder les mesures sanitaires et de prévention des accidents du travail.

Statistiques des accidents professionnels

	2016	2015
Nombre d'accidents professionnels ¹⁾	70	41
Jours d'absence suite à un accident professionnel ²⁾	1 350	1 710
Taux de fréquence ³⁾	8,8	6,0
Taux de gravité ⁴⁾	170,4	250,5

¹⁾ Hors accidents pendant trajets entre domicile et travail

²⁾ Calculé en jours civils

³⁾ Correspond au nombre d'accidents pour 1 000 000 d'heures de travail théoriques (heures de travail théoriques en 2016 : 7 921 448,09)

⁴⁾ Nombre de jours d'absence suite à un accident professionnel pour 1 000 000 d'heures de travail théoriques

Le nombre de jours d'absence faisant suite à un accident professionnel a diminué de 360 jours par rapport à 2015 bien que le nombre d'accidents du travail en valeur absolue ait augmenté de 41 à 70 par rapport à l'exercice précédent. Le taux de gravité montre également que la majorité de ces accidents étaient de nature mineure, avec une diminution de 80,1 jours par million d'heures de travail à 170,4 jours. Par rapport à la hausse des effectifs, le taux de fréquence n'a pas augmenté en proportion et s'établit à 8,8 contre 6,0 l'exercice précédent.

Des relations employeur-employés caractérisées par la confiance

L'un des aspects de notre culture d'entreprise repose sur le partage régulier et immédiat de l'information avec nos collaborateurs. Résultats financiers, objectifs stratégiques et changements à travers le groupe sont ainsi diffusés par le biais de notes internes, lettres d'information et un magazine d'entreprise, entre autres moyens de communication. Les sociétés du groupe se conforment également aux réglementations nationales applicables aux délais d'information minimum concernant des changements dans nos opérations.

En France, les collaborateurs de Sartorius Stedim Biotech sont représentés par trois instances représentatives du personnel ; la même réalité prévaut sur les sites allemands. Ces instances représentatives du personnel tiennent des réunions régulières. En 2016, 17 accords collectifs ont été signés sur les sites français dont deux accords collectifs relatifs à l'assurance santé. Sur les sites allemands, 11 accords collectifs ont

été conclus. Ils couvrent les systèmes d'intéressement, la retraite, la réintégration après une absence de longue durée ou les délocalisations temporaires sur d'autres sites.

Environnement et développement durable

Une production durable et des innovations écologiques sont des facteurs essentiels à notre réussite économique à long terme. Sartorius Stedim Biotech conçoit ses processus de fabrication dans le sens de la conservation des ressources et propose des produits non seulement efficaces et fiables mais également créateurs d'une valeur ajoutée écologique pour nos clients. Conjuguer la croissance et la préservation des ressources naturelles, tel est l'objectif atteint par le groupe à différents niveaux.

Les grands axes de notre gestion durable en matière écologique sont la conformité avec les réglementations environnementales, la gestion efficace de nos ressources énergétiques, de l'eau et des déchets ainsi que la poursuite du développement respectueux de l'environnement de nos produits.

Des informations sur les mesures de santé et sécurité adoptées pour les collaborateurs de Sartorius Stedim Biotech sont détaillées à la page 40.

Au cours de l'exercice considéré, le groupe n'a toujours pas identifié en 2016 de risque environnemental spécifique à même de justifier de la constitution de provisions.

Des critères élevés pour la qualité et la protection de l'environnement

Un nombre croissant d'unités de production de Sartorius Stedim Biotech cherche à obtenir la certification aux normes internationales, d'où un élargissement continu du cadre de certification. Actuellement, tous nos sites de production sont certifiés selon l'ensemble des normes internationales ISO 9001, mis à part celui de Tagelswangen en Suisse avec une cinquantaine de salariés. Un système de gestion environnementale selon ISO 14001 a été mis en place dans nos deux usines à Goettingen en Allemagne, de même qu'à Aubagne en France et à Bangalore en Inde. Rapporté aux effectifs moyens sur nos sites de production (2016 : 3 825), 56 % de ces sites répondent aux exigences de cette norme internationale de protection de l'environnement. Grâce à ces deux systèmes de gestion auxquels nous nous astreignons, nous nous conformons aux normes de qualité dans la fabrication de nos produits, nous préservons les ressources utilisées et nous prévenons les risques environnementaux. Nous exploitons également un système de gestion énergé-

tique conforme à la norme ISO 50001 sur les deux sites de Goettingen et celui de Guxhagen, où nous produisons des équipements et systèmes pour le secteur biopharmaceutique. Par rapport aux effectifs moyens, le taux de couverture s'élève ainsi à 40 % de l'ensemble de nos unités de production.

Une amélioration continue des processus

Soutenus par des réunions et des briefings réguliers sur les questions environnementales, de santé et de sécurité (EHS), les personnes responsables des questions EHS présentes sur nos sites à l'international s'assurent du respect des lois, des réglementations et des normes relatives à la protection de l'environnement. Le comité international de pilotage des questions environnementales, de santé et de sécurité sur le lieu de travail de Sartorius Stedim Biotech formule des recommandations sur l'harmonisation et l'amélioration continue de nos procédés dans ces trois domaines à l'échelle mondiale. En 2016, nous avons introduit une solution logicielle pour également uniformiser et accélérer le processus d'acquisition globale des données. À compter de 2017, les données sur le développement durable seront centralisées par ce système.

Agir en faveur de la santé et de la sécurité du consommateur

Sartorius Stedim Biotech ne fournit pas ses produits en direct aux consommateurs mais à des fabricants de produits pharmaceutiques, alimentaires et chimiques. Le plus haut niveau de qualité des produits et de fiabilité des livrables est crucial pour nos clients dans ces secteurs soumis à une stricte réglementation. Nous procédons à des contrôles qualité rigoureux et utilisons des méthodes et procédés de production de pointe, comme ceux de la technologie de salle blanche, pour nous assurer de la conformité de ces produits aux bonnes pratiques de fabrication (cGMP) et de l'absence de tout risque pour la santé ou la sécurité dès lors que leurs conditions d'utilisation sont respectées.

Nos méthodes et procédés sont soumis à un examen constant dans le cadre de notre volonté d'amélioration continue et sont adaptés en fonction de l'évolution des exigences. La qualité supérieure des produits et procédés de Sartorius Stedim Biotech est la conséquence d'un ensemble d'audits annuels demandés par nos clients passés avec succès et de l'obtention de la certification qualité selon les normes (ISO 9001) et celle de gestion de la qualité pour les appareils médicaux (ISO 13485). Des brochures d'utilisation détaillées, de même que notre équipe de service guident le client dans le bon usage de nos produits. Pour réagir rapide-

ment à tout défaut d'un produit et minimiser toute conséquence négative, nous avons mis au point un système de traçabilité permettant si nécessaire de retirer immédiatement de la vente des lots entiers de produits.

Consommation d'énergie et gaz à effet de serre

En tant que société technologique fabricante de produits, Sartorius Stedim Biotech consomme la majeure partie de son énergie sur ses 15 sites de production. Notre site le plus important à Goettingen représente 72,2 % de l'énergie utilisée sur l'ensemble de nos unités de production. C'est pour cette raison que ce thème est un point central de nos mesures d'économie d'énergie avec une fonction pionnière au sein du groupe.

Contrôle des émissions dans le respect du protocole sur les gaz à effet de serre

Depuis 2013, Sartorius Stedim Biotech utilise le protocole sur les gaz à effet de serre (GES), norme internationale de comptabilisation des émissions de gaz, comme guide en matière de rapport des émissions CO₂. Nous comptabilisons donc non seulement les émissions de CO₂ mais aussi de tous les gaz à l'origine d'un changement climatique et nous les présentons en équivalents CO₂ (CO₂eq). Actuellement, nous présentons les émissions avec des conséquences climatiques directement générées sur un site de production (Scope 1). Nous présentons également les émissions indirectes liées à la production d'énergie par des fournisseurs externes (Scope 2). Les autres émissions de gaz à effet de serre, notamment dues à la fabrication de produits précurseurs ou aux activités de distribution (Scope 3), sont uniquement analysées sur le site de fabrication des poches à usage unique à Aubagne. Nous envisageons une intégration par phases des émissions concernées par le Scope 3 dont le relevé et le calcul sont très chronophages.

Les ressources énergétiques primaires, telles que le charbon et le gaz naturel, représentent 46 % de la consommation d'énergie totale du groupe avec une part prépondérante pour le gaz naturel. Les énergies secondaires, telles l'électricité produite par des sources d'énergie primaires, représentent 53 % de nos besoins. Les énergies renouvelables couvrent 1 % des besoins du groupe.

Sur le site de Goettingen, nous produisons notre propre électricité et chauffage à partir de deux centrales de cogénération, même si nous achetons la majeure partie de l'électricité auprès de fournisseurs.

Consommation d'énergie et gaz à effet de serre

	2016	2015
Consommation totale d'énergie en MWh	88 437	90 404¹⁾
- dont électricité	47 100	42 746
- dont gaz naturel	37 589	43 652 ¹⁾
- dont carburants ²⁾	2 024	2 331
- dont autres sources d'énergie ³⁾	1 725	1 675
Quantité totale des émissions de gaz à effet de serre en t CO₂eq⁴⁾	27 255	24 218¹⁾
- Scope 1 ⁵⁾	10 886	9 668 ¹⁾
- Scope 2	16 369	14 551
Chiffres clés		
Production de CO ₂ eq-Émissions par employé en t ⁶⁾	7,1	7,4

¹⁾ Adjusté

²⁾ Les données couvrent la consommation de diesel des groupes électrogènes

³⁾ Gaz liquide y compris

⁴⁾ Les émissions en t de CO₂eq ont été calculées par l'université des « Applied Sciences and Arts » de Goettingen en utilisant la liste de facteurs d'émission du logiciel professionnel « Gabi »

⁵⁾ Exclut la consommation de carburants de la flotte de véhicules.

⁶⁾ Appliqué à l'effectif moyen des sites de production ; 2016: 3 825

Des émissions générées par la consommation d'électricité sont classées comme Scope 2 et représentent deux-tiers des émissions de l'entreprise avec incidence sur le changement climatique. Un tiers de ces émissions résulte principalement de l'utilisation d'énergies fossiles (Scope 1).

La quantité totale de carbone uniquement dégagé par les émissions de solvants, seulement générées par la production de filtres sur les sites de Goettingen et de Yauco, s'est élevée à environ 45,3 tonnes métriques carbone total au cours de l'exercice considéré (2015 : 40,6 tonnes métriques). L'incidence de ce chiffre carbone total sur les émissions de gaz à effet de serre est reprise dans le calcul des équivalents CO₂.

Utilisation des technologies avancées pour réduire les émissions de CO₂

Sartorius Stedim Biotech s'adapte aux conséquences négatives du changement climatique et s'efforce de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à ses activités. En outre, l'efficacité énergétique répond à une logique économique.

Sur notre site de Goettingen, nous utilisons des technologies de pointe, notamment deux unités de cogénération (CHP) d'une grande efficacité énergétique, une centrale d'air comprimé de dernière génération pour contrôler et régler les machines de production et des systèmes de contrôle intelligent. Nous réduisons ainsi nos émissions de dioxyde de carbone de quelques 7 000 tonnes métriques par an. Le système de gestion énergétique du groupe facilite l'identification systématique de nouvelles économies d'énergie potentielles.

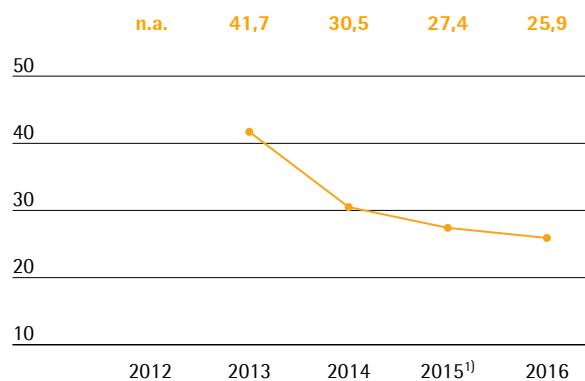
Sur ses sites à l'international, Sartorius Stedim Biotech développe également régulièrement ses processus de fabrication et améliore ses installations afin de préserver les ressources. Notamment pour nos nouveaux bâtiments, nous augmentons la proportion des sources d'énergie renouvelable dans notre mix énergétique.

Par l'approvisionnement des marchés locaux directement depuis nos propres sites de production dans toute la mesure du possible, Sartorius Stedim Biotech réduit les distances de transport, nocives pour l'environnement par l'approvisionnement des différents marchés locaux directement depuis ses propres sites de production. Dans des conditions réalisables et pratiques, nous utilisons des moyens de transport plus écologiques que la voie aérienne comme la voie maritime. Nous réduisons également la quantité d'énergie consommée dans les déplacements professionnels, notamment par l'utilisation accrue de la téléconférence et la vidéo-conférence.

Le succès de ces mesures et autres initiatives respectueuses de l'environnement se reflète dans la consommation d'énergie globale et les émissions de gaz à effet de serre de Sartorius Stedim Biotech dont la progression s'est faite à un rythme largement inférieur à la hausse du chiffre d'affaires ces dernières années.

Développement des équivalents CO₂

rapporté au CA annuel en tonnes/million d'euros



¹⁾ Adjusté

Consommation de l'eau

Nous considérons l'eau comme une ressource précieuse et en faisons un usage responsable sur nos sites. La société veille ainsi à réduire la consommation d'eau et l'imperméabilisation des sols, en particulier sur ses sites de production basés dans des zones à fort stress hydrique selon l'Aqueduct Water Risk Atlas, comme à Yauco et Bangalore. La majeure partie de l'eau consommée sert au rinçage dans le processus de fabrication des membranes de filtre selon la méthode du bain de précipitation sur le site de Goettingen.

Consommation d'eau

	2016	2015
Consommation d'eau par	385 333	336 917
Consommation d'eau par employé ¹⁾ en m3	101	103
Eaux usées Demande biochimique en oxygène, DBO2) en t	213	243

¹⁾ Appliqué à l'effectif moyen des sites de production ;
2016: 3 825

²⁾ Uniquement eaux usées chargées, sans eaux usées sanitaires

Nous utilisons principalement de l'eau en provenance de sources publiques mais également des eaux de surface. Le volume total des eaux usées déversées dans les réseaux d'égouts publics correspond approximativement à la consommation totale d'eau plus l'évacuation des eaux de pluie. La demande biochimique en oxygène est calculée pour les eaux usées résultant de la production lorsqu'elles sont considérées comme significatives. Ce chiffre reflète le volume d'oxygène dissous nécessaire pour décomposer les matières organiques présentes dans les eaux usées.

Consommation durable des ressources en eau

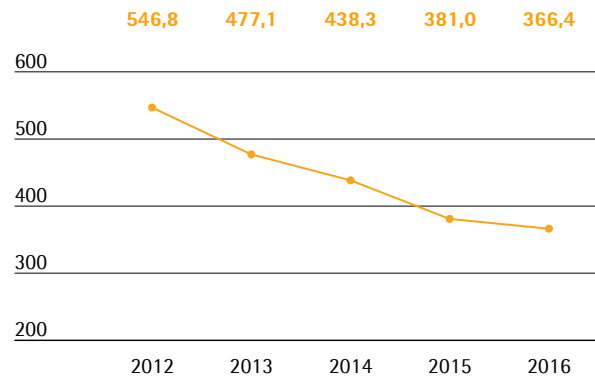
À l'occasion de l'expansion de nos capacités de production de membranes sur le site de Goettingen, nous avons acquis des machines de moulage avancées dont la consommation d'eau lors de la procédure de rinçage est largement inférieure à celle des machines de précédente génération. Les usines de traitement de l'eau exploitées en propre sur nos principaux sites de production contribuent également à une consommation efficace de l'eau. Grâce à la stratégie d'économie de consommation d'eau mise en œuvre dans nos infrastructures écologiques de Yauco, nous réduisons la consommation d'eau potable d'environ 85 % par rapport à une usine traditionnelle, notamment par le biais de l'utilisation de l'eau de pluie. À Bangalore, nous avons minimisé l'étanchéité des terrains du site de

production et de grands espaces dédiés permettent à l'eau de pluie de ruisseler dans le sol.

Notre consommation d'eau a également considérablement diminué depuis 2012 proportionnellement à la hausse du chiffre d'affaires.

Developpement de la consommation d'eau

rapporté au CA annuel en tonnes/million d'euros



Déchets

Nous nous efforçons de réduire la quantité de déchets et, par l'utilisation de systèmes de tri des déchets, contribue à recycler des matières réutilisables et à diminuer la proportion de déchets dans les décharges. Chaque site en local doit développer des mesures adéquates en fonction des obligations légales et des options possibles à l'échelle du pays, ainsi que de leurs procédures internes.

Déchets

	2016	2015
Quantité totale de déchets en t	4 025	3 471
- dont déchets recyclables	2 307	1 712
- dont déchets non recyclables	1 718	1 759
Quantité de déchets par employé ¹⁾ en t	1,05	1,06
Taux de recyclage en %	57	49

¹⁾ Appliqué à l'effectif moyen des sites de production ;
2016: 3 825

Sartorius Stedim Biotech respecte la directive européenne relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Sur nos sites allemands, où environ 40 % du total de nos déchets sont produits, nous utilisons des signatures électroniques pour les déchets dangereux, comme les acides et le pétrole. Nous contrôlons donc la production de ces déchets¹⁾ et fournissons un suivi

numérique de leur récupération et/ou élimination. Nous garantissons ainsi une traçabilité complète de ce type de déchets du début à la fin du cycle.

Pour diminuer les emballages en polyéthylène, nous sommes passés d'une fourniture du polypropylène en sacs à une livraison en silos pour la fabrication des composants moulés par injection destinés aux produits à usage unique.

Nous donnons les invendus alimentaires de nos cafétérias de Goettingen à une organisation caritative locale. Tout ce qui ne peut pas être donné est envoyé dans une unité de production de biogaz par digestion anaérobie à partir de ces déchets alimentaires organiques.

Sartorius Stedim Biotech élimine principalement les déchets dans les pays où ils ont été générés. Les exceptions à ce principe ne sont autorisées que dans des cas justifiés. Par exemple, le site de Mohamdia envoie une petite partie de ses déchets à Aubagne pour être éliminée dans de bonnes conditions.

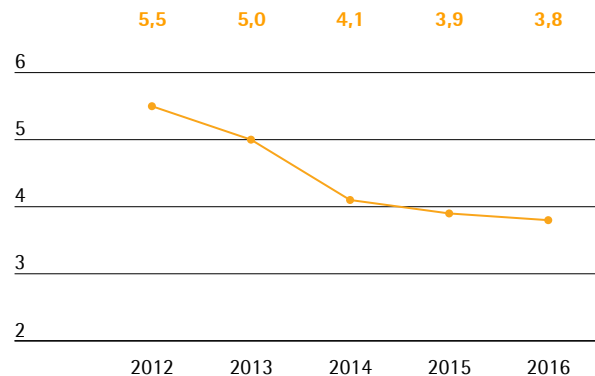
Rendement des matériaux recyclables

Les solvants organiques, dont nous avons besoin pour la fabrication de nos membranes de cartouches filtrantes, sont récupérés et recyclés. L'usine de Goettingen représente la majeure partie de l'utilisation de solvants à l'échelle du groupe et dispose d'une unité de recyclage des solvants sur site. Ils sont ensuite réintroduits dans la chaîne de production. Ainsi, les substances sont maintenues en circuit fermé, nous minimisons les besoins en transport et nous réduisons la consommation d'eau et les volumes d'eaux usées. Nos propres travaux de recherche et de développement nous permettent également de diminuer en permanence les volumes relatifs de solvants nécessaires à la fabrication des membranes.

En qualité de fournisseur de l'industrie pharmaceutique, la réglementation interdit actuellement à Sartorius Stedim Biotech d'utiliser des matières plastiques recyclées pour des raisons de sécurité des produits. En Allemagne, nous faisons régulièrement appel à des entreprises de traitement des déchets spéciaux pour envoyer nos plastiques au recyclage ou les éliminer dans le respect de l'environnement. En France, les déchets plastiques composites riches en énergie générés dans la fabrication des poches sont réutilisés pour servir à la production d'énergie par incinération dans une usine spécialisée. Une grande partie des déchets polymères est séparée et collectée selon le type de matériaux, comme le polyamide et le polyéthylène, puis réutilisée sous forme de matières secondaires.

Developpement des dechets

rapporté au CA annuel en tonnes/million d'euros



L'utilisation des matières premières selon les réglementations officielles

À partir d'un logiciel ERP international standard utilisé, Sartorius Stedim Biotech a développé un système de gestion des substances dangereuses qui permet de sélectionner les produits chimiques au sein du groupe par le biais d'un processus d'émission. Il est donc possible de fournir des relevés de données de sécurité aux clients ainsi que des instructions pour l'utilisation et la manipulation en interne de ces substances dangereuses. Les réglementations internationales et nationales, comme REACH (Registration, Evaluation, Authorisation of Chemicals) et GHS (Globally Harmonised System), ainsi que RoHS (Restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment) forment la base juridique applicable à l'émission de ces substances.

Nous avons défini trois types de matières premières essentielles dans la fabrication de nos produits : les produits chimiques et solvants pour les membranes de filtres, les polymères pour les produits à usage unique et l'acier inoxydable pour les bioréacteurs et les systèmes réutilisables. En 2016, nous avons acheté 5 216 tonnes métriques de produits chimiques et solvants (2015 : 4 325 tonnes métriques) et 1 568 tonnes métriques de polymères (2015 : 1 467 tonnes métriques). La quantité d'acier inoxydable a diminué à 869 tonnes métriques (2015 : 25 870 tonnes métriques). Ces chiffres peuvent varier dans une certaine mesure car ils reflètent les quantités achetées et non pas utilisées.

En vertu de la politique générale de production de Sartorius Stedim Biotech, son taux de production en interne est élevé, proche de 100% dans certains cas comme pour les membranes de filtre. Concernant la négociation de marchandises, Sartorius Stedim Biotech a dépensé 52,5 millions d'euros au cours de l'exercice considéré (2015: 53,9 millions d'euros), principalement

pour des fournitures en provenance de sociétés basées en Europe et aux États-Unis, soit un taux tout juste en-deçà de 5% du chiffre d'affaires.

Un développement de nos infrastructures respectueux de l'environnement

Nous investissons continuellement dans de nouvelles unités de production et dans l'extension de nos usines pour répondre à notre croissance continue. Dans le cadre de ce processus, nous respectons les réglementations et pratiques locales en matière de propriété foncière. Nous réduisons également l'impact sur l'environnement par la sélection de sites d'implantation déjà développés en zones industrielles. Aucun de nos sites de production n'est situé dans des réserves naturelles ou des écosystèmes protégés. Quand cela est possible, nous introduisons un maximum d'espaces verts et réduisons les zones imperméables sur nos sites. Notre usine de Bangalore en est un bon exemple. Même si nous estimons de façon globale avoir un impact non significatif sur la biodiversité, nous nous efforçons de répondre aux besoins de protection spécifiques de hauts lieux de la biodiversité où sont basées nos usines de Tunisie et de Porto Rico. Par exemple, notre site de Porto Rico, agrandi en 2012 pour servir de centre de fabrication et de logistique sur le marché nord-américain, a répondu pour ses bâtiments aux normes américaines les plus rigoureuses en matière d'environnement, d'économie de ressources et de performance. Nous sommes devenus le premier fournisseur de l'industrie pharmaceutique au monde à être certifié Platinum à l'initiative LEED du Green Building Council (système de certification pour les bâtiments verts aux États-Unis). Dans le cadre de l'extension de notre site de Goettingen, nous nous efforçons d'obtenir la certification du Conseil allemand pour la construction durable (DGNB).

Sur nos autres sites également, nous intégrons des équipements et technologies écologiques avancés afin de réduire la consommation d'énergie, éviter le gaspillage, limiter les nuisances sonores aux collaborateurs et diminuer la quantité de déchets générés par les processus de fabrication. Ainsi, nous dépassons souvent les obligations imposées par les réglementations environnementales locales.

Le développement durable et les innovations de nos produits

Les efforts pour optimiser la performance environnementale de nos produits et de nos méthodes de production commencent dès la phase de recherche et développement. Nous réduisons la quantité d'emballages et augmentons la part des matières premières respectueuses de l'environnement dès lors que la sécurité et les fonctionnalités de nos produits et emballages le permettent. Sartorius Stedim Biotech travaille également avec des partenaires du secteur industriel et la communauté scientifique pour développer des solutions de produits durables et l'utilisation efficace des matières premières.

Performances élevées de nos produits pour un meilleur bilan écologique de nos clients

Les produits à usage unique s'imposent de plus en plus dans la fabrication de médicaments innovants plus efficaces. Ils sont non seulement pratiques sur un plan économique mais apportent aussi des avantages écologiques. Selon les démonstrations de certaines études, les produits à usage unique donnent de bien meilleurs résultats que les équipements réutilisables complexes, en termes de consommation d'énergie, d'eau et de substances chimiques sur la durée de vie du produit. Des experts ont comparé des méthodes essentiellement basées sur des équipements réutilisables à celles axées sur des solutions à usage unique en fonction de plusieurs scénarios dont un processus industriel type de production d'anticorps monoclonaux. Le résultat est sans appel : à partir essentiellement de solutions à usage unique, un fabricant consomme environ 87% d'eau et 30% d'énergie en moins. De plus, d'après les analyses établies par les experts, l'utilisation de solutions à usage unique permet de réduire la taille des unités de production. De même, l'espace de stockage dont a besoin le fabricant est inférieur de 30%, d'où des économies d'énergie et de matériel. D'après d'autres études, les produits à usage unique nécessitent deux fois moins d'énergie pour la stérilisation, le nettoyage et le matériel par rapport aux processus conventionnels.¹⁾

Si les produits à usage unique présentent des avantages indéniables sur le plan écologique, leur utilisation génère plus de déchets. Pour autant, on peut également améliorer la performance environnementale par une récupération et un recyclage réguliers. En effet, les matières plastiques ultrapures, utilisées dans la fabrication des différents produits à usage unique, contiennent environ 80 % à 90 % d'énergie de pétrole brut pur et constituent donc une matière première secondaire exploitable. L'énergie conséquente dégagée par les polymères peut être par exemple réutilisée pour produire de l'énergie thermique ou électrique.

Les solutions intégrées de la gamme de produit FlexAct de Sartorius Stedim Biotech sont un autre exemple de cette approche. Au-delà des avantages écologiques généralement offerts par les technologies à usage unique, les solutions FlexAct réduisent le besoin de matériel fixe installé et donc la quantité de matières et l'espace utilisé. L'unité de commande centrale polyvalente de FlexAct peut par exemple être utilisée dans un certain nombre de procédés biopharmaceutiques différents.

Les améliorations techniques apportées par nos spécialistes de R&D à la gamme de membranes filtrantes Sartopore Platinum ont éliminé quasiment la consommation d'eau ultrapure nécessaire au mouillage et au rinçage des membranes, réduite de 95 %. L'absorption nettement plus faible des filtres diminue le taux de perte des solutions de protéines onéreuses. Les fabricants pharmaceutiques peuvent ainsi réduire considérablement la quantité de ressources tout en obtenant des rendements plus élevés.

Notre pôle services aide nos clients à optimiser les solutions pour répondre au mieux à leurs besoins sur leurs sites de production. Nous procédons toujours à une analyse globale des procédés du client et identifions les améliorations potentielles d'un point de vue financier et écologique. Nous contribuons ainsi à accroître l'efficacité et la compatibilité environnementale des procédés de nos clients.

¹⁾ Sinclair A., Lindsay I., et al. : The Environmental Impact of Disposable Technologies. BioPharm Int., 2 novembre 2008. www.biopharmservices.com/docs/EnvironmentImpactDisposables.pdf. Rawlings B., Pora H. : Environmental Impact of Single-Use and Reusable Bioprocess Systems. BioProcess Int., février 2009 18 - 25.

L'engagement sociétal

Nos produits aident l'industrie pharmaceutique et biopharmaceutique à développer et fabriquer des médicaments à la pointe de la technologie. Les produits à usage unique, en particulier, contribuent à un développement plus rapide de nouveaux produits biopharmaceutiques pour améliorer le traitement de maladies graves, comme le cancer et les maladies auto-immunes. Sartorius Stedim Biotech contribue ainsi à introduire dans la société des médicaments sûrs, efficaces et abordables.

Au-delà de cela, nos activités économiques ont de nombreux effets positifs sur le développement des villes et des communes où Sartorius Stedim Biotech est implanté, en général depuis un certain nombre d'années. Plus particulièrement sur nos sites de production situés dans des villes et communautés de petite à moyenne taille, telles que Goettingen, Guxhagen, Aubagne et Yauco, nous nous classons parmi les plus importants employeurs du secteur privé et donateurs d'ordre de la région pour plus de croissance et de pouvoir d'achat de ces communautés.

Conjointement à nos partenaires de coopération, nous sommes activement engagés dans le façonnage des environnements économiques et sociaux autour de nos sites et nous nous concentrons sur les domaines directement ou indirectement affectés par nos métiers de base. Le soutien financier apporté à des projets liés à l'éducation, la culture, les affaires sociales et le sport contribue également à rendre les zones où nous opérons plus attractives pour les collaborateurs actuels et futurs de Sartorius Stedim Biotech.

Nos activités sur le plan social ciblant des territoires bien au-delà de nos régions d'origine, se concentrent notamment sur des domaines en lien avec notre cœur de métier. La promotion de la recherche et de l'éducation ainsi que les opérations de soutien en faveur de la communauté scientifique restent nos principales priorités dans ce domaine.

De par sa neutralité politique, Sartorius Stedim Biotech ne soutient aucun responsable ou parti politique, pas plus qu'elle ne leur consent de financement ou de contribution d'une quelconque nature.

L'environnement local : une priorité

Notre siège social d'Aubagne, ville d'environ 45 000 habitants, offre par exemple des emplois attractifs et de longue durée à plus de 750 personnes. En tant que membre de la plus grande organisation patronale française, le MEDEF, Sartorius Stedim Biotech colla-

bore étroitement avec des instituts nationaux et locaux afin de contribuer à améliorer la situation sur le marché du travail. Notre usine agrandie de Yauco offre un emploi à quelque 450 personnes employées directement par Sartorius Stedim Biotech, soit une hausse de 17 % par rapport à 2015, et à environ 120 autres parmi les prestataires de services et fournisseurs locaux de l'entreprise, pour la maintenance des machines et des bâtiments et pour la sécurité des usines.

Un partenaire fiable

Nos filiales locales s'engagent aux côtés des élus, des représentants industriels et de représentants du secteur social dans des initiatives pour renforcer la compétitivité de leurs régions respectives. Les valeurs de l'entreprise – la persévérance, l'ouverture d'esprit et la joie – nous guident également dans nos relations avec les différentes parties prenantes locales. Nous sommes un partenaire fiable pour les organisations régionales. Dans le cadre du dialogue ouvert et constructif entretenu avec les communautés environnantes, nous les informons rapidement et de manière exhaustive de toutes les activités et de tous les développements de notre entreprise susceptibles de concerner leurs intérêts. Nous les impliquons également dans nos projets dès que possible et opportun.

En 2016, par exemple, Sartorius Stedim Biotech a poursuivi un programme de formation pour les réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique dans le cadre de ses activités en coopération avec la ville de Goettingen et l'agence pour l'emploi local. En 2015, nous avons lancé un programme similaire et avons été en mesure d'offrir des perspectives d'emploi à un grand nombre des réfugiés concernés au terme de cette initiative.

Notre filiale de Yauco, à Porto Rico, coopère avec plus d'une dizaine d'écoles locales et accorde chaque année une vingtaine de bourses d'étude à des élèves du secondaire et étudiants universitaires particulièrement prometteurs, issus de familles à revenus modestes. Des visites de l'entreprise sont également organisées pour motiver davantage les jeunes à entreprendre une formation professionnelle ou des études universitaires. Nous parrainons aussi plusieurs équipes de jeunes sportifs et autres activités sportives locales. Par ailleurs, à Yauco, l'entreprise vient en aide aux sans-abri par le biais de deux organisations locales.

Dons au lieu de cadeaux de Noël

En parallèle à son engagement en faveur de la communauté régionale, Sartorius Stedim Biotech contribue également à des œuvres caritatives au plan international comme avec son initiative « Christmas Donations Instead of Gifts » depuis 2014. Au cours de l'exercice considéré, le groupe a fait un don de 50 000 euros à « action medeor », organisation médicale active au niveau mondial, pour soutenir la fourniture de produits de soins d'urgence à une antenne sanitaire mobile dans des zones difficiles d'accès au nord de l'Irak.

Partenariats avec des établissements de recherche et d'enseignement

La promotion de l'excellence par l'éducation et de la communication interdisciplinaire sont les axes majeurs de nos partenariats à long terme avec des établissements de recherche et d'enseignement.

Au siège social du groupe à Aubagne, nous travaillons en collaboration avec plusieurs grandes écoles et universités, dont l'École Nationale Supérieure de Technologie des Biomolécules à Bordeaux, afin de soutenir l'éducation et la formation de jeunes ingénieurs en biotechnologie et administration d'entreprise et d'aider les jeunes diplômés à débiter leur carrière professionnelle. Des coopérations étroites ont également été établies avec l'Institut Universitaire de Technologie, Hygiène, Sécurité, Environnement de la Ciotat et avec la Kedge Business School de Marseille.

Parrainage d'événements pour la communauté scientifique

En tant que partenaire des secteurs pharmaceutique et biopharmaceutique, Sartorius Stedim Biotech participe régulièrement à des symposiums, congrès et conférences annuelles sur des thèmes comme le développement d'anticorps et de vaccins, les systèmes à usage unique et l'analyse microbiologique. Nous soutenons notamment régulièrement les conférences annuelles internationales et régionales de l'« International Society for Pharmaceutical Engineering » (ISPE), une association indépendante à but non lucratif dédiée à la formation et au partage des connaissances entre salariés à travers l'industrie pharmaceutique mondiale.

Tableau de concordance

Grenelle II – Décret français du 24 avril 2012	Page
Gestion d'entreprise durable	
Politique de développement durable	33, 34
Périmètre du reporting	33
Éléments méthodologiques	33
Attestation relative à l'exhaustivité et la sincérité des informations	50, 51, 52
Informations sociales	
Personnel	
- Effectif total et répartition par zone géographique, fonction, sexe et âge	36, 37
- Embauches et licenciements	39, 40
- Dépenses au titre des rémunérations et des avantages	37
Organisation du travail	
- Organisation du temps de travail	39
- Absentéisme	39, 40
Relations sociales	
- Organisation du dialogue social	34, 41, 47, 48
- Bilan des accords collectifs	41
Santé et sécurité	
- Conditions de santé et de sécurité au travail	40, 41
- Accords signés en matière de santé et de sécurité au travail	41
- Accidents du travail	41
Formation et développement des collaborateurs	
- Politiques mises en œuvre en matière de développement des collaborateurs	37, 38
- Nombre d'heures et coûts des formations	37
Egalité de traitement	
- Egalité entre les femmes et les hommes	35, 39
- Emploi de personnes handicapées	39
- Politique de lutte contre les discriminations	35
Promotion et respect des stipulations des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT)	
- Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	35, 41
- Élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession	35
- Élimination du travail forcé ou obligatoire	35
- Abolition du travail des enfants	35
Informations environnementales	
Politique générale en matière environnementale	
- Démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	41, 42
- Actions de formation des salariés sur l'environnement, la santé et la sécurité	37
- Provisions au titre des risques environnementaux	41
Pollution et gestion des déchets	
- Rejets dans l'air	42, 43
- Mesures de prévention, de recyclage et de réduction des déchets	44, 45
- Nuisances sonores	46
- Les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire	45
Utilisation durable des ressources	
- Consommation d'eau	44
- Matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	45
- La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique	43
- Utilisation des sols	46
Changement climatique	
- Les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société	43
Protection de la biodiversité	
- Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	46
Informations sociétales	
Impact territorial, économique et social des activités de la société	
- Impact sur l'emploi et le développement régional	47, 48
- Impact sur les populations riveraines ou locales	47, 48
Relations avec les personnes ou les organisations intéressées	
- Conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	34
- Actions de partenariat ou de mécénat	48
Sous-traitants et fournisseurs	
- Prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux dans la politique d'achat du groupe	35
- L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	45, 46
Loyauté des pratiques	
- Les actions engagées pour prévenir la corruption	35
- Les mesures prises en faveur de la santé, la sécurité des consommateurs	42
Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	35

Rapport du commissaire aux comptes – Développement durable

Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de Sartorius Stedim Biotech désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1048¹, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016 (ci-après les « Informations RSE »), présentées dans le rapport de gestion en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, présentées conformément aux référentiels utilisés par la société, (ci-après le « Référentiel ») dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de quatre personnes et se sont déroulés entre les mois de novembre 2016 et février 2017 pour une durée d'environ dix semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et, concernant l'avis motivé sur la sincérité, à la norme internationale ISAE 3000².

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans le rapport de gestion dans la partie présentant les Informations RSE.

Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené une vingtaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes³ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les indicateurs et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente entre 48% et 91% des indicateurs environnementaux publiés et entre 33% et 35% des indicateurs sociaux publiés.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnage ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

¹⁾ Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

²⁾ ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

³⁾ **Indicateurs** : Nombre total de collaborateurs, Nouvelles embauches, Licenciements, Salariés à temps partiel, Nombre d'accidents professionnels, Jours d'absence suite à un accident professionnel, Taux de fréquence, Taux de gravité, Heures de formation, Prestations salariales et salaires et traitements, Consommation d'eau, Eaux usées, Quantité de déchets recyclables, Quantité de déchets non-recyclables évacués, Taux de recyclage, Achat de tonnes de produits chimiques et solvants, Achat de tonnes de polymères, Consommation d'électricité, Consommation de gaz naturel, Consommation de carburants, Quantité totale des émissions de gaz à effet de serre.

Informations qualitatives : Favoriser le dialogue avec nos partenaires, Des critères élevés pour la qualité et la protection de l'environnement, Informations relatives au code de conduite, Valorisation des matières recyclables, Support à l'emploi et au développement régional.

⁴⁾ **Entités audités** : Sartorius Stedim Biotech GmbH, Sartorius Stedim Biotech GmbH, Sartorius Stedim India Pvt. Ltd.

Neuilly-sur-Seine, le 17 février 2017

L'un des commissaires aux comptes,
Deloitte & Associés

Christophe Perrau

Julien Rivals

Associé

Associé

Développement Durable

Risques et opportunités

Toute activité économique engendre des opportunités et des risques qui doivent être gérés. La compétence avec laquelle ceci est fait permet de déterminer l'évolution future de la valeur actionnariale d'une entreprise. En l'espèce, l'élément central est la détection systématique et la concrétisation d'opportunités ainsi que la capacité à éviter les risques susceptibles de compromettre le succès de l'entreprise.

La gestion des opportunités et des risques de Sartorius Stedim Biotech a pour objectifs d'identifier et d'utiliser de manière systématique les opportunités offertes, ainsi que de reconnaître et évaluer les risques très tôt afin de pouvoir prendre les mesures pour les contrer. L'élimination de tous les risques n'incombe pas à la gestion des risques : notre approche est plutôt de prendre volontairement certains risques pour l'activité de l'entreprise afin de développer des opportunités. Toutefois, l'essentiel dans cet objectif est de maintenir les risques à des limites acceptables et de les contrôler avec la plus grande vigilance. Grâce à des directives appropriées, nous veillons à ce que les évaluations des risques soient prises en considération dès le début dans les processus décisionnels.

Sartorius Stedim Biotech ne dispose pas d'une organisation distincte en charge de l'identification et de la gestion des opportunités et des risques. Au contraire, le groupe préfère faire de cette fonction une composante transversale de la gestion du groupe. Dans ce contexte, la gestion des risques de Sartorius Stedim Biotech est intégrée à l'organisation du groupe Sartorius. Notre organisation de la gestion des risques reflète une organisation matricielle fonctionnelle globale au sein de laquelle les personnes en charge d'un domaine fonctionnel sont chacune responsables de leur propre gestion des opportunités et des risques. Le département financier et contrôle de gestion « Finance & Controlling » est responsable de l'organisation des méthodes de reporting correspondantes, y compris l'évolution du système de gestion des risques du groupe.

Gestion des opportunités

Notre gestion des opportunités se concentre sur l'analyse des marchés cible et environnements sectoriels ainsi que sur l'évaluation des tendances, qui donnent des indicateurs majeurs des opportunités à suivre pour les activités du groupe. L'identification du potentiel de développement dans ce contexte est l'une des fonctions clés des responsables concernés et intervient tout d'abord au plan local plutôt qu'en fonction centralisée. Les fonctions en lien direct avec le marché,

telles que le marketing stratégique et la gestion produits de chaque division, jouent un rôle de premier plan à cet égard. Le département central « Business Development » apporte un soutien supplémentaire à ces fonctions par une action de suivi du marché, d'analyse des données et de mise en œuvre de projets stratégiques.

Dans le cadre d'analyses stratégiques, les membres du Comité exécutif rencontrent régulièrement les directeurs opérationnels et les membres du département « Business development » pour échanger sur les opportunités à court, moyen et long termes des différents pôles d'activités. Les étapes suivantes – hiérarchisation et évaluation des opportunités du point de vue de la gestion des activités, définition des mesures stratégiques et allocation des ressources – interviennent selon un processus décisionnel standardisé appliqué à tout le groupe. Si les opportunités sont par nature à court terme, elles sont prises en considération dans l'élaboration du budget annuel. Les opportunités à moyen et plus long termes font l'objet d'un suivi systématique dans le cadre de la planification stratégique. La gestion des opportunités est une composante permanente du système de gestion de l'entreprise et l'un des axes de discussion des procédés décisionnels mis en place par la direction du groupe.

Les principales opportunités sont présentées ci-dessous. Le cas échéant, des renvois sont faits à la section correspondante du Rapport de gestion du groupe afin d'éviter des redites. La plupart des risques que nous décrivons dans la section consacrée aux risques spécifiques sont autant d'opportunités potentielles si les événements venaient à évoluer dans le sens opposé. Ces opportunités sont donc décrites dans la partie sur les risques et opportunités spécifiques à la fin de ce chapitre.

Opportunités

En tant que fournisseur de l'industrie pharmaceutique et des laboratoires, Sartorius Stedim Biotech évolue dans des secteurs tournés vers l'avenir et à forte croissance. Les opportunités majeures mises à jour par les diverses tendances de marché et technologiques sont décrites en détail aux sections intitulées « Situation sectorielle » et « Perspectives de développement » aux pages 22 et suivantes ainsi qu'aux pages 63 et suivantes, respectivement.

Selon nos évaluations, le groupe est l'un des leaders mondiaux pour de nombreux sous-segments et catégories de produits. La qualité supérieure de ses produits, la reconnaissance forte de la marque et les relations solidement établies avec sa clientèle offrent à Sartorius Stedim Biotech de solides opportunités pour continuer à développer son leadership sur le marché. Les stratégies correspondantes ainsi que les opportunités et initiatives en matière de croissance qui reposent sur ces dernières sont évoquées à la section relative à la stratégie du groupe, à partir de la page 20.

Une gestion rigoureuse des processus et des coûts donne l'opportunité d'accroître davantage notre rentabilité. Les principaux buts à atteindre visés dans ce domaine sont le développement continu de la chaîne logistique et un effort constant d'optimisation de la production, dont nous faisons la présentation au page 32.

D'autres opportunités sont également évoquées dans le cadre de la présentation des risques et opportunités spécifiques exposés à partir de la page 55.

Gestion des risques

Comme pour la gestion des opportunités, la responsabilité globale du maintien d'un système de gestion des risques efficace assurant une gestion exhaustive et homogène de tous les risques significatifs relève du Comité d'audit. La coordination et le développement de ce système ainsi que le reporting combiné du risque sont de la responsabilité du département « Finance & Controlling » tandis que les domaines fonctionnels particuliers sont en charge de l'identification et du reporting des risques ainsi que de l'évaluation de leur potentiel impact, sans oublier l'adoption de mesures de contournement appropriées.

Le Comité d'audit supervise l'efficacité du système de gestion des risques. De plus, dans le cadre de leur mission de révision des états financiers annuels et des états financiers consolidés, les commissaires aux comptes examinent la capacité du système d'alerte en place à identifier sans délai les risques susceptibles de compromettre l'avenir de l'entreprise.

Système de gestion des risques et reporting

Au cœur du système de gestion des risques figure le manuel de gestion des risques du groupe Sartorius Stedim Biotech, appliqué à toute l'organisation du groupe. Ce manuel regroupe les définitions du cadre, de l'organisation structurelle, des processus, du reporting, du suivi et du contrôle de l'efficacité du système de gestion des risques et se fonde sur le standard COSO internationalement reconnu. Plusieurs autres sources de référence contiennent des informations sur la gestion des risques, notamment les statuts et règles de procédures des sociétés du groupe et autres directives internes.

Le système de reporting des risques à l'échelle du groupe est la pierre angulaire de la communication interne en matière de risque. L'objectif est de permettre de traiter les risques selon un processus structuré et continu et de les documenter conformément aux obligations statutaires et réglementaires. La forte croissance du groupe au cours des dernières années et les demandes concomitantes croissantes émanant des consommateurs et des autorités de régulation exigent de notre part que nous continuions à adapter nos lignes directrices et règles.

Un élément clé de notre communication interne en matière de risques est le reporting à l'échelle de tout le groupe. L'objectif de cette démarche est de permettre un suivi structuré et continu des risques ainsi que de documenter ces derniers conformément aux exigences légales et réglementaires.

Le processus de reporting prescrit dans le cadre des catégories de risques décrites plus loin établit les règles relatives au contrôle continu de la situation des risques et aux informations sur les situations de risques. Les préposés aux domaines fonctionnels au niveau des filiales du groupe examinent et évaluent périodiquement leurs situations de risque respectives. Si de quelconques risques spécifiques sont détectables, ils sont documentés quant à leur évaluation, leur probabilité de survenue et les mesures à prendre pour éliminer ces risques ou atténuer leur impact. En outre, dès lors que ces risques atteignent un niveau défini, ils font l'objet d'un rapport auprès du système de gestion des risques central. Des polices d'assurance appropriées sont conclues afin de réduire toute situation de risque résiduelle, dans la mesure du possible. De nouvelles unités organisationnelles faisant partie des sociétés consolidées du groupe sont intégrées tour à tour dans notre processus de reporting des risques.

Le groupe dispose d'une procédure de reporting d'urgence afin d'assurer la remontée immédiate au Comité d'audit de tous les détails nécessaires en cas d'identification d'un risque substantiel nouveau ou émergent pour l'activité, la situation financière ou les résultats du groupe, estimé à 2,5 millions d'euros ou plus.

Classement des risques

Le premier niveau de gestion des risques se rapporte aux quatre principales catégories de risques définies par Sartorius Stedim Biotech : les risques externes, les risques opérationnels, les risques financiers et les risques liés à la gouvernance d'entreprise.

Le second niveau se rapporte aux sous-catégories, que nous classons dans ces catégories principales, à savoir les risques liés à la chaîne logistique, les risques liés aux ventes, les risques de distribution et les risques qualité.

Nous classons également les risques selon leur niveau d'implication et procédons aussi à une évaluation spécifique avec l'attribution à chaque risque d'une valeur correspondant à son impact maximum au moment de l'analyse du risque. En d'autres mots, nous enregistrons les risques maximums sans en considérer la probabilité ou les effets des mesures d'atténuation du risque.

Aux fins de ce rapport, nous avons évalué la probabilité de survenance des risques tel qu'indiqué ci-dessous et, dans les colonnes suivantes, leur impact individuel sur l'ensemble du groupe.

Probabilité de survenance		
Faible	< 5 %	
Moyenne	5 % - 20 %	
Élevée	> 20 %	

Impact		
En milliers d'euros	Impact sur les résultats *	Impact sur les actifs *
Peu significatif	< 1 000	< 5 000
Significatif	> 1 000	> 5 000

Explication des principaux risques et opportunités

Risques et opportunités d'ordre général et macroéconomique

Risques d'ordre général

En principe, notre capacité à anticiper et atténuer les effets directs et indirects des risques de la vie en général est limitée. Mais nous adoptons des mesures proactives, à chaque fois que cela est possible, afin de garantir une réponse appropriée et dans des délais très courts à tout dommage induit par des tels risques, ou que nous soyons assurés contre ces derniers, parmi lesquels par exemple, les catastrophes naturelles et les dommages associés sur des infrastructures importantes sur le plan commercial et vitales.

Risques liés au cycle économique

Sartorius Stedim Biotech, compte tenu de ses différents métiers, est protégé dans une certaine mesure des nombreux effets des cycles économiques observés à une échelle plus large.

Si l'évolution de la situation économique s'avère plus favorable que prévue, elle peut, à son tour, générer une croissance plus forte.

Risques et opportunités liés à la chaîne logistique

Notre chaîne logistique couvre toutes les étapes des achats aux ventes, en passant par la production et la distribution. Les dysfonctionnements dans ce processus peuvent avoir des conséquences significatives notamment en matière de retards de livraison. Le système de gestion globale de la chaîne logistique instauré à tous les processus de production pour éviter ces dysfonctionnements permet de minimiser les risques par l'analyse et le contrôle de toutes les opérations concernées. La solide organisation internationale du groupe ouvre également un grand nombre d'opportunités. Les différents risques et opportunités pour notre chaîne logistique sont exposés en détails ci-après.

Risques et opportunités liés à l'approvisionnement

Nous nous approvisionnons auprès de fournisseurs pour une part substantielle de nos matières premières, pièces et composants, consommables et services. Nous sommes donc soumis à des risques liés à des problèmes de livraison imprévus et/ou aux augmentations de

prix, ainsi qu'à des seuils minimaux d'achat pouvant donner lieu à une demande d'indemnisation si nous n'atteignons pas les quantités requises.

Au cours des dernières années, nous avons mis en œuvre de puissants outils au sein de notre unité « Materials Management » dans le but de gérer les risques et les matériaux critiques. Ces moyens nous ont permis de répondre aux besoins de nos clients en matière de fiabilité des livraisons et de transparence. Cela peut constituer un avantage concurrentiel.

De plus, nous procédons à des contrôles réguliers de nos fournisseurs et mettons en place des systèmes d'alertes préventifs. Par ailleurs, nous constituons toujours des stocks de sécurité pour les matières premières stratégiques et faisons appel à des sources d'approvisionnement alternatives quand cela est possible.

Les sources d'opportunités concernant les achats pourraient intervenir là où notre croissance nous permet d'accroître les volumes de nos commandes et par là même de renforcer nos positions auprès de nos fournisseurs, en bénéficiant par exemple de réductions tarifaires ou d'un traitement préférentiel comme celui de « client privilégié ». Nous tenons en outre à jour une liste de fournisseurs privilégiés en parallèle, ce qui nous permet de nouer des relations commerciales à long terme avec des fournisseurs clé, et ce dans notre intérêt mutuel.

De plus, la mondialisation accrue de l'ensemble de nos fournisseurs ouvre la perspective de meilleures conditions d'achat et l'élargissement de nos activités d'achat sur les marchés internationaux et nous conduit à identifier des fournisseurs capables d'une expertise de pointe sur certains produits ou techniques, à même de renforcer à terme notre propre compétitivité.

Risques et opportunités liés à la production

Notre compétence technologique de base nous permet de fabriquer nous-mêmes une grande partie de notre gamme de produits et implique une forte intégration verticale. Pour d'autres produits tels que les fermenteurs réutilisables et les bioréacteurs, nous travaillons avec des fournisseurs et transférons de ce fait une partie des risques de production à des tiers. Lorsque nous fabriquons nous-mêmes les produits, nous gérons et répondons aux problématiques de sous-capacité ou surcapacité, arrêts de production, taux de rebut excessifs et niveaux élevés de fonds de roulement immobilisés ainsi que de dépendance à l'égard de sites de production individuels. Nous maîtrisons et réduisons ces risques par une planification minutieuse des capacités de production, l'utilisation de machines à

applications variées, des postes de travail semi-automatiques associés à des horaires de travail flexibles, et également la surveillance en continu des procédés de production. En outre, notre implantation internationale nous permet de faire face à d'éventuels goulets d'étranglement par le transfert de la production d'un site à un autre. Elle nous permet aussi de réduire au minimum notre dépendance à l'égard d'usines de production locales individuelles.

Au-delà de cela, nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients de manière à acquérir une meilleure compréhension de leurs besoins et de programmer de manière optimale nos capacités de production.

Nous considérons comme une opportunité le fait que nos investissements dans les infrastructures et ressources de production, entre autres choses, soient capable de répondre avec une grande flexibilité aux exigences de nos clients ainsi qu'aux normes réglementaires eu égard aux concepts de continuité d'activité. En outre, cette approche garantit que chacun de nos sites de production puisse se concentrer sur des techniques de fabrication spécifiques, gagnant de ce fait en efficacité. L'implantation internationale de nos usines nous permet également de tirer parti des économies de coûts proposées par chacun des sites. Par ailleurs, l'amélioration continue de la production, comme la simplification des processus et l'automatisation croissante, contribuent à des gains en efficacité encore plus élevés.

Risques et opportunités liés à la vente et à la distribution

Nous utilisons différents circuits de vente et de distribution pour nos produits à travers le monde. Des risques peuvent survenir en cas de changements imprévus sur la structure des commandes, d'une pression croissante sur les prix ainsi que du non-respect de délais convenus contractuellement avec des clients. Nous nous appuyons sur des analyses de marché ciblées pour identifier l'émergence de tendances dans la demande sur les différents segments le plus tôt possible afin d'avoir le temps de réagir en conséquence. Nos innovations techniques et notre positionnement sur les marchés soumis à une moindre pression des prix, par exemple le marché des produits destinés aux processus de production validés dans l'industrie biopharmaceutique, nous permettent de réduire le risque d'augmentation des prix. Nous avons minimisé notre exposition au risque logistique ces dernières années par la constitution et l'exploitation de stocks centralisés pour optimiser la logistique de distribution.

Dans la vente et la distribution, les risques proviennent de la gamme de nos produits de plus en plus variée que nous proposons à nos clients actuels. Nos relations commerciales, la plupart établies sur le long terme et notre implantation dans le monde entier sont également des sources d'opportunités de ventes. Le projet de renforcement continu de nos ventes directes est aussi un moyen d'optimiser nos perspectives de ventes.

Risques et opportunités liés à la qualité

Nos clients utilisent les produits Sartorius Stedim Biotech pour un grand nombre de procédés de production sensibles, notamment la fabrication de médicaments, de produits alimentaires et de produits chimiques, ainsi que pour les laboratoires de recherche et de développement. Le risque principal sur ces segments est le non-respect des critères de qualité définis. Il pourrait entraîner des préjudices pour nos clients. Nous pourrions avoir à compenser ces préjudices sous forme de demandes de dédommagement. Nous avons des contrôles de qualité rigoureux et avons recours à des procédés et systèmes de production avancés, par exemple la production en salle blanche assure la garantie des critères de qualité les plus élevés de nos produits et répond aux exigences réglementaires les plus strictes. Nos procédés et systèmes de fabrication sont soumis à un contrôle permanent dans le cadre du processus d'amélioration continue et sont optimisés en tenant compte de l'évolution des exigences en vigueur. Les validations obtenues après divers audits effectués chaque année par nos clients, ainsi que les certifications ISO 9001 et ISO 13485, attestent du haut niveau de qualité des produits et des procédés Sartorius Stedim Biotech. Indépendamment de ces autorisations, nous souscrivons un contrat d'assurance responsabilité civile spécifique à tout dommage causé par nos produits. Sartorius Stedim Biotech a mis en place un système de traçabilité avec possibilité de rappeler un lot complet de production très rapidement si nécessaire et de minimiser ainsi les effets préjudiciables en cas de produits défectueux.

Les exigences de qualité sont toujours de plus en plus strictes et l'accroissement des exigences en matière de protection des patients médicaux et de sécurité des produits par les autorités réglementaires n'y est pas étranger. Nous considérons donc cette réalité non pas comme un risque mais comme une opportunité, source de nouvelles perspectives de marché. De plus, pour de nouveaux concurrents potentiels, la pression liée à l'exigence de qualité est une forte barrière à leur entrée sur le marché et lance un défi permanent d'innovation technologique auquel nous répondons activement.

Risques et opportunités liés à la recherche et au développement

Nous investissons de manière substantielle en recherche et développement. Les risques potentiels sont le développement de produits ne correspondant pas aux attentes du marché et ne satisfaisant pas aux exigences des applications, sans oublier le non-respect des délais de développement. Ces risques sont fortement réduits par la mise en place d'une gestion de projet moderne, d'un contrôle intensif et de l'intégration précoce de nos clients aux processus de développement. Les brevets et une veille technologique et concurrentielle permanente protègent notre position technologique et commerciale.

À l'inverse, le domaine de la recherche et du développement offre de nombreuses opportunités. Tout d'abord, la collaboration étroite avec des partenaires classés parmi les leaders mondiaux du marché dans leurs domaines respectifs nous offre l'opportunité de développer conjointement des produits à un niveau d'innovation supérieur. En outre, sur des segments comme ceux de la technologie des membranes et du plastique, ainsi que des capteurs et de la conception de bioprocédés, l'expertise de nos spécialistes en interne nous positionne à l'avant-scène de la recherche et du développement à l'échelle mondiale et nous donne l'occasion de transformer cette maîtrise technique en potentiel de vente et de renforcer encore notre position sur le marché.

Risques et opportunités client

Les principaux clients du groupe Sartorius Stedim Biotech sont des entreprises issues des industries pharmaceutiques, chimiques et alimentaires, des instituts de recherche et des établissements de formation du secteur public. Ce sont pour la plupart des organisations relativement importantes, implantées dans le secteur depuis longtemps et financièrement solides. La structure de notre clientèle est très diversifiée dans la plupart de nos domaines d'activités et permet au groupe dans son ensemble de dépendre relativement peu des grands comptes.

Risques et opportunités concurrentiels

Le groupe Sartorius Stedim Biotech occupe une position dominante sur la plupart de ses marchés. Certains de nos concurrents sont plus importants que nous. La plupart d'entre eux partagent notre envergure internationale. Merck|Millipore et Danaher|Pall figurent parmi eux. En servant un nombre élevé de clients présents dans des secteurs extrêmement réglementés

comme les industries pharmaceutique et alimentaire, ainsi que des barrières technologiques à l'entrée, nous considérons comme faible la probabilité de voir émerger de nouveaux concurrents à court terme. Par ailleurs, notre présence mondiale réduit largement les risques géographiques individuels.

Les variations de l'environnement concurrentiel, notamment la consolidation des marchés, peuvent être la source d'opportunités. Nos secteurs d'activité connaissent un processus d'évolution continu auquel Sartorius Stedim Biotech participe activement. Nous n'avons cessé de procéder à des acquisitions ces dernières années afin de renforcer notre position de marché et d'accéder à de nouvelles synergies.

Risques et opportunités liés aux acquisitions

Par nature, les acquisitions fournissent de nombreuses opportunités, telles qu'une croissance des ventes, le développement de notre portefeuille de produits et de nouveaux marchés. En revanche, l'acquisition et la vente de sociétés ou de participations au sein de sociétés implique un certain nombre de risques typiques, tels que des hypothèses d'évaluation erronées ou l'application insuffisante des synergies anticipées. Pour éviter tout risque de ce genre, nous prenons diverses mesures, telles que la réalisation d'une évaluation approfondie standard des domaines importants et l'analyse complète du marché concerné. Par ailleurs, nous sollicitons le cas échéant des consultants et des experts externes pour les procédures d'acquisition et de vente. Nous accordons une attention particulière à la rédaction des contrats de transaction pour qu'ils écartent de manière adéquate ces risques, notamment avec des clauses sur des caractéristiques spécifiques ou des garanties contractuelles, ou encore des provisions de garantie, ainsi que des contrats liés aux mécanismes d'ajustement des clauses de prix d'achat et de responsabilité. Immédiatement après une procédure d'acquisition, une phase d'intégration est mise en place pour détecter tous risques potentiels aussi tôt que possible et les écarter ou les minimiser en prenant les dispositions appropriées.

Risques et opportunités liés au départ des collaborateurs

En tant que groupe innovant sur le plan technologique, Sartorius Stedim Biotech emploie un grand nombre de salariés hautement qualifiés.

Pour faire face aux risques liés à une potentielle pénurie des spécialistes recherchés, notamment ceux à des postes clés et les départs induits par l'évolution démographique, nous proposons un système de rémunération basé sur la performance, des options de développement professionnel ciblées, d'autres prestations sociales avantageuses, une formation continue et des apprentissages dédiés aux plus jeunes membres de notre organisation, ainsi que des perspectives d'évolution intéressantes.

Le succès de ces choix se mesure ces dernières années par un faible taux de rotation du personnel et par les nombreuses années d'ancienneté accumulées par nos collaborateurs en moyenne. Certains contrats de travail incluent une clause de non-concurrence interdisant le départ vers un concurrent direct.

Les opportunités pour Sartorius Stedim Biotech proviennent principalement de la possibilité qu'a le groupe de qualifier davantage son personnel via ses propres modules de formation, de le fidéliser sur le long terme et réussir ainsi à particulièrement bien couvrir les besoins en personnel qualifié de l'entreprise.

Risques et opportunités sur le plan financier

De par sa présence internationale, l'activité du groupe Sartorius Stedim Biotech est nécessairement soumise à des risques financiers. Les plus notables d'entre eux, en dehors des risques liés à la comptabilité des chiffres du groupe, concernent les risques liés aux taux de change, aux taux d'intérêt et à la liquidité, détaillés ci-après et en annexe des états financiers consolidés. À l'inverse, les risques financiers, tout particulièrement les risques de change et de taux d'intérêt, sont contrebalancés par des opportunités d'une ampleur globalement similaire.

Risques spécifiques liés à l'établissement des comptes consolidés

En dehors des risques typiques généralement inhérents à tout processus comptable, aucun risque spécifique lié à la comptabilité du groupe n'est perceptible. Les erreurs comptables typiques concernent, par exemple, de mauvaises appréciations discrétionnaires dans l'évaluation des actifs et passifs. L'intégration de différents mécanismes de contrôle communs et standardisés dans nos procédures comptables permet d'identifier et de corriger ces erreurs à un stade précoce.

Risques et opportunités liés au taux de change

Comme plus de la moitié de notre chiffre d'affaires est généré en devises étrangères et les deux tiers en dollars américains ou une devise dépendante du dollar, les effets de change ont une forte incidence, positive ou négative, sur nos activités, notamment lors de la conversion de change des postes du bilan et du compte de résultat. Pour compenser largement le risque général découlant de l'impact de chacune des devises étrangères, nous avons pris un certain nombre de mesures en parallèle de la couverture de change. Notre réseau de production mondial nous permet ainsi de compenser la part considérable des ventes réalisées en devises par des achats eux aussi libellés en devises. Ainsi, nous fabriquons localement une grande partie des produits destinés au marché nord-américain, ce qui nous permet d'être tout aussi compétitifs que nos concurrents américains dans la mesure où ce risque de change général est concerné. Nous surveillons en permanence à la fois les taux de change et notre position nette de change, à savoir le solde du chiffre d'affaires en devises après règlement des coûts de production en devises, même dans une monnaie étrangère. Nous utilisons des instruments financiers dérivés, pour la plupart des opérations au comptant, à terme et des swaps, sur la base de l'exposition nette de change courante et anticipée ainsi que des cours des devises. Dans certains cas, nous utilisons des rachats de fonds ciblés pour optimiser les taux de change. Nous avons pour politique de couvrir notre exposition à hauteur de 70% maximum sur dix-huit mois à l'avance. En raison des taux de change actuellement bas, nous avons élargi les couvertures relatives au dollar américain à 36 mois. La couverture de ce risque est prise en charge par l'une de nos équipes et contrôlée par une autre.

Risques et opportunités liés aux taux d'intérêt

Nous avons conclu des contrats à taux fixe sur une plus petite partie de nos crédits en cours pour éliminer le risque lié au paiement de taux d'intérêt variables. La majorité des instruments financiers en cours à la clôture de l'exercice sont indexés sur les taux d'intérêt variables du marché. Plus de la moitié de nos lignes de crédits sont actuellement couverts par des swaps de taux d'intérêt donc seul le tiers restant est soumis aux risques et opportunités liés aux taux d'intérêt. Nous suivons l'évolution des taux en permanence ainsi que notre exposition en la matière et procédons le cas échéant à des opérations de couverture supplémentaires dans la mesure où elles nous semblent nécessaires et économiquement justifiées pour certains prêts.

Risques et opportunités de liquidité

La liquidité du groupe Sartorius Stedim Biotech est gérée de manière centralisée afin de minimiser les risques de liquidité et d'optimiser l'allocation dans l'organisation. Aussi, différents types d'instruments financiers à court et long termes sont utilisés dans cette perspective. S'agissant des échéances de nos prêts, nous avons fait de l'approche d'aversion au risque notre politique.

Parallèlement à une ligne de crédit de 300 millions d'euros accordée par Sartorius AG accessible et remboursable à court terme, nous disposons également de lignes de crédit bilatérales de besoin en fonds de roulement pour certaines sociétés du groupe. Par ailleurs, nous utilisons des conventions de trésorerie entre certaines sociétés du groupe comme outil de gestion principal de la liquidité interne au groupe.

Risques réglementaires

En tant que fournisseur de l'industrie biopharmaceutique et intervenant dans le système de la santé, le groupe Sartorius Stedim Biotech est directement affecté par l'environnement de ce secteur d'activité. Une éventuelle politique restrictive de la part des autorités de contrôle (FDA, EMA) sur les accords concernant les nouveaux médicaments constitue le principal risque dans ce domaine. Une telle évolution réduirait le nombre de nouveaux produits pharmaceutiques à mettre sur le marché et par conséquent les perspectives de croissance du groupe Sartorius Stedim Biotech sur le moyen terme.

Risques environnementaux

Le système de management environnemental mis en place par Sartorius Stedim Biotech est applicable et intégré à toutes les divisions. Il porte sur une série complète de réglementations environnementales destinées à réduire les risques dans ce domaine. Ce système de gestion est certifié conformément à la norme ISO 14001 sur les principaux sites de production du groupe. Les unités organisationnelles de l'entité concernée veillent sur site au respect des lois et réglementations en matière de protection environnementale et à l'identification de nouvelles options techniques pour limiter les risques environnementaux de façon permanente.

L'importance croissante des considérations en matière de développement durable dans nombre d'industries constitue une opportunité. C'est la raison pour laquelle cet aspect est fondamental dans notre processus de sélection des fournisseurs s'agissant de l'évaluation du caractère approprié d'une société particulière en tant que partenaire commercial.

Risques et opportunités liés aux systèmes d'information et de communication

Outre les risques déjà mentionnés, le groupe Sartorius Stedim Biotech fait face à des risques potentiels liés aux systèmes d'information et de communication compte tenu de sa forte dépendance à l'égard de ces systèmes. Leur fonctionnement pleinement opérationnel est essentiel au bon déroulement des procédures du groupe. Ces risques sont réduits par l'amélioration et la mise en place continues de nouvelles directives et politiques de sécurité informatique qui se fondent sur la norme ISO 27001 et les normes établies par le « Federal Office for Information Security » en Allemagne (normes BSI). Par ailleurs, nos applications et systèmes informatiques existants sont régulièrement soumis à des audits informatiques internes et externes dans le but de surveiller les risques potentiels et de prendre les mesures qui s'imposent pour les minimiser. Nous veillons à harmoniser en permanence notre stratégie informatique avec notre stratégie commerciale, à assurer le suivi de nouveaux développements techniques et à recourir à du matériel et à des logiciels à la pointe de la technologie pour réduire les risques inhérents à l'exploitation de nos systèmes informatiques. Un nouveau système ERP a été déployé avec succès sur les sites du groupe à l'échelle mondiale. Ce système ERP a été mis en service en Allemagne et en Amérique du Nord ainsi qu'en France, en Belgique et en Tunisie en 2016. Par la mise en œuvre de ce projet informatique, l'accent a notamment été mis sur le contrôle des risques impliqués, notamment par le maintien d'un système de sauvegarde de secours. Le déploiement du nouveau système s'accompagne de toute une série d'opportunités, notamment par des gains d'efficacité ainsi que la standardisation et l'harmonisation des processus de l'entreprise à l'échelle mondiale.

Risque de procédures judiciaires

Les risques de procédures judiciaires à l'encontre de Sartorius Stedim Biotech peuvent émaner de différends ou de procédures administratives en cours ou à venir. L'ensemble des litiges judiciaires ou extrajudiciaires sont pris en charge par les propres avocats et experts juridiques du groupe, qui font appel à des avocats extérieurs si nécessaire.

Il n'existe à ce jour aucun litige ou procédure judiciaire en cours ou envisagé(e) sans couverture en dépenses dans l'état de la situation financière, ou qui pourrait avoir un impact négatif important sur le groupe.

Assurances

Nous avons souscrit des polices d'assurance pour nous couvrir contre un grand nombre de risques comprenant toutes les situations possibles et économiquement recommandées. Ces contrats assurances concernent la responsabilité civile, les dommages aux biens, la perte d'exploitation, le transport, les dommages matériels et pécuniaires, etc., et couvrent les frais de justice. La nature et l'étendue de notre couverture sont régulièrement contrôlées et mises à jour par un service indépendant dédié à ces tâches et travaillant en collaboration avec un courtier externe.

Évaluation de la situation générale des risques encourus et évolution future

Chaque fois que possible, nous avons adopté des contre-mesures et/ou pris des dispositions financières au cours de l'exercice considéré afin de couvrir tous les risques identifiés dans le groupe Sartorius Stedim Biotech, ainsi que ceux assortis d'une probabilité définie de survenance, susceptibles d'avoir une incidence négative sur l'activité, la situation financière ou les résultats du groupe.

Pour les besoins du présent rapport, nous avons analysé la probabilité de survenance des risques comme indiqué ci-dessus et, dans les colonnes adjacentes, nous avons estimé leur impact à l'échelle du groupe.

Catégorie de risque	Probabilité de survenance	Impact
Risques et opportunités d'ordre général et macroéconomique		
Risques liés au cycle économique	Moyenne	Significatif
Risques d'ordre général	Faible	Significatif
Risques et opportunités liés à la chaîne logistique		
Risques et opportunités liés à l'approvisionnement	Faible	Peu significatif
Risques et opportunités liés à la production	Faible	Significatif
Risques et opportunités liés à la vente et à la distribution	Moyenne	Significatif
Risques et opportunités liés à la qualité	Faible	Significatif
Risques et opportunités liés à la recherche et au développement	Faible	Significatif
Risques et opportunités client	Faible	Peu significatif
Risques et opportunités concurrentiels	Faible	Peu significatif
Risques et opportunités liés aux acquisitions	Faible	Significatif
Risques et opportunités liés au départ des collaborateurs	Faible	Peu significatif
Risques et opportunités sur le plan financier		
Risques spécifiques liés à l'établissement des comptes consolidés	Faible	Peu significatif
Risques et opportunités liés au taux de change	Moyenne	Significatif
Risques et opportunités liés aux taux d'intérêt	Moyenne	Significatif
Risques et opportunités de liquidité	Faible	Significatif
Risques réglementaires	Faible	Peu significatif
Risques environnementaux	Faible	Peu significatif
Risques et opportunités liés aux systèmes d'information et de communication	Faible	Significatif
Risque de procédures judiciaires	Faible	Peu significatif

Au terme d'une analyse circonstanciée de la situation générale des risques encourus, nous n'avons pas identifié à ce jour de risques susceptibles de compromettre la poursuite de l'existence de l'entreprise.

De façon similaire, nous ne prévoyons pas non plus à ce jour de risques susceptibles de compromettre l'avenir de l'entreprise.

Perspectives de développement de l'activité

Poursuite de la croissance du secteur pharmaceutique

L'évolution de l'industrie pharmaceutique mondiale est alimentée par de solides tendances à long terme. Les principaux facteurs de croissance sont la croissance démographique constante et le vieillissement de la population, l'amélioration de l'accès à la santé, en particulier dans les pays émergents et en développement, ainsi que le développement de nouveaux médicaments, en particulier ceux destinés à des pathologies aujourd'hui non traitées ou difficiles à traiter. À l'inverse, l'expiration de brevets et les mesures d'austérité freinent les dépenses de santé. Cependant, les analystes de marchés prévoient une croissance globale du secteur pharmaceutique mondial comprise entre 4% et 7% pour la période de 2016 à 2020.

Le marché pharmaceutique des États-Unis, le premier au monde, devrait enregistrer une croissance de l'ordre de 5% à 8% en moyenne sur la période de 2016 à 2020. Cette croissance sera principalement portée par de nouveaux médicaments innovants et l'effet négatif de l'expiration de brevets devrait être relativement modeste. Cette prévision ne tient pas compte des changements qui pourraient avoir lieu à la suite des élections présidentielles américaines en novembre 2016 et de toute modification éventuelle du système de santé américain. La croissance du marché pharmaceutique européen devrait rester modérée au cours des prochaines années, en raison du maintien des mesures d'austérité sur les systèmes de santé de ces pays. Ainsi, la croissance moyenne de cette zone géographique est estimée entre 1% et 4% jusqu'en 2020.

À l'opposé, l'expansion restera nettement supérieure à la moyenne dans les « marchés pharmémergents » (y compris la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie), entre 7% et 10% par an de 2016 à 2020 avec pour moteurs l'évolution démographique, la hausse des investissements

publics dans les dispositifs de santé et l'augmentation des dépenses privées.

La croissance du marché biotechnologique reste supérieure à la moyenne

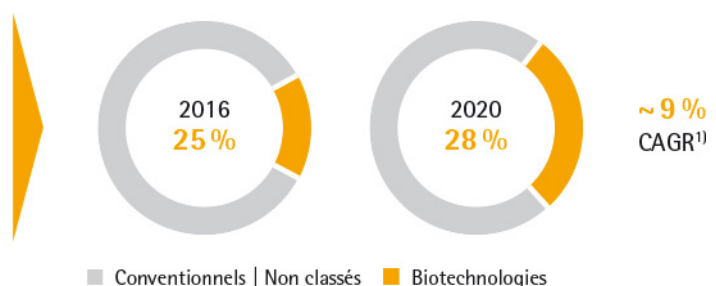
Selon les prévisions des experts, le segment biopharmaceutique du marché pharmaceutique bénéficie d'une croissance très soutenue depuis plusieurs années et devrait continuer à croître plus rapidement que le marché dans son ensemble. Cette croissance sera largement attribuable à la pénétration croissante des produits biopharmaceutiques déjà autorisés et à un élargissement du périmètre de leurs indications. Ce segment d'activité relativement jeune bénéficie d'un large pouvoir d'innovation, comme le montre le portefeuille très fourni de projets de recherche et développement. Dans l'ensemble, environ 40% du pipeline R&D pharmaceutique repose sur des processus de fabrication biologiques.

Le puissant pouvoir d'innovation du secteur biotechnologique, tout particulièrement ces dernières années, se caractérise également par la multiplication des autorisations de nouveaux produits : le nombre de nouveaux médicaments biologiques approuvés aux États-Unis ces cinq dernières années a gagné près de 50% par rapport à la période couvrant 2007 à 2011.

La part de marché des ventes attribuable aux médicaments et vaccins fabriqués à partir de procédés biotechnologiques devrait progresser pour passer d'environ 25% aujourd'hui à environ 28% en 2020. Globalement, selon les estimations des analystes de « Frost & Sullivan », le marché mondial des biotechnologies devrait afficher une croissance annuelle moyenne de 9% entre 2016 et 2020.

Biopharma : un marché en croissance

- Croissance et vieillissement de la population
- Amélioration de l'accès aux soins de santé
- Pipeline R&D fourni
- Émergence du marché des biosimilaires



¹⁾ Evaluate Pharma : World Preview 2016, Outlook to 2020; juin 2016; CAGR 2014 à 2020

Les biosimilaires, copies biologiques de médicaments, vont prendre une importance croissante au cours des années à venir avec l'arrivée à expiration d'ici 2020 des brevets d'un certain nombre de médicaments fabriqués à partir de procédés biotechnologiques, pour un chiffre d'affaires cumulé de plus de 40 milliards d'euros. Actuellement, plus de 200 entreprises travaillent sur plus de 700 projets de développement de biosimilaires.

Le segment des biosimilaires a connu une progression significative en 2016 avec trois autorisations aux États-Unis même s'il est difficile de prévoir la date précise de lancement des produits sur le marché du fait des contraintes liées à la réglementation, aux brevets et à la commercialisation. La part de marché des biosimilaires est actuellement encore très réduite mais les experts tablent sur une multiplication par quatre du chiffre d'affaires d'ici 2020 pour atteindre 10 milliards de dollars US.

Prévision de croissance modérée du marché mondial des produits de laboratoire

Selon « Frost & Sullivan », la demande mondiale de produits de laboratoire devrait rester stable à 2,8 % en 2017. Le marché important des États-Unis devrait générer une croissance de 3,3 %, en partie sous l'effet de la hausse des budgets du « National Institute of Health ». À l'opposé, les experts tablent sur une hausse de tout juste 1,2 % en Europe compte tenu d'une croissance économique relativement modérée et des incertitudes à la suite du référendum sur le Brexit. Comme auparavant, les observateurs du marché prévoient les taux de croissance les plus élevés dans les pays asiatiques comme la Chine et l'Inde où le marché des produits de laboratoire devrait enregistrer une progression de l'ordre de 8 % à 9 % en 2017.

Sources : IMS : IMS Health Market Prognosis, mars 2016 ; Global Medicines in Use in 2020, novembre 2015 ; Searching for Terra Firma in the Biosimilars and Non-Original Biologics Market, 2013 ; Evaluate Pharma : World Preview 2016, Outlook to 2022, septembre 2016 ; Frost & Sullivan : rapport annuel 2016 : Forecast and Analysis of the Global Market for Laboratory Products, octobre 2016 ; www.fda.gov ; FDA-Approves-Third-Biosimilar-in-US-First-for-Amgens-Blockbuster-Enbrel, www.raps.org.

Perspectives de développement

Les perspectives de l'exercice 2017 incluent les risques et opportunités décrits dans ce rapport. En tant que fournisseur de l'industrie biopharmaceutique, l'évolution de nos activités suit généralement des tendances stables à long terme. Ainsi, la conjoncture économique a moins d'impact sur le groupe que par exemple les décisions des autorités réglementaires, sur les autorisations relatives aux médicaments ou à leur utilisation.

Partant de l'hypothèse selon laquelle les tendances actuelles concernant Sartorius Stedim Biotech ont bien été anticipées, nous attendons une nouvelle hausse conséquente du chiffre d'affaires en 2017. Ainsi, nous prévoyons une augmentation du chiffre d'affaires de 8 % à 12 % environ à taux de change constant, comparée à la solide performance de l'exercice précédent. La direction anticipe une hausse de la marge d'EBITDA courant d'environ 0,5 point de pourcentage à taux de change constant (2015 : 27,5 %).

Compte tenu du dynamisme continu de sa croissance organique, Sartorius Stedim Biotech a déjà commencé, en 2016, à investir dans ses capacités de production plus tôt et de façon plus importante qu'initialement prévu. En 2017, nous prévoyons ainsi un ratio de dépenses d'investissement entre 10 % et 13 %. L'accent sera mis sur l'expansion de notre usine de Yauco afin de développer les capacités de production des poches et filtres à usage unique, ainsi que des membranes sur le site de Goettingen.

Concernant notre situation financière, nous anticipons d'ici la fin 2017 une amélioration du ratio endettement net|EBITDA courant par rapport au niveau de 0,2 enregistré pour l'exercice 2016, hors effet d'acquisitions potentielles.

Rapport de gestion de la société mère Sartorius Stedim Biotech S.A. au 31 décembre 2016

Comptes sociaux

Sartorius Stedim Biotech S.A. est la société mère du groupe. La société Sartorius Stedim Biotech S.A. est une holding mixte. La société assure la gestion des titres du groupe et du parc immobilier des entités françaises.

En 2016, le chiffre d'affaires de Sartorius Stedim Biotech S.A. s'élève à 1 843 millions d'euros contre 1 593 millions d'euros en 2015 ; le résultat d'exploitation ressort à -3 613 millions d'euros contre -3 307 millions d'euros en 2015. Le résultat financier est de 53 394 millions d'euros contre 33 286 millions d'euros en 2015.

Enfin, le résultat net 2016 est de 54 324 millions d'euros contre 29 312 millions d'euros en 2015.

Affectation du résultat

L'Assemblée générale proposera d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à 54 324 057 euros. à savoir :

- À la réserve légale : 306 881 euros
- Soit un solde de : 54 017 176 euros
- Auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur de 11 981 550 euros
- Ce qui constitue un bénéfice distribuable de 65 998 726 euros
- Seront distribués à titre de dividendes 38 713 209 euros
- Soit un solde 27 285 517 euros.

Ce solde de 27 285 517 euros est en totalité versé au compte « Report à nouveau ».

Dividendes des trois derniers exercices (information à jour au 1er janvier 2017)

Le tableau ci-dessous reprend, depuis 2013, le montant du dividende par action mis en distribution, ainsi que le régime fiscal qui lui est applicable :

Exercice clos le	Dividendes en €	Revenus éligibles ou non-éligibles à l'abattement
		Autres revenus distribués
31 déc. 2015	30 734 476	0
31 déc. 2014	19 967 009	0
31 déc. 2013	18 412 315	0

Proposition de dividende au titre de l'exercice 2016

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale du 4 avril 2017 de fixer le dividende net à 0,42 euros par action au titre de l'exercice 2016 contre 2,00 euros au titre de 2015.

Les dividendes sont distribués aux actionnaires proportionnellement à la quotité du capital détenue par chacun d'eux.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 11 avril 2017.

Politique de distribution des dividendes

L'entreprise suit une politique de distribution de dividendes liée, d'une part aux profits du groupe sur l'année concernée, et d'autre part à l'évolution prévisible du groupe et de sa rentabilité.

L'Assemblée générale du 5 avril 2016 a voté un dividende net de 2,00 euro par action. La mise en paiement du dividende a été réalisée le 15 avril 2016.

Les dividendes et acomptes sur dividendes mis en paiement et non réclamés, se prescrivent par période de cinq ans au profit de l'Etat, à compter de leur date de mise en paiement (article 2277 du Code civil).

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, un élément est susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique : le premier actionnaire de Sartorius Stedim Biotech S.A. détient un pourcentage significatif de son capital et de ses droits de vote.

Capital de Sartorius Stedim Biotech S.A.

Capital social au 31 décembre 2016

Le montant du capital social au 31 décembre 2016 s'élève à dix-huit millions quatre cent trente six mille huit euros (€ 18 436 038) divisé en quatre vingt douze mille cent quatre vingt mille cent quatre vingt dix actions (92 180 190) d'un montant unitaire de vingt centimes d'euros (0,20€) toutes intégralement souscrites et libérées (titre I, article 6 des statuts) ayant toutes droit au dividende de l'exercice 2016, hormis les titres détenus par la société.

Date	Nature de l'opération	Nominal des actions	Augmentation du capital	Prime d'émission ou d'apport	Nombre d'actions créées	Nombre d'actions après opération	Montant du capital après l'opération
1 ^{er} semestre 2011	Levée d'options de souscription d'actions	0,61	6 100,0	134 400,0	10 000	17 023 448	10 384 303,6
2 ^{ème} semestre 2011	Levée d'options de souscription d'actions	0,61	1 525,0	72 250,0	2 500,0	17 025 948	10 385 828,6
1 ^{er} semestre 2012	Levée d'options de souscription d'actions	0,61	5 098,0	173 446,0	8 358,0	17 034 306	10 390 926,6
2 ^{ème} semestre 2012	Levée d'options de souscription d'actions	0,61	4 270,0	202 300,0	7 000,0	17 041 306	10 395 196,6
Année 2013	Levée d'options de souscription d'actions	0,61	610,0	8 620,0	1 000,0	17 042 306	10 395 806,6
Année 2014	Levée d'options de souscription d'actions	0,61	9 541,6	134 834,0	15 642,0	17 057 948	10 405 348,2
Année 2014	Réduction de capital : annulation des titres auto-détenus	0,61	- 1 036 213,1		- 1 698 710,0	15 359 238	9 369 135,1
Année 2014	Augmentation du capital : modification de la valeur nominale	1,00	5 990 102,8			15 359 238	15 359 238,0
Année 2015	Levée d'options de souscription d'actions	1,00	8 000,0	174 880,0	8 000,0	15 367 238	15 367 238,0
Année 2016	Réduction de capital : annulation des titres auto-détenus	1,00	- 1 642 095,0		- 1 642 095,0	13 725 143	13 725 143,0
Année 2016	Augmentation de capital : actions nouvelles créées	1,00	1 638 222,0		1 638 222,0	15 363 365	15 363 365,0
Année 2016	Augmentation du capital : modification de la valeur nominale	0,20	3 072 673,0		3 072 673,0	92 180 190	18 436 038,0

Situation de l'actionnariat Sartorius Stedim Biotech S.A. au 31 décembre 2016

Evolution de la répartition de l'actionnariat de Sartorius Stedim Biotech S.A.

Actionnaires	Actions	Droits de vote
Plus de 50 %	Sartorius AG	Sartorius AG
Plus de 10 % mais moins de 50 %	Néant	Néant
Plus de 5 % mais moins de 10 %	Néant	Néant

Sur les trois dernières années, le capital social de Sartorius Stedim Biotech S.A. se répartissait comme suit :

Actionnaires	31 décembre 2014			31 décembre 2015			31 décembre 2016		
	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote
Sartorius AG	9 770 178	63,6 %	72,6 %	9 770 178	63,6 %	72,4 %	68 450 400	74,3 %	84,5 %
Droits de vote simples									
Droits de vote doubles	9 770 178	63,6 %	72,6 %	9 770 178	63,6 %	72,4 %	68 450 400	74,3 %	84,5 %
VL Finance ^(a)	1 642 095	10,7 %	12,2 %	1 642 095	10,7 %	12,2 %			
Droits de vote simples									
Droits de vote doubles	1 642 095	10,7 %	12,2 %	1 642 095	10,7 %	12,2 %			
Total du groupe Sartorius	11 412 273	74,3 %	84,8 %	11 412 273	74,3 %	84,6 %	68 450 400	74,3 %	84,5 %
Titres auto-détenus									
Salariés et actionnaires divers									
Public	3 946 965	25,7 %	15,2 %	3 954 965	25,7 %	15,4 %	23 729 790	25,7 %	15,5 %
Droits de vote simples	3 736 229	24,3 %	13,9 %	3 744 229	24,4 %	13,9 %	22 439 112	24,3 %	13,9 %
Droits de vote doubles	183 150	1,2 %	1,4 %	212 925	1,4 %	1,6 %	1 290 678	1,4 %	1,6 %
Total du capital social	15 359 238	100,0 %	100,0 %	15 367 238	100,0 %	100,0 %	92 180 190	100,0 %	100,0 %

(a) Appartenant à Sartorius AG depuis l'acquisition inversée entre Sartorius et Stedim

Franchissement de seuil

Aucun franchissement de seuil n'a été constaté au cours de l'exercice social écoulé.

	Actions	% Capital	Droits de vote	% Droits de vote
VL Finance	1 642 095	10,69	3 284 190	12,17
Sartorius AG	9 770 178	63,61	19 540 356	72,39
Total Sartorius AG	11 412 273	74,30	22 824 546	84,56

Contrôle de l'entreprise au 31 décembre 2016

La société Sartorius AG détient directement ou indirectement 74,3 % du capital et 84,5 % des droits de vote nets.

Actionnariat du personnel

Néant

Actions propres détenues par Sartorius Stedim Biotech S.A.

Néant.

Capital non libéré

Néant.

Capital autorisé non émis

Néant.

Titres non représentatifs du capital

Néant.

Délégations consenties par l'Assemblée générale au Conseil d'administration en cours de validité

DÉLÉGATIONS CONSENTIES EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION PAR L'ASSEMBLEE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Délégations de compétence

Objet - Durée	Plafond	Utilisation en 2016
Emission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital social et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	2 400 000€ (correspondant au plafond global du montant nominal maximum de l'augmentation de capital) 2 000 000€ (correspondant au plafond global du montant nominal maximum des titres de créance)	Néant
Validité : 26 mois à compter du 05/04/2016		
Emission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital social et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires - dans le cadre d'offres au public	S'impute sur le plafond global de 2 400 000€ (augmentation de capital) et sur le plafond global de 2 000 000€ (titres de créance)	Néant
Validité : 26 mois à compter du 05/04/2016		
Emission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital social et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires - dans le cadre de placements privés visés à l'article L. 411 - 2 II du Code monétaire et financier	S'impute sur le plafond global de 2 400 000€ (augmentation de capital) et sur le plafond global de 2 000 000€ (titres de créance)	Néant
Validité : 26 mois à compter du 05/04/2016		
Augmentation du nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital social à émettre en cas d'augmentation de capital, avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	15 % de l'émission initiale. S'impute sur le plafond global de 2 400 000€ (augmentation de capital)	Néant
Validité : 26 mois à compter du 05/04/2016		
Emission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital social en rémunération d'apports en nature portant sur des actions et/ou des valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	10 % du capital social. Montant nominal de 2 000 000€ au titre de l'émission de titres de créances. S'impute sur le plafond global de 2 400 000€ (augmentation de capital) et sur le plafond global de 2 000 000€ (titres de créance)	Néant
Validité : 26 mois à compter du 05/04/2016		
Augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport ou de toute autre somme dont la capitalisation serait admise	2 400 000€ (correspondant au plafond du montant nominal maximum de l'augmentation de capital) ; il s'agit d'un plafond autonome	Néant
Validité : 26 mois à compter du 05/04/2016		
Emission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et réservée aux adhérents de plans d'épargne.	2 400 000€ (correspondant au plafond du montant nominal maximum de l'augmentation de capital) ; il s'agit d'un plafond autonome	Néant
Validité : 26 mois à compter du 05/04/2016		

Autres titres donnant accès au capital

Néant

Stock-options

Néant

Dilution du capital

Néant

Options de souscription d'actions consenties à chaque mandataire social et options levées par ces derniers au cours de l'exercice 2016

Néant.

Options de souscription d'actions consenties aux dix premiers salariés non-mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers au cours de l'exercice 2016

Néant.

Levées d'options durant l'exercice

Toutes les options ayant été exercées, au cours de l'année 2015, les plans de stock-options sont arrivés à leur terme.

En €	2015	2014	2013	2012	2011
Dividende de l'exercice par action	2,00	1,30	1,20	1,10	1,00
Nombre d'actions	15 367 238	15 359 238	15 343 596	15 342 596	15 327 238
Dividende corrigé par action¹⁾	2,00	1,30	1,20	1,10	1,00

¹⁾ Ramené au nombre d'actions au 31 décembre 2015

Mandataires sociaux

Les informations relatives aux mandataires sociaux de Sartorius Stedim Biotech S.A., ainsi que la liste des mandats qu'ils exercent ou qu'ils ont exercés au cours des cinq dernières années, sont portées dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise.

Jetons de présence versés aux administrateurs

Les jetons de présence versés sont calculés annuellement. Le mode de calcul des jetons de présence reste inchangé. Ils sont calculés comme suit.

Plan de souscription d'actions

Les plans de stock-options sont détaillés dans le tableau ci-dessous. La délégation octroyée au Conseil d'administration pour la mise en place d'un nouveau plan de stock-options est arrivée à expiration. Le Conseil d'administration n'a plus de délégation pour la mise en place d'un nouveau plan.

Bons de souscription d'actions

Il n'existe pas de bons de souscription d'actions sur Sartorius Stedim Biotech S.A.

Nantissement des actions

Les actions de Sartorius Stedim Biotech S.A. ne font l'objet d'aucun nantissement.

Nantissement d'actifs

Néant.

Les administrateurs reçoivent des jetons de présence dont le montant et la répartition sont fixés par le Conseil d'administration suivant les critères suivants, dans les limites fixées par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires :

– Chaque membre du Conseil d'administration recevra une rémunération fixe de 25 000 euros par an, qui devra être payée après l'approbation des comptes annuels par l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires. Le président du Conseil d'administration reçoit le double de ce montant. De plus, les membres du Conseil d'administration perce-

vront des jetons de présence pour 1 200 euros à chaque réunion du Conseil d'administration à laquelle ils participeront et se verront rembourser leurs dépenses, en plus de leur rémunération annuelle.

Pour sa participation à un quelconque Comité, chaque administrateur recevra une somme forfaitaire de 4 000 euros par année en complément de la somme de 1 200 euros au titre de sa présence à chaque réunion. Lorsqu'un administrateur exerce la fonction de président d'un Comité, il percevra une rémunération forfaitaire différente, à savoir 8 000 euros pour chaque année complète de présidence, en complément des montants relatifs à sa présence à chaque réunion. La rémunération pour les travaux effectués dans le cadre d'un Comité sera due dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe précédent ci-dessus.

– Toute TVA est remboursée par la société, tant que les membres du Conseil d'administration sont en droit de facturer séparément la société pour ladite TVA, et que cette faculté est exercée.

– Les paragraphes ci-dessus ne trouvent pas à s'appliquer aux membres du Conseil d'administration qui disposent également d'une fonction de direction au sein de la société. Les membres exécutifs du Conseil d'administration ne percevront donc aucune rémunération au titre de leur fonction d'administrateur.

Le montant total des jetons de présence alloué au titre de l'exercice 2016 aux administrateurs est de 284 400 euros.

Avantages accordés à l'équipe de direction

		Salaires de base fixes en milliers €	Prime annuelle en milliers €	Prime sur objectifs à long terme en milliers €	Autres en milliers €	Stock-options en milliers €	Indemnités de départ en milliers €	Jetons de présence en milliers €
Total 2015	6 715,0	1 826,0	1 294,0	3 542,0	53,0	0,0	0,0	0,0
Total 2016	5 765,0	2 020,0	1 260,0	2 432,0	53,0	0,0	0,0	0,0
Joachim Kreuzburg ¹⁾ 2015	3 841,0	726,0	436,0	2 664,0	15,0	0,0	0,0	0,0
Joachim Kreuzburg ¹⁾ 2016	3 196,3	800,0	418,0	1 963,3	15,0	0,0	0,0	0,0
Volker Niebel ¹⁾ 2015	716,0	330,0	297,0	78,0	11,0	0,0	0,0	0,0
Volker Niebel ¹⁾ 2016	732,0	360,0	290,0	71,0	11,0	0,0	0,0	0,0
Oscar-Werner Reif ¹⁾ 2015	713,0	330,0	297,0	78,0	8,0	0,0	0,0	0,0
Oscar-Werner Reif ¹⁾ 2016	729,0	360,0	290,0	71,0	8,0	0,0	0,0	0,0
Reinhard Vogt ¹⁾ 2015	1 445,0	440,0	264,0	722,0	19,0	0,0	0,0	0,0
Reinhard Vogt ¹⁾ 2016	1 107,7	500,0	262,0	326,7	19,0	0,0	0,0	0,0

¹⁾ Pour de plus amples informations, merci de vous référer au chapitre Gouvernance d'entreprise (pages 75 à 109).

Commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes de Sartorius Stedim Biotech S.A. sont :

- KPMG S.A., représenté par John Evans. Suppléant : Salustro Reydel.
- Deloitte & Associés, représenté par Christophe Perrau. Suppléant : BEAS.

Conventions et engagements réglementés

1. Convention règlementée :

La société a décidé de régulariser les conventions réglementées suivantes notamment la Convention de prestations de services entre la société et Sartorius AG

La société proposera donc au Conseil d'Administration en date du 16 février 2017 puis aux actionnaires du groupe Sartorius Stedim Biotech S.A du 4 avril 2017 prochain d'approuver, les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce régulièrement autorisées par le Conseil d'administration notamment ladite convention et les facturations y afférentes pour le passé et de formaliser puis de signer pour l'avenir une convention entre la société et Sartorius AG.

Cette convention contient les modalités suivantes :

1. Nature : convention de prestations de services d'assistance opérationnelles et administratifs

2. Objet : formalisation des refacturations desdits services entre la société et sa société mère.

3. Montants :

Pour M. Joachim Kreuzburg :

Année 2015: 794 671 €

Année 2016: 701 905 €

Année 2017: 725 331 €

Pour M. Reinhard Vogt :

Année 2015: 558 134 €

Année 2016: 530 251 €

Année 2017: 554 160 €

2. Engagements réglementés concernant M. Joachim Kreuzburg

Certains engagements ont été identifiés comme des engagements réglementés. Ces derniers ont été souscrits par Sartorius AG conformément à la politique globale des rémunérations au sein du Groupe et sont refacturés à la société à hauteur de 20 % de leur montant, à l'exception de l'indemnité de départ prématuré qui demeure à la charge de Sartorius AG.

Ces engagements souscrits par notre société mère allemande sont conformes au droit allemand.

Indemnité de départ prématuré

Conformément, à la législation Allemande. Le contrat de M. Joachim Kreuzburg prévoit une indemnité de rupture de contrat. Cette clause est applicable en cas de départ effectif d'un membre Executif du Conseil de Surveillance de Sartorius AG.

En cas de départ prématuré de M. Joachim Kreuzburg de ses fonctions de membre exécutif du Conseil de Surveillance de Sartorius AG, le montant de l'indemnité de départ due sera plafonné à un montant correspondant à deux années de rémunération (soit rémunération fixe en sus de la rémunération variable).

Clause de non-concurrence

Durant les deux années suivants la cessation totale de ses fonctions dans le groupe, M. Joachim Kreuzburg sera soumis au respect d'une clause de non-concurrence assortie d'une indemnité égale à la moitié de sa dernière rémunération annuelle (soit rémunération fixe en sus de la rémunération variable).

Engagements de retraites

M. Joachim Kreuzburg bénéficie d'un régime supplémentaire de retraite répondant aux exigences du droit allemand.

Les principes et les modalités des indemnités précitées sont détaillées de manière exhaustive dans la section du rapport sur les rémunérations de ce document de référence.

Délais de paiement fournisseurs

Au 31 décembre 2016, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevait à 927 560 euros et était constitué de :

- 97 % de factures payables à 30 jours à compter de la date d'émission de la facture,
- 3 % de factures payables à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.
- À cette même date, le solde comprenait 20 % de dettes échues.

Au 31 décembre 2015, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevait à 1 145 428 euros et était constitué de :

- 89 % de factures payables à 30 jours à compter de la date d'émission de la facture,
- 11 % de factures payables à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.
- À cette même date, le solde comprenait 1 % de dettes échues.

Résultat des cinq derniers exercices de la société mère Sartorius Stedim Biotech S.A.

en milliers €	2012	2013	2014	2015	2016
Capital en fin d'exercice					
Capital social	10 395	10 396	15 359	15 367	18 436
Nombre d'actions existantes	17 041 306	17 042 306	15 359 238	15 367 238	92 180 190
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	81 942	1 501	1 465	1 593	1 843
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations-reprises sur amortissements et provisions	26 218	21 180	25 967	29 343	59 635
Impôts sur les bénéfices	678	292	468	- 653	4 543
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat net	26 198	20 875	24 845	29 312	54 324
Dividendes versés ou proposition de distribution	15 327	16 878	18 412	19 967	30 734
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,58	1,26	1,66	1,95	0,60
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,54	1,22	1,62	1,91	0,59
Dividende attribué à chaque action	1,00	1,10	1,20	1,30	0,33
Personnel					
Nombre de salariés	388	0	0	0	0
Montant de la masse salariale	14 171	0	0	0	0
Montant des sommes versées au titre des charges sociales	7 969	0	0	0	0

Gouvernance d'entreprise

03

Le Conseil d'administration et ses Comités

Conseil d'administration

La société est administrée par un Conseil d'administration composé de dix membres, dont quatre membres indépendants. Les administrateurs sont nommés pour un mandat de trois ans.

L'organisation des travaux du Conseil comme sa composition sont appropriés à la composition de l'actionnariat, à la dimension et à la nature de l'activité de Sartorius Stedim Biotech S.A. comme aux circonstances particulières qu'elle peut traverser.

Composition au 31 décembre 2016

Pour des raisons historiques liées à l'actionnariat de la société, la composition du Conseil d'administration et de ses Comités reflétait la recherche par notre actionnaire de référence d'un équilibre pérenne entre les administrateurs représentant ces actionnaires, les administrateurs indépendants et les dirigeants.

Notre actionnaire de référence assume une responsabilité propre à l'égard des autres actionnaires, directe et distincte de celle du Conseil d'administration. Il veille avec une particulière attention à prévenir les éventuels conflits d'intérêts, à la transparence de l'information fournie au marché et à tenir équitablement compte de tous les intérêts.

Le Conseil d'administration s'interroge chaque année sur l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle des Comités qu'il constitue en son sein, notamment dans la représentation des femmes et des hommes, les nationalités et la diversité des compétences, en prenant des dispositions propres à garantir aux actionnaires et au marché que ses missions sont accomplies avec l'indépendance et l'objectivité nécessaires. Il rend public dans le document de référence les objectifs, les modalités et les résultats de sa politique en ces matières.

M. Joachim Kreuzburg

Président-directeur général
Né le 22 avril 1965
Nationalité : allemande

Première nomination le 29 juin 2007
Mandat renouvelé le 05 avril 2016
Date d'expiration du mandat : Assemblée générale appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech détenues : 6

Autres fonctions et mandats d'administrateur actuels, dans le groupe :

Président du Directoire de Sartorius AG,
Vice-président du Conseil de surveillance de Sartorius Stedim Biotech GmbH,
Gérant de Sartorius Lab Holding GmbH,
Gérant de Sartorius Corporate Administration GmbH,
Gérant de SI Weende-Verwaltungs-GmbH,
Gérant de SI Grone 1-Verwaltungs-GmbH,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim North America Inc.,
Membre du Conseil d'administration de IntelliCyt Corporation,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Filters Inc.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Japan K.K.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Lab Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim BioOutsource Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Denver Instrument (Beijing) Co. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius North America Inc.,
Président et membre du Comité exécutif de Sartorius Stedim FMT S.A.S.

Mandats d'administrateurs achevés, exercés au cours des cinq dernières années, dans le groupe :

Vice-président du Conseil de surveillance de Sartorius Weighing Technology GmbH,
Président de VL Finance S.A.S., Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim SUS Inc., Membre du Conseil d'administration de kSep Holdings, Inc.,

Membre du Conseil d'administration de ViroCyt, Inc.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Hong Kong Ltd.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Scientific Instruments (Beijing) Co. Ltd.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Japan K.K.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Biohit Liquid Handling OY.

Autres fonctions et mandats d'administrateur actuels, en dehors du groupe :

Membre du Conseil de surveillance de Carl Zeiss AG, Allemagne,
 Président du Comité consultatif de Otto Bock Holding GmbH & Co. KG, Allemagne,
 Membre du Comité consultatif de Commerzbank AG, Allemagne,
 Membre du Comité consultatif économique de Norddeutsche Landesbank, Allemagne.

Mandats d'administrateur achevés, exercés au cours des cinq dernières années, en dehors du groupe :

Membre du Comité consultatif du groupe Hameln GmbH, Allemagne

Formation et parcours professionnel :

Ingénieur en génie mécanique, Dr. rer. pol.,
 Titulaire d'un doctorat en économie et d'un diplôme universitaire en génie mécanique.

1992–1995	Assistant scientifique à l'institut de recherche sur l'énergie solaire de Basse-Saxe (Hamelin)
1995–1999	Assistant scientifique au département de sciences économiques de l'université de Hanovre
Depuis le 01/05/1999	Sartorius AG, Goettingen, Allemagne Dernier poste avant d'entrer au Directoire : vice-président finance et relations investisseurs
Depuis le 11/11/2002	Membre du Directoire de Sartorius AG, Goettingen, Allemagne
Du 01/05/2003 au 10/11/2005	Porte-parole du Directoire de Sartorius AG, Goettingen, Allemagne
Depuis le 11/11/2005	Président-directeur général et président du Directoire de Sartorius AG, Goettingen, Allemagne. A ce jour responsable des opérations, de la stratégie groupe, des affaires juridiques, des règles de conformité, et de la communication groupe.

M. Volker Niebel

Membre exécutif – Directeur général délégué aux opérations et systèmes d'information

Né le 14 août 1956

Nationalité : allemande

Première nomination le 29 juin 2007

Mandat renouvelé le 05 avril 2016

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Démission : M. Volker Niebel a démissionné le 31 décembre 2016 de ses fonctions de directeur général délégué et administrateur de la société

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech détenues : 656

Autres mandats d'administrateur et postes actuels, dans le groupe :

Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim North America Inc.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius North America Inc.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Filters Inc.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim India Pvt. Ltd.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech (Beijing) Co. Ltd.,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Lab Ltd.,
 Membre du Comité exécutif de Sartorius Stedim Aseptics S.A.S.,
 Gérant de Sartorius Stedim Bioprocess SARL,
 Membre du Comité exécutif de Sartorius Stedim FMT S.A.S.

Mandats d'administrateur achevés, exercés au cours des cinq dernières années, dans le groupe :

Gérant de Sartorius Stedim Biotech GmbH,
 Membre du Conseil d'administration de Sartorius Weighing India Pvt. Ltd.,
 Membre du Conseil d'administration de Biohit Biotech (Suzhou) Co. Ltd.,
 Directeur général de Sartorius Stedim FMT S.A.S.,
 Membre du Conseil d'administration de kSep Holdings, Inc.,
 Membre du Conseil d'administration de ViroCyt, Inc.,
 Membre du Conseil d'administration de IntelliCyt Corporation,
 Membre du Conseil d'administration de

Sartorius Stedim SUS Inc.,
Gérant de Sartorius Stedim Biotech SARL,
Gérant de Sartorius Stedim Integrated Services SARL,
Gérant de Sartorius Stedim SUS SARL.
Formation et parcours professionnel :

Titulaire d'un diplôme universitaire en économie et administration des affaires

1983–1985 Schmidt & Clemens, Lindlar, Allemagne
Directeur commercial chez
Petro Chemical Industry, Etats-Unis
1985–1998 Gambro AB, Lund, Suède
1998–2001 Skanska AB, Malmö, Suède
Membre de la direction générale de
Poggenpohl GmbH, Herford,
Allemagne
2001–2007 Sartorius AG, Goettingen, Allemagne
Dernier poste : vice-président senior
exploitation, division Biotech
2007 – 2014 Gérant de Sartorius Stedim
Biotech GmbH, Goettingen, Allemagne
Depuis 2010 Membre du Comité exécutif groupe du
groupe Sartorius

M. Oscar-Werner Reif

Membre exécutif – Directeur général délégué
à la recherche et au développement
Né le 11 novembre 1964
Nationalité : allemande

Première nomination le 21 avril 2009
Mandat renouvelé le 7 avril 2015
Date d'expiration du mandat : Assemblée générale
appelée à statuer en 2018 sur les comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2017

Démission : M. Oscar-Werner Reif a démissionné le
31 décembre 2016 de ses fonctions de directeur gé-
néral délégué et administrateur de la société

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech
détenues : 6

Autres mandats d'administrateur et postes actuels,
dans le groupe :

Membre du Conseil d'administration de
Sartorius Stedim Switzerland, AG, Suisse.

Mandats d'administrateur achevés, exercés au
cours des cinq dernières années, dans le groupe :

Gérant de Sartorius Stedim Biotech GmbH.

Formation et parcours professionnel :

Doctorat en génie chimique, diplôme universitaire
de la chimie et biologie moléculaire

1991 - 1995 Associé en recherche à l'institut
« Chemical Engineering » de
l'université de Hanovre, Allemagne
1995 - 2009 Sartorius AG Goettingen, Allemagne
Dernier poste : directeur général
délégué en R&D et Technologies
2007 - 2009 Sartorius Stedim Biotech GmbH
Dernier poste : directeur général
délégué R&D et Technologies
2009 - 2014 Gérant de Sartorius Stedim
Biotech GmbH, Goettingen, Allemagne
Depuis 2010 Membre du Comité exécutif groupe
du groupe Sartorius

M. Reinhard Vogt

Membre exécutif – Directeur général délégué au
marketing, aux ventes et aux services
Né le 4 août 1955
Nationalité : allemande

Première nomination le 29 juin 2007
Mandat renouvelé le 05 avril 2016
Date d'expiration du mandat : Assemblée générale
appelée à statuer en 2019 sur les comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2018

Démission : M. Reinhard Vogt a démissionné le
31 décembre 2016 de ses fonctions de directeur gé-
néral délégué et administrateur de la société

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech
détenues : 6

Autres mandats d'administrateur et postes actuels,
dans le groupe :

Membre du Directoire de Sartorius AG,
Membre du Conseil d'administration de
Sartorius Stedim North America Inc.,
Membre du Conseil d'administration de
Sartorius North America Inc.,
Membre du Conseil de direction de
AllPure Technologies LLC,
Membre du Conseil d'administration de
Sartorius Stedim Australia Pty. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de
Sartorius (Shanghai) Trading Co. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de
Sartorius Stedim (Shanghai) Trading Cp. Ltd,

Membre du Conseil d'administration de TAP Biosystems Group Ltd.,		A ce jour : responsable du marketing, des ventes et services.
Membre du Conseil d'administration de The Automation Partnership (Cambridge) Ltd.,	2007 - 2014	Gérant de Sartorius Stedim Biotech GmbH, Goettingen, Allemagne
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim BioOutsource Ltd.,		
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Switzerland AG,		
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Japan K.K.,		
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Korea Ltd.		

Mme Liliane de Lassus

Membre non exécutif
Administrateur indépendant
Née le 29 décembre 1943
Nationalité : française

Mandats d'administrateur achevés, exercés au cours des cinq dernières années, dans le groupe :

Première nomination le 19 mai 2006 ⁽¹⁾
Mandat renouvelé le 05 avril 2016
Date d'expiration du mandat : Assemblée générale appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim SUS Inc.,
Membre du Conseil d'administration de kSep Holdings, Inc.,
Membre du Conseil d'administration de ViroCyt, Inc.,
Membre du Conseil d'administration de IntelliCyt Corporation,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim India Pvt. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Australia Pty. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Denver Instrument (Beijing) Co. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Scientific Instruments (Beijing) Co. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech (Beijing) Co. Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Hong Kong Ltd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Malaysia Sdn. Bhd.,
Membre du Conseil d'administration de Sartorius Japan K.K.,
Gérant de Sartorius Weighing Technology GmbH,
Gérant de Sartorius Stedim Biotech GmbH,
Gérant de Sartorius Lab Holding GmbH.

⁽¹⁾ Le mandat de Mme Liliane de Lassus est à ce jour continu. Mme Liliane de Lassus a été nommée membre du Conseil d'administration de Stedim S.A. le 19 mai 2006, société dont la dénomination sociale a été modifiée en Sartorius Stedim Biotech S.A. le 29 juin 2007 suite au rachat par Sartorius AG.

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech détenues : 6

Autres mandats d'administrateur et postes actuels, en dehors du groupe :

Gérant de L2L Conseil SARL
(conseil dans le management des hommes)

Formation et parcours professionnel :

Ph. D en chimie organique (1972), MBA (1966),
Master en sanskrit (1969).

Formation et parcours professionnel :

Titulaire d'un diplôme d'administration commerciale et industrielle

1979-1983 Sarstedt AG, Nuembrecht, Allemagne
Directeur général de Sarstedt AB, Suède
1983-2007 Sartorius AG, Goettingen, Allemagne
Dernier poste : Vice-président senior
Ventes et marketing, division Biotech
Depuis 2009 Membre du Directoire de Sartorius AG,
Goettingen, Allemagne

1969-1977 Chargée de recherches au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), puis à l'université de Californie de Berkeley (Etats-Unis)
1977-1981 PSA - Automobiles Citroën, chef de département Plan | Programmes
1981-1985 Renault Automation (robotique) :
Vice président planification stratégique
1985-1989 Présidente et directeur général d'une start-up high-tech, spécialisée en intelligence artificielle (Cognitech)
1989-2005 Consultante en gestion des ressources humaines pour les postes de direction, notamment dans des environnements multiculturels
2005-2007 Directeur général de Stedim Biosystems

2007 – 2008 Directeur général délégué de Sartorius Stedim Biotech
 Depuis mai 2008 Gérant de L2L Conseil SARL : conseil dans le management des hommes

M. Bernard Lemaître

Membre non exécutif
 Né le 16 décembre 1938
 Nationalité : française

Première nomination le 27 septembre 1978 ²⁾
 Mandat renouvelé le 05 avril 2016
 Date d'expiration du mandat : Assemblée générale appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

2)Le mandat de M. Bernard Lemaître est à ce jour continu. M. Bernard Lemaître a été nommé membre du Conseil d'administration de Stedim S.A. le 27 septembre 1978, société dont la dénomination sociale a été modifiée en Sartorius Stedim Biotech S.A. le 29 juin 2007 suite au rachat par Sartorius AG.

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech détenues : 6

Autres mandats d'administrateur et postes actuels, en dehors du groupe :

Président de Financière de la Seigneurie S.A.S. (La Ciotat),
 Membre du Conseil d'administration de Senova Systems Inc. (USA),
 Membre du Conseil d'administration de Sycovest Asset Management (Paris),
 Membre du Conseil de surveillance de Azulis Capital SA (Paris),
 Membre du Conseil de surveillance de Solon Ventures Ltd. (Londres),
 Membre du Conseil de surveillance de Qualium Investments SAS (Paris).

Formation et parcours professionnel :
 1979–2007 Fondateur, Président-directeur général de Stedim S.A.

M. Arnold Picot

Membre non exécutif
 Né le 28 décembre 1944
 Nationalité : allemande

Première nomination le 29 juin 2007
 Mandat renouvelé le 05 avril 2016
 Date d'expiration du mandat : Assemblée générale appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech détenues : 6

Autres mandats d'administrateur et postes actuels, dans le groupe :

Président du Conseil de surveillance de Sartorius AG,
 Président du Conseil de surveillance de Sartorius Stedim Biotech GmbH.

Mandats d'administrateur achevés, exercés au cours des cinq dernières années, dans le groupe :

Président du Conseil de surveillance de Sartorius Weighing Technology GmbH.

Autres mandats d'administrateur et postes actuels, en dehors du groupe :

Membre du Conseil de surveillance de Takkt AG,
 Membre du Conseil de surveillance du WIK Wissenschaftliches Institut für Infrastruktur und Kommunikationsdienste GmbH et WIK-Consult GmbH.

Formation et parcours professionnel :

Titulaire d'un diplôme en gestion commerciale,
 Dr, professeur universitaire, docteur honoris causa

1970–1975 Assistant de recherche et professeur assistant, université de Munich
 1976–1984 Professeur d'université, faculté de gestion des entreprises, université de Hanovre, directeur de l'institut de gestion et d'organisation
 1980–1981 Professeur invité, université de Stanford, Californie
 1984–1987 Professeur d'université, faculté de gestion des entreprises, université technique de Munich, directeur de l'institut de gestion d'entreprises générales et industrielles
 1988 – 2013 Professeur d'université, directeur exécutif de l'institut d'information, d'organisation et de gestion des entre-

prises à la faculté d'économie de l'université Ludwig Maximilian de Munich

2004–2005 Professeur invité à Konrad Adenauer, université de Georgetown, Washington (District de Columbia), Etats-Unis

Depuis 2013 Chercheur au centre d'information, d'organisation et de management de la faculté d'économie de l'université Ludwig Maximilian de Munich

M. Henri Riey

Membre non exécutif
Administrateur indépendant
Né le 5 novembre 1961
Nationalité : monégasque

Première nomination le 19 mai 2006 (3)
Mandat renouvelé le 05 avril 2016
Date d'expiration du mandat : Assemblée générale appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(3) Le mandat de M. Henri Riey est à ce jour continu.
M. Henri Riey a été nommé membre du Conseil d'administration de Stedim S.A. le 19 mai 2006.
Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech détenues : 100

Autres mandats d'administrateur et postes actuels, en dehors du groupe :

Président de Aidea,
Président du groupe HR SAS,
Directeur de la Fondation Princesse Grace, Monaco.

Formation et parcours professionnel :

Diplômé de l'institut supérieur de gestion (France)

1985–1988 Gestionnaire de fonds à Paribas
1988–1996 Gestionnaire de fonds, responsable de l'équipe de gestion des fonds européens de valeurs mobilières à la Barclays, France
1996–1999 Directeur de recherche, Barclays Asset Management Europe
1999–2004 Vice-président Barclays Asset Management, en charge de toutes les activités de gestion de fonds
2004 – 2013 Directeur financier de Hedyplan SA

Mme Anne-Marie Graffin

Membre non exécutif
Administrateur indépendant
Née le 3 mai 1961
Nationalité : française

Première nomination le 7 avril 2015
Date d'expiration du mandat : Assemblée générale appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017
Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech détenues : 6

Autres mandats d'administrateur et postes actuels, en dehors du groupe :
Membre du Conseil de surveillance Valneva S.E.,
Membre du Conseil de surveillance Nanobiotix S.A.,
Gérant SMAG Consulting SARL.

Mandats d'administrateur achevés, exercés au cours des cinq dernières années, en dehors du groupe :

Membre du Conseil d'administration de Themis Bioscience GmbH,
Membre du Conseil d'administration de Sanofi Pasteur MSD Portugal,
Membre du Conseil d'administration de Sanofi Pasteur MSD Espagne,
Membre du Conseil d'administration de Sanofi Pasteur MSD UK,
Membre du Conseil d'administration de Sanofi Pasteur MSD Irlande.

Formation et parcours professionnel :

Diplômée de l'ESSEC (Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales)

1984 - 1987 International Distillers and Vintners, chef de produits France
1988 - 1990 Laboratoires URGO, responsable marketing
1991 - 1995 RoC S.A (Johnson & Johnson), chef de groupe marketing international
1998 - 2000 Sanofi Pasteur MSD, chef de produits France vaccins adultes
2001 - 2005 Sanofi Pasteur MSD, chef de gamme puis directeur marketing Europe vaccins adultes
2006 - 2008 Sanofi Pasteur MSD, directeur exécutif business management
2009 - 2010 Sanofi Pasteur MSD, vice-président business management
Depuis 2011 Gérant SMAG Consulting Sarl, conseil biotech et medtech stratégie et management

Mme Susan Dexter

Membre non exécutif
Administrateur indépendant
Née le 11 octobre 1955
Nationalité : américaine

Première nomination le 7 avril 2015
Date d'expiration du mandat : Assemblée générale
appelée à statuer en 2018 sur les comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2017

Nombre d'actions de Sartorius Stedim Biotech
détenues : 6

Autres mandats d'administrateur et postes actuels en
dehors du groupe :

BioSense Technologies, Woburn, Massachusetts, USA,
Technologie de diagnostic clinique basé sur
l'impédance cellulaire.

Mandats d'administrateur achevés, exercés au cours
des cinq dernières années, en dehors du groupe :

Kalon Biotherapeutics, College Station, Texas, USA,
Chief Medical Officer.

Formation et parcours professionnel :

American University, Washington, D.C., USA,
Licence en immunologie et marketing
Harvard University, Cambridge, Massachusetts, USA,
Harvard University, Technique de négociations pour
juristes
Formation professionnelle de Harvard University en
finance pour directeurs non financiers au titre de la
société Dow Chemical

1975 - 1980	Université de Massachusetts Medical School, Recherche, culture de cellules de mammifères, études de toxicologie animale, recherche fondamentale
1980 - 1986	Recherche collaborative, ventes de produits de biotechnologie sur les marchés émergents pour des bioprocédés et des matières premières en bioproduction
1986 - 1998	Celltech Biologics, Lonza Biologics, Développement d'entreprise, Biotraitement et fabrication de biothérapies s'appuyant sur la biotechnologie

1998 - 2004 Collaborative BioAlliance, Dow Chemical Company (Dow Biotechnology Contract Manufacturing Services), vice-président, Développement de l'activité des services de fermentation microbienne, technologie et mise en place des technologies de biotraitement à usage unique

2004 - 2008 Xcellerex, Inc (devenu GE Healthcare), Chief Business Officer, Chief Medical Officer des services de technologie des biotraitements avec intégration de la biotechnologie à usage unique, vente des technologies de biotraitement à usage unique

Depuis 2008 Latham Biopharm Group, Consultant expert, vice-président du développement d'entreprise aux Chief Medical Officers pour des contrats de services dans l'industrie des sciences du vivant de la biotechnologie, conseils en stratégie, mise en place de la technologie des produits à usage unique et jetable, projet de gestion et développement marketing d'activités à objectifs ambitieux, conseiller et porte-parole de BioProcess International

Domiciliations

Pour les besoins de leurs mandats sociaux, les membres du Conseil d'administration et de la direction générale sont domiciliés au siège social de l'entreprise.

Administrateurs indépendants

La société étant contrôlée par un actionnaire majoritaire, la part des administrateurs indépendants doit être d'au moins un tiers. Au 31 décembre 2016, le Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech S.A. est composé de 40 % de membres indépendants au regard des critères d'indépendance définis par le code AFEP-MEDEF.

Conformément aux principes de gouvernance d'entreprise, les membres indépendants ne doivent être ni actionnaires, ni même clients, fournisseurs ou banquiers majeurs du groupe ; ils ne doivent avoir aucune relation susceptible d'influencer leur jugement.

Conformément au règlement du Conseil d'administration et en application du Code AFEP-MEDEF, un débat sur l'indépendance des administrateurs en exercice a lieu chaque année à la lumière des critères suivants :

- Ne pas être salarié ou mandataire social de la société, salarié ou administrateur de sa société mère ou d'une société qu'elle consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes (critère 1).
- Ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur (critère 2).
- Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement significatif de la société ou de son groupe, ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité (critère 3).
- Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social (critère 4).
- Ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des cinq années précédentes (critère 5).
- Ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans (critère 6).

En sus des critères ci-dessus indiqués, le Conseil d'administration analyse d'autres facteurs tels l'ancienneté au Conseil, la capacité de compréhension des enjeux et des risques, est également évaluée avant de statuer sur la qualification d'indépendance d'un administrateur.

- Plus particulièrement, en ce qui concerne le critère d'ancienneté, le Conseil ne considère pas strictement ce dernier comme neutralisant la caractéristique d'indépendance de l'administrateur mais comme une qualité visant à renforcer l'esprit critique et l'ouverture notamment en permettant une capacité de questionnement plus grande nécessaire quant aux directions prises par la société. Pour plus d'informations se référer à la section « Gouvernement d'Entreprise – Ecarts dans l'application des recommandations du code AFEP-MEDEF », du Document de Référence.

- Dans le cadre de l'évaluation du Conseil d'administration, le Conseil d'administration a passé en revue la liste des critères ci-dessus et constate qu'à ce jour il comporte quatre administrateurs indépendants : Mme Susan Dexter, Mme Anne-Marie Graffin, Mme Liliane de Lassus et M. Henri Riey.

Représentation équilibrée des femmes et des hommes

Le Conseil d'administration s'interroge chaque année sur l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle de ses Comités en recherchant, notamment, une représentation équilibrée des hommes et des femmes, une grande diversité des compétences et des pays d'origine, illustrant au mieux l'activité de la société à la fois haute en technicité et mondiale.

Plus particulièrement en ce qui concerne le pourcentage de 40% de femmes à atteindre dans le cadre des dispositions de l'Article L 225-18-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a mis en oeuvre tous les efforts de recherche avant tout des administratrices compétentes, indépendantes, et impliquées ayant un niveau d'expertise certain dans le domaine des biotechnologies ou connexes.

Evaluation du Conseil d'administration

Le règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit qu'une fois par an, le Conseil consacre un point de son ordre du jour à un débat sur son fonctionnement et à veiller à ce qu'une évaluation formalisée soit réalisée. A cet effet, tous les membres du Conseil ont répondu fin novembre 2016 à un questionnaire sur les thèmes suivants :

- la composition du Conseil ;
- le mode et la structure de gouvernance ;
- l'efficacité du Conseil d'administration ;
- les méthodes de travail du Conseil ;
- les domaines de compétences des membres du Conseil ;
- les axes d'amélioration.

Il en ressort des résultats satisfaisants quant à la fluidité de l'information illustrant une qualité du travail d'équipe des membres du Conseil et une convergence des points de vues.

Règlement intérieur du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est doté d'un règlement intérieur qui définit et contient les règles de fonctionnement de cet organe relatif à ses attributions, l'assiduité de ses membres, les opérations nécessitant une approbation et une validation préalable avec un certain nombre de seuils de déclenchements. Il comporte en annexe la charte de l'administrateur qui définit les droits et obligations de ce dernier notamment en ce qui concerne les règles de déontologie et de prévention des conflits d'intérêt.

Echelonnement des mandats

Conformément au code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF, l'échelonnement des mandats doit être organisé de façon à éviter un renouvellement en bloc et à favoriser un renouvellement harmonieux des administrateurs. Au 31 décembre 2016, la règle afférente à l'échelonnement est respectée. Le Conseil d'administration a été renouvelé à hauteur de sept membres en 2016. Sept mandats ont ainsi été renouvelés en Assemblée générale annuelle mixte du 5 avril 2016, par résolutions ordinaires.

Cumul des mandats

Conformément au code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF, un dirigeant mandataire social ne doit pas exercer plus de deux autres mandats d'administrateurs dans des sociétés cotées extérieures à son groupe, y compris étrangères. Il doit en outre recueillir l'avis du Conseil avant d'accepter un nouveau mandat social dans une société cotée.

En outre, un administrateur ne doit pas exercer plus de quatre autres mandats dans des sociétés cotées extérieures au groupe, y compris étrangères. Cette recommandation s'applique lors de la nomination ou du prochain renouvellement du mandat de l'administrateur.

Autres informations

Au cours de l'exercice 2016, le Conseil d'administration s'est réuni huit fois.

Conformément aux statuts de la société Sartorius Stedim Biotech S.A., chaque administrateur détient personnellement a minima une action de la société.

Tous les administrateurs respectent les limites suivantes en matière de nombre de mandats au sein de sociétés cotées :

- Pour les dirigeants mandataires sociaux : limité à deux mandats pour les autres sociétés cotées extérieures au groupe,
- Pour les autres administrateurs : limité à quatre mandats pour les autres sociétés cotées extérieures au groupe.

À la connaissance de l'entreprise, au cours des cinq dernières années :

- Aucune condamnation pour fraude et|ou aucune incrimination et|ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre d'un administrateur par des autorités statutaires ou réglementaires.
- Aucun administrateur n'a été associé en tant que gérant à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation.
- Aucun administrateur n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de gestion ou de surveillance d'un émetteur ou de participer à la gestion ou à la conduite des affaires d'un émetteur.

À la connaissance de l'entreprise, il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil d'administration.

En outre, à la connaissance de l'entreprise, il n'existe aucun conflit d'intérêts entre les attributions des membres du Conseil d'administration et leurs intérêts privés et|ou leurs autres attributions. Les administrateurs sont tenus de porter immédiatement à la connaissance du Conseil d'administration tout conflit d'intérêts, même potentiel, qu'ils découvrirait, ainsi que de s'abstenir de participer aux discussions concernées et au vote de la résolution correspondante.

À la connaissance de l'entreprise, aucun arrangement ni accord n'a été conclu avec les actionnaires, clients, fournisseurs, etc., en vue de la nomination d'un administrateur.

À la connaissance de l'entreprise, aucun administrateur n'est lié au groupe Sartorius Stedim Biotech par un contrat de service qui lui conférerait des avantages.

Les mesures mises en place pour s'assurer que le contrôle ne se fait pas de manière abusive sont les suivantes :

- Quatre membres indépendants du Conseil sur dix sont membres du Conseil d'administration.
- Deux membres indépendants du Conseil sur quatre sont membres du Comité d'audit.
- Deux membres indépendants du Conseil sur quatre sont membres du Comité des rémunérations.

Comité d'audit

Le Comité d'audit assiste le Conseil d'administration dans les domaines concernant la politique comptable, le reporting, le contrôle interne et externe, la communication financière ainsi que la gestion des risques qu'encourt la société.

Missions du Comité d'audit

En matière de politique comptable et de contrôle interne, le Comité d'audit a pour missions de :

- procéder, dès que possible, mais dans tous les cas avant l'examen des comptes sociaux annuels et le cas échéant, des comptes consolidés, par le Conseil d'administration, à la revue de tous les états financiers, semestriels et annuels, sociaux et, le cas échéant, consolidés, y compris leurs annexes et, le cas échéant, le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et présenter au Conseil d'administration ses observations. Lors de l'examen des comptes, le Comité se penche sur les opérations importantes à l'occasion desquelles aurait pu se produire un conflit d'intérêts.
- s'assurer de la pertinence du choix des méthodes et des procédures comptables décidées par la société et de vérifier leur juste application ;
- contrôler le traitement comptable de toute opération significative réalisée par la société ;
- s'assurer que les procédures internes de collecte et de contrôle des données permettent de garantir la qualité et la fiabilité des comptes sociaux annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés de la société ;
- examiner le périmètre des sociétés consolidées et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles des sociétés n'y seraient pas incluses.

En matière de contrôle externe, le Comité d'audit a pour mission de :

- soumettre au Conseil d'administration des recommandations concernant les commissaires aux comptes en vue de leur nomination ou de leur renouvellement par l'assemblée générale des actionnaires, analyser et émettre un avis sur la définition, l'étendue et le calendrier de leur mission et leurs honoraires. A cette fin, le Comité pilote la procédure de sélection des commissaires aux comptes et soumet au Conseil d'administration une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale. Le Comité propose au Conseil la procédure de sélection et notamment s'il y a lieu de recourir à un appel d'offres. Il supervise l'appel d'offres et valide le cahier des charges et le choix des cabinets consultés, en veillant à la sélection du « mieux-disant » et non du « moins-disant ».

- s'assurer de l'indépendance des commissaires aux comptes.

En matière d'analyse et de prévention des risques, le Comité d'audit a pour mission de :

- analyser tout litige, y compris fiscal, de nature à avoir un impact significatif sur les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés de la société ou sur sa situation financière ;
- examiner l'exposition aux risques financiers significatifs de la société. Le Comité examine les risques et les engagements hors-bilan significatifs, apprécie l'importance des dysfonctionnements ou faiblesses qui lui sont communiqués et informe le Conseil, le cas échéant,
- revoir les conclusions des rapports d'audit interne ;
- vérifier l'application satisfaisante des contrôles internes et des procédures de compte rendu d'informations.

En matière de communication financière, le Comité d'audit a pour mission de procéder à la revue des projets de communication financière de la société sur les comptes sociaux semestriels et annuels ainsi que sur le chiffre d'affaires trimestriel.

Compte tenu de ses attributions, le Comité d'audit entend les commissaires aux comptes, mais également les directeurs financiers, comptables et de la trésorerie. Ces auditions doivent pouvoir se tenir, lorsque le Comité le souhaite, hors la présence de la direction générale de l'entreprise.

Composition du Comité d'audit

Le Comité d'audit est composé d'au moins trois membres choisis par le Conseil d'administration en raison de leur compétence en matière comptable et financière, dont un membre indépendant.

Les critères d'indépendance tels que retenus par le règlement intérieur du Comité d'audit s'inspirent de ceux proposés par les recommandations du code AFEP-MEDEF et du Code de déontologie en les adaptant toutefois à la taille, à l'organisation et aux moyens de la société.

Règlement intérieur du Comité d'Audit

Le Comité d'audit est doté d'un règlement intérieur visant à encadrer ses missions et son fonctionnement et plus particulièrement à la mise en œuvre et à l'application des critères d'indépendance de ses membres. Il contient également, les modalités de rémunération de de ses derniers.

Le Comité d'audit compte au 31 décembre 2016 quatre membres :

M. Henri Riey,
Président du Comité d'audit depuis le
5 décembre 2007

- M. Arnold Picot,
- Mme Liliane de Lassus,
- M. Bernard Lemaître.

Le président du Comité d'audit et Mme Liliane de Lassus sont indépendants.

Le président du Conseil d'administration, également directeur général du groupe, possède le statut d'invité permanent au Comité d'audit mais ne dispose d'aucun droit de vote.

Au cours de l'exercice 2016, le Comité d'audit s'est réuni cinq fois.

Comité des rémunérations

Mission du Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations a vocation à assister le Conseil d'administration de la société dans la détermination de la politique de rémunération des mandataires sociaux, s'agissant en particulier des mécanismes d'intéressement (attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et attribution gratuite d'actions) que la Société pourrait être amenée à mettre en place.

Le Comité des rémunérations peut consulter au cours de l'exercice tous les membres exécutifs de la société après avoir informé le président du Conseil d'administration et doit en reporter au Conseil.

Le Comité des rémunérations a également pour but d'assister le Conseil d'administration pour la nomination de nouveaux membres du Conseil. Il est informé par le Conseil d'administration en cas de démission d'un de ses membres.

Composition du Comité et fonctionnement

Le Comité des rémunérations compte au 31 décembre 2016 quatre membres :

M. Arnold Picot,
Président du Comité depuis le 29 juin 2007,

- Mme Liliane de Lassus,
- M. Henri Riey,
- M. Bernard Lemaître.

Deux des quatre membres du Comité des rémunérations sont indépendants.

Au cours de l'exercice 2016, le Comité des rémunérations s'est réuni une fois.

Pour en savoir plus sur l'organisation, le fonctionnement et les activités de chaque Comité au cours de l'exercice 2016, vous pouvez, conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce français, vous référer au rapport de gestion du président du Conseil d'administration inclus dans ce Document de Référence (pages suivantes).

Rapport du président établi en application de l'article L. 225 - 37

Rapport du président établi en application de l'article L. 225 - 37 du Code de commerce français

Conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce, le président du Conseil d'administration rend compte dans ce rapport couvrant l'exercice clos le 31 décembre 2016 de la composition du conseil et de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par l'entreprise au sein du groupe.

Conformément au dernier paragraphe de l'article L. 225-235 du Code de commerce, les commissaires aux comptes de l'entreprise préparent un rapport portant sur le rapport du président du Conseil d'administration décrivant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP MEDEF

Depuis l'exercice 2008, le Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech S.A. a décidé de suivre le code AFEP-MEDEF comme code de gouvernance de référence (voir le site internet www.medef.fr).

Le code de gouvernance d'entreprise AFEP-MEDEF (le « Code ») définit un ensemble de règles pour une gouvernance d'entreprise équilibrée et responsable.

Conformément aux dispositions de l'article 25.1 du Code de Gouvernement d'entreprise des sociétés cotées en vigueur à la date des présentes (le « Code »), les sociétés cotées qui s'y réfèrent sont tenues de faire état de manière précise, dans leur Document de Référence, de l'application des recommandations. En cas de non-application d'une de ces dispositions, les sociétés sont tenues de fournir une explication compréhensible, pertinente et circonstanciée conformément à la règle « appliquer ou expliquer ». Il est recommandé par l'AMF (recommandation n°2014-08 du 22 septembre 2014) que les sociétés indiquent dans un tableau spécifique toutes les recommandations qu'elles n'appliquent pas et les explications y afférentes.

TABLEAU SPÉCIFIQUE DE LA SOCIÉTÉ SUR LES RECOMMANDATIONS DU CODE AFEP-MEDEF DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISES DES SOCIÉTÉS COTÉES

ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE ÉCARTÉES	EXPLICATIONS
3.2	<p>Option entre unicité et dissociation des fonctions</p> <p>Il est indispensable que les actionnaires et les tiers soient parfaitement informés de l'option retenue entre la dissociation des fonctions de président et de directeur général et l'unicité de ces fonctions.</p>	<p>Le Conseil d'administration a opté pour la réunion des fonctions de président du Conseil d'administration et de directeur général afin de simplifier le fonctionnement de la gestion opérationnelle de la société. Cette organisation s'est révélée être un facteur de gouvernance efficiente compte-tenu de l'organisation du groupe Sartorius Stedim Biotech : M. Joachim Kreuzburg est président-directeur général de Sartorius AG société mère du groupe. Il est d'une part lié à l'actionnaire de contrôle et d'autre part très impliqué dans la conduite des affaires du groupe dont il a une connaissance et une expérience particulièrement approfondies.</p> <p>Par ailleurs, soucieux de garantir le meilleur équilibre entre des pouvoirs du Conseil d'administration et le président du Conseil d'administration, la société procède à des révisions régulières du règlement intérieur.</p> <p>A cet effet, la société a mis à jour le règlement intérieur dudit conseil lors de son assemblée générale annuelle portant sur l'exercice social 2015 en établissant de manière claire et explicite (avec des seuils de déclenchement) la liste des domaines de compétences et missions soumises à l'attribution du conseil d'administration et à l'approbation de ses membres.</p> <p>Enfin, le conseil procède de manière annuelle à l'évaluation du fonctionnement de cet organe afin d'identifier les suites et plus particulièrement les pistes d'amélioration qui pourraient être envisagées.</p> <p>Il en ressort aujourd'hui que l'option de l'unicité est la plus adaptée à notre société.</p>
10.4	<p>Réunion des administrateurs non exécutifs</p> <p>Il est recommandé que les administrateurs non exécutifs se réunissent périodiquement hors la présence des administrateurs exécutifs ou internes. Le règlement intérieur du conseil d'administration devrait prévoir une réunion par an de cette nature, au cours de laquelle serait réalisée l'évaluation des performances du président, du directeur général, du ou des directeurs généraux délégués et qui serait l'occasion périodique de réfléchir à l'avenir du management.</p>	<p>Les réunions du Conseil d'administration sont organisées en présence des dirigeants mandataires sociaux afin de maintenir le même degré d'information entre les membres du conseil et renforcer le caractère collégial ouvert et transparent de cet organe.</p> <p>Conformément au Code AFEP-MEDEF prévoyant que les administrateurs non exécutifs se réunissent annuellement hors la présence des administrateurs exécutifs ou internes, le règlement intérieur du Conseil d'administration a prévu la possibilité pour les administrateurs non exécutifs d'organiser ce type de réunion.</p>
16.1	<p>Administrateurs indépendants au sein du Comité d'audit</p> <p>La part des administrateurs indépendants dans le comité d'audit (hors les administrateurs représentant les actionnaires salariés ainsi que les administrateurs représentant les salariés, qui ne sont pas comptabilisés), doit être au moins de deux tiers et le comité ne doit comprendre aucun dirigeant mandataire social.</p>	<p>Cette disposition n'a pas été retenue dans la mesure où la société est contrôlée par un actionnaire majoritaire. Le Conseil a, en outre, estimé que la proportion actuelle de membres indépendants au sein du Comité des rémunérations n'entachait pas le bon fonctionnement dudit comité. De plus le président de ce comité est un membre indépendant.</p> <p>De plus, la composition de ce comité reflète la composition de la structure de Gouvernance de la société mère Sartorius AG, qui détient le contrôle de la société dans un souci de cohérence actionnariale.</p>
16.2.1	<p>Délais d'examen des comptes entre le Comité d'audit et le Conseil</p> <p>Les délais d'examen des comptes doivent être suffisants (au minimum deux jours avant l'examen par le conseil).</p>	<p>Pour des raisons pratiques, notamment liées à la présence au sein du Comité d'une majorité de membres non-résidents, les réunions du Comité d'audit se tiennent en général le même jour que celles du Conseil d'administration. Prenant en compte cette contrainte, et afin que le Comité d'audit soit en mesure d'exercer pleinement ses missions, le règlement intérieur du Conseil prévoit que tous documents et informations utiles doivent lui être communiqués par le président-directeur général dans un délai suffisant. Les dossiers sont ainsi transmis aux membres du Comité d'audit suffisamment en amont des réunions et au moins trois jours avant chaque réunion du Comité ou du Conseil, leur permettant ainsi de disposer d'un délai d'examen des comptes suffisant avant ces réunions.</p> <p>A cet effet, chaque membre du comité consacre à la préparation des comités auxquels il siège, le temps nécessaire à l'examen des dossiers qui lui ont été adressés.</p> <p>De plus, conformément au règlement intérieur du comité chaque membre doit s'informer et réclamer au Président dans</p>

ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE ÉCARTÉES	EXPLICATIONS
		les délais appropriés les informations indispensables.
18.	Le comité en charge des rémunérations	
18.1	Administrateurs indépendants au sein du Comité des rémunérations Il doit être composé majoritairement d'administrateurs indépendants. Il doit être présidé par un administrateur indépendant.	Cette disposition n'a pas été retenue dans la mesure où la société est contrôlée par un actionnaire majoritaire. Par ailleurs, le Comité en charge des rémunérations est composé de deux membres indépendants de sorte que l'indépendance requise pour assurer son bon fonctionnement est assurée. Il est précisé en outre que le Président-Directeur général n'est pas membre de ce comité. La présidence du Comité a été confiée à M. Arnold Picot en raison de sa connaissance approfondie du fonctionnement du Groupe et de son expérience en matière de rémunérations telle qu'exercée dans le cadre de ses fonctions au sein de Sartorius AG. De plus, pour des raisons historiques liées à l'actionnaire fondateur de la société, la composition des comités spécialisés reflétait la recherche par notre actionnaire de référence d'un équilibre pérenne entre les administrateurs représentant ces actionnaires et les administrateurs indépendants. Le président du Comité des rémunérations du groupe Sartorius Stedim Biotech, certes non indépendant, est également le président du Comité des rémunérations du groupe Sartorius AG pour des raisons de cohérence de gestion.
20.	La déontologie de l'administrateur	
20.	Jetons de présence / Actions détenues L'administrateur doit être actionnaire à titre personnel et posséder un nombre relativement significatif d'actions au regard des jetons de présence perçus : à défaut de détenir ces actions lors de son entrée en fonction, il doit utiliser ses jetons de présence à leur acquisition. Il appartient à chaque conseil de compléter, le cas échéant, cette obligation fondamentale de l'administrateur par les dispositions particulières que son fonctionnement lui paraît exiger.	Le Conseil d'administration a bien inscrit cette obligation dans son règlement intérieur notamment dans sa charte de l'administrateur telle qu'annexée à son règlement intérieur. Toutefois, hors les dispositions légales de l'article L 225 - 25 du code de commerce déjà appliquées par la société, le Conseil d'administration a laissé jusqu'à présent la liberté à chaque administrateur d'investir de manière significative ou non au sein de la société. Enfin, les membres exécutifs ne touchant pas de jetons de présence, aucune obligation d'achat d'actions ne leur a été formulée par conséquent.
22.	La cessation du contrat de travail en cas de mandat social	
22.	Cessation du contrat de travail en cas de mandat social Il est recommandé, lorsqu'un salarié devient dirigeant mandataire social de l'entreprise, de mettre fin au contrat de travail qui le lie à la société ou à une société du groupe, soit par rupture conventionnelle, soit par démission.	Cette recommandation n'est pas appliquée car aucun des membres du Conseil d'administration en ce compris les membres exécutifs n'a de contrat de travail avec la société. Seul M. Volker Niebel a toujours un contrat de travail avec Sartorius Stedim Biotech GmbH, filiale détenu à 100 % par la société qui a été mis en place lorsqu'il a commencé son activité au sein du groupe Sartorius. Au regard de la réglementation allemande, il n'est pas nécessaire de changer un tel contrat de travail lorsqu'une personne devient directeur général de la société pour laquelle il travaille. Par ailleurs, il faut considérer que le groupe Sartorius Stedim Biotech est contrôlé par un actionnaire majoritaire allemand dont le groupe principal est un groupe allemand, par conséquent, les règles et réglementations généralement appliquées dans le groupe sont allemandes et sont observées au sein de l'ensemble du groupe. Cet aspect relatif au contrat de travail est étayé par les informations qui sont contenues dans le rapport sur la rémunération des dirigeants contenues dans ce document de référence.
23.	Les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux	
23.2.4	Attribution Les attributions d'options et d'actions aux dirigeants mandataires sociaux doivent prévoir des conditions de performance.	Non applicable pour M. Oscar-Werner Reif et M. Volker Niebel. M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt étant représentants du groupe Sartorius AG, leur politique de rémunération est débattue et décidée au niveau de la société mère de Sartorius AG.

ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE ÉCARTÉES	EXPLICATIONS
		Les éléments sur les actions de performance sont détaillés dans la partie Rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne du Document de Référence (cf.p 96). Il est par ailleurs rappelé que ces options et actions sont attribuées exclusivement par Sartorius AG et qu'à ce titre les conditions de performances sont établies sous l'empire de la législation allemande notamment au travers des codes de gouvernance qui y sont appliqués.
	<p>Un dirigeant mandataire social ne peut se voir attribuer des options d'actions ou des actions de performance au moment de son départ. Dans les conditions prévues par la loi, si l'attribution d'options d'actions et d'actions de performance ne bénéficie pas à l'ensemble des salariés, il est nécessaire de prévoir un autre dispositif d'association de ceux-ci aux performances de l'entreprise (intéressement, accord de participation dérogatoire, attribution gratuite d'actions...).</p> <p>Le total des plans d'options d'actions et d'actions de performance doit représenter une faible part du capital et le point d'équilibre doit être trouvé en fonction des avantages que les actionnaires tirent de la gestion. Le niveau de la dilution doit être pris en compte.</p>	<p>Les actions que M. Joachim Kreuzburg a reçues en date du 18 décembre 2015 ne sont pas soumises à des critères de performance.</p> <p>Ces actions attribuées mais non définitivement acquises sont soumises à une période de détention qui prendra fin le 10 novembre 2019. Dans l'hypothèse où M. Joachim Kreuzburg quittait la société avant le 11 novembre 2017, à son initiative, son droit à disposer des dites actions attribuées deviendrait entièrement caduc et il devrait restituer ces dernières à la société.</p> <p>Dans l'hypothèse où M. Joachim Kreuzburg quittait la société après le 11 novembre 2017, et avant le 11 novembre 2019, de son initiative, son droit de disposer des dites actions attribuées deviendrait caduc pour la moitié des actions visées.</p>
	<p>Par ailleurs, il convient de :</p> <p>veiller à ce que les options d'actions et les actions de performance valorisées aux normes IFRS ne représentent pas un pourcentage disproportionné de l'ensemble des rémunérations, options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social. A cette fin, les conseils doivent systématiquement examiner l'attribution de nouvelles options d'actions et actions de performance au regard de tous les éléments de la rémunération du dirigeant mandataire social concerné. Il appartiendra aux conseils de fixer le pourcentage de la rémunération (aux normes du marché) que ne doit pas dépasser cette attribution ;</p>	
	<p>éviter une trop forte concentration de l'attribution sur les dirigeants mandataires sociaux. Il appartiendra aux conseils, en fonction de la situation de chaque société (taille de la société, secteur d'activité, champ d'attribution plus ou moins large, nombre de dirigeants...), de définir le pourcentage maximum d'options et d'actions de performance pouvant être attribuées aux dirigeants mandataires sociaux par rapport à l'enveloppe globale votée par les actionnaires. La résolution d'autorisation du plan d'attribution proposée au vote de l'assemblée générale doit mentionner ce pourcentage maximum sous forme d'un sous-plafond d'attribution pour les dirigeants mandataires sociaux ;</p>	
	<p>procéder à des attributions aux mêmes périodes calendaires, par exemple après la publication des comptes de l'exercice précédent, et sans doute chaque année, ce qui devrait limiter les effets d'aubaine ;</p>	
	<p>prohiber les effets d'aubaine tenant à un marché qui a baissé. La valorisation des options et des actions de performance attribuées ne doit pas s'écarter des pratiques antérieures de l'entreprise, sauf changement de périmètre significatif justifiant une évolution du dispositif ;</p>	
	<p>conditionner, suivant des modalités fixées par le conseil et rendues publiques à leur attribution, les actions de performance attribuées aux dirigeants mandataires sociaux à l'achat d'une quantité définie d'actions lors de la disponibilité des actions attribuées.</p>	
	<p>Prix Aucune décote ne doit être appliquée lors de l'attribution des options d'actions et en particulier pour les options d'actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux.</p>	
	<p>Les dirigeants mandataires sociaux qui sont bénéficiaires d'options d'actions et/ou d'actions de performance doivent prendre l'engagement formel de ne pas recourir à des opérations de couverture de leur risque tant sur les options que sur les actions issues des levées d'options ou sur les actions de performance et ce jusqu'à la fin de la période de conservation des actions fixée par le conseil d'administration.</p>	

ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE ÉCARTÉES	EXPLICATIONS
	<p>Exercice</p> <p>L'exercice par les dirigeants mandataires sociaux de la totalité des options et l'acquisition des actions doivent être liés à des conditions de performance sérieuses et exigeantes à satisfaire sur une période de plusieurs années consécutives, ces conditions pouvant être des conditions de performance internes à l'entreprise ou externes, c'est-à-dire liées à la performance d'autres entreprises, d'un secteur de référence. Lorsque cela est possible et pertinent, ces conditions de performance internes et externes sont combinées.</p>	
	<p>Des périodes précédant la publication des comptes annuels et intermédiaires doivent être fixées, pendant lesquelles l'exercice des options d'actions n'est pas possible. Il appartient au conseil d'administration ou de surveillance de fixer ces périodes et, le cas échéant, de déterminer la procédure que doivent suivre les dirigeants mandataires sociaux avant d'exercer des options d'actions, pour s'assurer qu'ils ne disposent pas d'informations susceptibles d'empêcher cet exercice.</p>	
23.2.5	<p>Indemnités de départ</p> <p>Il n'est pas acceptable que des dirigeants dont l'entreprise est en situation d'échec ou qui sont eux-mêmes en situation d'échec la quittent avec des indemnités.</p>	<p>Les indemnités de départ pour M. Joachim Kreuzburg, M. Reinhard Vogt et M. Oscar-Werner Reif sont définies dans le cadre de la politique de rémunération de la société mère Sartorius AG et sont également plafonnées. Un état descriptif et détaillé de ces indemnités est établi de manière plus exhaustive dans le rapport sur les rémunérations du présent document de référence</p>
	<p>La loi donne un rôle majeur aux actionnaires en soumettant ces indemnités prédéfinies, versées à la cessation des fonctions de dirigeant mandataire social, à la procédure des conventions réglementées. Elle impose une transparence totale et soumet les indemnités de départ à des conditions de performance. Ces conditions de performance doivent être appréciées sur deux exercices au moins.</p>	
	<p>Ces conditions de performance fixées par les conseils doivent être exigeantes et n'autoriser l'indemnisation d'un dirigeant qu'en cas de départ contraint, quelle que soit la forme que revêt ce départ, et lié à un changement de contrôle ou de stratégie.</p>	
	<p>Le versement d'indemnités de départ à un dirigeant mandataire social doit être exclu s'il quitte à son initiative la société pour exercer de nouvelles fonctions, ou change de fonctions à l'intérieur d'un groupe, ou encore s'il a la possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite.</p>	
	<p>L'indemnité de départ ne doit pas excéder, le cas échéant, deux ans de rémunération (fixe et variable). Lorsqu'une clause de non-concurrence est en outre mise en œuvre, le cumul des deux indemnités ne peut excéder ce plafond (v. infra).</p> <p>Toute augmentation artificielle de la rémunération dans la période préalable au départ est à proscrire.</p>	

Le groupe communique également en annexe les recommandations appliquées afin de donner une vue globale sur les pratiques en matière de gouvernement d'entreprise.

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

Règles internes et règlement intérieur

Les procédures régissant l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration sont définies par le règlement intérieur du Conseil qui a été mis en ligne sur le site internet de Sartorius Stedim Biotech S.A. à la date d'établissement du présent rapport.

Le règlement intérieur a été modifié par le Conseil d'administration du 5 avril 2016 afin de le mettre en conformité avec les nouvelles mises à jour du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF.

Le Conseil d'administration se saisit de toute question intéressant la bonne marche de l'entreprise et règle par sa délibération les affaires qui la concernent.

Ses missions

Les principales missions du Conseil d'administration sont les suivantes :

- Le Conseil d'administration détermine les orientations stratégiques de l'entreprise, les examine dans leur ensemble au moins une fois par an, sur proposition du directeur général, et veille à leur mise en œuvre. Il désigne également les mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise dans le cadre de cette stratégie et revoit les délégations de pouvoir.
- Le Conseil d'administration contrôle la gestion du groupe et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'au marché, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes, notamment sur les titres de l'entreprise.
- Le Conseil d'administration approuve préalablement les projets d'investissements stratégiques et toute opération, notamment d'acquisitions ou de cessions, susceptible d'affecter significativement le résultat de l'entreprise, la structure de son bilan ou son profil de risque.

- Le Conseil d'administration se saisit préalablement à la réalisation de toute opération significative se situant hors de la stratégie annoncée de l'entreprise.

- Le Conseil d'administration délibère préalablement sur les modifications des structures de direction de l'entreprise et est informé des principales modifications de son organisation.

- Le Conseil d'administration examine les comptes sociaux et consolidés, et approuve le rapport de gestion ainsi que les chapitres du rapport annuel traitant de gouvernance d'entreprise et présentant la politique suivie en matière de rémunération et d'options de souscription ou d'achat d'actions.

- Même s'il ne s'agit pas d'une modification de l'objet social, le Conseil d'administration doit saisir l'Assemblée générale si l'opération concerne une part prépondérante des actifs ou des activités du groupe.

- Le Conseil d'administration convoque les Assemblées générales et propose les modifications statutaires.

Les missions mentionnées ci-dessus sont un résumé du règlement intérieur du Conseil d'administration en vigueur à la date d'établissement du présent rapport.

Rapport d'activités du Conseil d'administration pour l'exercice 2016

Le Conseil d'administration s'est réuni huit fois au cours de l'exercice. Le taux de participation moyen a atteint 98,75 %.

Le Conseil a examiné et approuvé les comptes sociaux et consolidés de 2015.

Lors de ses réunions, le Conseil d'administration a abordé et débattu les points suivants :

1. Orientations stratégiques et grands projets du groupe.
2. Comptes annuels, semestriels et données trimestrielles.
3. Budgets présentés par la direction.
4. Informations relatives à la structure financière et à la situation de la trésorerie.
5. Engagements hors bilan significatifs.
6. Indicateurs de risque dans le groupe.
7. Projets d'organisation interne.
8. Évolution boursière.
9. Auto-évaluation du Conseil d'administration.
10. Éléments de rémunération due ou attribuée.
11. Modifications statutaires.

12. Modification des règlements intérieurs du Conseil d'administration.
13. Renouvellement du mandat d'administrateur du président-directeur général, de deux directeurs généraux délégués et de quatre administrateurs du Conseil d'administration.
14. Renouvellement des mandats sociaux de quatre membres du Comité d'audit.
15. Renouvellement des mandats sociaux de quatre membres du Comité des rémunérations.
16. Opérations sur le capital.
17. Autorisations financières données au Conseil d'administration.
18. Fusion par absorption de VL Finance.
19. Division par six de la valeur nominale des actions de la société.
20. Augmentation du capital afin de porter la valeur nominale de l'action à 0,20 centimes d'euro.
21. Proposition de dissolution sans liquidation de Sartorius Stedim Financière SAS.
22. Projets d'acquisition et suivi des récentes acquisitions.
23. Quota hommes/femmes.

En 2016, une évaluation formelle du fonctionnement du Conseil d'administration a été réalisée. Un questionnaire d'appréciation a été remis à chaque membre. La synthèse des réponses fait apparaître une appréciation globalement très positive du Conseil. Il ressort de cette auto-évaluation que les administrateurs considèrent être informés de manière satisfaisante par la direction générale de la société et estiment que la conduite des débats du Conseil par le président facilite la discussion.

L'évaluation a visé trois objectifs :

- faire le point sur les modalités de fonctionnement du conseil ;
- vérifier que les questions importantes ont été convenablement préparées et débattues ;
- mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du conseil du fait de sa compétence et de son implication dans les délibérations.

Les présidents des Comités annexes ont soumis leurs recommandations au Conseil d'administration pour discussion.

Les commissaires aux comptes ont été invités à deux réunions du Conseil d'administration.

Informations à fournir aux administrateurs

Avant chaque réunion du Conseil, les administrateurs reçoivent suffisamment à l'avance un rapport sur les sujets à l'ordre du jour nécessitant un examen préliminaire.

Les chiffres provisoires des comptes annuels ou des comptes sur des périodes intermédiaires sont généralement envoyés à tous les administrateurs au moins une semaine avant la réunion du Comité d'audit. Ce Comité se tient toujours la veille ou le jour même du Conseil d'administration.

En plus des réunions du Conseil d'administration, le président informe régulièrement les administrateurs de tout événement ou changement susceptible d'avoir une conséquence sur les activités du groupe ou sur une information précédemment communiquée au Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration reçoit une copie de chaque communiqué de presse émis par l'entreprise, et les administrateurs peuvent, à tout moment, demander des informations complémentaires au président du Conseil d'administration, à qui il revient d'évaluer la pertinence de la requête.

Comités du Conseil

Le Comité d'audit et le Comité des rémunérations ont pour mission d'étudier et de préparer les principales délibérations du Conseil afin d'accroître son efficacité.

En aucun cas ces comités ne dessaisissent le Conseil d'administration qui a seul le pouvoir légal de décision et ne conduisent à un démembrement de son collègue qui est et demeure responsable de l'accomplissement de ses missions. Les comités ne se substituent pas au Conseil d'administration mais en sont une émanation qui facilite le travail de ce dernier.

Les Comités du Conseil peuvent prendre contact, dans l'exercice de leurs attributions, avec les principaux dirigeants de la société après en avoir informé le président du Conseil d'administration et à charge d'en rendre compte au Conseil.

Les Comités du Conseil peuvent solliciter des études techniques externes sur des sujets relevant de leur compétence, aux frais de la société, après en avoir informé le président du Conseil d'administration ou le Conseil d'administration lui-même et à charge d'en rendre compte au Conseil.

En cas de recours par les Comités aux services de conseils externes (par exemple, un conseil en rémunération en vue d'obtenir notamment des informations sur les systèmes et niveaux de rémunérations en vigueur dans les principaux marchés), les Comités doivent veiller à l'objectivité du conseil concerné.

Chaque réunion du Conseil est précédée, selon les sujets à l'ordre du jour, d'au moins une réunion de l'un des deux comités. Les Comités rendent des comptes au Conseil d'administration concernant leur travail et leurs observations et soumettent leurs avis, propositions et recommandations.

Les procédures mises en œuvre par les Comités sont également définies par leur règlement respectif.

Les membres des Comités du Conseil sont désignés par le Conseil d'administration. La nomination ou la reconduction du président du Comité d'audit proposée par le Comité des rémunérations fait l'objet d'un examen particulier de la part du Conseil d'administration.

Attributions du Comité d'audit :

Le Comité d'audit assiste le Conseil d'administration en matière de règles comptables, de préparation des états comptables et financiers, de trésorerie et instruments de couverture, de contrôles interne et externe, de communication financière et de gestion des risques.

Les membres du Comité d'audit ont donc une compétence financière ou comptable.

La part des administrateurs indépendants dans le Comité d'audit est inférieure à deux tiers.

Le Comité ne comprend aucun dirigeant mandataire social.

Compte tenu de ses attributions, le Comité d'audit entend les commissaires aux comptes, mais également les directeurs financiers, comptables et de la trésorerie. Ces auditions doivent pouvoir se tenir, lorsque le Comité le souhaite, hors la présence de la direction générale de l'entreprise.

Le Comité peut recourir à des experts extérieurs en tant que de besoin en veillant à leur compétence et leur indépendance.

Concernant les règles comptables et le contrôle interne, les attributions du Comité d'audit consistent principalement à :

- Examiner les comptes annuels sociaux et consolidés : revoir tous les états financiers, les comptes semestriels et annuels sociaux et consolidés, y compris les annexes jointes aux états financiers, ainsi que le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016 ; et soumettre ses observations et recommandations au Conseil d'administration. Lors de l'examen des comptes, le Comité se penche sur les opérations importantes à l'occasion desquelles aurait pu se produire un conflit d'intérêts.
- S'assurer de la pertinence et de la permanence des règles et méthodes comptables choisies par l'entreprise et se porter garant de leur bonne application.
- Contrôler le traitement comptable de toute opération significative menée par l'entreprise.
- Examiner le périmètre des sociétés consolidées et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles des sociétés n'y seraient pas incluses.

En matière de contrôle externe, les attributions du Comité d'audit consistent à :

- Soumettre ses recommandations au Conseil d'administration au sujet des commissaires aux comptes, en vue de leur nomination et de leur renouvellement par l'Assemblée générale des actionnaires. À cette fin, le Comité pilote la procédure de sélection des commissaires aux comptes et soumet au Conseil d'administration une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'Assemblée générale. Le Comité propose au Conseil la procédure de sélection et notamment s'il y a lieu de recourir à un appel d'offres. Il supervise l'appel d'offres et valide le cahier des charges et le choix des cabinets consultés, en veillant à la sélection du « mieux-disant » et non du « moins-disant ».
- Étudier et émettre un avis sur la définition, l'étendue et le calendrier de leur mission et de leurs honoraires.
- S'assurer de l'indépendance des commissaires aux comptes.

À cette fin, le Comité se fait communiquer chaque année par les commissaires aux comptes :

- leur déclaration d'indépendance ;
- le montant des honoraires versés au réseau des commissaires aux comptes par les sociétés contrôlées par la société ou l'entité qui la contrôle, au titre des prestations qui ne sont pas directement liées à la mission des commissaires aux comptes ;
- une information sur les prestations accomplies au titre des diligences directement liées à la mission de commissaire aux comptes.

Le Comité examine avec les commissaires aux comptes les risques pesant sur leur indépendance et les mesures de sauvegarde prises pour atténuer ces risques. Il doit notamment s'assurer que le montant des honoraires versés par la société et son groupe, ou la part qu'ils représentent dans le chiffre d'affaires des cabinets et des réseaux, ne sont pas de nature à porter atteinte à l'indépendance des commissaires aux comptes.

En matière d'analyse et de prévention des risques, les attributions du Comité d'audit consistent à :

- Définir le plan d'audit interne des sociétés du groupe et obtenir un compte rendu des audits réalisés. Le cas échéant, définir un plan d'actions associé pour la mise en place de nouvelles procédures dans les entreprises concernées.
- Examiner l'exposition de l'entreprise à des risques significatifs (cartographie des risques). Le Comité examine les risques et les engagements hors bilan significatifs, apprécie l'importance des dysfonctionnements ou faiblesses qui lui sont communiqués et informe le Conseil, le cas échéant.
- Vérifier la bonne application des contrôles internes et des procédures de préparation des états comptables et financiers.

En matière de communication financière, les missions du Comité d'audit consistent à contrôler la communication financière prévue par l'entreprise pour la publication de ses comptes sociaux et consolidés semestriels et annuels et de ses résultats trimestriels.

Le Comité peut également être chargé de toute autre activité que le Comité et le Conseil d'administration considèrerait nécessaire ou adéquate.

Rapport d'activités du Comité d'audit pour l'exercice 2016 :

Le Comité d'audit s'est réuni cinq fois au cours de l'exercice. Le taux de participation moyen a atteint 100 %.

Les comptes rendus d'activité du Comité d'audit au Conseil d'administration permettent au Conseil d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations.

Les principaux sujets traités par le Comité d'audit sont les suivants :

1. Examen des comptes annuels sociaux et consolidés : revue de tous les états financiers, des comptes trimestriels, semestriels et annuels sociaux et consolidés, incluant la mise en place des sujets spécifiques éventuels liés aux standards IFRS. Le directeur financier décrit l'exposition aux risques et les engagements hors bilan significatifs de l'entreprise.
2. Travaux sur les instruments de couverture.
3. Revue des travaux de l'audit interne.
4. Revue trimestrielle des risques principaux.
5. Approbation des honoraires des commissaires aux comptes.
6. Aux arrêtés des comptes au 30 juin et 31 décembre 2016, les commissaires aux comptes ont présenté au Comité d'audit les points essentiels des résultats de l'audit et des options comptables retenues (ajustements d'audit, faiblesses significatives du contrôle interne identifiées durant les travaux).
7. Fusion VL Finances S.A.S. avec Sartorius Stedim Biotech S.A.
8. Division de la valeur nominale des actions de la société.

Attributions du Comité des rémunérations :

Le Comité des rémunérations a pour objet d'assister le Conseil d'administration de l'entreprise à définir la politique de rémunération des dirigeants de l'entreprise, notamment pour les mesures incitatives (attribution d'options de souscription, attribution d'options d'achat d'actions ou engagement d'attribution d'actions) que l'entreprise peut mettre en place.

Le Comité des rémunérations doit permettre de placer le Conseil d'administration dans les meilleures conditions pour déterminer l'ensemble des rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux, l'ensemble du Conseil d'administration ayant la responsabilité de la décision. Par ailleurs, le Comité doit être informé de la politique de rémunération des principaux dirigeants non mandataires sociaux. À cette occasion, le Comité s'adjoint les dirigeants mandataires sociaux.

Le Comité des rémunérations a également la responsabilité de faire des recommandations en matière de nomination de nouveaux membres au sein du Conseil d'administration et de ses Comités après avoir examiné de manière circonstanciée tous les éléments qu'il doit prendre en compte dans sa délibération : équilibre souhaitable de la composition du Conseil au vu de la composition et de l'évolution de l'actionnariat de la société, de la répartition des hommes et des femmes au sein du Conseil, recherche et appréciation des candidats possibles, opportunité des renouvellements de mandats. En particulier, il doit organiser une procédure destinée à sélectionner les futurs administrateurs indépendants et réaliser ses propres études sur les candidats potentiels avant toute démarche auprès de ces derniers.

Rapport d'activités du Comité des rémunérations pour l'exercice 2016 :

Le Comité des rémunérations s'est réuni une fois au cours de l'exercice. Le taux de participation a atteint 100%.

Ses comptes rendus d'activité au Conseil d'administration permettent au Conseil d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations. Lors de la présentation du compte rendu des travaux du Comité sur les rémunérations, il est nécessaire que le Conseil délibère sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux, hors la présence de ceux-ci.

Les principaux sujets traités par le Comité des rémunérations sont les suivants :

1. Atteinte des objectifs.
2. Revue des rémunérations des membres exécutifs du Conseil d'administration.
3. Revue des jetons de présence à verser aux administrateurs.

Les rémunérations de M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt ne sont pas discutées au sein du Comité des rémunérations de Sartorius Stedim Biotech. Celles-ci sont déterminées par le Comité des rémunérations de Sartorius AG.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration consulte le Comité des rémunérations pour toute proposition concernant :

- Le montant total du budget alloué à la rémunération des administrateurs et les conditions d'attribution des différents éléments de rémunération, avec prise en compte de la présence effective des administrateurs aux réunions du Conseil et éventuellement aux séances des Comités.

- Le montant de la rémunération fixe des dirigeants de l'entreprise et les conditions de la rémunération variable.
- La politique générale en matière d'attribution d'options de souscription, d'attribution d'achat d'actions ou d'engagement d'attribution gratuite d'actions de l'entreprise.
- La politique de nomination ou de renouvellement d'administrateurs.

Limitations des pouvoirs du président-directeur général

Le 29 juin 2007, le Conseil d'administration a voté la combinaison des fonctions de président et de directeur général sans aucune autre limitation en termes de pouvoirs que celles prévues par le règlement intérieur du Conseil d'administration, à savoir principalement les projets d'investissements stratégiques et toute opération, notamment acquisition ou cession, susceptible d'affecter significativement le résultat. Cette procédure concerne les opérations d'un montant supérieur à un million d'euros. Cette structure de gouvernance d'entreprise, adoptée par une très grande majorité des sociétés françaises à Conseil d'administration, permet de simplifier le fonctionnement de la gestion opérationnelle de la société en vue d'en accroître encore l'efficacité, tout en tenant compte de la présence d'actionnaires de contrôle au capital de la société ainsi que de la poursuite de l'application par la société des meilleurs principes de gouvernement d'entreprise.

Rémunération des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration (« mandataires sociaux »)

La rémunération totale, avantages de toutes natures compris versés durant l'exercice à chaque mandataire social (président du Conseil d'administration, directeur général, administrateurs) y compris sous forme d'attribution de titres de capital, est décrite dans le chapitre sur les rémunérations du groupe Sartorius Stedim Biotech.

Nous avons créé un Comité des rémunérations chargé de fixer, superviser la révision de la rémunération des membres exécutifs du Comité. Ce Comité a également en charge la validation du montant des jetons de présence attribués annuellement aux administrateurs.

La rémunération de M. Joachim Kreuzburg et de M. Reinhard Vogt est fixée annuellement par le Conseil de surveillance du groupe Sartorius AG. Leur rémunération est composée d'une part fixe et d'une part variable en ligne avec leur degré de responsabilité. La

partie variable est composée d'éléments à court, moyen et long termes. Les parties à court terme sont payées annuellement. Celles à moyen terme sont payées tous les trois ans et sont basées sur une moyenne des objectifs atteints à trois ans. La partie à long terme comprend un « phantom stock plan » qui inclut une part de risques. Cette rémunération dépend du développement du cours de l'action Sartorius AG sur une période d'au moins quatre ans (anciennement trois ans). Cette rémunération ne sera décaissée que si le cours de l'action augmente d'au moins 7,5% par an (anciennement 10% par an) par rapport à la date d'établissement de ce plan ou si le cours de l'action réalise une meilleure performance que le TecDAX®. Le montant maximum qui peut être payé est capé à 2,5 fois le cours de l'action à la date de mise en place du plan, avec à chaque fois comme base, celle de la tranche annuelle concernée. L'utilisation d'une composante qui combine une part variable à long terme et un risque assorti est une recommandation des codes de gouvernance d'entreprise allemand et français. À la date d'aujourd'hui, aucun versement n'a été réalisé à l'attention de M. Joachim Kreuzburg ou de M. Reinhard Vogt sur la base de ce « phantom stock plan ».

Une partie de cette rémunération est refacturée annuellement au groupe Sartorius Stedim Biotech.

Les rémunérations de M. Oscar-Werner Reif et de M. Volker Niebel sont examinées par le Comité des rémunérations, puis votées par l'Assemblée générale de Sartorius Stedim Biotech GmbH, entreprise avec laquelle M. Oscar-Werner Reif et M. Volker Niebel ont signé leur contrat de travail. Leur rémunération est composée d'une partie fixe et d'une partie variable en ligne avec leur degré de responsabilité.

Procédures de contrôle interne

Introduction

Les objectifs que le président assigne au système de contrôle interne du groupe Sartorius Stedim Biotech sont les suivants :

- Prévenir les risques de nature à mettre en danger la qualité du patrimoine du groupe Sartorius Stedim Biotech, voire son existence.
- Veiller à ce que les actions entreprises par la direction, les opérations réalisées et le comportement des collaborateurs s'inscrivent dans le cadre de référence défini par la direction, les lois et règlements applicables, les valeurs fondamentales, les normes et règles internes de l'entreprise, ainsi que par la déontologie propre aux métiers de la santé.

- Garantir que les informations comptables et financières et les données de gestion communiquées à la direction de l'entreprise reflètent fidèlement les activités du groupe Sartorius Stedim Biotech.
- Prévenir les risques résultant de l'activité, d'erreurs ou de fraudes, notamment en matière de comptabilité et de finance.

Périmètre du contrôle interne

Le système de contrôle interne décrit porte sur la société mère et ses filiales.

Composantes du contrôle interne

Environnement de contrôle

Le fonctionnement de toute entreprise repose sur ses collaborateurs (leurs qualités individuelles, notamment l'intégrité, les valeurs éthiques et les compétences) et sur l'environnement dans lequel ils évoluent. Ils sont le moteur et le fondement de l'entreprise.

Procédure d'évaluation des risques – Cartographie des risques

L'entreprise doit connaître les risques auxquels elle est exposée et savoir y faire face. Elle doit définir des objectifs en tenant compte des services de vente, de production, de marketing, de finance, etc., afin de s'assurer un fonctionnement harmonieux. Elle doit également établir des procédures pour identifier, analyser et gérer les risques correspondants.

Activités de contrôle

Il s'agit des activités mises en place à chaque niveau du groupe afin de garantir l'efficacité du contrôle interne : vérification de la précision, de l'exhaustivité, de l'approbation, de la validation et de la consignation des opérations et de la répartition des attributions entre différentes personnes afin de limiter les risques d'erreurs ou de fraudes.

Information et communication

Il est essentiel de disposer d'informations précises, fiables et exhaustives, d'une part pour permettre l'atteinte du niveau d'activité escompté, et d'autre part pour porter ces mêmes informations à la connaissance des personnes concernées dans le respect des lois et des réglementations en vigueur.

Pilotage, contrôle et encadrement

Tout système de contrôle interne repose sur la certitude que toutes les responsabilités et autorités ont été définies et comprises, à tous les niveaux de l'entreprise. La séparation des tâches doit toujours être réalisée de telle sorte qu'une personne soit chargée de vérifier et de valider le travail d'une autre. Dans la mesure où la taille de l'entité le permet, l'initiation, l'approbation, la consignation et le traitement des opérations doivent toujours être confiés à des personnes différentes.

Il incombe à la direction de chaque entité d'assurer en permanence la mise en œuvre des vérifications et des procédures de contrôle interne.

Acteurs du contrôle interne

Direction générale

Le président-directeur général est responsable à tous niveaux de la gestion du système de contrôle interne. Il est également en charge du développement, du fonctionnement et du pilotage des systèmes de contrôle interne et doit être le garant de la mise en place de ces différentes étapes.

Comité d'audit

Le Comité d'audit est responsable de l'examen et l'évaluation, lorsque cela s'avère nécessaire, des procédures de contrôle interne, notamment celles concernant les informations financières, contribuant ainsi à la préparation des comptes annuels consolidés du groupe. Pour plus d'informations sur le Comité d'audit, voir page 90.

Gestion des risques

Le groupe Sartorius Stedim Biotech est, par nature, inévitablement exposé à différents risques opérationnels à travers le monde. Pour y répondre de manière efficace, un système de gestion des risques a été mis en place en interne pour identifier, évaluer et piloter ces risques. Au sein de ce système, un Comité ad hoc composé de représentants issus de différents domaines d'activité se penche régulièrement sur les sujets liés à la gestion des risques. Ce Comité fournit ainsi à la direction générale une vue d'ensemble des risques auxquels l'entreprise est exposée. Cette organisation permet à la direction, le cas échéant, de prendre les mesures qui s'imposent.

Département audit interne

L'audit interne a pour mission de contrôler l'efficacité et l'adéquation de la gestion des risques et du système de contrôle interne au sein des entreprises du groupe Sartorius Stedim Biotech, ainsi que la conformité de toutes les activités et procédures avec l'ensemble des règles et normes internes et externes. Il assure un audit et un conseil indépendants, se focalisant principalement sur la conformité avec les dispositions légales applicables et les possibilités d'amélioration des processus au sein de l'entreprise. Pour garantir l'indépendance des auditeurs internes, le Comité d'audit reçoit au moins une fois par an un rapport du service audit interne reprenant l'étendue des travaux réalisés (conformément au plan d'audit interne défini par ce même Comité) et les conclusions liées à leur intervention dans les filiales du groupe.

Départements finance et contrôle de gestion

Les départements finance et contrôle de gestion surveillent et contrôlent les activités et les projets dans le but d'optimiser la rentabilité du groupe (résultats et trésorerie) en mettant des informations fiables à la disposition de l'ensemble des parties prenantes, en interne comme en externe.

Ces deux services définissent les règles et méthodes comptables du groupe et les principaux processus financiers (business plan à cinq ans, budget, etc.), ainsi que les outils de reporting, pour exercer un contrôle sur les activités au quotidien.

Procédures de préparation des états financiers du groupe et des autres informations financières

Les comptes des filiales sont préparés conformément aux règles et méthodes comptables du groupe. Les données sont ensuite ajustées si nécessaire, pour établir les comptes sociaux afférents, conformément aux dispositions légales et fiscales applicables localement. Un logiciel de consolidation intégré est utilisé à la fois pour la production des états financiers consolidés et du rapport de gestion groupe.

Depuis 2013, le groupe a mis en place une procédure de pré-clôture au 30 novembre afin d'anticiper et d'améliorer la clôture annuelle.

Règles comptables

Les comptes consolidés sont préparés conformément aux normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne à ce jour. Les états financiers sont conformes aux règles et méthodes comptables décrites dans l'annexe aux comptes consolidés.

Rôle des départements finance et contrôle de gestion

Les départements finance et contrôle de gestion contrôlent la qualité des reportings remontés par les filiales. Ils portent une attention particulière aux éléments suivants : la validation des données sociales et des retraitements de consolidation enregistrés au niveau local, l'élimination des opérations réciproques, le traitement comptable des opérations non récurrentes pour la période considérée et la validation des principaux mouvements entre les bilans d'ouverture et de clôture pour préparer le tableau des flux de trésorerie.

La direction financière vérifie également le résultat des procédures telles que les écarts de conversions monétaires ou l'élimination des opérations intra-groupe, etc.

Parmi les principaux points de contrôle figurent la préparation et la validation du tableau de variation des capitaux propres et du tableau des flux de trésorerie.

Informations financières et reporting

Les règles et procédures du groupe liées au reporting financier et à la comptabilité sont définies dans le manuel de comptabilité et de reporting. L'application et le respect de ces principes, règles et procédures sont placés sous la responsabilité directe des directeurs financiers de chaque filiale. Ils doivent s'assurer que les informations intégrées dans le système d'information répondent parfaitement aux exigences en la matière.

La direction générale contrôle régulièrement l'efficacité du contrôle interne sur le reporting financier. Elle vérifie notamment que les opérations ont été consignées correctement et conformément aux normes comptables internationales IFRS mises en œuvre par le groupe, comme défini dans le manuel de comptabilité et de reporting, pour s'assurer de la pertinence des opérations et des actifs comptabilisés dans les délais impartis.

Le contrôle interne en 2016

Cette année, les objectifs assignés par le groupe au système de contrôle interne ont été les suivants :

Code de conduite et Code anticorruption

Les collaborateurs peuvent consulter le Code de conduite et le Code anticorruption du groupe. La session de formation initiale est désormais terminée et un suivi des acquis sera régulièrement opéré.

Ces codes font d'ailleurs l'objet de revues et de révisions en fonction de l'évolution de la législation. Par ailleurs, l'ensemble des employés de la société et du groupe ont connaissance de ces codes et s'obligent en assurant le respect au quotidien.

Opérations sur les titres de la société

La société se conforme à la recommandation de l'Autorité des marchés financiers du 3 novembre 2010 et au Code AFEP-MEDEF. Ainsi, les opérations d'achat ou de vente de titres de la société, ou instruments financiers, sont interdites pendant les périodes comprises entre la date à laquelle les dirigeants, personnes assimilées aux dirigeants ainsi que toute personne, qui a accès de manière régulière ou occasionnelle à des informations privilégiées, ont connaissance d'une information précise sur la marche des affaires ou les perspectives qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours et la date à laquelle cette information est rendue publique.

En outre, elles sont également interdites pendant une période de :

- quinze jours calendaires précédant le jour de la publication des comptes annuels et semestriels de la société et ce jour inclus,
- quinze jours calendaires précédant le jour de la publication de l'information trimestrielle et ce jour inclus.

La société élabore et diffuse, au début de chaque année civile, un calendrier présentant les périodes pendant lesquelles les opérations sur les titres de la société sont

interdites et précisant que les périodes indiquées ne préjugent pas de l'existence d'autres périodes fermées résultant de la connaissance d'une information précise qui concerne directement ou indirectement la société, qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de bourse de l'action de la société.

Conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF (paragraphe 23.2.4) et à la recommandation AMF n° 2010-07 du 3 novembre 2010, les opérations de couverture, de toute nature, sur les titres de la société, à l'occasion de levées d'options d'actions, sont interdites.

Perspectives à moyen terme

Le groupe va continuer à travailler sur la problématique du contrôle interne en renforçant son approche en matière de cartographie des risques et de gestion des risques. Cette démarche s'appuiera sur les éléments figurant dans le cadre de référence de contrôle interne de l'Autorité des Marchés Financiers.

De plus, les processus définissant les standards minimaux obligatoires de contrôle interne appliqués par toutes les sociétés du groupe ont été suivis, réunis dans le manuel des contrôles internes du groupe, et seront développés davantage au cours de l'année 2017.

Aubagne, le 16 février 2017

Le président

M. Joachim Kreuzburg

Rémunérations des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration

Informations sur la rémunération des membres exécutifs du Conseil d'administration

Certains éléments et paramètres de la rémunération des membres exécutifs sont parfois différents en fonction de leur appartenance ou non au Directoire de l'actionnaire majoritaire Sartorius AG. Ceux qui sont membres du Directoire de Sartorius AG reçoivent une rémunération fixe et une rémunération variable directement de Sartorius AG. Une part de la rémunération fixe reflète le rôle assuré en tant qu'administrateur et est ainsi refacturée à Sartorius Stedim Biotech S.A. Le calcul des jetons de présence est défini dans le règlement intérieur du Conseil d'administration. Une part additionnelle est refacturée de manière proportionnelle au groupe Sartorius Stedim Biotech correspondant aux frais de Direction (pour plus d'informations, voir la section « Parties liées » des états financiers consolidés.. Cette clé de répartition est appliquée à tous les composants de la rémunération des membres exécutifs.

1. Rémunération des membres du Conseil d'administration également membres du Comité exécutif de l'actionnaire principal Sartorius AG (M. Joachim Kreuzburg / M. Reinhard Vogt)

Part fixe de la rémunération

Le montant total de la rémunération d'un membre exécutif de Sartorius AG comprend les responsabilités du membre exécutif concerné, sa performance personnelle, le développement de l'activité de l'entreprise et sa progression. De plus, nous nous appliquons à comparer ces salaires avec ceux d'autres dirigeants d'entreprises de taille équivalente. La rémunération comprend à la fois une partie fixe et une partie variable et celle-ci est revue annuellement pour s'assurer qu'elle demeure appropriée et cohérente. La rémunération variable est basée sur des critères qui lorsqu'ils sont atteints sont payés annuellement et pluriannuellement afin de maintenir une prime sur une période à long-terme. En revanche, la rémunération fixe est versée au cours de la même année que celle de son attribution. Pour 100 % d'atteinte des objectifs, la part variable de la rémunération représente environ la moitié de la rémunération totale à l'exclusion des cotisations retraite et des avantages en nature. Les objectifs arrêtés pour la part variable de la rémunération de performance sont fixés sur la base des chiffres clés du groupe Sartorius AG au sein duquel le groupe Sartorius

Stedim Biotech est consolidé. Plus précisément, Sartorius Stedim Biotech représente environ 70 % de l'activité et des actifs du groupe Sartorius AG. Par conséquent, le développement de Sartorius Stedim Biotech a une influence importante sur les résultats financiers du groupe Sartorius AG et ainsi la rémunération variable basée sur des critères de performance du membre du Directoire de Sartorius AG qui est également membre exécutif du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech.

Part variable de la rémunération

La proportion de la rémunération variable versée sur une base annuelle est basée pour moitié sur des critères de performance qui sont fixées sur la base de l'atteinte d'un niveau de chiffre d'affaires et de prises de commandes, d'EBITDA courant et du ratio dettes nettes sur l'EBITDA courant, L'autre moitié versée quant à elle, sur une base pluriannuelle est déterminée sur la base de deux critères dont (i) le résultat net consolidé (ii) et le plan de Phantom stock.

Les composants destinés à être versés annuellement et les éléments à payer sur la base pluriannuelle après évaluation de l'atteinte de chacun des critères, constituent chacun 50 % de l'objectif fixé pour la part de rémunération variable. Etant entendu qu'un plafond est appliqué pour chacun des critères de performance fixé.

Ainsi, pour des objectifs atteints potentiellement à 100 %, les clés de répartition des objectifs sous-jacents se décomposent et sont mesurés comme suit :

- 15 % lié à l'atteinte d'un niveau de chiffre d'affaires et de prises de commandes ;

- 20 % d'EBITDA ;

- 15 % de ratio dettes nettes sur l'EBITDA ;

La proportion de la rémunération établie sur la base pluriannuelle déterminée sur la base du (i) le résultat net consolidé (ii) et du plan de « Phantom stock plan représente chacun 25 %.

a) Rémunération variable annuelle

La proportion de la rémunération variable payée annuellement dépend du degré d'atteinte de l'objectif fixé pour chaque membre exécutif tel que fixé par le conseil de surveillance de la société mère Sartorius AG. Ainsi, pour chaque personne une évaluation est effectuée par critère, dont le paiement est établi séparément.

Chiffre d'affaires et de prises de commandes ;

Dans le cas où le degré d'atteinte de cet objectif est inférieur à 90 %, aucune rémunération n'est versée.

En cas d'atteinte dudit objectif à 90 %, 50 % du montant affecté à cet objectif est versé. Au delà de la réalisation de cet objectif, le paiement augmente de manière linéaire jusqu'à un objectif réalisé de 104 % pour un maximum versé de 120 %. Ce plafond de 120 % est également le plafond applicable à cet objectif.

EBITDA

Dans le cas où le degré d'atteinte de cet objectif est inférieur à 70 %, aucune rémunération n'est versée.

En cas d'atteinte dudit objectif à 70 %, 70 % du montant affecté à cet objectif est versé. Au delà de la réalisation de cet objectif, le paiement augmente de manière linéaire jusqu'à un objectif réalisé de 120 % pour un maximum versé de 120 %. Ce plafond de 120 % est également le plafond applicable à cet objectif.

Ratio dettes nettes sur l'EBITDA

Aucune rémunération n'est versée si le ratio dette sur EBITDA atteint un pourcentage d'objectif fixé inférieur à celui défini par le conseil de surveillance de la société mère Sartorius AG. Si ledit pourcentage est atteint, 50 % du montant affecté à cet objectif est versé. Au delà de la réalisation de cet objectif de 120 %, le paiement augmente de manière linéaire jusqu'à un objectif réalisé de 120 % pour un maximum versé de 120 %.

b) Rémunération variable basée sur des critères pluriannuels

D'une part, les éléments de rémunération basés sur les par un plan pluriannuel, dépendent du degré d'atteinte de certains objectifs. Lesdits objectifs sont fixés par le Conseil de surveillance de Sartorius AG sur la base de l'indicateur relatif au résultat net. D'autre part, ces éléments de rémunération basés sur les par un plan pluriannuel sont également déterminés en fonction des sommes d'argent payées aux membres exécutifs au début de chaque année.

Résultat net consolidé

Pour cet objectif, la base d'évaluation est le résultat net consolidé après intérêts minoritaires hors Amortissement (test de perte de valeur sur les actifs incorporels qui proviennent des regroupements d'entreprise conformément à la norme IFRS 3, par exemple ; valeur du fond de commerce ou brevets)). Le niveau d'atteinte compare la moyenne des résultats des trois années écoulées au budget annuel de ces trois mêmes années. Un acompte de 50 % est versé au cours de l'exercice. Si le montant des acomptes excède la rémunération due sur l'exercice considéré, la différence sera imputée sur les composantes de la rémunération (fixe ou variable) au cours de l'année suivante. Un plafond est également prévu pour cet objectif. Aucun acompte ne sera réalisé l'année précédant la démission d'un membre du Directoire. En cas d'atteinte de cet objectif, le paiement augmente de manière linéaire jusqu'à un objectif réalisé de 120 % pour un maximum versé de 120 %. Ce plafond de 120 % est également le plafond applicable à cet objectif.

Phantom Stock Plan

Seuls Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt bénéficient du Phantom Stock Plan au titre de leurs responsabilités dans Sartorius AG.

A travers le sujet du « phantom stock », les membres exécutifs sont considérés comme possédant un certain nombre d'actions de Sartorius AG, sans être pour autant autorisés à recevoir un dividende. Le développement de la valeur de ce « phantom stock plan » est lié au développement de l'action Sartorius, les hausses comme les baisses de l'action étant nécessairement prises en compte. Dans un second temps, ces actions sont évaluées sur la base du cours de bourse à date et font l'objet d'un paiement, dans la mesure où les conditions initiales sont respectées. Le « phantom stock » ne peut pas être coté et ne donne aucun droit à souscription d'actions.

Selon le « phantom stock plan » de Sartorius AG, chaque membre exécutif reçoit, au début de chaque année, un crédit de « phantom stock » valorisé à un certain montant. La valeur de cette action ne peut être payée que par tranche. Le paiement peut être demandé, au plus tôt, après une période de quatre ans, et au plus tard après huit ans.

Un membre exécutif peut recevoir le paiement de ces crédits de « phantom stock » uniquement si le prix de l'action, au moment du règlement, s'est apprécié de 7,5% par an par rapport à la date de mise en place des crédits de « phantom stock » ou si le cours de l'action a réalisé une meilleure performance que le TecDAX®. Le « phantom stock plan » exclut des changements de paramètres utilisés pour la valorisation d'action comparable. Le montant payé est plafonné à 2,5 fois le prix de l'action au moment de l'attribution, basé à chaque fois sur la tranche annuelle concernée.

L'attribution de « phantom stock » et le règlement corrélatif des sommes dues dépendaient du cours moyen des deux classes d'actions préférentielles de Sartorius AG à la clôture du marché du Frankfurt Stock Exchange jusqu'en 2015 et de la moyenne du cours moyens des titres des actions de préférentielles. Sur cette base, le calcul est effectué sur les 20 derniers cours de bourse de l'année précédente ou sur les 20 derniers cours de bourse précédant la demande de règlement. Ce mode de calcul permet de lisser les fluctuations court terme du cours de l'action.

Le « phantom stock » ne peut pas être payé au cours des quatre semaines qui précèdent la publication des résultats trimestriels, semestriels ou annuels, ainsi que dans les 20 jours de bourse qui suivent ces mêmes publications. Ces périodes « noires » sont observées pour prévenir de tous risques de délit d'initiés.

Plans de retraite

Au regard de la politique des rémunérations de la société, les membres du Directoire de Sartorius AG reçoivent un engagement variable par le biais d'un régime à prestations définies, celui-ci débutant au premier renouvellement de leur mandat. En complément d'une pension de retraite standard, ces engagements laissent la possibilité aux membres du Directoire d'allouer une partie de leur rémunération variable ; la société abonde alors également de son côté. Les membres du Directoire peuvent choisir de recevoir ces prestations définies sous la forme d'un versement mensuel ou un seul paiement afin de couvrir la pension de retraite vieillesse et invalidité, et en cas de décès d'une rente au conjoint survivant et aux enfants.

En complément de ces engagements, M. Joachim Kreuzburg bénéficie d'un ancien plan de retraite entreprise basé sur le salaire d'un fonctionnaire appartenant à un ministère allemand fédéral de classe B selon l'accord de rémunération des services fédéraux civiques (« Bundesbesoldungsgesetz »). Ces prestations sont accordées sous forme d'une pension de retraite vieillesse et invalidité et en cas de décès d'une rente au conjoint survivant et aux enfants.

65 ans est l'âge normal auquel un membre exécutif puisse prétendre à bénéficier de ces prestations.

Autres éléments de rémunération

La politique de rémunération offre la possibilité au Conseil de Surveillance de Sartorius AG d'octroyer une prime exceptionnelle à l'un des membres du Directoire pour récompenser une performance exceptionnelle.

Indemnité de départ

Les contrats de service prévoient un plafonnement de l'indemnité de départ au montant maximum de deux années de salaire dans le cas où un contrat viendrait à prendre fin prématurément. Il est à noter que cette indemnité est à la charge de Sartorius AG qui en supporterait le paiement. Toutefois, une quote-part de ladite indemnité est refacturée par Sartorius AG à la société Sartorius Stedim Biotech S.A, à la date de son exigibilité.

Clause de non-concurrence

Tous les membres du Directoire de Sartorius AG ont dans leur contrat une clause de non-concurrence, en accord avec la réglementation allemande. Cette obligation a une durée de deux ans à compter de la date où le membre exécutif quitte la société. Pendant cette période, et dans la mesure où la clause de non-concurrence n'est pas annulée, le membre du Directoire peut réclamer le versement de la moitié de son salaire annuel. Il est à noter que cette indemnité est à la charge de Sartorius AG qui en supporterait le paiement. Toutefois, une quote-part de ladite indemnité est refacturée par Sartorius AG à la société Sartorius Stedim Biotech S.A, à la date de son exigibilité.

Avantages sociaux

Chaque membre du Directoire de Sartorius AG peut, outre les rémunérations mentionnées précédemment, avoir une voiture de fonction, se faire rembourser les frais engagés pour ses voyages professionnels, être couvert par le contrat accident et le contrat responsabilité civile dirigeants. Le contrat responsabilité civile dirigeants prévoit l'application d'une franchise ou d'un montant supérieur défini par la loi.

Paiement en actions

La politique de rémunération des membres du Directoire de Sartorius AG ne prévoit pas l'attribution d'actions Sartorius AG au titre de la rémunération de ses membres. Une exception à cette règle a été décidée en décembre 2014 pour M. Joachim Kreuzburg.

Le troisième mandat de M. Joachim Kreuzburg en tant que membre et président du Directoire de Sartorius AG a pris fin le 10 novembre 2015. Aux termes d'une résolution prise par le Conseil de surveillance de Sartorius AG en date du 16 décembre 2014, M. Joachim Kreuzburg a été reconduit dans son mandat en tant que membre et président du Directoire, pour la période allant du 11 novembre 2015 au 10 novembre 2020. A ce titre, un nouveau contrat de travail a été conclu avec M. Joachim Kreuzburg et la société Sartorius AG avec une entrée en vigueur effective au 11 novembre 2015. Ce contrat prévoit l'attribution de 25 000 actions ordinaires et 25 000 actions de préférence de Sartorius AG à titre de rémunération complémentaire. Ces actions lui ont été effectivement attribuées en date du 18 décembre 2015 et définitivement transférées en 2015, elles représentent aujourd'hui 100 000 actions pour chaque catégorie d'actions du fait de l'opération de division de la valeur nominale des titres intervenue en 2016. Ainsi, cette division représentait un ratio de 4 actions pour 1. Ces actions attribuées mais non définitivement acquises sont soumises à une période de détention qui prendra fin le 10 novembre 2019. Dans l'hypothèse où M. Joachim Kreuzburg quittait la société avant le 11 novembre 2017, de son initiative, son droit à disposer des dites actions attribuées deviendrait entièrement caduc et il devrait restituer ces dernières à la société. Dans l'hypothèse où M. Joachim Kreuzburg quittait la société après le 11 novembre 2017, et avant le 11 novembre 2019, à son initiative, son droit de disposer des dites actions attribuées deviendrait caduc pour la moitié des actions visées. Le montant généré pour l'attribution de ces actions depuis le 16 décembre 2014 est comptabilisé comme des charges de prestations sociales tout au long de la période d'acquisition des droits et a été inscrit comme tel dans

les résultats de la société. Pour l'année fiscale 2015, un montant de euros (542 K€) a été inscrit au résultat de la société Sartorius Stedim Biotech. Rémunération des membres du Conseil d'administration faisant partie uniquement du groupe Sartorius Stedim Biotech (M. Volker Niebel / M. Oscar-Werner Reif).

Part fixe de la rémunération

Le montant total de la rémunération d'un membre exécutif comprend les responsabilités du membre exécutif concerné, sa performance personnelle, le développement de l'activité de l'entreprise et sa progression. De plus, nous nous appliquons à comparer ces salaires avec ceux d'autres dirigeants d'entreprises de taille équivalente. La rémunération comprend une partie fixe et une partie variable et est revue annuellement pour s'assurer qu'elle demeure appropriée. Pour 100 % d'atteinte des objectifs, la part variable de la rémunération représente environ la moitié de la rémunération totale à l'exclusion des cotisations retraite et des avantages en nature.

Part variable de la rémunération

La part variable de la rémunération comprend une part payée annuellement. Cette rémunération fait l'objet d'un plan pluriannuel et chaque catégorie représente la moitié de l'objectif à atteindre dont le paiement s'effectue séparément.

a) Rémunération variable payée annuellement

La proportion de la rémunération variable à payer annuellement est fixée sur la base de la moyenne du chiffre d'affaires et des prises de commandes, de l'EBITDA courant, du besoin en fond de roulement net et du ratio dettes nettes sur l'EBITDA courant. Il est prévu un minimum de degré d'atteinte de ces objectifs. Le montant à payer dépend du degré d'atteinte celui-ci. Un plafond est prévu pour chaque part variable à verser séparément sur la base des objectifs et de la méthodologie détaillés ci-après.

Chiffre d'affaires et de prises de commandes ;

Dans le cas où le degré d'atteinte de cet objectif est inférieur à 90 %, aucune rémunération n'est versée.

En cas d'atteinte dudit objectif à 90 %, 50 % du montant affecté à cet objectif est versé. Au delà de la réalisation de cet objectif, le paiement augmente de manière linéaire jusqu'à un objectif réalisé de 104 % pour un maximum versé de 120 %. Ce plafond de 120 % est également le plafond applicable à cet objectif.

EBITDA

Dans le cas où le degré d'atteinte de cet objectif est inférieur à 70 %, aucune rémunération n'est versée.

En cas d'atteinte dudit objectif à 70 %, 70 % du montant affecté à cet objectif est versé. Au-delà de la réalisation de cet objectif, le paiement augmente de manière linéaire jusqu'à un objectif réalisé de 120 % pour un maximum versé de 120 %. Ce plafond de 120 % est également le plafond applicable à cet objectif.

Ratio dettes nettes sur l'EBITDA

Aucune rémunération n'est versée si le ratio dette sur EBITDA atteint un pourcentage d'objectif fixé inférieur à celui défini par le conseil de surveillance de la société mère Sartorius AG. Si ledit pourcentage est atteint, 50 % du montant affecté à cet objectif est versé. Au-delà de la réalisation de cet objectif de 120 %, le paiement augmente de manière linéaire jusqu'à un objectif réalisé de 120 % pour un maximum versé de 120 %.

b) Primes sur objectifs à long terme

La base d'évaluation est le résultat net consolidé après intérêts minoritaires hors amortissement (test de perte de valeur sur les actifs incorporels qui proviennent des regroupements d'entreprise conformément à la norme IFRS 3). La part variable annuelle payée s'appuie sur le niveau d'atteinte de ces objectifs en prenant en compte la moyenne des trois dernières années écoulées. Cette approche a été mise en place en 2011. Un acompte de 50 % est versé au cours de l'exercice. Si le montant des acomptes excède la rémunération due sur l'exercice considéré, la différence sera imputée sur les composantes de la rémunération (fixe ou variable) au cours de l'année suivante. Un plafond est également prévu pour cet objectif. Aucun paiement partiel n'est effectué au cours de l'année ou un membre exécutif est démissionnaire. En cas de réalisation des objectifs attendus, un impact négatif est appliqué à la rémunération du membre exécutif indépendamment du critère de présence au sein de la société. Toutefois, en cas d'atteinte de la valeur minimale attendue soit un pourcentage de l'objectif fixé par le conseil de surveillance, le paiement attribué augmentera de manière linéaire d'un seuil allant de 0 à un maximum de 120 % pour la réalisation de l'objectif. Étant entendu que le seuil de 120 % constitue le plafond alloué à ce même critère.

Indemnités de départ

M. Oscar Werner Reif a un contrat de services à durée déterminée en place avec la société Sartorius Stedim Biotech GmbH. Dans le cas d'un éventuel versement d'indemnités de départ, il recevrait un versement correspondant à la durée résiduelle de son contrat, le maximum ne pouvant excéder deux ans de salaire annuel (comprenant les éléments du salaire fixe en sus du salaire variable). Dans la mesure où son contrat se termine le 30 avril 2017, l'indemnité de départ correspondrait à la durée restante du contrat. Le montant de cette indemnité serait supporté par Sartorius Stedim. M. Volker Niebel est employé par la société Sartorius Stedim Biotech GmbH et possède un contrat de droit allemand. Dans le cas d'un licenciement, le droit social allemand viendrait à s'appliquer. Un montant minimum d'un demi-mois de salaire par année d'ancienneté serait alors potentiellement versé.

Clause de non-concurrence

Les membres exécutifs du Conseil d'administration ont une clause de non-concurrence dans leur contrat en accord avec la réglementation en vigueur en Allemagne (Sartorius Stedim Biotech S.A. étant contrôlée par une société allemande). Cette obligation s'applique pendant deux ans après le départ du mandataire social. Pendant cette période, si la clause de non-concurrence n'est pas cassée, le membre exécutif du Conseil d'administration peut réclamer le versement de la moitié de sa rémunération annuelle au titre de dommages.

Avantages sociaux

Chaque membre du Comité exécutif peut, outre les rémunérations mentionnées précédemment, avoir une voiture de fonction, se faire rembourser les frais engagés pour ses voyages professionnels, être couvert par le contrat accident et le contrat responsabilité civile dirigeants.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

M. Joachim Kreuzburg
(Président-directeur général)

en milliers €	Année 2016	Année 2015
Rémunération perçue	3 196	3 439
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Variation de la juste valeur au titre des "phantoms stocks" attribués sur les années précédentes	0	402
Total	3 196	3 841

Le montant refacturé par Sartorius AG au groupe Sartorius Stedim Biotech pour M. Joachim Kreuzburg représente un montant global de 1 404 millions d'euros. Par ailleurs le montant refacturé par Sartorius AG à Sartorius Stedim Biotech S.A. est soumis au vote de l'Assemblée générale conformément au code AFEP-MEDEF et s'élève à 702 millions d'euros.

M. Volker Niebel
(Directeur général délégué aux opérations et systèmes d'information)

en milliers €	Année 2016	Année 2015
Rémunération perçue	732	716
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Variation de la juste valeur au titre des "phantoms stocks" attribués sur les années précédentes	0	0
Total	732	716

Engagements de Retraite

en milliers d'euros	Pension attendue p.a.	Valeur actuelle de l'obligation		Coût du service (IFRS)	
		31.12.2016	31.12.2015	2016	2015
Joachim Kreuzburg	235	2 741	2 143	233	234
Reinhard Vogt	39	475	351	96	71
	274	3 216	2 494	329	305

M. Oscar-Werner Reif
(Directeur général délégué à la recherche et au développement)

en milliers €	Année 2016	Année 2015
Rémunération perçue	729	713
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Variation de la juste valeur au titre des "phantoms stocks" attribués sur les années précédentes	0	0
Total	729	713

M. Reinhard Vogt
(Directeur général délégué marketing, aux ventes et aux services)

en milliers €	Année 2016	Année 2015
Rémunération perçue	1 108	1 201
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Variation de la juste valeur au titre des "phantoms stocks" attribués sur les années précédentes	0	244
Total	1 108	1 445

Le montant refacturé par Sartorius AG au groupe Sartorius Stedim Biotech pour M. Reinhard Vogt représente un montant global de 1 060 millions d'euros. Par ailleurs le montant refacturé par Sartorius AG à Sartorius Stedim Biotech S.A. est soumis au vote de l'Assemblée générale conformément au code AFEP-MEDEF et s'élève à 530 millions d'euros.

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

M. Joachim Kreuzburg¹⁾
(Président-directeur général)

en milliers €	Année 2016		Année 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	800	800	726	726
Rémunération variable				
Payée annuellement	418	436	436	373
Prime sur objectifs à long terme	1 963	574	2664	490
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature ²⁾	15	15	15	15
Total	3 196	1 825	3 841	1 604

¹⁾ Joachim Kreuzburg perçoit son salaire de Sartorius AG au titre de ses responsabilités dans l'ensemble du groupe Sartorius. Sa rémunération est fixée annuellement par le Directoire de Sartorius AG.

²⁾ Véhicule de fonction

M. Volker Niebel¹⁾
(Directeur général délégué aux opérations et systèmes d'information)

en milliers €	Année 2016		Année 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	360	360	330	330
Rémunération variable				
Payée annuellement	290	297	297	256
Prime sur objectifs à long terme	71	71	78	54
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature ²⁾	11	11	11	11
Total	732	739	716	651

¹⁾ Volker Niebel reçoit son salaire de Sartorius Stedim Biotech GmbH au titre de ses responsabilités dans le groupe Sartorius Stedim Biotech.

²⁾ Véhicule de fonction

M. Oscar-Werner Reif¹⁾
(Directeur général délégué à la recherche et au développement)

en milliers €	Année 2016		Année 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	360	360	330	330
Rémunération variable				
Payée annuellement	290	297	297	256
Prime sur objectifs à long terme	71	71	78	54
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature ²⁾	8	8	8	8
Total	729	736	713	648

¹⁾ Oscar-Werner Reif reçoit son salaire de Sartorius Stedim Biotech GmbH au titre de ses responsabilités dans le groupe Sartorius Stedim Biotech.

²⁾ Véhicule de fonction

M. Reinhard Vogt¹⁾
(Directeur général délégué marketing, aux ventes et aux services)

en milliers €	Année 2016		Année 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	500	500	440	440
Rémunération variable				
Payée annuellement	262	264	264	226
Prime sur objectifs à long terme	326,7	349	722	300
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature ²⁾	19	19	19	19
Total	1 108	1 132	1 445	985

¹⁾ M. Reinhard Vogt reçoit son salaire de Sartorius AG au titre de ses responsabilités dans l'ensemble du groupe Sartorius. Sa rémunération est fixée annuellement par le Directoire de Sartorius AG

²⁾ Véhicule de fonction

Informations sur la rémunération des membres non exécutifs du Conseil d'administration

La rémunération des membres non exécutifs du Conseil d'administration sont définis dans le règlement intérieur du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech S.A. et sont composés d'une rémunération fixe, de jetons de présence aux réunions et du remboursement des frais. Les membres qui sont également membre d'un comité du Conseil d'administration reçoivent des rémunérations fixes plus élevées.

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux non dirigeants

en milliers €	Année 2016	Année 2015
Liliane de Lassus		
Jetons de présence	49,8	51,0
Autres rémunérations		
Bernard Lemaître		
Jetons de présence	49,8	49,8
Autres rémunérations		
Arnold Picot		
Jetons de présence	53,8	55,0
Autres rémunérations		
Henri Riey		
Jetons de présence	53,8	55,0
Autres rémunérations		
Susan Dexter		
Jetons de présence	38,6	36,2
Autres rémunérations		
Anne-Marie Graffin		
Jetons de présence	38,6	36,2
Autres rémunérations		
Total	284,4	283,2

Actions de performance attribuées à chaque mandataire social

Actions de performance accordées aux mandataires sociaux

Actions de performance attribuées à chaque mandataire social ¹⁾	Date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Conditions d'acquisitions
Joachim Kreuzburg		Non applicable	
Volker Niebel		Non applicable	
Oscar-Werner Reif		Non applicable	
Reinhard Vogt		Non applicable	
Liliane de Lassus		Non applicable	
Bernard Lemaître		Non applicable	
Arnold Picot		Non applicable	
Henri Riey		Non applicable	
Total			

Les actions de performance représentent des bonus qui sont alloués en application des dispositions de l'Article L. 223 - 197 et suivants du Code de commerce et des recommandations du code AFEP-MEDEF.

Actions de performance devenues disponibles pour chaque mandataire social

Il n'y a pas de programmes d'actions de performance en place pour les membres du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech S.A.

Les informations communiquées dans le tableau ci-dessous font référence au plan de « phantom stock » de Sartorius AG comme décrit en page 105. Ce plan est rattaché à M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt qui sont membres du Directoire de Sartorius AG.

Actions de performance devenues disponibles au cours de la période pour chaque mandataire social de l'émetteur ou d'une compagnie du groupe	Date du plan	Nombre d'actions octroyées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue dans les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions liées à la performance ¹⁾
Joachim Kreuzburg		3 484	192	1 ^{er} jan. 2016	1 ^{er} jan. 2020	
Volker Niebel						
Oscar-Werner Reif						
Reinhard Vogt		2 176	120	1 ^{er} jan. 2016	1 ^{er} jan. 2020	
Liliane de Lassus						
Bernard Lemaître						
Arnold Picot						
Henri Riey						
Total		5 660	312			

	2016 en milliers €	2015 en milliers €
Total	1 668	2 731
Phantom stocks	312	1 375
Actions de performance Sartorius AG	1 356	1 356
Joachim Kreuzburg	1 548	2 212
Phantom stocks	192	856
Actions de performance Sartorius AG	1 356	1 356
Reinhard Vogt	120	519
Phantom stocks	120	519
Actions de performance Sartorius AG	0	0

	Nombre d'unités de « phantom stock »	Prix de souscription en €	Juste valeur au 1er janvier de l'année d'attribution en milliers €	Juste valeur à la clôture du 31 Déc. 2015 en milliers €	Juste valeur à la clôture au 31 décembre 2016 en milliers €	Montants versés en milliers €	Variation de la juste valeur en 2016	Exerçable
Joachim Kreuzburg								
Unités de « phantom stock » pour 2012	17 664	8,28	146	365	0	365	0	Payé en 2016
Unités de « phantom stock » pour 2013	9 156	17,34	159	397	397	0	0	non
Unités de « phantom stock » pour 2014	8 032	21,01	169	422	422	0	0	non
Unités de « phantom stock » pour 2015	7 360	24,70	182	454	454	0	0	non
Unités de « phantom stock » au titre des années précédentes	42 212		656	1 638	1 273	365	0	
Unités de "Phantom stock" pour 2016	3 484	57,41	200	0	192	0	- 8	non
Total	45 696		856	1 638	1 465	365	- 8	
Reinhard Vogt								
Unités de « phantom stock » pour 2012	10 796	8,28	89	223	0	223	0	Payé en 2016
Unités de « phantom stock » pour 2013	5 588	17,34	97	242	242	0	0	non
Unités de « phantom stock » pour 2014	4 880	21,01	103	256	256	0	0	non
Unités de « phantom stock » pour 2015	4 456	24,70	110	275	275	0	0	non
Unités de « phantom stock » au titre des années précédentes	25 720		399	996	773	223	0	
Unités de "Phantom stock" pour 2016	2 176	57,41	125	0	120	0	- 5	non
Total	27 896		524	996	893	223	- 5	

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe

Non applicable

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Non applicable

Historique des attributions de stock-options de souscriptions

Non applicable

Options de souscription consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers

Non applicable

Informations complémentaires sur les membres exécutifs

Directeur général	Contrat de travail		Plan de retraite complémentaire		Indemnités ou compensations dues relatives à la fin du contrat de travail ou de la fonction occupée		Indemnisation pour clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Joachim Kreuzburg Président-directeur général et président du CA	[1]		[3]		2 700		675	
Volker Niebel	[2]			Néant	350		300	
Oscar-Werner Reif	[2]			Néant	800		300	
Reinhard Vogt	[1]		[3]		1 640		410	

[1] M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt ont un contrat de service (sans prestations sociales) avec Sartorius AG pour leurs fonctions en tant que membres du Directoire de l'actionnaire principal, Sartorius AG comme usuellement pratiqué en Allemagne. Ce contrat prévoit le versement d'une indemnité de départ limitée à un plafond ne pouvant excéder un montant correspondant à deux années de la rémunération annuelle (soit la rémunération fixe et variable annuelle). De plus, il prévoit le paiement d'une indemnité de non-concurrence post contractuelle applicable pour une durée de deux années, correspondant à 50 % de la rémunération annuelle lorsqu'elle cette dernière est actionnée par la société.

Un plan de retraite commun a été mis en place au niveau de Sartorius AG au bénéfice de M. Joachim Kreuzburg et de M. Reinhard Vogt. Leurs droits à prestations au titre du plan de retraite de la société dépendent de leur mandat.

[2] M. Oscar-Werner Reif et M. Volker Niebel ont chacun un contrat de travail avec Sartorius Stedim Biotech GmbH pour leurs fonctions de directeur général de la société. Chacun de leurs contrats prévoit le versement d'une indemnité de non-concurrence post contractuelle de deux années, correspondant à 50 % de la rémunération annuelle (soit la rémunération fixe et variable annuelle) lorsqu'elle cette dernière est actionnée par la société

Le contrat de M. Oscar-Werner Reif prévoit le versement d'une indemnité de rupture de son contrat par la société qui correspond à deux années de rémunération annuelle (soit la rémunération fixe et variable annuelle). Cette indemnité de rupture n'est toutefois pas prévue dans le contrat de M. Volker Niebel.

Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225 - 235

Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225 - 235 du Code de commerce français sur le rapport du président du Conseil d'administration de la société Sartorius Stedim Biotech S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Sartorius Stedim Biotech S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de

contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Marseille, le 17 février 2017

Les Commissaires aux comptes,

KPMG Audit

Deloitte & Associés

Département de KPMG S.A.

John Evans
Associé

Christophe Perrau
Associé

Honoraires des commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires

KPMG S.A.

480, avenue du Prado – CS 90021 – 13272 Marseille
Cedex 08 – France

Représenté par M. John Evans.

Premier mandat : nommé par l'Assemblée générale mixte du 7 avril 2015.

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale 2021 clôturant les comptes de 2020

Membre de la Compagnie régionale de Versailles.

DELOITTE et Associés

10, place de La Joliette – Les Docks – Atrium 10.4 –
BP 64529 – 13567 Marseille Cedex 02 – France

Représenté par M. Christophe Perrau.

Premier mandat : nommé par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2006.

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale 2018 clôturant les comptes de 2017.

Membre de la Compagnie régionale de Versailles.

Honoraires versés aux Commissaires aux comptes

en milliers €	KPMG				Deloitte			
	2016		2015		2016		2015	
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, comptes individuels et consolidés								
Emetteur	83	11,6 %	56	7,8 %	73	30,9 %	75	27,0 %
Filiales intégrées globalement	627	87,3 %	510,8	71,1 %	137	57,8 %	161,4	58,1 %
Prestations liées directement à la mission								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	710	98,9 %	566,8	78,9 %	210	88,8 %	236,4	85,0 %
Autres services								
Fiscal, Légal	0	0,0 %	1,8	0,3 %	2	0,6 %	10,5	3,8 %
Autres prestations	8	1,1 %	0	0,0 %	25	10,6 %	31,1	11,2 %
Sous-total	8	1,1 %	1,8	0,3 %	27	11,2 %	41,6	15,0 %
Total	718	100,0 %	568,6	79 %	236	100,0 %	278	100 %

Commissaires aux comptes suppléants
SALUSTRO REYDEL

3, cours du Triangle - Immeuble Le Palatin –
92939 Paris-La Défense Cedex – France

Représenté par M. Jean-Claude Reydel

Premier mandat : nommé par l'Assemblée générale
ordinaire du 7 avril 2015.

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale
2021 clôturant les comptes de 2020.

Membre de la Compagnie régionale de Versailles.

BEAS

7|9, Villa Houssay – 92200 Neuilly sur Seine – France

Représenté par M. Alain Pons.

Premier mandat : nommé par l'Assemblée générale
ordinaire du 19 mai 2006.

Date d'expiration du mandat : Assemblée générale
2018 clôturant les comptes de 2017.

Membre de la Compagnie régionale de Versailles.

Ernst & Young		Autres				Total				
2016	2015	2016		2015		2016		2015		
	13	52,0 %				156	14,1 %	144	13,7 %	
	12	48,0 %	118	76,3 %	131,8	74,9 %	881	79,5 %	816	77,9 %
	25	100,0 %	118	76,3 %	131,8	74,9 %	1 037	93,6 %	960	91,6 %
	0		18	11,4 %	17,7	10,1 %	19	1,7 %	30	2,9 %
	0	0,0 %	19	12,2 %	26,5	15,1 %	52	4,7 %	57,6	5,5 %
	0	0,0 %	37	23,7 %	44,2	25,1 %	71	6,4 %	87,6	8,4 %
	25	100 %	155	100,0 %	176	100 %	1 109	100,0 %	1 048	100 %

États financiers consolidés
et notes annexes

04

État du résultat net et des autres éléments du résultat global

	Notes en annexe	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Chiffre d'affaires	[9]	1 051 611	884 331
Coût des ventes		- 524 791	- 432 546
Marge brute		526 820	451 785
Frais commerciaux et de distribution		- 186 601	- 167 191
Frais de recherche et développement		- 47 536	- 41 529
Frais généraux		- 56 471	- 48 912
Autres produits et charges opérationnels	[11]	- 10 296	- 9 621
EBIT (Résultat opérationnel)		225 916	184 532
Produits financiers	[12]	1 884	2 854
Charges financières	[12]	- 14 815	- 17 708
Résultat financier		- 12 931	- 14 854
Résultat avant impôt		212 985	169 678
Charge d'impôt	[13]	- 57 108	- 50 184
Résultat net de l'exercice		155 877	119 494
Attribuable à :			
Propriétaire de la société Sartorius Stedim Biotech		153 678	117 999
Participations ne donnant pas le contrôle	[23]	2 199	1 495
Résultat net par action (€) ¹⁾	[15]	1,67	1,28
Résultat net dilué par action (€) ¹⁾	[15]	1,67	1,28

Autres éléments du résultat global

	Notes en annexe	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Résultat net de l'exercice		155 877	119 494
Couvertures de flux de trésorerie	[30]	- 5 258	- 1 392
dont partie efficace de la variation de juste valeur		- 1 760	- 9 320
dont reclassées en résultat		- 3 498	7 928
Charge d'impôt sur couvertures de flux de trésorerie	[18]	1 577	418
Investissement dans une entité étrangère ²⁾		- 3 240	- 6 646
Charge d'impôt sur investissement net dans une entité étrangère	[18]	974	1 992
Écarts de conversion		385	21 840
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		- 5 562	16 212
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	[24]	- 1 784	- 195
Charge d'impôt sur réévaluation du passif net	[18]	229	- 7
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		- 1 555	- 202
Autres éléments du résultat global, net d'impôt		- 7 117	16 010
Résultat global net d'impôt		148 760	135 504
Attribuable à :			
Propriétaire de la société Sartorius Stedim Biotech		146 504	133 697
Participations ne donnant pas le contrôle		2 255	1 807

1) Le résultat net par action 2015 a été recalculé suite à l'augmentation du nombre d'actions lié au fractionnement 2016 (Voir chapitre 22).

2) Cette rubrique se réfère aux gains et pertes de change liés aux prêts intragroupe accordés sur une base à long terme.

État de la situation financière

	Notes en annexe	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Actifs non courants			
Goodwill	[16]	344 777	336 959
Autres immobilisations incorporelles	[16]	144 018	143 349
Immobilisations corporelles	[17]	261 464	222 875
Immobilisations financières		2 272	1 330
Autres actifs		832	751
Actifs d'impôts différés	[18]	10 754	10 042
		764 116	715 306
Actifs courants			
Stocks	[19]	171 057	146 970
Créances clients	[20]	183 952	142 344
Autres actifs financiers	[21]	8 543	8 362
Actifs d'impôts exigibles		20 901	9 783
Autres actifs		12 524	11 541
Trésorerie et équivalents de trésorerie		34 756	31 831
		431 733	350 831
Total actif		1 195 849	1 066 137
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires du groupe Sartorius Stedim Biotech		758 005	641 441
Capital social	[22]	18 083	15 367
Réserves		231 526	235 231
Bénéfices non distribués et autres réserves		508 396	390 843
Participations ne donnant pas le contrôle	[23]	5 551	5 778
		763 556	647 219
Passifs non courants			
Obligations au titre des prestations de retraite	[24]	34 219	31 737
Autres provisions	[27]	3 083	3 278
Emprunts financiers	[25]	9 375	12 602
Passifs financiers de location-financement	[29]	16 678	16 937
Autres passifs financiers	[26]	55 792	51 488
Passifs d'impôts différés	[18]	28 780	30 186
		147 928	146 229
Passifs courants			
Provisions	[27]	9 281	8 014
Dettes fournisseurs	[28]	107 754	100 598
Emprunts financiers	[25]	74 677	87 214
Passifs financiers de location-financement	[29]	1 592	1 506
Autres passifs financiers	[28]	23 245	14 953
Avantages au personnel		28 619	26 374
Passifs d'impôts exigibles		20 997	19 964
Autres passifs		18 200	14 067
		284 364	272 689
Total capitaux propres et passif		1 195 849	1 066 137

Tableau de flux de trésorerie

	Notes en annexe	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Résultat avant impôt		212 985	169 678
Résultat financier	[12]	12 931	14 854
EBIT (Résultat opérationnel)		225 916	184 532
Amortissement dépréciation des immobilisations	[16][17]	44 687	39 856
Augmentation diminution des provisions	[24][27]	- 449	- 730
Impôts décaissés	[13]	- 65 717	- 43 570
Autres éléments non financiers		583	0
Flux brut de trésorerie généré par l'activité opérationnelle		205 020	180 087
Augmentation diminution des créances	[20][21]	- 45 206	- 11 466
Augmentation diminution des stocks et en-cours	[19]	- 23 429	- 32 428
Augmentation diminution des dettes	[26][28]	20 274	6 596
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle		156 659	142 789
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	[16][17]	- 79 713	- 52 985
Autres paiements		0	544
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement hors acquisitions & cessions de filiales		- 79 713	- 52 441
Paiement relatif à des acquisitions de filiales consolidées et autres regroupements d'activités ; trésorerie nette acquise	[8]	- 23 020	- 53 888
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		- 102 733	- 106 329
Variation de capital	[22]	- 636	175
Intérêts reçus	[12]	129	129
Intérêts payés et autres charges financières	[12]	- 1 681	- 2 937
Dividendes payés :			
- aux actionnaires de Sartorius Stedim Biotech S.A.		- 30 734	- 19 967
- aux participations ne donnant pas le contrôle		- 795	- 446
Flux brut de trésorerie généré lié aux opérations de financement		- 33 717	- 23 046
Autres opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	[23]	0	- 7 531
Souscriptions d'emprunts	[25]	18 998	35 234
Remboursements d'emprunts	[25]	- 35 378	- 31 891
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		- 50 096	- 27 234
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		3 831	9 226
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		31 831	18 543
Incidences des variations du cours des devises de l'exercice		- 906	4 062
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		34 756	31 831

Les notes annexes des états financiers consolidés du groupe font partie intégrante de ces états.

État de variation des capitaux propres

en milliers €	Capital social	Réserves	Réserves sur opérations de couverture	Réserves pour retraites	Réserves non distribuées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2015	15 359	235 047	- 2 306	- 9 461	279 473	14 333	532 444	6 653	539 097
Résultat net de l'exercice	0	0	0	0	117 999	0	117 999	1 495	119 494
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	- 1 392	0	0	0	- 1 392	0	- 1 392
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	0	0	0	- 71	0	0	- 71	- 124	- 195
Écarts de conversion	0	0	0	0	0	21 404	21 404	436	21 840
Investissement dans une entité étrangère	0	0	0	0	- 6 646	0	- 6 646	0	- 6 646
Impôts différés relatifs	0	0	418	- 7	1 992	0	2 403	0	2 403
Autres éléments du résultat global	0	0	- 974	- 78	- 4 654	21 404	15 698	313	16 010
Résultat global net d'impôt	0	0	- 974	- 78	113 345	21 404	133 697	1 807	135 504
Stock-options	8	184	0	0	0	0	192	0	192
Dividendes	0	0	0	0	- 19 967	0	- 19 967	- 446	- 20 413
Autres opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	- 5 064	0	- 5 064	- 2 235	- 7 299
Autres variations	0	0	0	0	139	0	139	0	139
Solde au 31 décembre 2015 1^{er} janvier 2016	15 367	235 231	- 3 280	- 9 539	367 926	35 736	641 441	5 779	647 220
Résultat net de l'exercice	0	0	0	0	153 678	0	153 678	2 199	155 877
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	- 5 258	0	0	0	- 5 258	0	- 5 258
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	0	0	0	- 1 784	0	0	- 1 784	0	- 1 784
Écarts de conversion	0	0	0	0	0	328	328	57	385
Investissement dans une entité étrangère	0	0	0	0	- 3 240	0	- 3 240	0	- 3 240
Impôts différés	0	0	1 577	229	974	0	2 780	0	2 780
Autres éléments du résultat global	0	0	- 3 681	- 1 555	- 2 266	328	- 7 174	57	- 7 117
Résultat global net d'impôt	0	0	- 3 681	- 1 555	151 412	328	146 504	2 255	148 760
Stock-options	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	3 069	- 3 705	0	0	0	0	- 636	0	- 636
Dividendes	0	0	0	0	- 30 734	0	- 30 734	- 795	- 31 529
Autres opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	- 10	1 699	0	1 689	- 1 689	0
Autres variations	- 353	0	0	122	- 28	0	- 259	0	- 259
Solde au 31 décembre 2016	18 083	231 526	- 6 961	10 982	490 276	36 064	758 005	5 551	763 556

L'augmentation des participations ne donnant pas le contrôle » se rapporte à l'acquisition d'actions supplémentaires dans la société Sartorius Korea Biotech Co. ; cette rubrique correspond à l'acquisition des actions restantes de la société AIPure Technologies LLC. Pour plus de détails, merci de se référer à la note 23.

L'augmentation de capital en 2016 fait référence au fractionnement réalisé en 2016. Pour plus de détails, merci de se référer à la note 22.

Notes annexes aux états financiers

1. Informations générales

Sartorius Stedim Biotech est l'un des principaux fournisseurs d'équipements et de services de pointe destinés aux processus de développement, d'assurance qualité et de production dans l'industrie pharmaceutique. Avec des solutions intégrées dans les domaines de la fermentation, de la filtration, de la purification, du stockage des fluides et des milieux de culture cellulaire, Sartorius Stedim Biotech aide l'industrie biopharmaceutique dans le monde entier à développer et fabriquer des médicaments avec rapidité et rentabilité. Avec une forte concentration sur les technologies à usage unique novatrices et les services créateurs de plus-values, Sartorius Stedim Biotech est au cœur de la mutation technologique fulgurante de son secteur. Fortement ancrée dans la communauté scientifique et étroitement liée à ses clients et ses partenaires technologiques, l'entreprise transforme la science en solutions efficaces conformément à sa philosophie « Turning science into solutions ».

Sartorius Stedim Biotech S.A. est cotée sur Euronext Paris (code ISIN : FR 0000053266) et a son siège social à Aubagne en France.

La société mère de Sartorius Stedim Biotech SA est la société Sartorius AG, dont le siège est à Göttingen, en Allemagne, et cotée sur plusieurs places boursières allemandes (codes ISIN : 0007165607 pour les actions ordinaires et 0007165631 pour les actions préférentielles).

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes internationales, les états financiers consolidés du groupe Sartorius Stedim Biotech pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont préparés en conformité avec les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2015 et disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les états financiers consolidés sont établis en euros. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en milliers d'euros (en abrégé « en milliers d'euros »). Dans certains cas, la somme des chiffres exprimés dans ce rapport ne correspond pas précisément aux totaux et pourcentages indiqués en raison des différences d'arrondis.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 16 février 2017. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 4 avril 2017.

2. Impact des nouvelles normes

Par rapport aux états financiers consolidés de 2015, les nouvelles normes ou les modifications des normes suivantes sont d'application obligatoire pour la première fois en 2016 et sont sans incidence sur la présentation de la situation financière et de la performance du groupe :

– Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2010-2012 - Publication en décembre 2013).

Dans le cadre de ce projet d'améliorations annuelles des IFRS, des modifications ont été apportées à 7 normes. Ces modifications ont pour objectif de clarifier les règlements existants. De plus, ces changements ont une incidence sur les informations à fournir. Les normes concernées sont IFRS 2, IFRS 3, IFRS 8, IFRS 13, IAS 16, IAS 24 et IAS 38.

– Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2012-2014 - Publication en septembre 2014)

Ce cycle concerne les normes IFRS 5, IFRS 7, IAS 19 et IAS 34.

– Amendements à IAS 1 - Initiative : information à fournir :

Ces changements s'appliquent à différents domaines d'information à fournir. Ils précisent notamment que les informations fournies en annexe ne sont nécessaires que si leur mention est significative.

– Amendements à IAS 16 et à IAS 38 - Clarification sur les modes d'amortissement acceptables :

Ces modifications fournissent des indications sur la détermination d'une méthode d'amortissement appropriée. Les méthodes fondées sur les revenus ne sont généralement pas applicables aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels sauf dans des cas exceptionnels.

– Amendements à IAS 16 et à IAS 41 - Agriculture : actifs biologiques producteurs,

Selon ces changements, les groupes d'actifs biologiques devraient être traités à l'avenir comme des immobilisations corporelle.

- Amendements à IAS 19 - Cotisations des membres du personnel,

Les changements clarifient le règlement sur la comptabilisation des cotisations des employés au titre de leur activité.

- Amendements à IAS 27 - Méthode de la mise en équivalence dans les comptes individuels,

Ce changement renforce la méthode de la mise en équivalence en tant que traitement comptable alternatif pour les actions de sociétés affiliées, de coentreprises et d'entités associées dans les états financiers individuels d'un investisseur.

- Amendements aux IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Entités d'investissement : application d'exception de consolidation),

Les modifications précisent quelles filiales d'entités d'investissement doivent être consolidées et quelles filiales doivent être comptabilisées à leur juste valeur.

- Amendements à IFRS 11 - Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune,

Dans le cadre de ce projet, il a été conclu que la méthode la plus appropriée pour comptabiliser l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune consiste à appliquer les principes applicables aux regroupements d'entreprises définis dans la norme IFRS 3.- Regroupements d'entreprises.

Les normes, interprétations et amendements suivants ne sont pas encore appliqués aux états financiers consolidés de l'exercice dans la mesure où ils n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne ou parce que leur application n'est pas obligatoire en 2016 :

Normes Interprétations	Titre	Applicable aux exercices ouverts au ¹⁾	Adoption par la Commission européenne
IFRS 14	Comptes de report réglementaires	1 ^{er} janvier 2016	Non
Amendements à IFRS 12	Amélioration des IFRS (Cycle 2014 - 2016) - (Publication en déc. 2016)	1 ^{er} janvier 2017	Non
Amendements à IAS 12	Reconnaissance d'impôts différés actif au titre des pertes reportables	1 ^{er} janvier 2017	Non
Amendements à IAS 7	Initiative - Informations à fournir	1 ^{er} janvier 2017	Non
Amendements à IFRS 1 et IAS 28	Amélioration des IFRS (Cycle 2014 - 2016) - (Publication en déc. 2016)	1 ^{er} janvier 2018	Non
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients	1 ^{er} janvier 2018	Oui
IFRS 9	Instruments financiers	1 ^{er} janvier 2018	Oui
Clarifications relatives à IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients	1 ^{er} janvier 2018	Non
Amendements à IFRS 2	Classification et mesure des transactions basées sur les actions	1 ^{er} janvier 2018	Non
Amendements à IFRS 4	Application d'IFRS 9 - Instruments financiers en lien avec IFRS 4 - Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2018	Non
Amendements à IAS 40	Transfert de propriété relative à un investissement financier	1 ^{er} janvier 2018	Non
IFRIC 22	Transactions en devises étrangères et reconnaissance anticipée	1 ^{er} janvier 2018	Non
IFRS 16	Contrat de location	1 ^{er} janvier 2019	Non
Amendements à IFRS 10 et IAS 28	Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une co-entreprise	n.a.	Non

¹⁾ Les normes doivent être appliquées une fois qu'elles ont été approuvées par la Commission européenne

²⁾ Les dates mentionnées ci-dessus sont les dates requises par la norme elle-même (dates d'entrée en vigueur de l'IASB).

Les normes ci-après seront applicables, respectivement, en 2018 et en 2019 :

IFRS 15 - Produit des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients : cette norme définit un cadre global afin de déterminer quel montant et sur quelle période doit être reconnu le revenu dans les comptes.

IFRS 15 aura essentiellement un impact sur la comptabilisation des contrats de construction dans notre activité "Solutions intégrées". Basé sur la précédente norme, les revenus sont actuellement reconnus en fonction du pourcentage d'achèvement (méthode de l'avancement des travaux) c'est-à-dire que les revenus sont comptabilisés sur la base du pourcentage des coûts à jour par rapport aux coûts totaux estimés du contrat (méthode coûts versus coûts). Au regard d'IFRS 15, le contrôle d'un actif est le critère décisif pour la reconnaissance du chiffre d'affaires. Par rapport à la méthode de reconnaissance définie par la norme IAS 11, les principes définis par IFRS 15 pourraient entraîner des changements dans la comptabilisation des revenus.

En outre, l'application de la norme IFRS 15 entraînera des exigences d'information plus importantes concernant le type, le montant, le calendrier et les revenus et les flux de trésorerie attendus des contrats conclus avec les clients.

La nouvelle norme relative à la comptabilisation des contrats de location - IFRS 16 - élimine la classification des contrats entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. Tous les contrats de location sont traités comme des contrats de location-financement au sens de la norme IAS 17. Les contrats de location sont capitalisés au bilan en reconnaissant la valeur actualisée des loyers et en les considérant soit comme des actifs locatifs présentés séparément des autres actifs soit comme des immobilisations corporelles. La norme définit les exceptions pour les baux à court terme et les baux relatifs à des biens de faible valeur.

Au regard de l'application de la norme IFRS 16, le groupe prévoit une augmentation des actifs et des passifs financiers liés. L'impact sur les ratios clés comme les ratios de fonds propres ou de l'endettement net par rapport à l'EBITDA devrait être plutôt faible.

Enfin, la norme IFRS 9 - Instruments financiers - modifie les règles de classification et d'évaluation des instruments financiers, le cadre des tests de dépréciation de ces instruments ainsi que les directives pour la comptabilité de couverture.

Les nouvelles dispositions réglementaires relatives au classement des actifs financiers en fonction du "business model" et des flux de trésorerie contractuels correspondants ne devraient pas modifier de manière significative les états financiers du groupe. En ce qui concerne les nouvelles exigences en matière de comptabilité de couverture, notre analyse préliminaire nous amène à conclure que les relations de couverture actuelles le seront toujours en IFRS.

L'impact de tous les changements attendus mentionnés ci-dessus est encore à l'étude et au stade de l'analyse. Actuellement, il est peu probable que ces changements aient un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe.

La transition des tests de dépréciations du modèle « Pertes encourues » vers le modèle « Pertes attendues » aura une incidence sur l'application initiale. À ce stade de l'analyse, l'impact attendu devrait être faible, notamment en raison des faibles pertes sur créances encourues ces dernières années.

Tel que décrit ci-dessus, le groupe évalue actuellement les effets de ces nouvelles normes dans divers projets de mise en œuvre à l'échelle du groupe. Une estimation fiable des impacts de ces nouvelles règles n'est pas encore possible, mais elle devrait être globalement plutôt limitée. Il est prévu de fournir une évaluation plus détaillée dans les prochains mois.

3. Principales règles et méthodes comptables

Base de préparation

Les états financiers consolidés du groupe sont basés sur le principe du coût historique d'acquisition, de construction ou de production, à l'exception des éléments reflétés à la juste valeur, tels que les actifs financiers détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente et les instruments financiers dérivés.

Processus de consolidation

Les états financiers consolidés du groupe Sartorius Stedim Biotech comprennent les états financiers annuels de toutes les sociétés qui sont contrôlées directement ou indirectement par la société Sartorius Stedim Biotech S.A. Au regard de la norme IFRS 10 - États financiers consolidés -, le groupe Sartorius Stedim Biotech contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer

sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Ces entreprises sont incluses dans les états financiers consolidés dès lors que Sartorius Stedim Biotech S.A. ou une de ses filiales obtiennent un tel contrôle. Elles sont incluses jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les états financiers des filiales sont inclus sur la base de leurs états financiers annuels en retenant la même période de référence que la société mère, en utilisant des méthodes de reconnaissance et de mesures uniformes au sein du groupe.

Tous les actifs et passifs intra-groupes, les capitaux propres, produits, charges et flux de trésorerie liés aux opérations entre les membres du groupe sont éliminés en consolidation.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs identifiables acquis, les passifs pris en charge sont évalués en général à la juste valeur à la date du regroupement d'entreprises.

Pour les acquisitions significatives, la répartition du prix d'achat est effectuée avec l'aide de spécialistes de valorisation d'entreprise, spécialistes tiers indépendants. Les évaluations sont basées sur les informations disponibles à la date d'acquisition.

Le Groupe détermine le goodwill à la date d'acquisition sur la base de :

- La juste valeur de la contrepartie transférée ; et
- Le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise ; moins
- Le montant net comptabilisé des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Lorsque la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les frais directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Conversion des opérations libellées en devises

La monnaie de présentation des états financiers consolidés du groupe Sartorius Stedim Biotech est l'euro (les états financiers sont présentés en milliers d'euros). Dans les états financiers de chaque entreprise, les opérations libellées en devises étrangères ont été converties dans la monnaie fonctionnelle de la filiale au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs monétaires et les dettes libellées en devises étrangères ont été convertis au taux de change à la date du bilan. Les gains et pertes de change ont été reconnus en résultat pour la période.

Conversion des états financiers établis en devises étrangères

Les états financiers des filiales établis en devises étrangères ont été convertis conformément à la norme IAS 21 - Effets des variations des cours des monnaies étrangères -, conformément au concept de monnaie fonctionnelle. Les filiales étrangères ont été considérées comme des subdivisions indépendantes du groupe Sartorius Stedim Biotech. Les actifs (y compris le goodwill) et les passifs des entités qui ont une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie de présentation sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les éléments du compte de résultat et les flux de trésorerie de ces entités ont été convertis en utilisant le taux moyen pour l'année, dans la mesure où ce taux représente une valeur approchée des taux de change utilisés à la date de la transaction en l'absence de fluctuations significatives. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en réserve de conversion dans les autres éléments du résultat global en tant que composante distincte des capitaux propres.

Pour les prêts à long terme dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, le groupe applique le principe de « l'investissement net dans une activité à l'étranger ». Les différences de change résultant de ces prêts sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global en conformité avec la norme IAS 21.32 et reclassées en résultat à la date de cession ou de la perte de contrôle.

Les taux de change pour les principales devises de l'euro sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Pour 1 €	Taux de change à la date de clôture		Taux de change moyens	
	2016	2015	2016	2015
USD	1,05410	1,08870	1,10659	1,10969
GBP	0,85618	0,73395	0,81952	0,72593
JPY	123,40000	131,07000	120,20024	134,35238
CHF	1,07390	1,08350	1,09004	1,06837
INR	71,59350	72,02150	74,35823	71,22490
KRW	1269,36000	1280,78000	1283,96650	1257,47421
CNY	7,32020	7,06080	7,35117	6,97587

Chiffre d'affaires

Tous les revenus provenant de la vente de produits ou de prestation de services sont reconnus en chiffre d'affaires. Les autres revenus opérationnels sont comptabilisés en autres produits opérationnels. Le chiffre d'affaires résultant de la vente de produits est constaté en compte de résultat après le transfert du risque à l'acheteur ; la société ne détenant plus un contrôle efficace et continu sur les biens vendus, le montant des recettes et des coûts engagés ou devant être engagés peut être évalué de façon fiable, et il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise.

Les revenus provenant des prestations de services sont comptabilisés proportionnellement à la phase d'achèvement de la transaction à la date de clôture

Contrats de construction

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction, ou encore de finalité, ou d'utilisation. Lorsque le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les revenus provenant des projets de construction sont généralement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, sur la base du pourcentage des coûts à jour par rapport aux coûts totaux estimés du contrat. Une perte attendue sur le contrat de construction est comptabilisée en charges immédiatement.

Les contrats sont inscrits dans les créances ou dettes selon l'avancement des travaux. Si les travaux cumulatifs (les coûts du contrat et le résultat de contrat) dépassent le montant des avances reçues, les contrats de construction sont comptabilisés en créances au titre

des montants dus par les clients. Si le solde après déduction des acomptes reçus est négatif, cette obligation des contrats de construction est reconnue comme un passif au titre des montants dus aux clients.

Coûts opérationnels

D'une manière générale, les charges d'exploitation sont affectées aux différentes fonctions par le biais de centres de profit et coût. Les dépenses relatives à des études ou des projets transversaux sont affectées aux différents coûts de fonctionnement sur la base du principe de répartition le plus approprié.

Le coût des ventes comprend les coûts de revient des produits vendus et les coûts d'acquisition des marchandises vendues. Outre les charges pouvant être réparties directement (matières premières et approvisionnements, charges directes de personnel et coûts d'énergie), le coût des ventes intègre également des frais généraux qui peuvent être imputés au secteur de fabrication, ainsi que les dépréciations et amortissements correspondants.

Les coûts de vente et de distribution concernent, en particulier, ceux liés aux activités commerciales et de marketing, de distribution, de publicité et d'étude de marché.

Le poste « Recherche et développement » intègre les frais de recherche et développement de produits et de procédés sauf s'ils sont reconnus en immobilisations.

Le poste « Frais généraux » intègre essentiellement les charges de personnel hors celles classées en coût des ventes, en frais commerciaux et de distribution et en frais de recherche et développement et tous les autres frais administratifs.

L'ensemble des autres coûts et produits qui ne peuvent être alloués à l'un des domaines fonctionnels mentionnés ci-dessus sont comptabilisés en autres produits et charges opérationnels. Cela comprend essentiellement les impacts liés à la conversion des opérations libellées en devises, la vente d'immobilisations, les pertes sur créances clients, les frais de restructuration et les dépenses non récurrentes. Les revenus provenant de subventions sont comptabilisés en autres produits, s'il existe une assurance raisonnable que les conditions attachées aux subventions sont respectées et que les subventions seront reçues. Ils sont comptabilisés en résultat sur la période au cours de laquelle sont comptabilisés les coûts destinés à être compensés.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges, sauf s'ils sont directement affectables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié et sont donc partie intégrante du coût de cet actif. Un actif qualifié est défini comme un actif qui nécessite une période substantielle de temps (entre 6 et 12 mois) pour être affecté à son utilisation prévue.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts exigibles sont déterminés sur la base du revenu imposable local relatif à la période et sur la base des règles fiscales locales. En outre, les impôts courants comprennent les ajustements pour les paiements d'impôts potentiels ou des remboursements d'impôt estimés. La variation des actifs et passifs d'impôts différés est incluse dans le montant de l'impôt figurant au compte de résultat à l'exception des impacts constatés dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

Des actifs ou des passifs d'impôts différés sont déterminés selon la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporelles existantes à la date de clôture entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs concernés (à l'exception des cas prévus par la norme IAS 12), ainsi que sur les déficits reportables et les crédits d'impôts. L'évaluation est basée sur les taux d'imposition qui devraient être en vigueur pour la période au cours de laquelle la différence temporelle devient déductible ou le passif concerné est réglé.

À cet effet, les taux d'imposition et les règles fiscales utilisés sont ceux qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des crédits d'impôts non utilisés que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés.

Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant des autres actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises qui n'ont pas été identifiés et comptabilisés séparément.

Selon la norme IAS 36, le goodwill résultant des regroupements d'entreprises ne peut pas être amorti, mais doit faire l'objet d'un test de dépréciation annuel dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur.

Dans le cadre de l'« impairment test », le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (U.G.T.) ou groupe d'U.G.T. susceptibles de bénéficier des synergies liées au regroupement d'entreprises. L'U.G.T. représente le plus petit groupe d'actifs générant des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs et ne peut pas être plus importante qu'un secteur opérationnel, au sens de l'information sectorielle.

Autres actifs incorporels

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements (calculés selon la méthode linéaire) et d'éventuelles pertes de valeur. La durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est la période pendant laquelle le groupe s'attend à utiliser l'actif.

Les coûts encourus au titre du développement de nouveaux produits sont activés en tant qu'immobilisations incorporelles générées en interne si les critères suivants sont réunis :

- la faisabilité technique de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever cet actif incorporel ;
- la capacité à utiliser ou vendre cet actif incorporel ;
- la probabilité que l'immobilisation générée en interne pourra générer des avantages économiques futurs ;
- l'existence de ressources disponibles (techniques et financières) pour achever le développement ou vendre l'actif incorporel ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses engagées au titre du projet de développement.

Les coûts de développement activés couvrent principalement les coûts alloués aux personnels participant aux efforts de développement, aux matières premières et fournitures, aux services externes et aux charges directement imputables. Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité qui, en général, ne dépasse pas six années.

Si une immobilisation incorporelle générée en interne ne peut pas être reconnue, les coûts de développement sont inclus dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les coûts des activités de recherche sont comptabilisés directement en charge sur l'exercice concerné.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est basé sur les périodes de durée d'utilité suivantes :

Logiciel	2 à 5 ans
Frais de recherche et développement capitalisés	4 à 6 ans
Relations client et technologies	5 à 15 ans
Marque	De 5 ans à l'infini

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode linéaire.

L'amortissement des immobilisations est calculé sur les périodes d'utilité suivantes :

Constructions	15 à 50 ans
Machines	5 à 15 ans
Équipement atelier et matériel de bureau	3 à 13 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles font l'objet de tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur et au moins une fois par an pour les actifs dont la durée de vie est indéterminée ou non encore mise en service en application de la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs. En cas d'indice de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif est évaluée. La valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (U.G.T.) correspond à la plus haute valeur entre le prix de vente (diminué des coûts pour vendre l'actif ou l'unité génératrice de trésorerie) et la valeur d'usage. S'il s'avère impossible d'évaluer la valeur recouvrable de l'actif en question, la valeur recouvrable de son unité génératrice de trésorerie est évaluée.

Si la valeur recouvrable évaluée d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) devient inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est ramenée à sa valeur recouvrable, en comptabilisant une dépréciation (affectée en priorité sur le goodwill).

Si les causes de la perte de valeur d'un actif disparaissent, la valeur comptable de l'actif (ou de l'U.G.T.) est ajustée sur la base de la nouvelle valeur recouvrable évaluée (sauf pour le goodwill), en impactant directement le

résultat. Toutefois, l'augmentation de la valeur comptable est limitée à la valeur que l'actif (ou l'U.G.T.) aurait eu si aucune dépréciation n'avait été comptabilisée au cours d'exercices précédents.

Contrats de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur en échange d'un paiement ou d'une série de paiements le droit d'utiliser un actif pour une période de temps convenue. Selon la norme IAS 17, un contrat de location est classé comme un contrat de location simple ou un contrat de location-financement. Un contrat de location-financement est un contrat qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Tous les autres contrats sont désignés comme des contrats de location simple.

Quand le groupe est preneur d'un contrat de location-financement, un montant égal à la juste valeur du bien loué, ou si elle est inférieure, la valeur actualisée des paiements minimaux, est constaté à l'actif du bilan et simultanément reconnu comme une dette financière. Les paiements minimums exigibles sont essentiellement constitués de la charge financière et de la réduction de la dette évaluée selon la méthode des intérêts effectifs. Un actif loué est amorti sur une base linéaire sur sa durée de vie prévue ou sur la durée du bail si celle-ci est plus courte.

Pour un contrat de location simple, les loyers à payer par le locataire sont comptabilisés en charges sur la durée du bail et les loyers perçus par le bailleur sont comptabilisés corrélativement en produits. L'actif loué continue d'être reconnu dans le bilan du bailleur en immobilisations corporelles.

Stocks

Pour les matières premières et approvisionnements, la méthode de valorisation appliquée est le coût moyen pondéré. Les produits finis et l'en-cours de production sont constatés au coût complet. Ce coût intègre les coûts directs, qui peuvent être imputés à ces éléments, et une quote-part des frais généraux de production et de manutention des matières, d'amortissement et | ou de dépréciation fondée sur la capacité normale de production, sous réserve que ces charges soient liées à la production.

Les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés

pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour le marketing, la vente et la distribution. En cas de risques liés aux stocks (surstockage ou rotation lente des stocks par exemple), les stocks sont dépréciés en conséquence.

Pensions de retraite

Les provisions pour retraites et obligations similaires sont constatées dans les états financiers consolidés du groupe Sartorius Stedim Biotech, conformément aux principes actuariels. La norme IAS 19 - Avantages du personnel - précise la méthode des unités de crédit projetées comme la méthode de mesure à retenir. En plus des pensions connues et l'espérance de vie, cette méthode tient compte des futurs salaires et de l'augmentation des pensions.

Toutes les réévaluations du passif net au titre des prestations définies sont comptabilisées dans les autres éléments de l'état du résultat global dans les capitaux propres (en réserves pour retraite) conformément à la norme IAS 19.

Provisions

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe un engagement ou une obligation vis-à-vis de tiers découlant d'engagements passés, un décaissement de ressources probable et à condition que le montant de l'obligation puisse être raisonnablement estimé. Le montant comptabilisé en provision représente la meilleure estimation de l'obligation à la date de clôture. Les provisions dont le dénouement est supposé intervenir dans plus de 12 mois sont actualisées (valeur actuelle des dépenses attendues pour éteindre l'obligation).

Les provisions sont régulièrement revues et ajustées selon les renseignements disponibles ou si les circonstances changent. L'évaluation de la provision pour frais de garantie est fondée sur l'expérience historique.

Des provisions pour restructuration sont constituées dans le cadre de programmes qui modifient sensiblement le champ d'activité réalisé par un segment ou une unité d'affaires ou bien un changement dans la gestion des affaires. Dans la plupart des cas, les frais de restructuration comprennent les prestations de cessation d'emploi et des indemnités liées à la résiliation de contrats avec les fournisseurs et distributeurs, y compris les contrats de location. Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le groupe a un plan formalisé et détaillé qui a commencé ou dont la mise en œuvre a été annoncée.

Instruments financiers

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Les actifs financiers du groupe comprennent principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs financiers disponibles à la vente, des créances et des prêts et les instruments financiers dérivés ayant une juste valeur positive.

Les passifs financiers du groupe comprennent principalement les emprunts contractés auprès des banques et établissements de crédit, les dettes fournisseurs, les dettes de location-financement et les instruments financiers dérivés ayant une juste valeur négative.

Instruments financiers non dérivés

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers non dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction à l'exception des actifs financiers à la juste valeur pour lesquels les coûts de transaction, lorsqu'ils sont engagés, sont comptabilisés en résultat. À la date d'acquisition, le groupe détermine la classification de l'instrument financier selon l'une des catégories prévues par la norme IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation (actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et passifs financiers). Cette classification détermine la méthode d'évaluation des actifs financiers aux clôtures ultérieures (coût amorti ou juste valeur).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le groupe considère en trésorerie et équivalents de trésorerie tous les placements à forte liquidité avec une échéance de moins de trois mois à la date d'acquisition. Il s'agit principalement des chèques, des caisses et des dépôts dans les banques. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur. Pour la présentation du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus.

Titres de participation

Les investissements dans les filiales non consolidées et les autres titres de participation sont évalués au coût historique quand il n'existe pas de marché actif pour

ces actifs financiers et que la juste valeur de ces actifs est difficilement mesurable.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont été enregistrés en prenant en compte les risques identifiés à la clôture de l'exercice. Les valeurs comptables des créances clients et comptes rattachés sont considérées comme représentatives de leur juste valeur compte tenu des dates de maturité et des risques de crédit. Pour déterminer la recouvrabilité des créances clients, le groupe considère toute évolution de la qualité du crédit à partir de la date où il a été initialement consenti.

Prêts et créances

Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins toute perte de valeur. Les pertes de valeur sur clients et autres débiteurs sont comptabilisées en utilisant des comptes de dépréciation distincts.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont évalués, à l'exception des instruments financiers dérivés, au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés, tels que les contrats de change de devises étrangères et les contrats de swaps de taux d'intérêt sont évalués à leur juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont classés comme détenus à des fins de transaction sauf s'ils sont désignés comme instruments de couverture, pour lesquels la comptabilité de couverture est appliquée.

Couvertures des flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Toute partie inefficace des variations est comptabilisée immédiatement dans le résultat net (résultat financier). Les montants accumulés en capitaux propres sont reclassés en résultat net au cours de la période où l'élément couvert affecte le résultat net.

Tableau de flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie présente les flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle, liés aux opérations d'investissement et liés aux opérations de financement.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont calculés selon la méthode indirecte, c'est-à-dire que les charges sans incidence sur la trésorerie sont ajoutées au résultat alors que les produits sans incidence sur la trésorerie sont soustraits. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont constitués essentiellement de la variation des instruments de capitaux propres incluant les paiements des dividendes et des remboursements et des souscriptions d'emprunts.

4. Jugements et estimations

Lors de la préparation des états financiers consolidés, la direction a recours à des estimations et hypothèses fondées sur ses meilleures connaissances de la situation actuelle et future à un instant donné. Toutefois, les résultats pourraient être différents des estimations et hypothèses retenues. Ces hypothèses et estimations sont révisées régulièrement et l'impact des changements d'estimation est comptabilisé prospectivement.

Par ailleurs, la direction du groupe exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise les problématiques comptables concernées.

Les principaux sujets faisant l'objet d'hypothèses et estimations sont :

Regroupements d'entreprises

La comptabilisation des regroupements d'entreprises nécessite que les actifs acquis et les passifs repris soient comptabilisés à leur juste valeur respective à la date où le groupe obtient le contrôle. L'application de la méthode d'acquisition nécessite certaines estimations et hypothèses à retenir, en particulier sur les justes valeurs des actifs incorporels, les immobilisations corporelles acquises et les passifs assumés à la date d'acquisition, et sur les durées d'utilité des actifs incorporels et corporels acquis.

Ces estimations sont basées dans une large mesure sur les flux de trésorerie prévus. Si les flux de trésorerie réels diffèrent de ceux utilisés dans le calcul de la juste valeur, cela peut sensiblement affecter les résultats opérationnels futurs du groupe.

Dépréciation d'actifs

Un test de dépréciation doit être effectué annuellement pour les actifs non amortis et dès lors que certains événements conduisent à penser qu'un actif devrait être déprécié. Dans ce cas, la valeur nette comptable de l'actif doit être comparée à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la valeur réalisable nette et la valeur d'utilité. Le calcul de la valeur d'utilité prend en considération les projections de flux de trésorerie actualisés avec des projections pouvant aller jusqu'à cinq ans. Ces projections tiennent compte des expériences passées et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'évolution du chiffre d'affaires et des coûts. Les flux de trésorerie après la période planifiée sont extrapolés en utilisant des taux de croissance individuels. Les hypothèses clés sur lesquelles la direction a fondé sa détermination de la valeur d'utilité comprennent les taux de croissance estimés, le coût moyen pondéré du capital et le taux d'impôt. Ces estimations peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au final, sur le montant de toute dépréciation constatée à la clôture.

Immobilisations incorporelles

La capitalisation des immobilisations incorporelles développées en interne intègre également un niveau significatif de jugement comme par exemple l'évaluation de la faisabilité d'un projet de développement, les perspectives commerciales attendues et la détermination des durées d'utilisation.

Créances clients et autres actifs courants

La dépréciation pour créances douteuses implique un jugement de la direction, une revue des créances individuelles clients et des tendances économiques actuelles, ainsi qu'une analyse historique des créances douteuses sur la base du portefeuille.

Provisions pour avantages au personnel

Les obligations au titre des provisions pour retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont déterminées en fonction d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses clés, notamment les taux d'actualisation, les augmentations salariales prévues et les taux relatifs aux tables de mortalité. Les hypothèses de taux d'actualisation sont

déterminées par référence aux rendements des obligations de sociétés de haute qualité sur une durée et sur la base d'une monnaie appropriée à la fin de la période considérée.

En raison des évolutions des marchés financiers et des conditions économiques, les hypothèses sous-jacentes clés peuvent différer des faits réels et conduire à des changements significatifs des provisions pour retraite et des provisions pour autres avantages postérieurs à l'emploi.

Ces différences sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, en totalité, au cours de la période où elles se produisent, sans affecter le compte de résultat. Pour une analyse de sensibilité, merci de se référer à la note 24 - Provisions pour avantages au personnel.

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque des engagements juridiques ou autres existent à la date de clôture. Pour déterminer le montant de ces engagements, certaines estimations et hypothèses doivent être appliquées, y compris la détermination de la probabilité du risque et la sortie probable de ressources. En règle générale, les estimations des provisions comprennent notamment les estimations liées à des contrats déficitaires, à des coûts de garantie, aux obligations liées aux coûts de séparation d'un actif et aux procédures judiciaires.

Impôts sur les bénéfices

Le groupe opère dans différentes juridictions fiscales et doit donc décider de positions fiscales en vertu des lois fiscales pertinentes et des points de vue des autorités fiscales, qui peuvent être complexes et sujettes à des interprétations différentes des autorités fiscales locales.

Des impôts différés actifs doivent être enregistrés pour toutes différences temporelles ou pour tout déficit reportable quand il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Comme les impositions futures sont incertaines et se fondent en partie sur une approche de la direction, les hypothèses sont nécessaires pour estimer les bénéfices imposables futurs, ainsi que la période au cours de laquelle les impôts différés actifs seront utilisés.

Ces estimations sont revues au cours de la période pendant laquelle les éléments sont suffisants pour réviser l'hypothèse. Si la direction estime probable que la totalité ou une partie d'un impôt différé actif ne puisse être imputée, le montant correspondant n'est pas considéré comme un actif.

Mesure de la juste valeur

Un certain nombre de réglementations comptables et d'informations à fournir par le groupe exige la mesure de la juste valeur des actifs et des passifs financiers et non financiers, y compris les justes valeurs de niveau 3.

Si des informations fournies par des tiers, tels que des cours de courtage ou des services de tarification, servent à mesurer les justes valeurs, la direction évalue les éléments obtenus auprès des tiers pour étayer la conclusion que ces évaluations satisfont aux exigences des normes IFRS, en incluant notamment le niveau de la hiérarchie des justes valeurs dans laquelle ces évaluations doivent être classées.

Lors de la mesure de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le groupe utilise autant que possible les données de marché observables.

Si les éléments retenus pour mesurer la juste valeur d'un actif ou d'un passif intègrent les différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, l'évaluation de la juste valeur est catégorisée dans son intégralité au même niveau de la hiérarchie de la juste valeur que l'entrée de niveau le plus bas et ce pour l'ensemble de la mesure.

5. Secteurs opérationnels

Selon la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, la présentation des secteurs opérationnels doit être basée sur une « approche management », c'est-à-dire que la détermination des secteurs opérationnels s'appuie sur le reporting financier interne de l'entité. Un secteur opérationnel à présenter est donc une composante d'une entité qui se livre à des activités économiques à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et de devoir supporter des charges, dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité (à savoir, les membres exécutifs du Conseil d'administration) en vue de prendre des décisions en matière d'affectation de ressources au secteur et d'évaluation des performances et pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles. La structure de direction et le système de reporting finan-

cier interne au sein de Sartorius Stedim Biotech sont basés sur une approche en tant que « fournisseur de solutions intégrées » pour nos clients. En conséquence, il n'existe qu'un seul secteur opérationnel identifié pour Sartorius Stedim Biotech guidé par une perspective produit et client : « Biopharma ».

L'indicateur clé de performance utilisé pour mesurer la performance du secteur opérationnel du groupe Sartorius Stedim Biotech est « l'EBITDA courant », dans la mesure où le Conseil d'administration analyse cette performance à un niveau consolidé et estime que cet indicateur est pertinent pour la compréhension de la performance financière du groupe.

L'EBITDA correspond au résultat avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements ; « l'EBITDA courant » correspond à l'EBITDA corrigé des éléments non-récurrents. Les éléments non-récurrents sont les produits et charges qui sont de nature exceptionnelle ou inhabituelle et, par conséquent, faussent l'analyse de la rentabilité d'un segment. Du point de vue du groupe, ces éléments ont également un impact significatif sur la valeur, la situation financière et les résultats du groupe. Par exemple constituent des éléments non-récurrents les frais de restructuration, les coûts liés à des projets relativement importants au niveau du groupe ainsi que des produits ou des charges provenant de la cession, du transfert d'actifs financiers ou d'actifs corporels, à condition que ceux-ci ne soient pas de nature récurrente.

L'EBITDA corrigé des éléments non-récurrents n'est pas une mesure de performance définie dans les normes IFRS. La définition par le groupe de l'EBITDA corrigé des éléments non-récurrents ne peut être comparable aux mesures de performance et aux informations fournies par d'autres entités.

Les actifs sectoriels et les passifs sectoriels ne sont pas analysés de manière régulière par le principal décideur opérationnel de l'entité et ne sont donc pas intégrés dans les reportings des secteurs opérationnels.

en milliers €	Biopharma			Groupe		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Chiffre d'affaires	1 051 611	884 331	19 %	1 051 611	884 331	19 %
EBITDA courant	288 680	231 347	25 %	288 680	231 347	25 %
En % du chiffre d'affaires	27,5 %	26,2 %		27,5 %	26,2 %	
EBIT (Résultat opérationnel)	225 916	184 532	22 %	225 916	184 532	22 %
En % du chiffre d'affaires	21,5 %	20,9 %		21,5 %	20,9 %	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	80 161	54 521	47 %	80 161	54 521	47 %

Réconciliation du compte de résultat du secteur opérationnel :

en milliers €	2016	2015
EBITDA courant du secteur opérationnel	288 680	231 347
Dépréciations et amortissements	- 44 685	- 39 422
Éléments non-récurrents	- 18 079	- 7 393
EBIT (Résultat opérationnel)	225 916	184 532
Résultat financier	- 12 931	- 14 854
Résultat avant impôt	212 985	169 678

Informations complémentaires par région

En complément de l'information sectorielle prévue par la norme IFRS 8, le tableau ci-dessous présente une information complémentaire par zone géographique. À compter de l'exercice 2015, la présentation des informations sectorielles par région a été légèrement modifiée. Par conséquent, les pays anciennement alloués à la zone « Autres marchés » sont maintenant affectés aux régions définies comme « EMEA » (Europe, Moyen-Orient et Afrique), « Les Amériques », et la région « Asie | Pacifique ».

Les chiffres clés relatifs aux actifs non courants par zone géographique font référence à la localisation de la société et le chiffre d'affaires est présenté selon la localisation des clients.

Les actifs non courants correspondent aux actifs corporels et aux actifs incorporels des sociétés du groupe (incluant le goodwill) qui doivent être alloués à ces différentes régions. Le goodwill résultant de l'acquisition inversée de Stedim en 2007 et les actifs incorporels corrélatifs sont présentés au sein des actifs non courants « Europe ».

Le montant du chiffre d'affaires avec le principal client ne dépasse pas 10 % du chiffre d'affaires consolidé (en 2016 comme en 2015).

en milliers €	Chiffre d'affaires		Actifs non courants	
	2016	2015	2016	2015
EMEA	454 350	397 162	658 011	653 946
Dont Allemagne	131 120	105 974	263 975	248 384
Dont France	54 009	50 486	300 959	301 876
Les Amériques	387 784	323 461	73 607	31 681
Dont États-Unis	355 914	298 552	73 607	31 681
Asie Pacifique	209 477	163 707	18 640	17 556
Dont Chine	47 131	38 682	2 246	1 305
Dont Corée du Sud	56 661	43 320	6 998	7 563
Groupe	1 051 611	884 331	750 259	703 183

6. Périmètre de consolidation

Les états financiers 2016 des filiales suivantes

- TAP Biosystems (PHC) Ltd., Royaume-Uni,
- TAP Biosystems Ltd., Royaume-Uni,
- Distribio GmbH

n'ont pas été intégrés dans le périmètre des sociétés consolidées, en raison du caractère non significatif de leurs montants.

Le chiffre d'affaires et le total des actifs des sociétés non consolidées sont inférieurs à 1 % des chiffres du groupe. Les états financiers des sociétés indiquées ci-dessous ont été consolidés dans les états financiers du groupe :

	Quote-part du capital détenu (en %)
EMEA	
Sartorius Stedim Biotech S.A., Aubagne, France	Société mère
Sartorius Stedim Belgium N.V., Bruxelles, Belgique	100
Sartorius Stedim Nordics Oy, Helsinki, Finlande	100
Sartorius Stedim Biotech GmbH, Goettingen, Allemagne	100
Sartorius Stedim Plastics GmbH, Goettingen, Allemagne	100
Sartorius North America Holding GmbH, Hanovre, Allemagne	100
Sartorius Stedim Systems GmbH, Guxhagen, Allemagne	100
Sartorius Stedim Celca GmbH, Laupheim, Allemagne	100
Sartorius Stedim UK Ltd., Epsom, Royaume-Uni	100
Sartorius Stedim BioOutsource Ltd., Glasgow, Royaume-Uni	100
Sartorius Stedim Lab Ltd., Louth, Royaume-Uni	100
TAP Biosystems Group Ltd., Royston, Royaume-Uni	100
TAP ESOP Management Ltd., Royston, Royaume-Uni	100
The Automation Partnership Cambridge Ltd., Royston, Royaume-Uni	100
Sartorius Stedim FMT S.A.S., Aubagne, France	100
Sartorius Stedim France S.A.S., Aubagne, France	100
Sartorius Stedim Aseptics S.A., Lourdes, France	100
Sartorius Stedim Ireland Ltd., Dublin, Irlande	100
Sartorius Stedim Italy S.p.A., Florence, Italie	100
Sartorius Stedim Netherlands B.V., Amersfoort, Pays-Bas	100
Sartorius Stedim Austria GmbH, Vienne, Autriche	100
Sartorius Stedim Poland sp. z.o.o., Kostrzyn, Pologne	100
Sartorius Stedim RUS, St. Petersburg, Russie	100
Sartorius Stedim Switzerland AG, Tagelswangen, Suisse	100
Sartorius Stedim Spain S.A., Madrid, Espagne	100
Sartorius Stedim Hungaria Kft., Budapest, Hongrie	100
Sartorius Stedim Bioprocess S.A.R.L., M'Hamdia, Tunisie	100
Les Amériques	
Sartorius Stedim Filters Inc., Yauco, Porto Rico	100
Sartorius Stedim North America Inc., Bohemia, New York, États-Unis	100
AllPure Technologies, LLC , New Oxford, États-Unis	100
Asie Pacifique	
Sartorius Stedim Australia Pty. Ltd., Dandenong South, Victoria, Australie	100
Sartorius Stedim Biotech (Beijing) Co. Ltd., Beijing, Chine	100
Sartorius Stedim (Shanghai) Trading Co. Ltd., Shanghai, Chine	100
Sartorius Stedim India Pvt. Ltd., Bangalore, Inde	100
Sartorius Stedim Japan K.K., Tokyo, Japon	100
Sartorius Korea Biotech Co. Ltd., Séoul, Corée du Sud	69
Sartorius Stedim Malaysia Sdn. Bhd., Kuala Lumpur, Malaisie	100
Sartorius Stedim Singapore Pte. Ltd., Singapour	100

Il n'y a pas d'entités associées ou de co-entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ; toutes les sociétés sont consolidées par la méthode d'intégration globale. Le taux de participation correspond à la quote-part des droits de vote détenus.

7. Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie présente l'impact des encaissements et décaissements sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie du groupe. Les flux de trésorerie sont classés en flux liés aux activités opérationnelles, aux activités d'investissement et aux activités de financement selon la norme IAS 7 - Tableau de flux de trésorerie.

Dans ce contexte, les équivalents de trésorerie sont des actifs que l'on peut convertir en espèces avec une échéance à court terme (généralement moins de trois mois). Le montant pris en compte dans le tableau de flux de trésorerie correspond au montant figurant dans l'état de la situation financière.

8. Regroupement d'entreprises

Acquisition de la société kSep Systems LLC

Le 29 juillet 2016, le groupe Sartorius Stedim Biotech a acquis 100 % des actions du spécialiste de centrifugeuses kSEP Systems LLC. La compagnie basée à Morrisville en Caroline du Nord a développé et commercialise des systèmes de centrifugeuses à usage unique et entièrement automatisées utilisées dans la fabrication de produits biopharmaceutiques tels que des vaccins, des thérapies cellulaires et des anticorps monoclonaux.

La répartition du coût d'acquisition au 31 décembre 2016 a été finalisée comme suit :

	Juste valeur définitive à la date d'acquisition en milliers €
Immobilisations incorporelles	9 668
Immobilisations corporelles	25
Stocks	1 238
Créances clients	1 330
Autres actifs	447
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 204
Impôts différés - montant net	- 70
Provisions	0
Emprunts financiers	0
Autres passifs	- 2 480
Actif net acquis	14 362
Prix d'acquisition	27 223
Goodwill	12 861

Le prix d'acquisition est d'environ 27,2 millions d'euros et a été versé sous la forme d'un paiement en cash. Les charges directement attribuables à l'acquisition pour un montant de 0,2 million d'euros ont été comptabilisées en autres charges dans le compte de résultat.

L'acquisition de kSep est axée sur une complémentarité de l'offre du groupe Sartorius Stedim Biotech dans le domaine des bioprocess "downstream" réduisant à la fois le temps et le coût des étapes de purification pour les clients du groupe. L'écart d'acquisition comptabilisé inclut cette complémentarité de portefeuille ainsi que d'autres actifs non identifiables séparément. L'écart d'acquisition n'est pas déductible selon les règles fiscales.

La contribution de l'entreprise depuis sa consolidation initiale n'est pas significative. Si l'acquisition avait eu lieu à compter du 1er janvier 2016, le chiffre d'affaires du Groupe aurait atteint environ 1 055,5 millions d'euros, l'impact sur le résultat n'est pas significatif.

La société a été fusionnée avec Sartorius Stedim North America Inc. à compter du 30 novembre 2016 et n'est donc pas mentionnée dans le périmètre de consolidation.

Acquisition de la société BioOutsource Ltd.

Le 17 avril 2015, le groupe Sartorius Stedim Biotech a acquis 100 % des droits de vote de la société BioOutsource Ltd. basée à Glasgow, en Écosse (Royaume-Uni). La société BioOutsource Ltd. teste la sécurité et la qualité des médicaments biologiques et des vaccins pour les clients pharmaceutiques, et s'est spécialisée dans l'offre d'une gamme complète de services pour l'industrie biosimilaire, en forte croissance. Les services fournis par BioOutsource font partie des processus de base des clients du groupe Sartorius Stedim Biotech et permettent d'élargir de manière significative l'offre actuelle de services du Groupe.

L'affectation du coût d'acquisition a été finalisée en 2016 comme suit (pas de changement par comparaison avec 2015) :

	Juste valeur préliminaire à la date d'acquisition en milliers €	Juste valeur définitive à la date d'acquisition en milliers €
Immobilisations incorporelles	11 409	11 409
Immobilisations corporelles	1 517	1 517
Stocks	842	842
Créances et autres actifs	2 576	2 576
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 410	1 410
Impôts différés - montant net	- 2 282	- 2 282
Provisions et passifs	- 2 125	- 2 125
Emprunts financiers	- 699	- 699
Actif net acquis	12 648	12 648
Prix d'acquisition	30 602	30 602
Goodwill	17 954	17 954

Le prix d'achat d'environ 30,6 millions d'euros a été versé sous la forme d'un paiement en cash. Les coûts directement attribuables à l'acquisition d'un montant de 0,2 million d'euros ont été comptabilisés dans les autres charges du compte de résultat en 2015.

L'écart d'acquisition représente principalement des synergies liées à l'utilisation du réseau de vente mondial de Sartorius Stedim Biotech. L'objectif est d'internationaliser les activités acquises et d'étendre en particulier l'accès au marché en Asie. L'écart d'acquisition n'est pas déductible selon les règles fiscales.

Acquisition de la société Cellca GmbH

Le 1er juillet 2015, le groupe Sartorius Stedim Biotech a acquis 100 % des actions de la société Cellca GmbH basée à Laupheim, en Allemagne. Les principaux clients de Cellca sont des entreprises biopharmaceutiques ainsi que des fournisseurs de produits biosimilaires qui ne gèrent pas ou que partiellement le développement des procédés en interne.

L'affectation coût d'acquisition a été finalisée come suit (pas de changement par comparaison avec 2015) :

	Juste valeur préliminaire à la date d'acquisition en milliers €	Juste valeur définitive à la date d'acquisition en milliers €
Immobilisations incorporelles	27 175	27 175
Immobilisations corporelles	1 558	1 558
Créances et autres actifs	914	914
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 804	1 804
Impôts différés - montant net	- 7 533	- 7 533
Provisions et passifs	- 1 329	- 1 329
Actif net acquis	22 589	22 589
Prix d'acquisition	26 500	26 500
Goodwill	3 911	3 911

Le prix d'achat d'environ 26,5 millions d'euros a été versé sous la forme d'un paiement en cash. Les coûts directement attribuables à l'acquisition d'un montant de 0,1 million d'euros ont été comptabilisés dans les autres charges du compte de résultat.

Les acquisitions de BioOutsource et Cellca avaient pour objectif une extension de la gamme de produits, en particulier dans les domaines du développement de processus et de validation. Les écarts d'acquisition enregistrés reconnaissent cet élément ainsi que les actifs non identifiables séparément. Les écarts d'acquisition ne sont pas déductibles sur le plan fiscal.

Notes annexes au compte de résultat

9. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par zone géographique peut être ventilé comme suit :

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
France	54 009	50 486
Allemagne	131 120	105 974
Autres pays	866 482	727 870
Total	1 051 611	884 331

Le chiffre d'affaires réalisé avec les autres filiales du groupe Sartorius s'élève à 48 063 milliers d'euros en 2016 (contre 36 450 milliers d'euros en 2015). Merci de se référer à la note 32.

Le chiffre d'affaires se décompose en ventes de produits pour un montant de 1 007,1 millions d'euros et en prestations de services pour un montant de 44,6 millions d'euros (respectivement 844,1 millions d'euros et 40,3 millions d'euros en 2015). Pour le chiffre d'affaires en relation avec les contrats de construction, merci de se référer à la note 20).

Pour plus de détail sur la répartition géographique du chiffre d'affaires, merci de vous référer à la note 5.

10. Les coûts d'exploitation

L'état du résultat net a été présenté par fonction, c'est-à-dire que les charges ont été directement affectées aux différentes fonctions de production, de vente et de distribution, de marketing, de recherche et développement et de frais généraux.

Les coûts d'exploitation par nature sont réconciliés au résultat opérationnel en note 14.

En 2016, les paiements relatifs aux contrats de location pour les actifs loués en vertu de contrats de location simple représentent un montant de 9,6 millions d'euros (2015 : 7,9 millions d'euros).

Les postes matières premières et frais de personnel sont présentés ci-dessous :

Matières premières et fournitures

Ce poste peut être ventilé comme suit :

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Achats consommés	260 968	197 707
Autres coûts liés aux achats	38 633	36 770
Total	299 601	234 477

Frais de personnel

Ce poste peut être ventilé comme suit :

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Salaires	224 077	196 837
Charges sociales	49 105	40 418
Charges de retraite et charges relatives aux indemnités de départ à la retraite	5 500	5 624
Total	278 683	242 878

11. Autres produits et charges opérationnels

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Gains de change	14 516	12 204
Produits liés aux reprises de dépréciation clients	1 522	723
Reprise sur provisions consommées	2 982	909
Subventions	2 825	2 944
Autres produits	3 263	4 459
Total des autres produits	25 109	21 239
Pertes de change	- 12 263	- 17 919
Coûts de réorganisation	- 18 079	- 7 393
Charges liées aux dotations pour dépréciation clients	- 864	- 1 600
Autres charges	- 4 198	- 3 947
Total des autres charges	- 35 404	- 30 860
Total autres produits et charges opérationnels	- 10 296	- 9 621

Cette catégorie comprend les produits liés aux subventions, notamment les subventions couvrant des dépenses (essentiellement liées aux projets de recherche et de développement) qui sont reconnues comme produit dès qu'il est suffisamment clair que les conditions requises sont remplies.

Le poste « Autres produits » comprend principalement les revenus relatifs à l'activité de milieu de culture cellulaire de Lonza. Ce revenu est lié à un accord avec la société Lonza qui détermine une répartition du bénéfice entre le fabricant (Lonza) et le distributeur (Sartorius Stedim Biotech).

Les éléments non-récurrents (coût de réorganisation) s'élèvent à - 18,1 millions d'euros (- 7,4 millions d'euros en 2015) et correspondent en grande partie à des dépenses ponctuelles liées à la stratégie du groupe et aux coûts relatifs aux acquisitions précédemment mentionnées.

12. Résultat financier

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Produits financiers	127	150
- dont montants avec les autres sociétés du groupe	0	0
Produits sur instruments financiers dérivés	845	1 275
Autres produits financiers	912	1 429
Produits financiers	1 884	2 854
Charges d'intérêts	- 3 787	- 3 543
- dont montants avec les autres sociétés du groupe	- 1 471	- 903
Charges sur instruments financiers dérivés	- 952	- 681
Charges d'intérêts sur retraites	- 622	- 652
Autres charges financières	- 9 454	- 12 832
Charges financières	- 14 815	- 17 708
Total	- 12 931	- 14 854

Les autres charges financières en 2015 et en 2016 comprennent principalement les pertes de change liées aux emprunts libellés en devises ainsi que les charges résultantes des variations de la juste valeur et les réductions des passifs liés aux rachats des participations ne donnant pas le contrôle d'All Pure et du passif lié à Lonza (voir aussi chapitre 26).

Les intérêts des sociétés affiliées sont liés au prêt consenti par Sartorius AG (voir aussi chapitre 32).

13. Charge d'impôt

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Impôts courants	- 55 632	- 55 098
Impôts différés	- 1 476	4 914
Total	- 57 108	- 50 184

Les impôts en France sont calculés au taux de 34,43 % sur le bénéfice imposable évalué de l'exercice. En Allemagne, un taux d'environ 30 % a été appliqué au résultat imposable. Le résultat généré hors de France et d'Allemagne est imposé aux taux en vigueur dans les pays concernés.

Compte tenu des taux d'imposition moyens en France et en Allemagne ainsi que de l'effet d'autres législations fiscales, le taux d'imposition prévu pour le groupe Sartorius Stedim Biotech est d'environ 29 %. Le tableau suivant présente la différence entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt constatée pour l'exercice concerné.

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Charge d'impôt estimée (29 %)	- 61 766	- 49 207
Différence avec le taux d'imposition moyen du groupe	9 410	4 401
Différences permanentes	- 3 660	- 2 916
Produit non imposable et autres exonérations	1 946	1 246
Impôts relatifs aux exercices précédents	- 2 125	- 700
Retenue à la source et autres impôts équivalents	- 940	- 2 742
Autres	27	- 266
Total	- 57 108	- 50 184
Taux d'imposition effectif	- 26,8 %	- 29,6 %

14. Ventilation par nature du résultat opérationnel

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Chiffre d'affaires	1 051 611	884 331
Achats consommés	- 260 968	- 197 707
Autres coûts liés aux achats	- 38 633	- 36 770
Frais de personnel	- 278 683	- 242 878
Amortissement et dépréciation	- 44 687	- 39 856
Autres coûts opérationnels	- 202 725	- 182 588
Sous-total	- 825 695	- 699 799
EBIT (Résultat opérationnel)	225 916	184 532
Résultat financier	- 12 931	- 14 854
Impôt sur le résultat	- 57 108	- 50 184
Participations ne donnant pas le contrôle	- 2 199	- 1 495
Résultat net après participations ne donnant pas le contrôle	153 678	117 999

15. Résultat par action

Selon la norme IAS 33 - Résultat par action -, le résultat par action doit être déterminé séparément. Le bénéfice par action (BPA) de base est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pendant la période.

Le résultat net dilué par action est calculé en tenant compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation durant la période, tels que des options de souscriptions d'actions. L'impact des stock-options est donc retenu dans le calcul du nombre moyen pondéré d'actions diluées.

Au cours de l'année 2016, la société-mère Sartorius Stedim Biotech S.A. a procédé à un fractionnement d'actions, portant son nombre d'actions à 92 180 190 (multiplication par six - merci de se référer au chapitre 22 pour plus de détails). Les calculs du Résultat par action pour l'exercice 2015 ont été ajustés en conséquence.

	2016	2015
Résultat net après impôts (en milliers €)	155 877	119 494
Résultat net part du groupe après impôts (en milliers €)	153 678	117 999
Résultat par action (€)	1,67	1,28
Résultat net dilué par action (€)	1,67	1,28
Nombre de titres (statutaire)	92 180 190	92 203 428
Titres auto-détenus	- 5 883	0
Autres dilutions (stock-options exercées)	0	- 7 479
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calcul du résultat par action	92 174 307	92 195 949
Nombre d'actions total utilisé pour calcul du résultat dilué par action	92 174 307	92 195 949

Notes annexes à l'état de la situation financière

16. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Goodwill

	Goodwill en milliers €
Valeurs brutes au 1^{er} janv. 2015	313 786
Écarts de conversion	1 711
Regroupement d'entreprises	21 462
Valeurs brutes au 31 déc. 2015	336 959
Pertes liées aux « impairment tests » au 1^{er} jan. 2015	0
Écarts de conversion	0
Pertes liées aux « impairment tests »	0
Pertes liées aux « impairment tests » au 31 déc. 2015	0
Valeurs nettes comptables au 31 déc. 2015	336 959
	Goodwill en milliers €
Valeurs brutes au 1^{er} janv. 2016	336 959
Écarts de conversion	- 5 044
Regroupement d'entreprises	12 862
Valeurs brutes au 31 déc. 2016	344 777
Pertes liées aux « impairment tests » au 1^{er} jan. 2016	0
Écarts de conversion	0
Pertes liées aux « impairment tests »	0
Pertes liées aux « impairment tests » au 31 déc. 2016	0
Valeurs nettes comptables au 31 déc. 2016	344 777

Le poste goodwill (344 777 milliers d'euros) correspond au montant résiduel provenant des regroupements d'entreprises. Conformément à la norme IAS 36, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises n'est pas amorti, et doit être soumis à un « impairment test » au moins une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur.

La variation enregistrée en 2016 concerne l'acquisition de la société kSep Systems ; la variation en 2015 concerne l'acquisition des sociétés BioOutsource et Cellca (se référer à la note 6).

Dans le cadre de l'« impairment test », le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (U.G.T.) susceptible de bénéficier des synergies liées au regroupement d'entreprises. L'U.G.T. représente le plus petit niveau bénéficiant d'une gestion interne autonome et ne peut pas être plus importante qu'un secteur opérationnel, au sens de l'information sectorielle. Le groupe Sartorius Stedim Biotech a pour stratégie d'être un fournisseur de solutions innovantes pour ses clients. En raison des interdépendances de ce marché, le plus petit niveau auquel puisse être affecté le goodwill est le segment Biopharma. Le goodwill a donc été affecté en totalité à cette U.G.T.

Comme en 2015, le test de dépréciation réalisé pour 2016 évalue la valeur recouvrable sur la base de la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (segment Biopharma). Les prévisions de trésorerie prennent en compte les résultats passés et les prévisions approuvées par le management du groupe sur une période de quatre ans. Le groupe a retenu l'hypothèse d'un taux de croissance à l'infini de 2,5 % pour les années après 2020. Ce dernier taux provient des attentes du marché qui prévoit des taux de croissance significatifs pour le marché biopharmaceutique visé. Le principal vecteur de la croissance pour le groupe Sartorius Stedim Biotech sera le vieillissement de la population, l'augmentation de la population, l'amélioration de l'accès aux médicaments dans les pays émergents et le transfert progressif de produits multi-utilisation vers l'utilisation de produits à usage unique pour les industries biopharmaceutiques.

Les taux d'actualisation correspondent au coût moyen pondéré du capital comme suit :

	2016		2015	
	Avant impôt	Après impôt	Avant impôt	Après impôt
Biopharma	7,9 %	6,3 %	7,6 %	6,1 %

En 2016, notre test de dépréciation n'a pas conduit à la comptabilisation de pertes de valeur. Dans ce contexte, diverses analyses de sensibilité basées sur les variations réalistes des hypothèses décrites ci-dessus n'ont pas entraîné de dépréciation. Les variations suivantes représenteraient théoriquement le « point d'équilibre » :

	2016	2015
Taux d'actualisation	23,3 %	21,2 %
Taux de croissance	- 48,7 %	- 47,1 %
Flux de trésorerie	- 84,9 %	- 83,2 %

Immobilisations incorporelles

	Concessions, droits de propriété indus. et droits similaires, licences, etc. en milliers €	Marque en milliers €	Relation clients en milliers €	Coûts de développement capitalisés en milliers €	Acomptes en milliers €	Total en milliers €
Valeurs brutes au 1^{er} janv. 2015	37 962	10 779	109 800	49 012	251	207 804
Écarts de conversion	2 067	- 4	565	456	0	3 084
Regroupement d'entreprises	30 617	207	7 875	0	0	38 699
Acquisitions	644	0	0	8 154	67	8 865
Cessions	- 384	0	- 275	- 117	0	- 776
Transfert de compte à compte	28	0	0	0	0	28
Valeurs brutes au 31 déc. 2015	70 933	10 982	117 965	57 506	318	257 704
Cumul des dépréciat. amortiss. au 1^{er} janv. 2015	- 15 234	0	- 51 368	- 28 042	0	- 94 644
Écarts de conversion	- 888	1	- 124	- 270	0	- 1 281
Dépréciations amortissements	- 5 487	- 28	- 8 374	- 5 167	0	- 19 056
Reprises sur cessions	355	0	275	0	0	630
Transfert de compte à compte	- 5	0	0	0	0	- 5
Cumul des dépréciat. amortiss. au 31 déc. 2015	- 21 259	- 27	- 59 590	- 33 479	0	- 114 355
Valeurs nettes comptables au 31 déc. 2015	49 674	10 955	58 375	24 027	318	143 349

	Concessions, droits de propriété indus. et droits similaires, licences, etc. en milliers €	Marque en milliers €	Relation clients en milliers €	Coûts de développement capitalisés en milliers €	Acomptes en milliers €	Total en milliers €
Valeurs brutes au 1^{er} janv. 2016	70 933	10 982	117 965	57 506	318	257 704
Écarts de conversion	- 1 115	- 23	- 1 941	- 853	0	- 3 932
Regroupement d'entreprises	4 244	102	5 323	0	0	9 668
Acquisitions	589	0	4	14 570	36	15 199
Cessions	- 94	0	0	- 3 169	0	- 3 263
Transfert de compte à compte	107	0	0	0	- 318	- 211
Valeurs brutes au 31 déc. 2016	74 664	11 060	121 351	68 054	36	275 165
Cumul des dépréciat. amortiss. au 1^{er} janv. 2016	- 21 259	- 27	- 59 590	- 33 479	0	- 114 355
Écarts de conversion	100	5	378	59	0	541
Dépréciations amortissements	- 6 759	- 46	- 8 498	- 5 304	0	- 20 607
Reprises sur cessions	93	0	0	3 169	0	3 262
Transfert de compte à compte	11	0	0	0	0	11
Cumul des dépréciat. amortiss. au 31 déc. 2016	- 27 813	- 68	- 67 710	- 35 556	0	- 131 147
Valeurs nettes comptables au 31 déc. 2016	46 851	10 992	53 640	32 498	36	144 018

La marque Stedim acquise en 2007 est considérée comme ayant une durée d'utilité indéterminée et n'est donc pas amortie. Il n'y a pas de limite finie sur la durée pendant laquelle la marque générera des flux de trésorerie pour le groupe. La marque est soumise à un « impairment test » au moins une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur.

En raison de l'intégration de la marque Stedim dans la marque Sartorius Stedim Biotech, une mesure séparée des flux de trésorerie n'est pas possible. Par conséquent, aucun « impairment test » individualisé n'a été effectué en 2016, la valeur recouvrable relative à la marque a été mesurée au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (U.G.T.) : segment Biopharma.

La relation clients obtenue dans le cadre de l'acquisition inversée de Stedim constitue un actif incorporel significatif. La valeur nette comptable de cette relation clients s'élève à 29,8 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (2015 : 35,2 millions d'euros) ; la durée d'utilité résiduelle est de six ans.

Au cours de l'exercice 2016, un total de 14 570 millions d'euros de coûts de développement a été comptabilisé en immobilisations (8 154 millions d'euros en 2015). Les coûts de développement activés ont couvert principalement les coûts alloués aux personnels participant aux efforts de développement, aux matières premières et fournitures, aux services externes et aux charges directement imputables. Les immobilisations incorporelles générées en interne ont été amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité qui, en général, ne dépasse pas cinq années.

L'amortissement des actifs incorporels est affecté aux fonctions correspondantes dans le compte de résultat. Pour les frais de développement capitalisés, l'amortissement est présenté dans les « coûts des ventes ».

17. Immobilisations corporelles

	Terrains, constructions et agencements des constructions en milliers €	Installations techniques, matériels et outillages en milliers €	Autres immobilisations corporelles en milliers €	Immobilisations en cours en milliers €	Total en milliers €
Valeurs brutes au 1^{er} janv. 2015	143 661	101 141	66 622	25 926	337 350
Écarts de conversion	2 489	1 768	1 340	- 34	5 563
Regroupement d'entreprises	160	1 270	1 510	- 1	2 939
Acquisitions	6 485	9 195	7 877	22 099	45 656
Cessions	- 432	- 2 145	- 5 091	- 86	- 7 755
Transferts de compte à compte	3 193	7 620	- 2 515	- 8 105	192
Valeurs brutes au 31 déc. 2015	155 555	118 849	69 743	39 798	383 945
Cumul des amortissements au 1^{er} janv. 2015	- 42 400	- 58 682	- 44 072	0	- 145 155
Écarts de conversion	- 427	- 1 141	- 796	7	- 2 357
Amortissement	- 5 571	- 8 558	- 6 237	- 434	- 20 800
Reprises sur cessions	432	2 249	4 565	0	7 247
Transferts de compte à compte	0	- 1 932	1 926	0	- 6
Cumul des amortissements au 31 déc. 2015	- 47 966	- 68 064	- 44 614	- 426	- 161 070
Valeurs nettes comptables au 31 déc. 2015	107 589	50 785	25 129	39 372	222 875

	Terrains, constructions et agencements des constructions en milliers €	Installations techniques, matériels et outillages en milliers €	Autres immobilisations corporelles en milliers €	Immobilisations en cours en milliers €	Total en milliers €
Valeurs brutes au 1^{er} janv. 2016	155 555	118 849	69 743	39 798	383 945
Écarts de conversion	- 604	- 657	- 185	- 820	- 2 267
Regroupement d'entreprises	1	0	24	0	25
Acquisitions	11 848	12 088	12 766	28 260	64 962
Cessions	- 328	- 1 288	- 3 352	- 47	- 5 016
Transferts de compte à compte	4 836	23 072	2 788	- 30 487	208
Valeurs brutes au 31 déc. 2016	171 308	152 063	81 783	36 704	441 858
Cumul des amortissements au 1^{er} janv. 2016	- 47 966	- 68 064	- 44 614	- 426	- 161 070
Écarts de conversion	103	52	142	29	327
Amortissement	- 5 973	- 10 722	- 7 381	0	- 24 077
Reprises sur cessions	260	1 088	3 085	0	4 433
Transferts de compte à compte	1 539	- 815	- 1 131	398	- 8
Cumul des amortissements au 31 déc. 2016	- 52 037	- 78 459	- 49 899	1	- 180 395
Valeurs nettes comptables au 31 déc. 2016	119 270	73 604	31 885	36 705	261 464

Les dotations aux amortissements et la charge de dépréciation sont incluses dans le compte de résultat selon l'utilisation des actifs dans les coûts des ventes, les frais commerciaux et de distribution, les frais de recherche et développement, les frais généraux et les autres charges opérationnelles.

En 2016, comme pour l'exercice 2015, aucune dépréciation significative n'a été comptabilisée pour les immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations corporelles comprennent les actifs détenus dans le cadre des contrats de location-financement pour un montant de 16 810 milliers d'euros (en 2015 : 17 137 milliers d'euros). Le coût d'acquisition de ces actifs s'élève à 19 867 milliers d'euros (en 2015 : 19 480 milliers d'euros).

18. Impôts différés

	Impôts différés actifs		Impôts différés passifs	
	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Immobilisations incorporelles	0	0	33 484	34 693
Immobilisations corporelles	0	0	6 603	6 826
Stocks	7 237	6 195	0	0
Créances clients et autres actifs courants	1 970	633	0	1 148
Provisions	8 590	9 040	0	0
Passif	3 290	7 450	498	45
Montant brut	21 086	23 318	40 584	42 711
Déficits reportables	2 798	574	0	0
Impôt sur les bénéfices non distribués des filiales	0	0	1 325	1 325
Compensation	- 13 130	- 13 850	- 13 130	- 13 850
Montant net	10 754	10 042	28 779	30 186
Variation	712	- 127	1 406	- 2 374
Reconnu en compte de résultat	480	74	- 2 013	4 840

Impôts différés actifs

À la date de clôture, le groupe présentait des déficits reportables de 12,0 millions d'euros (6,0 millions d'euros en 2015). Des impôts différés ont été constatés pour environ 8,3 millions d'euros (2,6 million d'euros en 2015). Pour les déficits reportables résiduels, aucun montant d'impôt différé n'a été enregistré en raison du manque de visibilité sur les futurs bénéfices imposables.

Les impôts différés actifs s'élèvent à un montant de 2,7 million d'euros (0,1 million d'euros en 2015) et concernent des sociétés qui ont présenté des pertes au titre de cette année ou des années antérieures.

Impôts différés passifs

Les impôts différés passifs liés aux immobilisations incorporelles se rapportent à des actifs acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises et par conséquent sont principalement liés aux relations clients et aux technologies acquises.

Le groupe n'a pas comptabilisé d'impôts différés passifs sur les autres réserves cumulées des filiales à hauteur d'approximativement 390 millions d'euros (307 millions d'euros) dans la mesure où ces réserves feront l'objet d'un réinvestissement. Lorsque les dividendes sont payés, un montant de 5% des dividendes concernés, au titre du régime mère-fille, sera imposé au regard des réglementations française et allemande et une application d'une retenue à la source, le cas échéant. En outre, un impôt additionnel pourrait être appliqué dans le cadre de société holding intermédiaire.

Au cours de l'exercice 2016, comme les années précédentes, l'incidence fiscale des instruments de couverture des flux de trésorerie, les impôts différés actifs liés à la comptabilisation des réévaluations des actifs et passifs des régimes à prestations définies et le montant de la charge d'impôt courant dégagée par l'investissement net dans une activité à l'étranger ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. L'impôt différé et la charge d'impôt courant comptabilisés dans les autres éléments du résultat global se présentent comme suit dans le tableau :

en milliers €	2016	2015
Couvertures de flux de trésorerie	1 577	418
Réévaluation des actifs passifs au titre des régimes à prestations définies	229	- 7
Investissement dans une entité étrangère	974	1 992
Total	2 780	2 403

19. Stocks

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Matières premières et approvisionnements	57 203	37 765
En-cours de production	50 454	45 632
Produits finis	59 152	60 280
Acomptes sur commandes en cours	4 248	3 293
Total	171 057	146 970

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Valeur brute des stocks	182 577	160 048
Dépréciation des stocks	- 11 520	- 13 078
Valeur nette des stocks	171 057	146 970

20. Créances clients | Autres actifs courants

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Créances clients tiers	168 247	132 964
Montants dus par les clients dans le cadre des contrats de construction	3 130	3 678
Créances clients sur les autres sociétés du groupe Sartorius AG	12 575	5 702
Créances clients	183 952	142 344

Le poste « Créances clients sur les autres sociétés du groupe Sartorius AG » correspond aux créances enregistrées dans nos comptes et qui concernent les autres sociétés du groupe Sartorius (Pour plus de détails, e référer à la section 32).

Dans certains secteurs d'activité, le groupe a recours à des contrats de construction à long terme. Ces contrats de construction sont comptabilisés en application de la norme IAS 11 - Contrats de construction -, selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Les « Montants dus par les clients dans le cadre des contrats de construction » représentent le montant net

des coûts encourus et des profits comptabilisés, diminué des pertes comptabilisées et des facturations dans le cadre de contrats de construction. Le montant cumulé des coûts reconnus dans le compte de résultat sur les projets en cours à la date de clôture est de 29 886 milliers d'euros (2015 : 17 892 milliers d'euros). Pour ces projets, les paiements anticipés représentent un montant de 26 756 milliers d'euros (2015 : 14 214 milliers d'euros). Pour cette année, le revenu reconnu dans le compte de résultat au titre de ces projets en cours est de 23 452 milliers d'euros (2015 : 11 747 milliers d'euros).

Les créances clients et comptes rattachés ont été enregistrées en prenant en compte les risques identifiés à la clôture de l'exercice. Les valeurs comptables des créances clients et comptes rattachés sont considérées comme représentatives de leur juste valeur compte tenu des dates de maturité et des risques de crédit. Pour déterminer la recouvrabilité des créances clients, le groupe considère toute évolution de la qualité du crédit à partir de la date où il a été initialement consenti. Le risque de crédit est considéré comme négligeable dans la mesure où nous travaillons avec une base de clients relativement élargie. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'effectuer de provision pour couvrir les risques au-delà des indemnités déjà enregistrées.

Évolution des dépréciations des créances clients :

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	- 3 359	- 2 615
Dotations	- 864	- 1 599
Reprises et consommation	98	296
Recouvrement des montants précédemment dépréciés	1 522	721
Écarts de conversion	11	- 71
Regroupement d'entreprises	0	- 91
Dépréciations à la clôture de l'exercice	- 2 591	- 3 359

Balance âgée des créances clients échues (non dépréciées) :

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
1 à 30 jours	25 496	24 094
31 à 90 jours	13 413	13 142
91 à 180 jours	4 144	6 857
181 à 360 jours	5 789	1 894
plus de 360 jours	1 185	668
Total	50 026	46 656

Pour les créances clients de 50 026 milliers d'euros (2015 : 46 656 milliers d'euros) qui restaient impayées à la date de clôture, il n'est pas nécessaire de prévoir de dépréciation additionnelle dans la mesure où il n'y a pas de changement important dans la solvabilité des débiteurs et que l'on peut s'attendre à ce que ces débiteurs règlent leur encours. Globalement, le groupe a connu des pertes sur créances très faibles au cours des dernières années. Les créances clients dont l'échéance est future et les autres actifs financiers n'ont pas nécessité de dépréciation dans la mesure où aucune indication de perte de valeur n'a été constatée.

21. Autres actifs financiers

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Dérivés	278	9
Autres actifs financiers	8 265	8 353
Actifs financiers courants	8 543	8 362

La rubrique « Autres actifs financiers » comprend les créances rattachées à d'autres entités du groupe Sartorius AG pour 1 786 milliers d'euros (En 2015: 2 445 milliers d'euros).

22. Capital social

L'assemblée générale ordinaire annuelle du 5 avril 2016 a approuvée les résolutions suivantes qui sont reflétées dans l'état des variations des capitaux propres :

- Au 1er janvier 2016, la société VL Finance SAS a été fusionnée avec Sartorius Stedim Biotech SA, société mère du groupe. L'impact de cette fusion sur les capitaux propres du Groupe n'a pas été significatif.

- Après la réalisation de la fusion, il a été décidé de ramener la valeur nominale de chaque action de 1 euro à 1/6ème d'euro, multipliant par six (6) le nombre d'actions de 15 363 365 actions à 92 180 190 actions.

- Enfin, la valeur nominale de chaque action est passée de 0,167 euros (montant arrondi) à 0,20€ par incorporation de réserves. Cette opération a entraîné une augmentation des capitaux propres de 3 073 milliers d'euros et une diminution respective des réserves. Le coût de l'augmentation de capital de 601 milliers d'euros a été déduit des réserves.

Il n'existait pas au 31 décembre 2015 ni au 31 décembre 2016 d'instruments dilutifs autres que les programmes d'options de souscriptions d'actions. Les actions nominatives inscrites au nom du même titulaire depuis au moins quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Nombre d'actions à l'ouverture	15 367 238	15 359 238
Augmentation d'actions (Fusion)	1 638 222	0
Augmentation d'actions (Stock split)	76 816 825	0
Souscription de stock-options	0	8 000
Annulation des actions auto-détenues	- 1 642 095	0
Nombre d'actions à la clôture	92 180 190	15 367 238
Valeur nominale de l'action (en €)	0,20	1,00
Impact du contrat de liquidité - actions auto-détenues	- 353	0
Montant du capital social (en milliers €)	18 083	15 367

Dividendes

Le Conseil d'Administration soumettra une proposition à l'Assemblée générale des actionnaires pour le versement d'un dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, comme suit : le paiement d'un dividende net de 0,42 € par action (2015: 0,33 €), c'est-à-dire un décaissement total de 38 713 209,00 € en excluant les titres auto-détenus (en 2015, le montant versé était de 30 734 476,00 euros).

23. Participations ne donnant pas le contrôle

Le montant des participations ne donnant pas le contrôle reconnu dans l'état de la situation financière d'un montant de 5 551 milliers d'euros se réfère à la filiale Sartorius Korea Biotech Co. Ltd.. Le pourcentage d'intérêt dans la société Sartorius Korea Biotech Co. Ltd est de 69 %, les 31 % restants font l'objet d'une option d'appel exerçable dans le futur.

Le prix d'achat des participations ne donnant pas le contrôle dans cette entité est variable et est fonction de la performance future de l'activité.

Au 31 décembre 2016, le groupe Sartorius Stedim Biotech a acquis les 40 % restants de la participation dans All Pure Technologies et détient donc 100 % de cette entité à la fin de la période de reporting. L'avance relative aux 40 % des actions détenues autrefois par les anciens actionnaires a été transférée dans des unités dites "fantômes". Selon le contrat respectif,

le prix d'achat pour l'acquisition des participations ne donnant pas le contrôle dépend de la performance future de l'activité et est dû au plus tard en 2022.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont réparties comme suit sur les entités respectives :

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Sartorius Korea Biotech Co. Ltd.	5 551	4 080
AllPure Technologies LLC	0	1 699
Total	5 551	5 778

Chiffres clés

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Sartorius Korea Biotech Co. Ltd.		
Chiffre d'affaires	46 196	43 395
Résultat net	7 092	5 129
Total de l'actif	26 126	25 204
Résultat attribué	2 199	1 590
AllPure Technologies LLC		
Chiffre d'affaires		5 023
Résultat net		- 239
Total de l'actif		5 474
Résultat attribué		- 96

Il n'y a pas de restrictions significatives sur la capacité du groupe à accéder ou utiliser les actifs ou à régler les passifs des entités mentionnées.

24. Provisions pour avantages au personnel

Régimes à cotisations définies

La plupart des entités du groupe Sartorius Stedim Biotech effectuent des paiements au titre des régimes à cotisations définies, principalement relatifs à des régimes généraux de retraite gouvernementaux. En 2016, la charge totale comptabilisée pour les entreprises restantes s'élève à 17 532 milliers d'euros (en 2015 : 14 779 milliers d'euros).

Régimes à prestations définies

Les provisions pour retraites et obligations similaires ont été comptabilisées dans les comptes consolidés du groupe Sartorius Stedim Biotech conformément aux principes actuariels. Les réévaluations des actifs et passifs des régimes à prestations définies sont présentées dans les autres éléments de l'état du résultat global selon la norme IAS 19. La réévaluation des actifs | passifs au titre des régimes à prestation définies qui ont été transférés aux réserves de retraite, résulte essentiellement d'un changement dans le taux d'actualisation et s'élève à - 1 784 milliers d'euros (perte actuarielle de - 308 milliers d'euros en 2015).

Un montant de 25 056 milliers d'euros concerne notamment les provisions pour retraite relatives aux plans de départ en retraite de notre personnel allemand. Ces provisions totalisaient 22 888 milliers d'euros en 2015. Elles concernent principalement les engagements directs liés aux régimes à prestations définies. Dans le cadre de ces engagements, les employés obtiennent des avantages pour les années de service accomplies au sein de l'entité. Les avantages obtenus dépendent du niveau de rémunération et de l'âge respectif des employés. Ces avantages de retraite ne font généralement pas l'objet d'un versement sur un fonds de placement.

Les taux d'actualisation appliqués reflètent les taux d'intérêt qui ont été payés à la date d'arrêté pour des obligations de sociétés de haut niveau dont les échéances correspondent et qui sont libellées dans les devises concernées (principalement en euro). Si ce type d'obligations n'est pas disponible ou si les échéances correspondent à des échéances à long terme ou ne sont pas disponibles, les taux d'intérêt correspondants sont déterminés par extrapolation.

L'évaluation des obligations concernant les avantages postérieurs à l'emploi repose sur les principales hypothèses actuarielles suivantes :

Pour l'Allemagne :

en %	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Taux d'actualisation	1,68	2,27
Taux d'augmentation des salaires	3,00	3,00
Taux d'augmentation des pensions de retraite	2,00	2,00

Les hypothèses de mortalité et d'invalidité sont basées sur les tables « Richttafeln (RT) 2005 » déterminées par Klaus Heubeck.

Pour la France :

en %	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Taux d'actualisation	1,42	2,00
Taux d'augmentation des salaires	2,50	2,50
Taux d'augmentation des pensions de retraite	2,00	2,00

Les montants enregistrés dans le compte de résultat correspondent aux éléments suivants :

	2016 en milliers €	2015 en milliers €
Coût des services rendus	- 1 746	- 1 625
Coût des services passés	370	688
Charge nette d'intérêts	- 555	- 554
Composante du coût des prestations de retraite comptabilisées en résultat	- 1 932	- 1 492
Rendement de l'actif du régime (intérêts exclus)	117	- 31
Réévaluation du régime	- 1 900	- 194
Composantes des coûts de prestations définies comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	- 1 784	- 225
Total	- 3 716	- 1 717

Dans l'état du résultat net, le coût du service courant est alloué selon l'affectation des employés aux différentes fonctions respectives.

Le montant inclus dans l'état consolidé de la situation financière présentant l'obligation du groupe au titre des régimes à prestations définies est le suivant :

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Valeur actuelle des obligations	40 841	37 651
Juste valeur (-)	- 6 622	- 5 914
Passif net	34 219	31 737

La valeur actuelle de l'obligation comptabilisée au bilan a évolué comme suit :

	2016 en milliers €	2015 en milliers €
Valeur actuelle des obligations à l'ouverture	37 651	35 557
Coût des services rendus	1 746	1 625
Coût des services passés	- 370	- 688
Coût financier	622	652
Réévaluation du régime	1 871	193
Écarts de conversion	113	632
Indemnités de départ à la retraite versées au cours de l'exercice	- 1 140	- 998
Cotisations des employés	208	188
Contributions aux plans des participants	85	474
Autres variations	54	16
Valeur actuelle des obligations à la clôture	40 841	37 651

Les gains et pertes actuariels relatifs à l'obligation au titre des régimes à prestations définies se décomposent comme suit :

	2016 en milliers €	2015 en milliers €
Ajustements liés à l'expérience	- 411	542
Modifications liées aux hypothèses démographiques	- 611	393
Modifications liées aux hypothèses financières	2 893	- 741
Total	1 871	195

Actif du régime :

	2016 en milliers €	2015 en milliers €
Actif du régime au 1^{er} janv.	5 914	4 974
Revenu attendu	66	98
Rendement de l'actif du régime (intérêts exclus)	117	- 31
Réévaluation du régime	- 29	- 2
Contribution du groupe & versements	- 1 028	- 904
Écarts de conversion	61	447
Cotisations des employés	208	188
Cotisations des employeurs	952	621
Contributions aux plans des participants	361	522
Autres variations	0	0
Actif du régime au 31 déc.	6 622	5 914

Décomposition de l'actif du régime :

Les actifs du régime se réfèrent principalement à des contrats d'assurance en Allemagne et en Suisse et il n'y a pas de participation significative ou de titres de créance inclus. La filiale en Corée du Sud a déposé un montant de 1,4 million d'euros (1,2 million d'euros en 2015) aux banques locales (trésorerie et équivalents de trésorerie).

Analyse de sensibilité :

Une augmentation | diminution des hypothèses actuarielles aurait les effets suivants sur les régimes à prestations définies :

2015 :

en milliers €		
Hypothèses démographiques		
Espérance de vie	+ 1 an	- 1 an
Impact	754	- 741
Hypothèses financières		
Taux d'actualisation	+ 100 bps	- 100 bps
Impact	- 5 385	6 957
Taux d'augmentation des salaires	+ 50 bps	- 50 bps
Impact	755	- 707
Taux d'augmentation des pensions de retraite	+ 25 bps	- 25 bps
Impact	879	- 838

2016 :

en milliers €		
Hypothèses démographiques		
Espérance de vie	+ 1 an	- 1 an
Impact	845	- 840
Hypothèses financières		
Taux d'actualisation	+ 100 bps	- 100 bps
Impact	- 5 911	7 650
Taux d'augmentation des salaires	+ 50 bps	- 50 bps
Impact	934	- 861
Taux d'augmentation des pensions de retraite	+ 25 bps	- 25 bps
Impact	967	- 922

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessus peut ne pas être représentative de la variation réelle de l'obligation des régimes à prestations définies car il est peu probable que le changement dans les hypothèses se produise de manière isolée. En outre, la valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies a été calculée en utilisant la même méthode qui a été appliquée dans le calcul du passif lié à l'obligation au titre des régimes à cotisations définies comptabilisé dans l'état de la situation financière (méthode des unités de crédit projetées).

Analyse de l'échéance

Les flux de trésorerie non actualisés des obligations des régimes à prestations définies peuvent être décomposés en terme d'échéance comme suit :

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
< 1 an	1 344	1 267
1 - 5 ans	6 391	5 898
6 - 10 ans	10 148	11 847
> 10 ans	50 779	47 919
Total	68 662	66 931

La durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies est de 18,2 ans (18 ans en 2015).

25. Emprunts et autres passifs financiers

	Solde au 31 déc. 2016 en milliers €	Dont passifs courants au 31 déc. 2016 en milliers €	Solde au 31. déc. 2015 en milliers €	Dont passifs courants au 31 déc. 2015 en milliers €
Dettes auprès des établissements de crédit	30 412	21 037	26 438	13 835
Prêts de Sartorius A.G.	53 639	53 639	73 379	73 379
Total des emprunts et autres passifs financiers non courants	84 052	74 677	99 817	87 214

En décembre 2014, le groupe Sartorius a refinancé deux crédits syndiqués signés avec BNP Paribas, Commerzbank AG et LBBW en un seul prêt de 400 millions d'euros. Selon cet accord de prêt, le financement futur

du groupe est porté par la société mère Sartorius AG. Dans le même temps, la société Sartorius AG a signé un accord de prêt avec la société Sartorius Stedim Biotech GmbH qui assure le financement du groupe

Sartorius Stedim Biotech sur le long terme. Le volume de cet accord de crédit est de 300 millions d'euros et le taux d'intérêt est un taux variable avec une marge fondée sur les principes et les conditions de pleine concurrence.

Les emprunts financiers non courants ne comprennent pas le passif lié aux soldes des prix d'acquisition qui sont présentés en « Autres passifs financiers non-courant » (merci de se référer à la note 26 ci-après).

26. Autres passifs financiers non courants

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Dérivés	6 159	4 037
Autres passifs	49 633	47 451
Total	55 792	51 488

Les instruments financiers dérivés représentent la juste valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt et des contrats de change à terme. Dans le cadre du refinancement décrit ci-dessus, les accords de swaps de taux d'intérêt ont dû être annulés et le montant comptabilisé dans le résultat net et les autres éléments du résultat global a été enregistré dans le résultat de la période.

Les autres passifs non courants comprennent le passif lié au solde du prix d'acquisition de l'activité de milieux de culture cellulaires de la société Lonza pour un montant de 43 800 milliers d'euros. Actuellement, il est prévu que ce passif soit versé en deux tranches en 2017 et 2022.

En outre, ce poste comprend le passif relatif aux unités "fantômes" lié au rachat de participation ne donnant pas le contrôle de la société AllPure (se référer à la note 23) pour un montant de 5 833 milliers d'euros. Le prix d'acquisition est fonction de la performance de l'activité et est dû au plus tard en 2022.

27. Autres provisions

Autres provisions non courantes

	Paiements aux employés bénéficiant de plan de préretraite pour compensation de la réduction du temps de travail en milliers €	Autres en milliers €	Total en milliers €
Solde au 1 ^{er} janv. 2015	2 209	682	2 891
Écarts de conversion	0	8	8
Consommation	- 780	- 33	- 813
Reprises	0	- 6	- 6
Dotations	1 117	53	1 170
Reclassement	0	29	29
Solde au 31 déc. 2015	2 546	732	3 278

	Paiements aux employés bénéficiant de plan de préretraite pour compensation de la réduction du temps de travail en milliers €	Autres en milliers €	Total en milliers €
Solde au 1 ^{er} janv. 2016	2 546	732	3 278
Écarts de conversion	0	6	6
Consommation	- 256	- 3	- 259
Reprises	0	- 3	- 3
Dotations	41	76	117
Reclassement	0	- 56	- 56
Solde au 31 déc. 2016	2 331	752	3 083

Les autres provisions non courantes comprennent principalement des provisions relatives à des plans de préretraite partielle et à des primes d'ancienneté de présence. Ces engagements concernent principalement les sociétés allemandes du groupe. Les régimes de préretraite partielle permettent à des employés de travailler à temps partiel pendant trois à cinq ans avant leur retraite officielle.

Selon la norme IAS 19, le montant des indemnités de départs relatifs à des périodes futures doit être comp-

tabilisé en résultat net sur la période de service concernée. Les gains et pertes actuariels ainsi que le coût des services passés sont comptabilisés en produits ou en charges.

Les provisions non courantes sont constatées à leur valeur actuelle à la date de clôture. Le taux d'actualisation pour les salariés bénéficiant du plan de préretraite et pour les provisions pour ancienneté est de 0,0 % (0,3 % en 2015).

Provisions courantes

Au cours des exercices 2015 et 2016, les provisions courantes ont évolué comme suit :

	Garanties en milliers €	Autres en milliers €	Total en milliers €
Solde au 1 ^{er} janv. 2015	3 235	2 989	6 224
Écarts de conversion	92	62	154
Consommation	- 1 343	- 245	- 1 588
Reprises	- 440	- 141	- 581
Dotations	1 873	1 989	3 862
Variation de périmètre	151	79	230
Autres variations	0	- 288	- 288
Solde au 31 déc. 2015	3 569	4 445	8 014

	Garanties en milliers €	Autres en milliers €	Total en milliers €
Solde au 1 ^{er} janv. 2016	3 569	4 445	8 014
Écarts de conversion	- 81	- 4	- 85
Variation de périmètre	0	0	0
Consommation	- 2 828	- 250	- 3 078
Reprises	- 123	- 1 369	- 1 492
Dotations	2 876	3 046	5 922
Autres variations	1 500	- 1 500	0
Solde au 31 déc. 2016	4 914	4 367	9 281

Toute obligation actuelle résultant d'opérations commerciales antérieures ou d'événements passés se traduisant probablement par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et dont le montant peut être estimé de manière fiable, conduit à la comptabilisation d'une provision.

Des provisions sont constituées en cas de risques juridiques ou d'obligations implicites vis-à-vis de tiers. Les provisions pour garantie incluent les coûts relatifs aux retours, les livraisons de produits de remplacement et les réparations. Un risque spécifique est comptabilisé lorsque son apparition est plus que probable. Sur la base d'expériences passées, un risque général peut être comptabilisé. Les autres provisions comprennent principalement les éléments relatifs aux contrats de construction et les passifs incertains liés au personnel.

28. Passifs courants

Dettes fournisseurs

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Avances et acomptes sur commandes	39 767	39 242
Dettes fournisseurs tiers	57 594	54 532
Dettes fournisseurs participations non consolidées	555	0
Dettes fournisseurs auprès des autres sociétés du groupe Sartorius AG	9 839	6 824
Total	107 754	100 598

Autres passifs

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Dérivés	7 300	3 460
Autres passifs	15 945	11 493
Total	23 245	14 953

Les instruments financiers dérivés correspondent à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et de devises relatifs aux opérations de couverture, comme les contrats à terme (principalement liés au dollar américain).

29. Autres obligations financières | Engagements donnés et reçus

Comme pour les exercices précédents, il n'y a pas de passifs éventuels ou d'actifs éventuels importants à signaler. Les obligations financières du groupe correspondent aux engagements de loyers (paiements minimaux futurs à effectuer au titre de la location en vertu de contrats de location simple non résiliables) qui se décomposent comme suit :

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Contrats de location		
- Part due à moins d'un an	8 065	5 771
- Part due comprise entre 2 et 5 ans	16 370	11 506
- Part due au-delà de 5 ans	3 234	3 301

30. Instruments financiers | Risques financiers

A. Informations générales

Cette partie présente une vue d'ensemble de l'impact des instruments financiers sur les états financiers du groupe Sartorius Stedim Biotech et des informations complémentaires sur les postes du bilan intégrant des instruments financiers.

La juste valeur des actifs et des passifs financiers dérivés est déterminée selon la méthode « mark-to-market » qui utilise des techniques d'évaluation mathématique. Les justes valeurs sont déterminées par référence aux données de marchés disponibles lors du calcul de la valeur de ces instruments financiers dérivés et reflètent les conditions de marchés à la clôture.

B. Types d'instruments financiers

Les tableaux suivants comparent les valeurs comptables et les justes valeurs de toutes les catégories d'instruments financiers et réconcilient ces derniers avec les montants inscrits au bilan :

	Catégorisé selon IAS 39	Valeur comptable au 31 déc. 2016 en milliers €	Juste valeur 31 Déc. 2016 en milliers €	Valeur comptable au 31 déc. 2015 en milliers €	Juste valeur 31 Déc. 2015 en milliers €
Actifs financiers	Disponibles à la vente	1 946	1 946	1 330	1 330
Dérivés	Couverture d'opérations	202	202	0	0
Instruments financiers dérivés relatifs à des opérations de couverture	Instruments de couverture	124	124	0	0
Actifs financiers non courants		2 272	2 272	1 330	1 330
Créances clients	Prêts et créances	183 952	183 952	142 344	142 344
Actifs financiers	Prêts et créances	8 265	8 265	8 353	8 353
Dérivés	Couverture d'opérations	17	17	0	0
Instruments financiers dérivés relatifs à des opérations de couverture	Instruments de couverture	261	261	9	9
Autres actifs financiers		8 543	8 543	8 362	8 362
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	34 756	34 756	31 831	31 831
Emprunts financiers	Passifs financiers	84 052	84 892	99 817	100 919
Passifs financiers de location-financement	IAS 17	18 270	29 426	18 443	25 175
Dettes fournisseurs	Passifs financiers	67 988	67 988	61 356	61 356
Dettes fournisseurs	n.a.	39 767	39 767	39 242	39 242
Dettes fournisseurs		107 754	107 754	100 598	100 598
Dérivés	Couverture d'opérations	3 129	3 129	2 801	2 801
Instruments financiers dérivés relatifs à des opérations de couverture	Instruments de couverture	10 330	10 330	4 696	4 696
Autres passifs financiers	Passifs financiers	59 746	66 470	53 905	61 493
Autres passifs financiers	Juste valeur enregistrée en profit ou perte	5 833	5 833	5 428	5 428
Autres passifs financiers		79 038	85 762	66 830	74 418

La valeur comptable des instruments financiers pour chaque catégorie est présentée dans le tableau suivant :

	31 déc. 2016 en milliers €	31 déc. 2015 en milliers €
Actifs disponibles à la vente	1 946	1 330
Prêts et créances	226 972	182 528
Actifs détenus à des fins de transaction	17	0
Actifs détenus à des fins de couverture	261	9
Passifs financiers	211 785	215 078
Passifs détenus à des fins de transaction	3 129	2 801
Juste valeur enregistrée en profit ou perte	5 833	5 428
Passifs détenus à des fins de couverture	10 330	4 696

Pour les investissements de capitaux propres évalués à leur coût d'acquisition (actifs financiers), il n'est pas possible de déterminer la juste valeur de manière fiable en raison de l'absence de marchés actifs. Cela concerne principalement les participations dans les filiales non consolidées. Celles-ci sont principalement liés aux filiales commerciales du groupe ; le calcul de la juste valeur de ces activités ne serait donc pas pertinent pour les décisions économiques des utilisateurs. Actuellement, il n'est pas prévu de vendre ces actifs.

Les justes valeurs des instruments financiers ont été déterminées sur la base des informations de marché disponibles à la date de clôture et doivent être allouées à l'un des trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur conformément à la norme IFRS 13.

Pour le niveau 1, les instruments financiers sont calculés sur la base des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques. Pour le niveau 2, les instruments financiers sont calculés sur la base des paramètres obtenus à partir de données observables sur les marchés ou sur la base des prix du

marché pour des instruments similaires. Pour le niveau 3, les instruments financiers sont calculés sur la base de paramètres non observables sur les marchés.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à la date du bilan sont exclusivement des dérivés sous forme de contrats à terme et des swaps de taux d'intérêt. Ils ont été évalués sur la base des taux de change cotés sur les marchés des devises et des courbes de taux d'intérêt disponibles (niveau 2).

Le calcul de la juste valeur relative aux passifs financiers comptabilisés au coût amorti, en particulier les engagements envers les banques et les contrats de location-financement, a été réalisé sur la base de la courbe des taux d'intérêt du marché, en considérant (à titre indicatif) les « spreads » de taux de crédit attendus (niveau 2).

Le passif relatif aux unités "fantômes" en lien avec l'acquisition du rachat des titres de participation ne donnant pas le contrôle relatif à AllPure a été constaté sur la base du montant de la valeur actualisée des paiements attendus. Cette valeur actuelle a été déterminée à partir des revenus attendus de la société AllPure à compter de la date d'exercice et du taux d'actualisation ajusté au risque présenté ci-dessus (niveau 3).

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers restant se rapprochent de leur valeur comptable en raison de leur échéance principalement à court terme.

Mesure des justes valeurs

L'évaluation du passif de niveau 3 est basée sur une technique de flux de trésorerie actualisés, prenant en considération les paiements futurs attendus actualisés en utilisant un taux d'actualisation ajusté au risque. Les paiements attendus sont déterminés en prenant en compte les évolutions possibles des revenus futurs et les montants à payer en fonction de chaque scénario. La donnée non observable significative dans ce calcul est la prévision des revenus qui a été considérée à un taux de croissance d'environ 5 millions d'euros par an en moyenne.

La valeur comptable de la dette peut être réconciliée comme suit :

en milliers €	2016	2015
Solde au 1^{er} janvier	5 428	6 183
Variations de juste valeur	141	0
Charge d'intérêt incluse en profit ou en perte	86	93
Paielement	0	- 1 532
Effets liés à la conversion des devises étrangères	178	684
Solde au 31 décembre	5 833	5 428

Une augmentation (diminution) des ventes de 10 % pour chacune des années suivantes conduirait à une augmentation (diminution) du passif de 0,6 million d'euro (0,6 millions d'euros).

Le groupe comptabilise les transferts entre les niveaux des hiérarchies de la juste valeur à la fin de la période de reporting au cours de laquelle le changement a eu lieu. Au cours de la période courante, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux.

Les gains et pertes nets sur instruments financiers

Les gains et pertes sur les différentes catégories d'instruments financiers sont présentés dans le tableau suivant :

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Actifs disponibles à la vente	0	0
Prêts et créances	3 217	3 103
Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction	- 109	595
Juste valeur enregistrée en profit ou perte	227	93
Passifs financiers	- 7 254	- 13 503

Le résultat net sur actifs financiers disponibles à la vente comprend principalement des gains ou des pertes sur les placements en actions (dividendes ou gains provenant de la vente d'actions).

Le résultat net des prêts et créances comprend principalement les effets de la conversion des devises et des changements des postes de provisions.

Le résultat net des actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction comprend principalement les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés ainsi que les revenus d'intérêt et les charges d'intérêt pour ces instruments financiers.

Le résultat net de passifs financiers évalués au coût amorti comprend principalement les effets de la conversion des devises et les impacts liés à la juste valeur.

Le total des intérêts et charges pour les actifs et les passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur sans reconnaissance dans le compte de résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

	2016 12 mois en milliers €	2015 12 mois en milliers €
Produits financiers	427	362
Charges d'intérêts	- 4 133	- 3 767

C. Gestion du capital

Au sein du groupe Sartorius Stedim Biotech, le capital est géré avec l'objectif de maximiser les résultats des actionnaires tout en optimisant le ratio capitaux propres | dettes. De plus, nous nous assurons que toutes les sociétés du groupe respectent le principe de continuité d'exploitation.

Cette gestion du capital couvre les dettes financières détaillées dans les notes ci-dessous ainsi que la trésorerie et les équivalents et les capitaux propres.

D. Objectifs de la gestion des risques financiers

Le département Trésorerie du groupe Sartorius Stedim Biotech est centralisé au niveau de la société Sartorius Corporate Administration GmbH, filiale de Sartorius AG. Ce département fournit des services à toutes les sociétés du groupe Sartorius, y compris le groupe Sartorius Stedim Biotech, et coordonne l'accès aux marchés nationaux et internationaux. Le département Trésorerie surveille et contrôle en outre les risques financiers au moyen d'un processus de reporting qui consiste à analyser les risques en fonction de leur gravité et de leur ampleur. Ces risques concernent essentiellement les devises, les taux d'intérêt et le risque de liquidité.

Le groupe Sartorius Stedim Biotech s'efforce de réduire l'impact du risque de change en utilisant des instruments financiers dérivés. Les opérations de couverture et leur contrôle sont exécutés par des personnes différentes. Par ailleurs, le département Audit interne du groupe surveille régulièrement l'utilisation de ces instruments financiers. Les instruments financiers dérivés négociés sont traités principalement à des fins de couverture.

E. Gestion des risques de taux de change

Le groupe est exposé au risque de change dans la mesure où un tiers de son chiffre d'affaires est généré en dollars américains ou dans des monnaies liées au cours du dollar et, dans une moindre mesure, dans d'autres monnaies étrangères. Par conséquent, nous utilisons également des instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition au risque résultant de la conversion des monnaies constituant notre chiffre d'affaires. Pour la couverture des devises, des contrats à terme sont utilisés et, dans une mesure limitée, des opérations de couverture structurées.

Les contrats à terme garantissent la transaction et simultanément créent l'obligation de vendre un montant de la monnaie étrangère concernée à la date d'exercice à un taux de change spécifique contre l'euro, indépendamment du taux de change effectif à cette date. Le profit ou la perte résultant de la différence entre le taux effectif et le taux de change retenu précédemment est généralement affecté en produit ou en charge dans le compte de résultat.

En outre, des profits cible ont été conclus afin d'optimiser les opérations de couverture. Ces opérations garantissent la transaction et créent l'obligation d'échanger un montant convenu dans une devise étrangère pour le montant en euros correspondant à un taux de change fixe sur plusieurs dates butoirs aussi longtemps que le bénéfice résultant de ces opérations de change ne dépasse pas une limite définie contractuellement.

Notre horizon de couverture est d'environ un an et demi. La politique de couverture est révisée à intervalle régulier afin de l'adapter au mieux aux fluctuations de cours.

À la date de clôture, des contrats à terme ont été conclus pour un montant de 172 millions de dollars (107 millions de dollars en 2015) pour se couvrir contre le risque de fluctuation de la parité EUR | taux de change USD. Ce montant couvre environ un tiers de l'exposition nette attendue pour le dollar américain pour une période d'un an et demi. Par ailleurs, des contrats à terme ont été conclus sur le yen japonais et le franc suisse pour de petits volumes.

Les tableaux suivants présentent les contrats de couverture du risque de change en vigueur au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2016:

31 déc. 2015	Monnaie étrangère	Volume	Échéance	Juste valeur en milliers €
Contrat à terme	USD	15 000 000	T1 2017	- 1 098
	USD	14 500 000	T2 2016	- 734
	USD	15 500 000	T3 2016	- 680
	USD	15 000 000	T4 2016	- 844
	USD	11 500 000	T1 2017	- 463
	USD	10 500 000	T2 2017	- 520
	USD	12 000 000	T3 2017	- 577
	USD	13 000 000	T4 2017	- 492
		USD	107 000 000	
Contrat de change à prix d'exercice fixe	USD	14 000 000	T3 2017	- 43
Contrat à terme	GBP	- 500 000	T1 2017	4
Contrat à terme	CHF	- 2 000 000	T1 2017	- 49
	CHF	- 1 000 000	T2 2016	- 51
	CHF	- 3 000 000		- 100
Contrat de change à prix d'exercice fixe	JPY	525 000 000	T3 2017	- 23

31 déc. 2016	Monnaie étrangère	Volume	Échéance	Juste valeur en milliers €	
Contrat à terme	USD	18 500	T1 2017	- 1 538	
	USD	21 500	T2 2017	- 1 922	
	USD	19 000	T3 2017	- 1 729	
	USD	20 000	T4 2017	- 1 282	
	USD	18 000	T1 2018	- 1 118	
	USD	15 000	T2 2018	- 1 033	
	USD	15 000	T3 2018	- 788	
	USD	16 000	T4 2018	- 1 011	
	USD	10 000	T1 2019	- 253	
	USD	9 000	T2 2019	- 215	
	USD	7 000	T3 2019	- 110	
	USD	3 000	T4 2019	8	
		USD	172 000		- 10 991
	Contrat de taux structuré	USD	6 000	T1 2017	- 118
USD		6 000	T2 2017	- 118	
USD		6 000	T3 2017	- 118	
USD		6 000	T4 2017	- 118	
USD		6 000	T1 2018	- 118	
USD		4 000	T2 2018	- 38	
USD		3 000	T3 2018	2	
USD		2 000	T4 2018	1	
	USD	39 000		- 627	
Contrat à terme	CHF	4 000	T1 2017	41	
	CHF	2 000	T2 2017	40	
	CHF	2 000	T3 2017	39	
	CHF	2 000	T4 2017	40	
	CHF	2 000	T1 2018	40	
	CHF	12 000		200	
Contrat de taux structuré	JPY	- 75 000	T1 2017	- 25	
	JPY	- 75 000	T2 2017	- 25	
	JPY	- 75 000	T3 2017	- 25	
	JPY	- 25 000	T4 2017	- 8	
	JPY	- 250 000		- 84	

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement à leur juste valeur dès que le contrat est négocié et sont ultérieurement évalués à leur juste valeur. Tous gains et pertes provenant des variations de juste valeur de ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés directement en résultat à la date de clôture. Si les gains et pertes provenant des variations de juste valeur de dérivés peuvent être qualifiés d'instruments de couverture, au sens d'IAS 39 - Couverture de flux de trésorerie -, ils sont comptabilisés directement en capitaux propres dans les autres éléments du résultat global (pour un montant cumulé en 2016 de -9,9 millions d'euros contre un montant de -4,7 millions d'euros en 2015). Les montants directement comptabilisés en capitaux propres sont reconnus dans le compte de résultat lorsque les transactions couvertes concernées affectent le résultat.

Si le taux de change du dollar américain contre l'euro avait baissé de 10 %, la situation nette aurait augmenté de 25,0 millions d'euros (14,6 millions d'euros en 2015) et le résultat aurait augmenté de 1,0 millions d'euros (3,6 millions d'euros en 2015).

À l'inverse, si le taux de change du dollar américain contre l'euro avait augmenté de 10 %, l'impact sur le résultat financier aurait été une perte de 4,6 millions d'euros (perte de 4,5 millions d'euros en 2015) et l'impact sur le résultat global aurait été une perte de 23,5 millions d'euros (perte de 17,9 millions d'euros en 2015).

Une variation du franc suisse (CHF) contre l'euro aurait principalement un impact sur l'évaluation du passif relatif à l'acquisition en 2012 de l'activité milieu de culture cellulaire de la société Lonza (libellé en franc suisse). Une augmentation du franc suisse face à l'euro de 5 % conduirait à une augmentation d'un montant de 2,3 millions d'euros (2,2 millions d'euros en 2015) et une diminution du franc suisse face à l'euro de 5 % conduirait à une diminution d'un montant de 2,1 millions d'euros (2,0 millions d'euros en 2015).

F. Gestion des risques de taux d'intérêt

Le groupe Sartorius Stedim Biotech est maintenant financé principalement par le biais de sa société mère, la société Sartorius AG. Ce changement important implique que la plupart des prêts sont des prêts avec des taux d'intérêt variables ; par conséquent, le groupe continue d'être exposé au risque de taux d'intérêt. Pour contrôler le risque de taux, un ratio est déterminé entre les prêts à taux fixes et à taux variables. En outre, le groupe a conclu des couvertures de taux d'intérêt sous la forme de swaps de taux, qui couvrent la majorité des encours à taux variables. En conséquence, le groupe encaisse le principal basé sur des taux d'intérêt variables valables sur le marché et paie un taux d'intérêt fixe.

Le tableau suivant donne un aperçu des contrats d'intérêt de couverture disponibles à la date de clôture :

Instrument sous-jacent	Volume de couverture au 31 déc. 2016, en milliers €	Volume de couverture au 31 déc. 2015, en milliers €	Échéance contrat	Taux d'intérêt couvert	Juste valeur au 31 déc. 2016 en milliers €	Juste valeur au 31 déc. 2015 en milliers €
Swap de taux	40 000	40 000	août 2018	1,68 % - 1,79 %	- 1 353	- 1 920
Total					- 1 353	- 1 920

La stratégie générale de couverture du groupe consiste à sécuriser environ 50 % de l'exposition au risque pour une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. Au 31 décembre 2016, les emprunts à taux d'intérêt variables s'élèvent à environ 50 millions d'euros et le volume couvert est de 40 millions d'euros pour les deux prochaines années.

G. Gestion du risque de liquidité

Les échéances des passifs financiers hors instruments financiers dérivés sont présentées dans le tableau suivant :

	Valeur comptable au 31 déc. 2015 en milliers €	Flux de trésorerie au 31 déc. 2015 en milliers €	< 1 an en milliers €	1 – 5 ans en milliers €	> 5 ans en milliers €
Emprunts et autres passifs financiers (non-courants et courants)	99 817	115 053	101 556	13 497	0
Contrats de location-financement	18 443	36 600	1 954	8 616	26 029
Dettes fournisseurs	61 356	61 356	61 356	0	0
Autres passifs (instruments dérivés exclus)	59 334	68 073	11 882	23 887	32 303
Passifs financiers	238 949	281 081	176 748	46 001	58 332

	Valeur comptable au 31 déc. 2016 en milliers €	Flux de trésorerie au 31 déc. 2016 en milliers €	< 1 an en milliers €	1 – 5 ans en milliers €	> 5 ans en milliers €
Emprunts et autres passifs financiers (non-courants et courants)	84 052	108 926	99 010	9 916	0
Contrats de location-financement	18 270	36 495	1 972	8 312	26 212
Dettes fournisseurs	67 988	67 988	67 988	0	0
Autres passifs (instruments dérivés exclus)	65 579	77 300	19 406	22 037	35 857
Passifs financiers	235 888	290 710	188 376	40 265	62 069

Les flux de trésorerie figurant dans les tableaux ci-dessus comprennent les paiements prévus non actualisés en rapport avec les passifs financiers, y compris les paiements d'intérêt associés sur la base des taux d'intérêt à la date de clôture.

Les emprunts et dettes financières comprennent l'emprunt contracté auprès de la société mère, la société Sartorius AG.

Les autres passifs comprennent les paiements futurs liés à l'acquisition de l'activité de milieux de culture cellulaires de la société Lonza et le passif lié à la société AllPure (Voir section 26).

Les tableaux suivants illustrent l'analyse de la liquidité des instruments financiers dérivés basés sur les flux de trésorerie non actualisés :

	Valeur comptable au 31 déc. 2015 en milliers €	Flux de trésorerie au 31 déc. 2015 en milliers €	< 1 an en milliers €	1 – 5 ans en milliers €	> 5 ans en milliers €
Réalisation brute					
Contrats à terme	5 577	5 503	3 451	2 052	0
Obligation de paiement		93 668	51 311	42 357	0
Demande de paiement		- 88 165	- 47 860	- 40 305	0
Réalisation nette					
Swaps de taux d'intérêt	1 920	1 947	761	1 186	0
Instruments financiers dérivés	7 497	7 450	4 212	3 238	0

	Valeur comptable au 31 déc. 2016 en milliers €	Flux de trésorerie au 31 déc. 2016 en milliers €	< 1 an en milliers €	1 – 5 ans en milliers €	> 5 ans en milliers €
Réalisation brute					
Contrats à terme	10 999	10 979	6 499	4 480	0
Obligation de paiement		145 314	72 624	72 690	
Demande de paiement		- 134 336	- 66 126	- 68 210	
Réalisation nette					
Swaps de taux d'intérêt	1 353	1 346	813	533	
Instruments financiers dérivés	12 352	23 304	13 810	9 494	0

Les contrats à terme structurés (basé sur un bénéfice cible à terme) d'un montant de -711 milliers d'euros (2015: -66 milliers d'euros) ne sont pas inclus dans les montants ci-dessus.

Le groupe contrôle le risque de liquidité en maintenant avec ses banques des lignes de crédit et d'autres facilités,

en suivant en permanence les flux de trésorerie prévus et réels, ainsi qu'en gérant les profils de maturité des actifs et passifs financiers.

Le tableau ci-dessous présente les lignes de crédit disponibles à la date de clôture du bilan :

	Lignes de crédit au 31 déc. 2015	< 1 an en milliers €	1 – 5 ans en milliers €	> 5 ans en milliers €	Taux d'intérêt	Lignes de crédit utilisées au 31 déc. 2015	Lignes de crédit non utilisées au 31 déc. 2015
Prêt de Sartorius A.G.	300 000	0	300 000	0	variable	73 379	226 621
Ligne de crédit bilatérale	32 525	20 025	12 500	0	variable et fixe	26 438	6 087
Total	332 525	20 025	312 500	0		99 817	232 708

	Lignes de crédit au 31 déc. 2016	< 1 an en milliers €	1 – 5 ans en milliers €	> 5 ans en milliers €	Taux d'intérêt	Lignes de crédit utilisées au 31 déc. 2016	Lignes de crédit non utilisées au 31 déc. 2016
Prêt de Sartorius A.G.	300 000	0	300 000	0	variable	51 039	248 961
Ligne de crédit bilatérale	36 450	27 075	9 375	0	variable et fixe	33 014	3 436
Total	336 450	27 075	309 375	0		84 053	252 397

Si le taux d'intérêt du marché avait été supérieur d'un point, les charges financières enregistrées dans le compte de résultat auraient été supérieures de 0,5 million d'euros (0,8 million d'euros en 2015). Cet effet serait compensé partiellement par une augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt d'un montant de 0,3 million d'euros, (1,0 millions d'euros en 2015).

Au niveau de la baisse des taux d'intérêt, nous avons considéré un taux de 0% d'intérêt de base. L'incidence sur le résultat financier aurait été de -1,1 million d'euros

(-0,1 million d'euros en 2015) en lien avec la valorisation des swaps de taux d'intérêt.

H. Autres risques liés aux instruments financiers

À la date de clôture, le groupe Sartorius Stedim Biotech n'a pas été exposé au risque de volatilité du cours des actions.

Pour les risques crédit, merci de vous référer à la section 0.

31. Paiements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions concernent des plans de stock-options consentis au personnel.

La situation des différents plans de stock-options au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2016 est résumée ci-après :

	31 déc. 2016, nombre d'options	31 déc. 2015, nombre d'options
En circulation en début de période	0	8 000
Attribuées durant la période	0	0
Annulées durant la période	0	0
Exercées durant la période	0	- 8 000
Expirées durant la période	0	0
En circulation en fin de période	0	0
Pouvant être exercées en fin de période	0	0

Date de l'Assemblée générale autorisant le plan	Date d'attribution par le Conseil d'administration	Nombre initial d'options à souscrire	Nombre d'actions à souscrire par les cadres dirigeants	Nombre de cadres dirigeants concernés	Nombre de bénéficiaires initiaux	Souscription au prix en €	Nombre d'actions souscrites sur l'exercice 2015	Nombre d'options consenties et pouvant être exercées au 31 déc. 2015	Nombre d'options soumises à des objectifs au 31 déc. 2015	Total du nombre de bénéficiaires d'options valables
10 juin 2005	15 sept. 2005	127 500	0	0	15	18,87	5 000	0	0	0
10 juin 2005	10 nov. 2006	35 000	0	0	2	29,51	3 000	0	0	0
Total		162 500	0		17		8 000	0	0	0
								0		

La charge de l'exercice 2016 est nulle. Il n'y a eu aucun nouveau plan d'option en 2016. Toutes les options ayant été maintenant exercées, le programme est clos en conséquence.

Des options d'achat et de souscription d'actions sont attribuées à certains employés et dirigeants par le groupe et dénouées en actions Sartorius Stedim Biotech. La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée, par référence à la juste valeur desdites options, à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le groupe utilise un modèle mathématique de type binomial.

La juste valeur totale de chaque plan ainsi déterminée est reconnue en charge étalée de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits du plan en question. Cette dépense est constatée en charge de

personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées. Lors de l'exercice des options, le montant en trésorerie perçu par le groupe au titre du prix d'exercice est comptabilisé en trésorerie en contrepartie du capital social et des réserves.

Sartorius AG, actionnaire majoritaire de Sartorius Stedim Biotech, prévoit des paiements en actions sous la forme "d'unités d'actions virtuelles" (« phantom stock units »). En vertu de ce plan, chaque membre du Conseil d'administration peut se voir accorder un certain nombre d'« unités d'actions virtuelles » chaque année sur la base d'une somme convenue à l'avance. L'exercice de ces « stock units » n'est pas possible avant une période de quatre ans et est fonction de certaines exigences relatives à la performance des actions Sartorius AG. Lorsque ces actions sont payées, le montant est basé sur le prix de l'action à la date d'exercice. Le paiement est plafonné à un montant de

2,5 fois le prix de l'action au moment où les options virtuelles ont été accordées. Pour plus de détails se référer au chapitre « Gouvernance d'entreprise ».

La juste valeur de ces éléments est évaluée comme suit :

	Nombre d'unités de « phantom stock »	Prix de souscription en €	Juste valeur au 1er janvier de l'année d'attribution en milliers €	Juste valeur à la clôture au 31 décembre 2016 en milliers €	Montants versés en milliers €	Exerçable
Unités de « phantom stock » pour 2012	28 460	8,28	235	0	588	Payé en 2016
Unités de « phantom stock » pour 2013	14 744	17,34	256	639	0	non
Unités de « phantom stock » pour 2014	12 912	21,01	271	678	0	non
Unités de « phantom stock » pour 2015	11 816	24,70	292	729	0	non
Unités de "Phantom stock" pour 2016	5 660	57,41	325	312	0	non
Total	73 592		1 379	2 358	588	

Autres informations

Les comptes consolidés ont été arrêtés selon le principe de la continuité d'exploitation.

Faits marquants après la date de clôture

Pas de faits marquants depuis le 31 décembre 2016.

Effectifs

L'effectif moyen employé durant l'exercice s'élève à 4 563 personnes en 2016 (3 995 personnes en 2015).

32. Parties liées

Sartorius AG est l'actionnaire majoritaire de Sartorius Stedim Biotech S.A. Elle détient 74,3 % des actions - et 84,5 % des droits de vote.

Descriptif général

Le groupe Sartorius est organisé en deux divisions : la division « Bioprocess Solutions » (principalement gérée par le groupe Sartorius Stedim Biotech et la division « Laboratoires, Produits et Services » (principalement gérée par les autres sociétés du groupe Sartorius). Cette structure implique que le groupe détient deux filiales dans la plupart des pays et que ces entreprises partagent les locaux, le personnel et d'autres ressources. En outre, les sociétés du groupe allemand exercent diverses fonctions centrales et par conséquent offrent des services aux entités à travers le monde (par exemple le support informatique). La société Sartorius Corporate Administration GmbH, une filiale à 100 % de la société Sartorius AG, a intégré des nombreuses fonctions groupe comme la fonction finance groupe, les ressources humaines, l'informatique, les relations avec les investisseurs, le marketing et les activités juridiques. Ces services sont facturés au sein du groupe et, dans une large mesure au groupe Sartorius Stedim Biotech.

Les structures décrites conduisent à diverses relations et transactions avec les parties liées. Les transactions entre Sartorius Stedim Biotech S.A. et ses filiales (présentées en note 6) ont été éliminées lors de la consolidation et ne sont pas mentionnées dans la présente note. Des détails sur les transactions entre le groupe et les autres parties liées, principalement avec les autres sociétés du groupe Sartorius, sont mentionnés ci-dessous.

Ventes, achats et commissions

Dans certaines unités opérationnelles, des membres du groupe Sartorius sont des fabricants sous contrat pour le groupe Sartorius Stedim Biotech et vice versa. Ces opérations respectives sont effectuées selon le principe de la pleine concurrence et sont décrites dans le tableau ci-dessous comme « ventes » et « achats ».

	Chiffre d'affaires 2016 en milliers €	Achats 2016 en milliers €
Parties liées du groupe Sartorius	48 063	5 067
	Chiffre d'affaires 2015 en milliers €	Achats 2015 en milliers €
Parties liées du groupe Sartorius	36 450	4 762

Certains produits du portefeuille du groupe Sartorius Stedim Biotech sont vendus par les commerciaux des autres entités commerciales du groupe Sartorius. Pour la réalisation de ces ventes, le groupe Sartorius Stedim Biotech a versé des commissions pour un montant de 6,9 millions d'euros (8,9 millions d'euros en 2015). Ces commissions sont généralement calculées selon un pourcentage du chiffre d'affaires généré.

Frais de direction

Deux des membres du Conseil d'administration de Sartorius Stedim Biotech S.A. sont également membres du Comité exécutif de Sartorius AG et sont payés par la société mère allemande. Pour les services accomplis dans le cadre du groupe Sartorius Stedim Biotech, une partie de leur rémunération est refacturée à Sartorius Stedim Biotech SA (1,2 million d'euros en 2016 et 1,4 million d'euros en 2015) et une autre à Sartorius Stedim Biotech GmbH (1,4 million d'euro en 2016 et 1,6 million d'euros en 2015).

Les autres fonctions relatives aux actionnaires telles que le reporting de l'information financière du groupe, l'activité de conformité et les relations avec les investisseurs sont effectuées par la société Sartorius Corporate Administration GmbH mentionnée ci-dessus en Allemagne. Ces services ont été imputés à Sartorius Stedim Biotech S.A. pour un montant de 0,8 million d'euros (2015 : 0,6 million d'euros).

Prêt

Comme décrit dans la note 25, le groupe Sartorius Stedim Biotech a obtenu un prêt de sa société mère, la société Sartorius AG, pour un montant de 300 millions d'euros ; l'utilisation actuelle est d'environ 54 millions d'euros (73 millions d'euros en 2015). L'intérêt exigé est basé sur un taux d'intérêt variable plus une marge de crédit dans les conditions de pleine concurrence.

Coûts administratifs et coûts partagés

Comme décrit ci-dessus, les entreprises dans la plupart des pays partagent certaines fonctions et les coûts corrélatifs. Plusieurs contrats de service et de sous-location sont en place entre les sociétés du groupe Sartorius et les sociétés du groupe Sartorius Stedim Biotech. Ces contrats comprennent un bail de sous-location pour locaux et la refacturation des fonctions administratives centrales comme la comptabilité et le contrôle de gestion, la gestion des ressources humaines et l'informatique. À ce titre, les sociétés en question refacturent les loyers, les salaires et charges sociales et plus généralement des frais généraux (honoraires, conseils et prestations) exercés dans le cadre de cette activité, majorés d'une rémunération proportionnelle.

Le contrat le plus significatif a été passé entre les sociétés Sartorius Stedim Biotech GmbH en Allemagne et Sartorius Corporate Administration GmbH. Cette dernière fournit de manière indépendante l'ensemble des fonctions de services et d'administration centrales à Sartorius Stedim Biotech GmbH ainsi qu'à d'autres sociétés du groupe. Le calcul pour la refacturation des services comprend généralement une marge de 3 % sur les coûts totaux. 3 % est une marge conforme aux principes de pleine concurrence définis par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) et l'Union européenne pour ces activités. En 2016, elle a fourni pour 36,0 millions d'euros de services à la société Sartorius Stedim Biotech GmbH (30,8 millions d'euros en 2015). Ce montant regroupe les fonctions suivantes :

- Communication, marketing, activité d'e-business, développement des affaires,
- Environnement, santé et sécurité, entretien et maintenance,
- Finances, ressources humaines, technologies de l'information,
- Services centraux et organisation générale.

Rémunération des dirigeants :

En 2015 et 2016, les membres de la direction ont perçu les rémunérations suivantes :

	Total en milliers €	Avantages à court terme en milliers €	Avantages postérieurs à l'emploi en milliers €	Autres avantages à long terme en milliers €	Indemnités de fin de contrat de travail en milliers €	Paiements en actions en milliers €
2016 ¹⁾	5 765	3 333	329	435	0	1 668
2015 ¹⁾	6 715	3 173	305	506	0	2 731

¹⁾ Pour de plus amples informations, merci de se référer au chapitre « Gouvernance d'Entreprise » (Pages 73 à 111)

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SARTORIUS STEDIM BIOTECH S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 6 « Jugements et estimations » aux états financiers consolidés mentionne les jugements et les

estimations significatifs retenus par la Direction, en particulier ceux relatifs à l'activation des frais de recherche et développement, aux tests de perte de valeur portant sur les goodwill et sur les actifs à durée de vie indéfinie.

Votre groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation du goodwill et des actifs à durée de vie indéfinie, et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs long-terme, selon les modalités de la note 19 « Goodwill et autres immobilisations incorporelles » aux états financiers consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par votre groupe, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à vérifier que ces notes de l'annexe aux états financiers consolidés donnent une information appropriée sur les hypothèses et options retenues par votre groupe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Marseille, le 17 février 2017

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
John Evans
Associé

Deloitte & Associés
Christophe Perrau
Associé

Comptes annuels Sartorius Stedim Biotech S.A.
et notes annexes

05

Comptes annuels

Bilan actif (en milliers d'euros)

	Valeurs brutes au 31 déc. 2016	Amortissements et provisions au 31 déc. 2016	Valeurs nettes au 31 déc. 2016	Valeurs nettes au 31 déc. 2015
Immobilisations incorporelles	552	- 61	492	520
Immobilisations corporelles	17 662	- 10 437	7 225	7 732
Immobilisations financières	128 825	0	128 825	128 079
Total actif immobilisé	147 039	- 10 498	136 542	136 331
Stocks et en-cours	0	0	0	0
Créances				
Créances clients tiers	0	0	0	0
Autres créances	15 979	0	15 979	15 376
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	3 371		3 371	13
Total actif circulant	19 351	0	19 351	15 389
Charges constatées d'avance	0		0	50
Écart de conversion actif	0		0	0
Total de l'actif	166 390	- 10 498	155 892	151 770

Bilan passif (en milliers d'euros)

	Au 31 déc. 2016	Au 31 déc. 2015
Capital	18 436	15 367
Primes d'émission et de fusion	12 609	16 315
Réserves	2 127	2 126
Report à nouveau	11 982	13 416
Résultat de l'exercice	54 324	29 312
Provisions réglementées	4 088	4 088
Total capitaux propres	103 566	80 623
Provisions pour risques et charges	0	0
Total provisions pour risques et charges	0	0
Emprunts et dettes assimilées	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	170	1 070
Dettes fiscales et sociales	240	57
Dettes sur immobilisations	0	75
Autres dettes	51 917	69 945
Total dettes	52 327	71 147
Écart de conversion passif	0	0
Total du passif	155 892	151 770

Compte de résultat (en milliers d'euros)

	Au 31 déc. 2016	Au 31 déc. 2015
Chiffre d'affaires	1 843	1 593
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Reprise sur amortissements et provisions	0	0
Autres produits d'exploitation et transfert de charges	1	5
Achats consommés	0	0
Services extérieurs	- 3 364	- 3 058
Impôts et taxes	- 824	- 814
Charges de personnel	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 768	- 684
Autres charges	- 502	- 349
Résultat opérationnel	(3 613)	(3 307)
Résultat financier	53 394	33 286
Résultat courant	49 781	29 979
Résultat exceptionnel	0	- 14
Impôts sur le résultat	4 543	(653)
Résultat net	54 324	29 312

1. Faits marquants de l'exercice

La société Sartorius Stedim Biotech S.A. a absorbé, aux termes d'une opération de fusion par absorption, la société VL Finance, société par actions simplifiée au capital de 4 614 710 euros, dont le siège social est sis Zone Industrielle Les Paluds – Avenue de Jouques, 13400 Aubagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Marseille sous le numéro 377 509 112 (« VL Finance »).

La fusion s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation interne du groupe Sartorius visant à en simplifier la structure, notamment la détention des filiales françaises du groupe, et à réaliser des économies en termes de coûts de fonctionnement. L'existence de la structure juridique de VL Finance n'avait plus d'intérêt dans la mesure où cette société holding ne détenait plus qu'une unique participation dans la société Sartorius Stedim Biotech S.A.

Pour rappel, VL Finance n'employait aucun salarié et n'était titulaire d'aucune marque, d'aucun brevet et n'avait aucune activité commerciale.

Les impacts de cette fusion par absorption sont les suivants :

1/ Réduction du capital pour un montant de 1 642 milliers d'euros par la suppression de 1 642 095 actions détenues auparavant par VL Finance,

2/ Augmentation de capital pour un montant de 1 638 milliers d'euros par la création de 1 638 222 actions nouvelles,

3/ Imputation des frais relatifs à cette fusion (601 milliers d'euros) sur la prime d'émission et sur la prime de fusion.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 avril 2016 a décidé de diviser le nominal de l'action par 6 (soit 0,16 €uros) puis de le ramener à 0,20 €uros.

Cette opération s'est traduite par une augmentation de capital de 3 069 milliers d'euros par prélèvement sur la prime de fusion.

Enfin, la société Sartorius Stedim Financière S.A.S. – société sans activité opérationnelle – a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine (T.U.P.) au sein de la société Sartorius Stedim Biotech S.A.

2. Événements postérieurs à la clôture

Néant

3. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices et en présumant la continuité d'exploitation.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement 2014-03 de l'autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable général.

Sartorius Stedim Biotech S.A. est une société cotée sur Euronext Paris compartiment A (code ISIN FR 0000053266). Elle établit par ailleurs des comptes consolidés en conformité avec les normes internationales d'informations financières (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2016.

3.1. Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exception des frais engagés pour leur acquisition.

Pour les immobilisations incorporelles et corporelles, la société applique le règlement CRC n° 2002-10, recodifié par l'article 2-4 du règlement CRC n° 2004-06 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs selon la méthode « Approche par composants ».

3.1.1. Immobilisations incorporelles

Sont évalués sous cette rubrique : les frais d'établissement, les brevets, les logiciels et les droits aux bails.

Toutes ces immobilisations sont amorties linéairement selon les durées d'utilisation indicatives suivantes :

- Frais d'établissement : de un à cinq ans,
- Logiciels : de un à trois ans,
- Brevets : vingt ans,
- Droit au bail : dix-huit ans (basé sur la durée d'utilisation du bien).

Dans le cadre de l'implémentation de logiciels intégrés, les coûts de main d'œuvre directement concernés sont incorporés au montant immobilisé à leur coût de revient en fonction du temps passé.

La méthode d'évaluation des immobilisations incorporelles est celle du coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur constatées, dans le cadre récurrent.

3.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comprenant les frais d'installation de ces biens.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale et économique d'utilisation des biens sur le mode linéaire.

Toutes ces immobilisations sont amorties linéairement selon les durées d'utilisation indicatives suivantes :

- Constructions : de vingt à quarante ans,
- Agencement, aménagement, installations : de dix à quinze ans,
- Matériel et outillage industriel : de quatre à dix ans,
- Matériel de bureau et informatique : de trois à cinq ans,
- Matériel de transport : de quatre à cinq ans.

La méthode d'évaluation des immobilisations corporelles est celle du coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur constatées, dans le cadre récurrent.

3.1.3. Immobilisations financières

Les titres de participations correspondent pour l'essentiel aux investissements en capital dans les filiales et aux titres auto-détenus dans le cadre du programme de rachat d'actions ; ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, plus les éventuels frais d'acquisition.

Une dépréciation est éventuellement constituée pour tenir compte notamment, soit du cours de Bourse, soit de l'actif réel de ces filiales, de leur situation économique et de leurs perspectives.

Les participations détenues dans les filiales sont soumises à un test de dépréciation.

3.2. Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances dont le recouvrement est jugé incertain font l'objet d'une dépréciation.

4. Immobilisations (en milliers d'euros)

4.1. Immobilisations incorporelles

Immobilisations brutes	Au 31 déc. 2015	Augmentation en 2016	Diminution en 2016	Au 31 déc. 2016
Frais d'établissement	4	0	0	4
Brevets	0	0	0	0
Logiciels, licences	0	0	0	0
Droit au bail	548	0	0	548
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Total	552	0	0	552
Amortissement et dépréciation	32	28	0	60
Montant net	520	- 28	0	492

4.2. Immobilisations corporelles

Immobilisations brutes	Au 31 déc. 2015	Augmentation en 2016	Diminution en 2016	Au 31 déc. 2016
Terrains	496	0	0	496
Constructions	14 774	269	0	15 043
Installations techniques, matériels et outillages industriels	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	1 474	335	0	1 809
Immobilisations corporelles en cours & avances s/immobilisations	685	221	- 593	313
Total	17 430	825	- 593	17 662
Amortissement et dépréciation	Au 31 déc. 2015	Dotations	Reprises	Au 31 déc. 2016
Constructions	9 402	472	0	9 874
Installations techniques, matériels et outillages industriels	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	296	267	0	563
Total	9 698	739	0	10 437
Montant net des immobilisations corporelles	7 732	86	- 593	7 225

L'augmentation des immobilisations corporelles comprend des constructions, agencements et installations pour un montant net de 11 milliers d'euros et des immobilisations en cours relatives à des aménagements pour un montant de 221 milliers d'euros.

4.3. Immobilisations financières

Immobilisations financières	Au 31 déc. 2015	Augmentation en 2016	Diminution en 2016	Au 31 déc. 2016
Participations	127 869	108	0	127 977
Dépréciation des participations	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	210	0	- 18	192
Titres auto-détenus	0	353	0	353
Dépréciation des titres auto-détenus	0	0	0	0
Autres actifs non courants	0	303	0	303
Total	128 079	764	- 18	128 825

Le poste « Participations » représente :

- 99,99 % du capital de Sartorius Stedim Bioprocess SARL, société tunisienne ;
- 100 % du capital de Sartorius Stedim Biotech GmbH, société de droit allemand, suite au rapprochement des groupes Sartorius et Stedim en juin 2007 ;
- 100 % du capital de Sartorius Stedim Aseptics S.A., société française acquise en 2004 ;

- 100 % du capital de Sartorius Stedim FMT S.A.S., société française créée en lien avec le traité d'apport partiel d'actif en 2013 ;

- Autres participations : 1,0 millier d'euros.

Ce poste représente la participation de Sartorius Stedim Biotech dans la société Sartorius Stedim Russie.

5. Détail des créances (en milliers d'euros)

Échéance des créances à la clôture de l'exercice

Nature de la créance	Montant net	Part à - d'1 an	Part à + d'1 an
Dépôts et cautionnements	192	0	192
Actifs immobilisés	192	0	192
Avances et acomptes	0	0	0
Clients et comptes rattachés	0	0	0
Personnel et comptes rattachés	0	0	0
Organismes sociaux	0	0	0
Impôts et taxes	5 352	5 352	0
Groupe	10 625	10 625	0
Débiteurs divers	2	2	0
Actif circulant	15 979	15 979	0
Charges constatées d'avance		0	0
Total des créances	16 171	15 979	192

Le poste « Groupe » (10 625 milliers d'euros) comprend les créances de filiales et correspond notamment à des avances en trésorerie via des comptes courants effectuées auprès des sociétés Sartorius Stedim Biotech GmbH, Sartorius Stedim Bioprocess Tunisie et Sartorius Stedim FMT S.A.S.

Le poste « Impôts et taxes » (5 325 milliers d'euros) comprend principalement la créance nette d'impôt relative à l'intégration fiscale.

6. Échéance des dettes à la clôture de l'exercice (en milliers d'euros)

Nature de la dette	Montant net	Part à - d'1 an	Part de 1 à 5 ans	Part à + de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Moins de 2 ans à l'origine	0	0	0	0
Plus de 2 ans à l'origine	0	0	0	0
Concours bancaires courants et intérêts courus	0	0	0	0
Dettes fournisseurs	170	170	0	0
- dont effets de commerce	0	0	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0	0	0
Dettes fiscales et sociales	650	650	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0	0	0
Groupe et associés	51 504	51 504	0	0
Autres dettes	2	2	0	0
Total dettes	52 327	52 327	0	0

Le poste « Groupe et associés » (51 504 milliers d'euros) comprend les dettes vis-à-vis de filiales et correspond notamment aux avances en trésorerie liées à l'activité de cash-pooling via des comptes courants auprès des

sociétés Sartorius AG, Sartorius Stedim Biotech GmbH, Sartorius Stedim France S.A.S., Sartorius Stedim Aseptics S.A. et Sartorius Stedim FMT S.A.S.

Les charges à payer incluses dans ces postes représentent 278 milliers d'euros et concernent les éléments suivants :

Nature des éléments	Au 31 déc. 2016
Frais bancaires à payer	0
Fournisseurs, factures non parvenues	194
Congés payés, charges sociales incluses	0
Primes, charges sociales incluses et intéressement	0
Organismes sociaux à payer	84
Charges fiscales à payer	0
Participation	0
Total des charges à payer	278

7. Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'euros)**7.1. Capitaux propres**

Les impacts de l'opération de fusion par absorption de la société VL Finance par la société Sartorius Stedim Biotech SA sont les suivants :

1/ Réduction du capital pour un montant de 1 642 milliers d'euros par la suppression de 1 642 095 actions détenues auparavant par VL Finance (impact corrélatif sur la prime de fusion : 2 843 milliers d'euros)

2/ Augmentation de capital pour un montant de 1 638 milliers d'euros par la création de 1 638 222 actions nouvelles (impact corrélatif sur la prime de fusion : 2 812 milliers d'euros,

3/ Imputation des frais relatifs à cette fusion (601 milliers d'euros) sur la prime d'émission à hauteur de 175 milliers d'euros et sur la prime de fusion à hauteur de 426 milliers d'euros).

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 avril 2016 a décidé de diviser le nominal de l'action (1,00 Euros) par 6 (soit 0,16 Euros) puis de le ramener à 0,20 Euros.

Cette opération s'est traduite par une augmentation de capital de 3 073 milliers d'euros par prélèvement sur la prime de fusion.

Au 31 décembre 2015, le capital social s'élevait à 15 367 milliers d'euros, répartis en 15 367 238 actions de valeur nominale égale à 1 €.

Au 31 décembre 2016, le capital social s'élève à 18 436 milliers d'euros, répartis en 92 180 190 actions de valeur nominale égale à 0,20€.

L'Assemblée générale du 5 avril 2016 a approuvé l'affectation du bénéfice de l'exercice de + 29 312 milliers d'euros, comme suit :

– prélèvement sur le report à nouveau :
– 1 423 milliers d'euros ;

– réserve légale : 1 millier d'euros.

Il a été distribué à titre de dividendes un montant de 30 734 milliers d'euros (soit un dividende net par action de 0,20€).

	Affectation du résultat de 2016		Affectation du résultat de 2016		Affectation du résultat de 2016		Capitaux propres avant affectation du résultat 2016
	Avant	Mouvements	Après	Augmentation	Diminution	Total	
Nombre d'actions	15 367 238		15 367 238	66 960 382	-9 852 570		92 180 190
Capital social	15 367		15 367	4 711	1 642		18 436
Prime d'émission ou d'apport	175		175		175		0
Prime de fusion	16 140		16 140	2 812	6 343		12 609
Réserve légale	1 536	1	1 537				1 537
Autres réserves	591		591				591
Report à nouveau	13 415	- 1 423	11 992		10		11 982
Distribution de dividendes	0	30 734	30 734		30 734		0
Résultat de l'exercice à affecter	29 312	(29 312)	0				0
Résultat de l'exercice en cours			0	54 324			54 324
Provisions réglementées	4 088		4 088				4 088
Total	80 624	0	80 623	61 847	38 904		103 566

7.2. Stock-options

Néant.

8. État des risques et provisions (en milliers d'euros)

8.1. Provisions

Nature des provisions	Provisions au 31 déc. 2015	Dotations 2016	Reprises 2016	Provisions au 31 déc. 2016
Provisions réglementées				
Sur amortissements dérogatoires	4 088	0	0	4 088
Sous-total (1)	4 088	0	0	4 088
Provisions pour risques et charges				
Sur risque de change	0	0	0	0
Sur charges	0	0	0	0
Sur impôts	0	0	0	0
Sous-total (2)	0	0	0	0
Total général	4 088	0	0	4 088

8.2. Exposition au risque de marché

Risque sur les flux d'exploitation

Au 31 décembre 2016, il n'y a pas de montants nets libellés en devises au sein des postes créances et dettes.

Situation fiscale et situation fiscale latente

L'entreprise a opté le 1^{er} janvier 2008 pour le régime d'intégration fiscale dans le cadre d'un groupe fiscal dont la société mère est la société Sartorius Stedim Biotech S.A. Les autres sociétés membres sont Sartorius

Stedim Aseptics S.A., Sartorius Stedim France S.A.S., Sartorius Stedim FMT S.A.S. et Sartorius Stedim Financière S.A.S.

Les sociétés membres constatent l'impôt comme en l'absence d'intégration. C'est la société mère qui bénéficie des économies d'impôts liées au correctif et au déficit des autres sociétés membres.

Pour l'année 2016, l'impact net au titre de l'intégration fiscale représente un produit de 3 170 millions d'euros. Compte tenu du remboursement par l'Etat de la taxe sur les dividendes au titre des exercices 2013, 2014 et 2015 et de la prise en compte des crédits d'impôt, la société Sartorius Stedim Biotech S.A. a une créance sur l'Etat de 5 358 millions d'euros.

9. Produits d'exploitation (en milliers d'euros)

9.1. Chiffre d'affaires par activité

Activité	Au 31 déc. 2016		Au 31 déc. 2015	
		%		%
Prestations de services	1 843	100 %	1 593	100 %
Total	1 843	100 %	1 593	100 %

9.2. Chiffre d'affaires par zone géographique

Zone géographique	Au 31 déc. 2016		Au 31 déc. 2015	
		%		%
France	1 843	100 %	1 593	100 %
Exportation	0		0	0 %
dont Europe communautaire et autres pays	0		0	
dont Continent nord-américain	0		0	
Total	1 843	100 %	1 593	100 %

Le chiffre d'affaires correspond au loyer payé par la société Sartorius Stedim FMT S.A.S. au titre de l'utilisation des locaux sis à Aubagne dans le cadre de son activité opérationnelle.

10. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en milliers d'euros)

	Au 31 déc. 2016			Au 31 déc. 2015		
	Résultat avant impôts	Impôt correspondant	Résultat après impôt	Résultat avant impôts	Impôt correspondant	Résultat après impôt
Résultat courant	49 781	1 373	51 154	29 979	- 1 476	28 503
Résultat exceptionnel	0	0	0	- 14	0	- 14
Éléments liés à l'intégration fiscale	0	3 170	3 170	0	823	823
Résultat comptable	49 781	4 543	54 324	29 965	- 653	29 312

11. Information relative aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux membres des Conseils d'administration au titre des jetons de présence s'élevaient à 283,2 millions d'euros. Ils sont relatifs à l'exercice 2015 et ont été versés en 2016.

Aucun montant n'a été versé aux membres de la direction générale par Sartorius Stedim Biotech S.A. au cours de l'exercice 2016. Une partie de la rémunération de la direction générale a été refacturée par Sartorius AG à Sartorius Stedim Biotech S.A. pour un montant de 1 231 millions d'euros.

12. Engagements financiers hors bilan (en milliers d'euros)

Nature de l'engagement	Nota	Au 31 déc. 2016	Au 31 déc. 2015
Engagements donnés			
Garanties données pour lignes de crédit bilatérales		0	0
Garanties données pour contrats de couverture de change		0	0
Contrats de location Et de leasing		0	0
Engagements reçus			
Capacité contractuelle d'emprunts auprès des établissements de crédit		0	0

Les engagements relatifs au contrat de location-financement sont résumés ci-après :

Crédit-baux	< 1 an en milliers €	1 - 5 ans en milliers €	> 5 ans en milliers €	Total	Valeur de rachat
Immobilisations corporelles					
Bâtiments et agencements	291	1 164	509	1 964	0
Total	291	1 164	509	1 964	

Crédit-baux	Valeur d'origine	Redevances de l'exercice	Redevances cumulées	Dotations aux amortissements de l'exercice	Dotations aux amortissements cumulées
Immobilisations corporelles					
Bâtiments et agencements	2 391	279	960	93	211
Total	2 391	279	960	93	211

Le bâtiment acquis en crédit-bail est devenu opérationnel au cours de l'exercice 2015.

13. Éléments concernant les parties liées (en milliers d'euros)

Les entreprises liées sont principalement sa maison mère, la société Sartorius AG, et les sociétés détenues par Sartorius Stedim Biotech S.A., à savoir les sociétés Sartorius Stedim FMT S.A.S., Sartorius Stedim Biopro-

cess SARL, Sartorius Stedim Aseptics S.A. et Sartorius Stedim Biotech GmbH.

La société Sartorius Stedim Biotech S.A. est consolidée dans les comptes de Sartorius AG, Weender Landstrasse 94 - 108, 37075 Goettingen (Allemagne).

Vous trouverez ci-après le tableau des principaux montants relatifs aux entreprises liées :

Postes	Au 31 déc. 2016	Au 31 déc. 2015
Participations	127 977	127 869
Créances clients et comptes rattachés	766	0
Autres créances	9 860	15 125
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	51 504	69 661
Produits de participation	54 965	34 405
Autres produits financiers	7	781
Charges financières	1 560	1 899

Vous trouverez ci-après le tableau des filiales et participations :

Au 31 déc. 2016	Capital social	Réserves prime d'émission et report à nouveau avant affectation	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Mouvement des cautions et avals	C.A. H.T. de l'exercice	Résultat net	Dividendes encaissés
				brute	nette					
Sartorius Stedim Biotech GmbH			100,00 %							
(Euros)	6 000	85 581		79 949	79 949		0	440 549	189 636	50 000
Sartorius Stedim FMT S.A.S.			100,00 %							
(Euros)	42 940	2 259		42 940	42 940	- 12 626	0	145 445	-9 856	1 867
Sartorius Stedim Bioprocess SARL			99,99 %							
(Dinars)	5 950	2 743						40 476	2 228	0
(Euros)				3 132	3 132	2 735	0	18 282	1 006	0
Sartorius Stedim RUS			100,00 %							
(Roubles)	8 000	10 231						126 365	1 174	0
(Euros)		127		109	109	0	0	1 566	15	0
Sartorius Stedim Aseptics S.A.			100,00 %							
(Euros)	448	3 277		1 848	1 848	- 6 550	0	12 138	3 877	3 098
Au 31 déc. 2015	Capital social	Réserves prime d'émission et report à nouveau avant affectation	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Mouvement des cautions et avals	C.A. H.T. de l'exercice	Résultat net	Dividendes encaissés
				brute	nette					
Sartorius Stedim Biotech GmbH			100,00 %							
(Euros)	6 000	84 232		79 949	79 949	3 495	0	392 079	45 028	31 000
Sartorius Stedim FMT S.A.S.			100,00 %							
(Euros)	42 940	0		42 940	42 940	- 30 722	0	129 737	4 667	600
Sartorius Stedim Bioprocess SARL			99,99 %							
(Dinars)	5 950	2 743						38 244	- 234	3 603
(Euros)				3 132	3 132	4 139	0	17 571	- 108	1 655
Sartorius Stedim RUS			100,00 %							
(Roubles)	10	0						72 818	- 1 171	0
(Euros)	0	0		0	0	0	0	1 067	- 17	0
Sartorius Stedim Aseptics S.A.			100,00 %							
(Euros)	448	3 277		1 848	1 848	- 5 906	0	8 057	2 196	1 150

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SARTORIUS STEDIM BIOTECH S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 3.1.3 et 4.3 de l'annexe aux comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la

valorisation des titres de participation et des titres auto-détenus. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans ces notes de l'annexe aux comptes annuels, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Marseille, le 17 février 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

John Evans

Deloitte & Associés

Christophe Perrau

Informations complémentaires

06

Autres informations légales

Informations générales sur l'émetteur

Dénomination sociale

La raison sociale de la société est :
« Sartorius Stedim Biotech ».

Dans tous actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie des mots « société anonyme » ou des initiales « S.A. » et de l'énonciation du montant du capital social (Statuts, titre 1, article 1).

Siège social

Le siège social est fixé en France à Aubagne (13400), Z.I. Les Paluds, avenue de Jouques.

Le numéro de téléphone est le + 33 (0)4 42 84 56 00.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'administration sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée générale ordinaire annuelle et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Lors d'un transfert décidé par le Conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence (Statuts, titre 1, article 2).

Forme juridique et législation applicable

Société anonyme à Conseil d'administration de droit français, soumise à la législation française et notamment aux dispositions du Code de commerce.

Date de constitution et durée de la société

La société a été fondée le 28 septembre 1978 sous la forme d'une société anonyme. La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux statuts (Statuts, titre 1, article 3).

Objet social

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- l'acquisition, la mise en valeur, l'administration et la gestion de titres de participations, valeurs mobilières, droits de vote et autres droits sociaux dans toutes sociétés quelle que soit son activité et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de société nouvelle, d'apport en nature de tous droits sociaux, de droits de souscription, de fusion, d'achats de titres et autres droits sociaux ou de constitution de société ;
- la direction, l'animation et la coordination de l'activité de ses filiales et participations ; le cas échéant, la fourniture à celles-ci de toutes prestations de services, de nature administrative, financière, comptable ou juridique, la fourniture de tous avis et conseils et la réalisation ou la commande de toutes études ou recherches nécessaires à leur développement et à leur croissance ;
- et plus généralement, toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou civiles se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou à tout autre objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement (Statuts, titre 1, article 4).

Registre du commerce et des sociétés et code APE

La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Marseille, sous le numéro d'identification RCS B 314 093 352. Son code d'activité économique (APE) est 6420Z (Activité des sociétés holding).

Consultation des documents juridiques au siège de la société

Le Document de Référence peut être consulté au siège de la société, sur son site internet et sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers. Pendant la durée de validité du présent Document de Référence, les statuts, les rapports des commissaires aux comptes et les états financiers des trois derniers exercices, ainsi que tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques de la société et de ses filiales des trois derniers exercices, évaluations et déclarations établis par un expert, lorsque ces documents sont prévus par la loi et tout autre document prévu par la loi, peuvent être consultés au siège social de la société.

Exercice social

L'exercice social est d'une durée de douze mois qui commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année (Statuts, titre 1, article 6).

Capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social de la société était de 18 436 038 divisé en 92 180 190 actions de 0,20 euro entièrement libérées, dont 74,3 % sont détenues directement par Sartorius AG.

Clauses statutaires particulières

Forme des actions

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Elles donnent droit à une inscription en compte dans les conditions prévues par la loi (Statuts, titre 2, extrait de l'article 1).

Affectation du bénéfice

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hormis le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie du capital. Toutefois, après prélè-

vement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'Assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge nécessaire d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Assemblée générales des actionnaires

Convocation

Les Assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Les Assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts. Les Assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie. Les délibérations des Assemblées générales obligent tous les actionnaires même absents, dissidents ou incapables (Statuts, titre 3, article 13). Les Assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou à défaut, par le commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet. Les Assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation (Statuts, titre 3, extrait de l'article 14). Les formes et les délais de la convocation sont réglés par la loi.

Ordre du jour

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi, notamment l'ordre du jour, l'adresse électronique de la société à laquelle peuvent être envoyées les questions écrites des actionnaires et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle peut, toutefois, en toute circonstance, révoquer un ou plusieurs administrateurs.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

Conformément aux dispositions des articles R. 225-71 à R. 225-74 du Code de commerce, les demandes d'inscription de projets de résolutions, par les actionnaires, à l'ordre du jour et les questions écrites sont adressées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à compter de la publication de l'avis de réunion et jusqu'à vingt-cinq jours

avant l'Assemblée générale, ou dans un délai de vingt jours à compter de la publication de l'avis de réunion, lorsque que celui-ci est publié plus de quarante-cinq jours avant l'Assemblée générale (date de la réception de la demande par la société qui est prise en compte).

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit être motivée. La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Ces demandes doivent faire l'objet de la justification de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée, conformément aux dispositions réglementaires (Statuts, titre 3, article 14, extrait point 2).

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 2323-67 alinéa 2 du Code du travail, les demandes d'inscription de projets de résolutions, par le comité d'entreprise, à l'ordre du jour sont envoyées dans les dix jours de la publication de l'avis de réunion. (Statuts, titre 3, article 14, point 2).

Lorsque l'Assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée sont convoquées dix jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première Assemblée (Statuts, titre 3 - article 14, extrait du point 1).

Admission aux Assemblées – Pouvoirs

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et de la propriété de ses actions. Il est justifié du droit de participer aux Assemblées générales par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris ; soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, est constaté(e) par une attestation de participation délivrée par ce dernier, qui doit être annexée au formulaire de vote à distance, à la procuration ou à la demande de carte d'admission, établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues par les articles L. 225-106 à L. 225-106-3 du Code de commerce. A cet effet, le mandataire doit justifier d'un mandat écrit.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires (Statuts, titre 3, article 14, point 3).

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la société trois jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur (Statuts, titre 3, article 14, point 4).

L'intégralité des documents juridiques relatifs à l'information légale des actionnaires est mise à leur disposition au siège social de la société.

Dispositions relatives aux organes d'administration et de direction de la société

Conseil d'administration
(Statuts, titre 3, articles 6 à 9)

1. Sauf dérogations légales, la société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

Le Conseil d'administration est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

2. En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'Assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'Assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

3. Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins une action.

4. La durée des fonctions des administrateurs est de trois ans.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée générale ordinaire.

5. Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

6. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

7. En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire. À défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonction doivent convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8. Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de trois conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

9. Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Organisation et direction du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

2. Nul ne peut être nommé président du Conseil d'administration s'il est âgé de plus de 75 ans. Si le président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

3. Le président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

4. En cas d'absence ou d'empêchement du président, le Conseil d'administration désigne le président de la réunion.

5. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil.

Réunions et délibérations du Conseil

1. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation du président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le directeur général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'administration, peut demander au président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

2. La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins sept jours à l'avance par lettre, télégramme, télex ou télécopie. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

3. Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du président de séance est prépondérante.

4. Il est tenu un registre de présence qui est émarginé par les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'administration.

5. Le règlement intérieur établi par le Conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur.

Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- nomination, rémunération, révocation du président, du directeur général et des directeurs généraux délégués,
- arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

6. Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et par un administrateur ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont valablement certifiées par le président ou le directeur général.

Pouvoirs du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attri-

bués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2. Le Conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

3. Le Conseil d'administration peut donner à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Le Conseil peut décider de la création de comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil ou son président lui soumet.

Direction générale
(Statuts, titre 3, article 10)

Modalités d'exercice

Conformément à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce, la Direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et qui prend le titre de directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale est effectué par le Conseil d'administration. La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration peut être modifiée à tout moment par ce dernier.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'administration, le président ou un directeur général assure sous sa responsabilité la Direction générale de la société.

Le directeur général est nommé par le Conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le directeur général doit être âgé de moins de 75 ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le directeur général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau directeur général.

Le directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. La révocation du directeur général non président peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

Pouvoirs du directeur général

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées générales et au Conseil d'administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Directeurs généraux délégués

Sur proposition du directeur général, que cette fonction soit assumée par le président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeurs généraux délégués.

Le nombre maximum de directeurs généraux délégués ne peut excéder cinq.

En accord avec le directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux directeurs généraux délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le directeur général délégué ou les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du directeur général, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur général.

Les directeurs généraux délégués sont révocables, sur proposition du directeur général, à tout moment. La révocation des directeurs généraux délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

Conditions d'exercice du droit de vote

Quorum majorité
(Statuts, titre 3, article 15)

Dans les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les Assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres. La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée.

Autres informations sur les droits de vote

Il n'existe aucune limitation statutaire au droit de vote.

Il est conféré aux titulaires d'actions nominatives entièrement libérées inscrites au nom du même titulaire depuis au moins quatre ans, un droit de vote double.

En cas de conversion au porteur, l'action convertie perd immédiatement son droit de vote double. En cas

d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit (titre 2, article 3 des statuts). Cette modification des statuts a été votée à l'unanimité par l'Assemblée générale des actionnaires réunie extraordinairement le 24 août 1994. Elle peut être supprimée par décision de l'Assemblée générale des actionnaires réunie extraordinairement et après ratification de l'Assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

Au 31 décembre 2016, le nombre d'actions disposant d'un droit de vote double s'élève à 69 861 894 sur un total de 92 180 190 actions. Ainsi, le total des droits de vote s'élève à 162 042 084.

L'Assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice. L'Assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance (Statuts, titre 3, article 16).

Pacte d'actionnaires

Néant

Franchissement de seuil

Les franchissements à la hausse ou à la baisse, des seuils prévus par la loi, doivent être déclarés par tout actionnaire auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, selon les dispositions légales en vigueur. Les statuts de la société ne prévoient pas de déclaration de seuils supplémentaires.

Identification des détenteurs

Dans le cadre des dispositions légales et réglementées, la société est autorisée à rechercher l'identité des actionnaires au porteur.

Paiement des dividendes

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en

distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée générale, ou à défaut, par le Conseil d'administration. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice. Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice ; il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini. Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits (Statuts, titre 3, article 22).

Notation financière

Néant

Contrat de liquidité

Au titre du contrat de liquidité confié par Sartorius Stedim Biotech S.A. à la société de bourse Gilbert Dupont, à la date du 31 décembre 2016, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 5 583
- Solde en espèces du compte de liquidité : 276 004,05 euro

Il est rappelé que, à la création, lors du communiqué de mise en œuvre, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 0
- Solde en espèces du compte de liquidité : 421 860,00 euros

Autres informations sur la situation patrimoniale, comptable et financière

Autres informations sur la situation patrimoniale, comptable et financière du groupe

Principaux contrats

Plusieurs contrats de service ont été conclus entre les divisions du groupe Sartorius et du groupe Sartorius Stedim Biotech pour leur permettre de bénéficier de certains services administratifs généraux communs.

Parmi ces contrats de service, le plus important notamment en termes de volume est celui conclu entre Sartorius Stedim Biotech GmbH et Sartorius Corporate Administration GmbH, une filiale à 100 % de Sartorius AG. Sartorius Corporate Administration GmbH fournit des services administratifs généraux à Sartorius Stedim Biotech et les autres entités du groupe Sartorius. Ces services support sont les suivants : la comptabilité, la gestion de trésorerie, la gestion des ressources humaines, la gestion des systèmes d'information et les services juridiques. Sartorius Corporate Administration GmbH facture ses services sur la base de coûts internes et externes engagés, majorés de 3 %. Le service facturé par Sartorius Corporate Administration GmbH à Sartorius Stedim Biotech GmbH en 2016 s'élève à 30,8 millions d'euros contre 30,8 millions en 2015

À notre connaissance, en dehors des contrats de service susmentionnés, aucun autre contrat comportant des obligations ou des engagements matériels n'a été conclu, en dehors du périmètre des activités courantes de l'entreprise, dans lequel une personne du groupe Sartorius Stedim Biotech serait partie prenante.

La stratégie du département ventes et marketing du groupe Sartorius Stedim Biotech est de mettre en place des relations solides sur le long terme avec ses clients. Ainsi, par exemple, la direction des grands comptes s'efforce de signer avec ses clients des contrats cadres valables sur du long terme en tant que « Total Solutions provider » (fournisseur de solutions intégrées). Sartorius Stedim Biotech essaie de couvrir avec ce type de contrats l'ensemble de son portefeuille clients afin de répondre aux processus validés.

Marques déposées

Nom	UE	Allemagne	France	Enregistrement international avec les Etats désignés	Etats-Unis	Australie	Brésil	Mexique	Royaume-Uni	Canada
Sartorius Stedim Biotech	13/08/2007 No. 006228019 13/08/2017			16/11/2007 No. 962279 16/11/2017 + AU CH KR RU SG TR VN	17/08/2007 No. 3709002 10/11/2019		14/01/2008 12 Marques déposées d'applications			09/11/2007 No. 1371410 Enreg. en cours
BIOSTAT	23/10/2014 No. 013398722 23/10/2024	04/10/1968 No. 873661 31/10/2018		26/06/1985 No. 494574 26/06/2025 + AT BX CH DE ES FR IT PT	22/07/1988 No. 1572999 26/12/2019		16/12/2014 4 Marques déposées d'applications		16/07/1988 No. 1246230 16/07/2026	
HYDROSART	12/11/2001 No. 002458461 12/11/2021	07/04/1983 No. 1065357 07/04/2023			10/12/2001 No. 2677224 21/01/2023					28/11/2001 No. 609610 06/05/2019
MAXICAPS	04/10/1999 No. 001330885 04/10/2019				15/11/1999 No. 2450203 08/05/2021					
MIDICAPS	15/02/2005 No. 004289724 15/02/2025				16/02/2005 No. 3195052 02/01/2017					
MINISART		09/08/1978 No. 980370 09/08/2018	26/10/1988 No. 1495753 26/10/2018		07/02/1979 No. 1144895 30/12/2020				18/01/1979 No. 1107904 09/08/2019 18/01/1979 No. 1107903 18/01/2020	
SARTOCHECK		13/06/1979 No. 987883 13/06/2019	17/10/1989 No. 1555685 17/10/2019		05/12/1979 No. 1200237 06/07/2022		18/11/2014 No. 908615248 reg. en cours		20/12/1986 No. 1125952 20/12/2020	
SARTOCON		06/06/1979 No. 988000 06/06/2019	17/10/1989 No. 1555684 17/10/2019		15/06/1982 No. 1197792 15/06/2022				20/12/1986 No. 1125951 20/12/2020	
VIOSART	02/11/2004 No. 004103701 02/11/2024	28/07/2004 No. 30443764 31/07/2024			08/02/2016 No. 86900738 reg. en cours					
SARTOFLOW		03/06/1983 No. 1057870 30/06/2023		06/03/1985 No. 494396 06/03/2025 + AT BX CH DE DZ EG ES FR HU IT KP LI MA MC PT RO RS RU SD VN	08/08/2007 No. 3689721 09/29/2019				25/10/1984 No. 1228900 25/10/2025	
SARTOPORE	10/01/2000 No. 001454461 10/01/2020				15/02/2000 No. 2429825 20/02/2021		18/11/2014 2 Marques déposées d'applications			
FLEXBOY	31/08/2005 No. 004614038 31/08/2025		19/04/1993 No. 93465632 19/04/2023	24/01/1995 No. 630378 24/01/2025 + CH CN GB KR SE SG 27/02/2006 No. 879252 27/02/2026 + JP	31/08/1993 No. 2041550 04/03/2017	31/01/1995 No. 651778 31/01/2025		03/09/2003 No. 810249 03/09/2023	31/01/1995 No. 2009384 31/01/2025	
FLEXEL	20/02/1998 No. 000753202 20/02/2018		02/09/1997 No. 97693975 02/09/2017		27/02/1998 No. 2414947 26/12/2020			03/09/2003 No. 810250 03/09/2023		
PALLETANK	01/07/1998 No. 000865865 01/07/2018			11/07/2016 No. 1314189 11/07/2026 + CN IN US						
RAFT	31/08/2005 No. 004614046 31/08/2025									
EVAM	10/01/1999 No. 001344266 15/10/2019									
NUTRIKIT			05/06/1989 No. 1535354 05/06/2019							
NUTRIPOCHE			05/06/1989 No. 1535352 05/06/2019							
BIOSAFE			01/02/1995 No. 95556118 01/02/2025	22/02/2001 No. 758706 22/02/2021 + DE DK GB CH						
FLEXACT	07/05/2009 No. 008285173 07/05/2019			16/10/2009 No. 1028463 16/10/2019 +AU CN JP KR US TR MX SG			06/11/2009 4 Marques déposées d'applications			26/10/2009 No. 793270 18/11/2026
FLEXSAFE	22/04/2014 No. 012807996 22/04/2024			22/10/2014 No. 1226740 22/10/2024 + CN IN JP KR MX SG TR US			21/10/2014 No. 9084706060 reg. en cours			

Outre les marques déposées mentionnées ci-dessus, le groupe Sartorius Stedim Biotech est propriétaire | déposant pour 347 marques différentes dans divers pays.

Marques déposées

	Japon	Danemark	Finlande	Irlande	Malaisie	Norvège	Suède	Chine	Argentine	Inde	Taiwan
Sartorius Stedim Biotech	08/11/2007 No. 5170560 03/10/2018				28/11/2007 12 Marques déposées			14/01/2008 11 Marques déposées 2 Marques déposées d'applications		19/11/2007 13 Marques déposées	18/01/2008 11 Marques déposées 2 Marques déposées d'applications
BIOSTAT	22/02/1988 No. 2021770 22/02/2018 27/08/1986 No. 1880889 27/08/2026	28/06/1985 No. 233586 29/08/2026	05/01/1988 No. 100350 05/01/2018	01/07/1985 No. 116688 30/06/2026	11/07/1985 No. 8502982 11/07/2022	27/05/1987 No. 128877 27/05/2017	31/03/1988 No. 209760 31/03/2018	26/04/2012 No. 10830519 14/03/2025	17/12/2014 3 Marques déposées 1 Marque déposée d'application	04/05/2012 No. 2326343 04/05/2022	
HYDROSART	21/11/2001 No. 4663672 18/04/2023										
MAXICAPS	15/10/1999 No. 4535058 11/01/2022										
MIDICAPS	25/02/2005 No. 4906540 04/11/2025										
MINISART	09/02/1979 No. 1583197 26/04/2023										
SARTOCHECK	29/09/1983 No. 1618759 29/09/2023								14/11/2014 No. 3367508 16/10/2025		
SARTOCON											
VIROSART	28/01/2005 No. 5040228 13/04/2017							24/11/2004 No. 4379959 21/06/2018			
SARTOFLOW											
SARTOPORE	02/02/2000 No. 4495393 03/08/2021								12/11/2014 2 Marques déposées d'applications		
FLEXBOY							19/01/1995 No. 323347 16/05/2017				
FLEXEL	02/03/1998 No. 4470133 27/04/2021										
PALLETANK	28/02/2006 No. 5005301 24/11/2026										
RAFT											
EVAM											
NUTRIKIT											
NUTRIPOCHE											
BIOSAFE										10/08/2016 1 Marque déposée d'application	
FLEXACT									12/11/2014 4 Marques déposées d'applications	30/10/2009 4 Marques déposées	
FLEXSAFE									21/10/2014 No. 3361996 reg. en cours		

Outre les marques déposées mentionnées ci-dessus, le groupe Sartorius Stedim Biotech est propriétaire | déposant pour 347 marques différentes dans divers pays .

Rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Mesdames, Messieurs les Actionnaire,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée générale

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions et engagements non autorisés préalablement

En application des articles L.225-42 et L.823-12 du Code de commerce, nous vous signalons que les conventions et engagements suivants n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

– Convention de prestations de services

- Avec la société, Sartorius AG (SAG) actionnaire à 74,3% de la société Sartorius Stedim Biotech S.A. (SSB S.A.)
- Personne concernée : Monsieur Joachim Kreuzburg (Président-Directeur général de SSB SA et Président du Directoire de SAG) et Monsieur Reinhard Vogt (Directeur général délégué marketing, aux ventes et aux services de SSB S.A. et membre du Directoire de SAG).
- Nature et objet : convention de prestations de services signée en date du 16 février 2017 avec effet rétroactif au 1er janvier 2015 pour une durée illimitée. Cette convention prévoit la refacturation par SAG à la société SSB S.A. d'une partie de la rémunération des messieurs Joachim Kreuzburg et Reinhard Vogt au titre des services qu'ils ont réalisés et fourni au sein de la société.

- Modalités : la refacturation desdits services des personnes concernées est calculée sur la base d'une clé de répartition qui reflète le temps passé et le travail effectué par chacun des dirigeants pour le compte de SSB S.A.

Les montants hors taxes facturés par SAG envers SSB S.A. au titre des exercices clos au 31 décembre 2015 et 2016 sont détaillés dans le tableau suivant.

	Exercice 2015 en €	Exercice 2016 en €
M. Joachim Kreuzburg	794 671	701 905
M. Reinhard Vogt	558 134	530 251

Lors de sa réunion du 16 février 2017, votre Conseil d'administration a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

- Engagements réglementés concernant M. Joachim Kreuzburg
 - Avec la société SAG actionnaire à 74,3% de la société SSB S.A.
 - Personne concernée : Monsieur Joachim Kreuzburg (Président-Directeur général de SSB S.A. et Président du Directoire de SAG)
 - Nature et objet : des engagements portant sur une indemnité de départ prématuré, une clause de non-concurrence et des engagements de retraites complémentaires ont été souscrits par la société SAG au profit de Monsieur Joachim Kreuzburg.
 - Modalités : les conditions de ces engagements sont les suivantes :

Indemnité de départ prématuré

En cas de départ prématuré causé par la société de M. Joachim Kreuzburg de ses fonctions de membre exécutif du Conseil d'administration de SAG, le montant de l'indemnité de départ due sera plafonné à un montant maximum correspondant à deux années de rémunération.

Clause de non-concurrence

Durant les deux années suivantes la cessation totale de ses fonctions dans le groupe SAG, M. Joachim Kreuzburg sera soumis au respect d'une clause de non concurrence assortie d'une indemnité égale à la moitié de sa dernière rémunération annuelle, si elle n'est pas levée ou résiliée.

Engagements de retraites complémentaires

M. Joachim Kreuzburg bénéficie d'un régime supplémentaire de retraite répondant aux exigences du droit allemand.

Conformément à la politique globale des rémunérations au sein du Groupe Sartorius, ces engagements seront refacturés à la société SSB S.A. lors de leur survenance à hauteur de 20% de leur montant.

Lors de sa réunion du 16 février 2017, votre Conseil d'administration a décidé d'autoriser a posteriori ces engagements.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvés par l'Assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Marseille, le 17 février 2017

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

John Evans
Associé

Christophe Perrau
Associé

Résolutions soumises à l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 4 avril 2017

Première résolution

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et quitus aux administrateurs)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, après avoir pris connaissance des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport sur les comptes annuels des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, dont le résultat net 54 324 057 euros, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'Assemblée générale donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

L'Assemblée générale prend acte de l'absence de dépenses visées à l'article 39,4° du Code général des impôts.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, après avoir pris connaissance des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 dont le résultat net s'élève à 155 877 067 d'euros, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élevant à 54 324 057 euros de la manière suivante :

– A la réserve légale : 306 881 euros

– Soit un solde de : 54 017 376 euros auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur de 11 981 550 euros

– Ce qui constitue un bénéfice distribuable de 65 998 726 euros

– Seront distribués à titre de dividendes 38 713 209 euros

– Soit un solde de 27 285 517 euros.

Ce solde de 27 285 517 euros est en totalité versé au compte « Report à nouveau ».

Chaque action d'une valeur nominale de 0,20 centimes d'euro donnera lieu au versement d'un dividende net de 0,42 euros.

Le montant distribué de 0,42 euros par action sera éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158,3-2° du Code général des impôts, pour les seules personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 11 avril 2017.

Les sommes distribuées au titre des trois derniers exercices se sont élevées à :

Exercice clos le	Revenus éligibles ou non-éligibles à l'abattement	
	Dividendes en €	Autres revenus distribués
31 déc. 2015	30 734 476	0
31 déc. 2014	19 967 009	0
31 déc. 2013	18 412 315	0

Quatrième résolution

(Ratification des conventions réglementées visées par les articles L.225-38 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour l'approbation des conventions entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur la ratification des conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, ratifie lesdites conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est soumise à un droit de vote auquel les actionnaires intéressés n'ont pas participé.

Cinquième résolution

(Approbation des conventions réglementées visées par les articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour l'approbation des conventions entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est soumise à un droit de vote auquel les actionnaires intéressés n'ont pas participé.

Sixième résolution

(Fixation du montant annuel global des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, fixe le montant annuel global des jetons de présence alloués au titre de l'exercice 2016 à 284 400 euros.

Septième résolution

(Approbation des éléments de rémunération due ou attribuée, au titre de l'exercice 2016, à M. Joachim Kreuzburg, président directeur général)

L'Assemblée générale, consultée en application de l'article 26 du Code de gouvernance d'entreprise AFEP-MEDEF révisé en novembre 2016, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale, approuve les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Joachim Kreuzburg, président-directeur général.

Ces éléments sont présentés et détaillés dans le Document de Référence (section « Rémunération des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration ») ainsi que dans le rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à la présente Assemblée générale.

Huitième résolution

(Approbation des éléments de rémunération due ou attribuée, au titre de l'exercice 2016, à M. Volker Niebel, directeur général délégué)

L'Assemblée générale, consultée en application de l'article 26 du Code de gouvernance d'entreprise AFEP-MEDEF révisé en novembre 2016, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale, approuve les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Volker Niebel, directeur général délégué.

Ces éléments sont présentés et détaillés dans le Document de Référence (section « Rémunération des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration ») ainsi que dans le rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à la présente Assemblée générale.

Neuvième résolution

(Approbation des éléments de rémunération due ou attribuée, au titre de l'exercice 2016, à M. Oscar-Werner Reif, directeur général délégué)

L'Assemblée générale, consultée en application de l'article 26 du Code de gouvernance d'entreprise AFEP-MEDEF révisé en novembre 2016, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale, approuve les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Oscar-Werner Reif, directeur général délégué.

Ces éléments sont présentés et détaillés dans le Document de Référence (section « Rémunération des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration ») ainsi que dans le rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à la présente Assemblée générale.

Dixième résolution

(Approbation des éléments de rémunération due ou attribuée, au titre de l'exercice 2016, à M. Reinhard Vogt, directeur général délégué)

L'Assemblée générale, consultée en application de l'article 26 du Code de gouvernance d'entreprise AFEP-MEDEF révisé en novembre 2016, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires annuelles, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à l'Assemblée générale, approuve les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Reinhard Vogt, directeur général délégué.

Ces éléments sont présentés et détaillés dans le Document de Référence (section « Rémunération des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration ») ainsi que dans le rapport du Conseil d'administration sur les résolutions soumises à la présente Assemblée générale.

Onzième résolution

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Rapport du Conseil d'administration

SUR LES RESOLUTIONS A L'ASSEMBLEE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 4 AVRIL 2017

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons convoqués en Assemblée générale ordinaire annuelle afin de soumettre à votre approbation onze résolutions dont l'objet est précisé et commenté ci-après.

Nous vous précisons à titre liminaire que la description de la marche des affaires sociales à fournir conformément à la loi figure dans le rapport de gestion.

Approbation des comptes annuels et affectation du résultat

La 1^{ère} résolution a pour objet :

- d'approuver les comptes sociaux de la société Sartorius Stedim Biotech de l'exercice 2016 qui se traduisent par un bénéfice de 54 324 057 euros et de donner quitus aux administrateurs,
- de prendre acte de l'absence de dépenses visées à l'article 39,4° du Code général des impôts.

La 2^{ème} résolution a pour objet d'approuver les comptes consolidés de l'exercice 2016 qui se traduisent par un bénéfice de 155 877 067 euros.

La 3^{ème} résolution a pour objet de décider l'affectation du résultat et de fixer le montant du dividende à distribuer afférent à l'exercice écoulé.

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2016 fait apparaître un bénéfice net de 54 324 057 euros.

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter et de répartir ce bénéfice de la façon suivante :

- A la réserve légale : 306 881 euros
- Soit un solde de : 54 017 376 euros
- Auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur de 11 981 550 euros
- Ce qui constitue un bénéfice distribuable de 65 998 726 euros
- Seront distribués à titre de dividendes 38 713 209 euros
- Soit un solde de 27 285 517 euros que nous vous proposons d'affecter au compte « Report à nouveau ».

Il est donc proposé à l'Assemblée générale de fixer le dividende au titre de l'exercice 2016 à 0,42 euros par action.

Il est précisé que le montant distribué de 0,42 euros sera éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158,3-2° du Code général des impôts, pour les seules personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Il est également précisé que les sommes distribuées au titre des trois derniers exercices se sont élevées à :

Exercice clos le	Revenus éligibles ou non-éligibles à l'abattement	
	Dividendes en €	Autres revenus distribués
31 déc. 2015	30 734 476	0
31 déc. 2014	19 967 009	0
31 déc. 2013	18 412 315	0

Ratification et approbation des conventions réglementées

Les 4^{ème} et 5^{ème} résolutions ont pour objet, de ratifier et d'approuver les conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, sur la base des rapports spéciaux des commissaires aux comptes.

Nous attirons votre attention sur le fait que les actionnaires intéressées par ces conventions ne prendront pas part au vote des résolutions.

Approbation des jetons de présence

La 6^{ème} résolution a pour objet d'approuver le montant global annuel des jetons de présence s'élevant à 284 400 euros alloué au Conseil d'administration.

Approbation des éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice écoulé

Les 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème} résolutions ont pour objet de soumettre à l'approbation des actionnaires, les éléments de rémunération due ou attribuée au président-directeur général et aux directeurs généraux délégués, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, conformément au paragraphe 26 du Code de gouvernance

d'entreprise AFEF-MEDEF tel que révisé en novembre 2016.

Il est rappelé que les mandats sociaux de M. Volker Niebel, M. Oscar-Werner Reif et M. Reinhard Vogt se sont achevés le 31 décembre 2016 avec leur démission effective.

Il est proposé aux actionnaires d'approuver lesdits éléments de rémunération, tels que figurant dans le Document de Référence (section « Rémunération des membres exécutifs et non exécutifs du Conseil d'administration »).

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

La 11^{ème} résolution a pour objet de donner tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal qui sera établi à l'issue de l'Assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Nous espérons que les différentes propositions exposées dans ce rapport recevront votre agrément et que vous voudrez bien voter en faveur des résolutions correspondantes.

Le Conseil d'administration
Représenté par son président

M. Joachim Kreuzburg

Information sur le Document de Référence et le rapport financier annuel

Attestation du responsable du Document de Référence et du rapport financier annuel 2016

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société mère et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint, figurant aux pages 17 à 71 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant aux pages 160 et 173.

Le 21 février 2017

A blue ink signature of M. Joachim Kreuzburg, consisting of stylized initials and a surname.

M. Joachim Kreuzburg
Président-directeur général

Tableau de réconciliation

Afin de faciliter la lecture du présent document concernant la présentation de Sartorius Stedim Biotech S.A., le tableau ci-dessous présente dans sa partie

gauche les rubriques de l'annexe 1 du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 de la Commission européenne et renvoie dans sa colonne de droite aux pages correspondantes du présent document.

Rubriques de l'annexe 1 du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004	Pages
1. Personnes responsables	
1.1. Personnes responsables des informations	193
1.2. Attestation du responsable du document d'enregistrement	193
2. Contrôleurs légaux des comptes	
2.1. Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur	110-111
3. Informations financières sélectionnées	
3.1. Présentation des informations financières historiques sélectionnées pour chaque exercice de la période couverte par ces informations financières	2, 24-32
4. Facteurs de risque	53-61
5. Informations concernant l'émetteur	
5.1. Évolution de la société	18
5.1.1. Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	176
5.1.2. Lieu et le numéro d'enregistrement de l'émetteur	5, 176
5.1.3. Date de constitution et la durée de vie de l'émetteur	176
5.1.4. Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, son pays d'origine, l'adresse	176
5.2. Investissements	28
5.2.1. Principaux investissements (y compris leur montant) réalisés	32, 136-139
6. Aperçu des activités	
6.1. Principales activités	20, 24-25
6.2. Principaux marchés	22-23
6.3. Dépendance à l'égard de brevets, licences et contrats	57, 61, 184-185
6.4. Position concurrentielle	23
7. Organigramme	
7.1. Description du groupe	129-130
7.2. Liste des filiales	130
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	
8.1. Immobilisation corporelle importante existant ou planifiée	28, 32
8.2. Questions environnementales	33-52
9. Examen de la situation financière et du résultat	
9.1. Situation financière	29-31, 113-115
9.2. Résultat d'exploitation	24-27, 114, 133-134
10. Trésorerie et capitaux	
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	29-31, 64-66, 116, 141-142, 164, 168-169
10.2. Flux de trésorerie	29, 115
10.3. Structure et condition de financement	29-30, 145-146, 153-155
10.4. Sources de financement attendues	
11. Recherche et développement, brevets et licences	27-28, 184-185
12. Information sur les tendances	9, 62-63
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	9, 62-63
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale	
14.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction Nature de tout lien familial existant entre n'importe lesquelles de ces personnes	74-84
14.1.1. Condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins	82
14.1.2. Faillite, mise sous séquestre ou liquidation visant une personne des organes de direction	82
14.1.3. Incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée contre un membre des organes de direction	82
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et la direction générale	82
15. Rémunérations et avantages	
15.1. Rémunérations versées et avantages en nature	69-70, 99-108
15.2. Pensions de retraites ou autres avantages	102-104, 106-108

Rubriques de l'annexe 1 du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004		Pages
16.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16.1.	Date d'expiration des mandats actuels et durées des fonctions	74-80
16.2.	Informations sur les contrats de service liant les membres	80
16.3.	Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunérations de l'émetteur	80
16.4.	Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	86-89
17.	Collaborateurs	
17.1.	Nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques	2, 36-37, 158
17.2.	Participations et stock-options	156-157, 169
17.3.	Participation des salariés dans le capital	66
18.	Principaux actionnaires	
18.1.	Franchissement de seuil	66, 182
18.2.	Droits de vote doubles	66, 181-182
18.3.	Contrôle de l'entreprise	15, 158
19.	Opérations avec des apparentés	157-158
20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	
20.1.	Informations financières historiques (résultats des cinq derniers exercices)	71
20.2.	Résultats financiers consolidés 2015 - 2016	24-27, 113
20.3.	Etat de résultat net 2016	113
20.4.	Comptes annuels consolidés 2015 - 2016 (flux de trésorerie, capitaux propres, annexes aux états financiers consolidés, état de résultat net, état de la situation financière)	110-159
20.5.	Vérification des informations historiques annuelles (rapports commissaires aux comptes)	160, 173
20.6.	Date des dernières informations financières	4
20.7.	Politique de distribution des dividendes	15, 142, 168-169
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	60
20.9.	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	18-19, 131-132
21.	Informations complémentaires	
21.1.	Capital social	65
21.1.1.	Montant du capital souscrit, nombre d'actions autorisées, nombre d'actions émises et totalement libérées, nombre d'actions émises mais non totalement libérées, valeur nominale par action et rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice	65-66, 141-142, 168-169
21.1.2.	Actions non représentatives du capital	non applicable
21.1.3.	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la société, lui-même ou en son nom, ou par ses filiales	65-66
21.1.4.	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	142, 156-157
21.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré(e), ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	65-66, 141-142
21.1.6.	Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	non applicable
21.1.7.	Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques	65-66
21.2.	Acte constitutif et statuts	176
21.2.1.	Objet social	176
21.2.2.	Membre des organes d'administration, de direction et de surveillance	74-84
21.2.3.	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	181-182
21.2.4.	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	181-182
21.2.5.	Convocation et conditions d'admission aux Assemblées générales annuelles et aux Assemblées générales extraordinaires des actionnaires	177-178
21.2.6.	Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de la société pouvant avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	non applicable
21.2.7.	Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	182
21.2.8.	Conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	182
22.	Contrats importants	183
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	non applicable
24.	Documents accessibles au public	4
25.	Informations sur les participations	130

Code AFEP MEDEF

INFORMATION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DU CODE AFEP MEDEF DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DES SOCIÉTÉS COTÉES

Conformément aux dispositions de l'article L 225-37 et L 225-37 du Code de commerce, notre société a désigné le code AFEP-MEDEF révisée en date de 24 novembre 2016 (le « Code »)

Ainsi, les sociétés cotées telle que Sartorius Stedim Biotech S.A. qui s'y réfèrent sont tenues de faire état de manière précise, dans leur Document de Référence, de l'application des recommandations. En cas de non-application d'une de ces dispositions, les sociétés sont tenues de fournir une explication compréhensible, pertinente et circonstanciée conformément à la règle « appliquer ou expliquer ». Il est recommandé par l'AMF (recommandation n°2014-08 du 22 septembre 2014) que les sociétés indiquent dans un tableau spécifique toutes les recommandations qu'elles n'appliquent pas et les explications y afférentes.

TABLEAU GENERAL SUR L'ENSEMBLE DES RECOMMANDATIONS DU CODE

ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
1.	Le Conseil d'administration : instance collégiale	
1.3	Composition et organisation L'organisation des travaux du conseil comme sa composition doivent être appropriés à la composition de l'actionnariat, à la dimension et à la nature de l'activité de chaque entreprise comme aux circonstances particulières qu'elle traverse	Oui , le Conseil est composé pour plus de la moitié d'administrateurs de nationalité étrangère, preuve de la dimension internationale de notre groupe. De plus, chaque membre du Conseil dispose d'un parcours professionnel avec un degré d'expertise technique nécessaire lui permettant d'appréhender les évolutions de l'activité. Dans ce cadre général, le mode de fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités a fait l'objet d'une attention particulière afin que le Conseil soit en mesure d'exercer pleinement ses missions et que l'équilibre des pouvoirs y soit assuré.
1.3	Publication du règlement intérieur Son organisation et son fonctionnement sont décrits dans le règlement intérieur qu'il établit et qui est publié en tout ou partie sur le site internet de la société ou dans le Document de Référence	Oui , le règlement intérieur est synthétisé dans notre Document de Référence chaque année. Le document est publié dans son ensemble sur le site internet. Il a d'ailleurs été mis à jour par le Conseil d'administration lors de sa séance du 5 avril 2016. Ce règlement intérieur contient désormais un processus rigoureux, notamment par la soumission et l'approbation préalable de tous sujets susceptibles d'engager la société, et plus particulièrement liés aux décisions opérationnelles, organisationnelles et stratégiques.
2.	Le Conseil d'administration et le marché	
2.1.2-	Communication avec le marché	

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
2.1.3	<p>Chaque entreprise doit avoir une politique très rigoureuse de communication avec les analystes et le marché. Certaines pratiques de « révélations sélectives » destinées à aider les analystes dans leurs prévisions de résultats doivent être proscrites.</p> <p>Toute communication doit permettre à chacun d'accéder en même temps à la même information.</p> <p>Le conseil veille à ce que les investisseurs reçoivent une information pertinente, équilibrée et pédagogique sur la stratégie, le modèle de développement et les perspectives à long terme de l'entreprise.</p>	<p>Oui, les communiqués de presse sont régulièrement publiés sur le site internet de la société et transmis à un diffuseur professionnel, les rendant ainsi disponibles à l'ensemble des investisseurs en même temps. Les conférences téléphoniques sont accessibles en réécoute sur le site internet en sus des présentations de l'activité témoignant d'un effort pédagogique constant auprès de nos investisseurs.</p>
2.2	<p>Engagement hors bilan et risques</p> <p>Chaque société cotée doit disposer en son sein de procédures fiables d'identification, de contrôle, et d'évaluation de ses engagements et risques, et assurer aux actionnaires et investisseurs une information pertinente en ce domaine.</p>	<p>Oui ces données apparaissent dans les annexes des comptes annuels présentées dans le Document de Référence</p>
	<p>A cet effet, il convient :</p> <p>d'indiquer dans le rapport annuel les procédures internes mises en œuvre pour l'identification et le contrôle des engagements hors-bilan, ainsi que pour l'évaluation des risques significatifs de l'entreprise ;</p> <p>de développer et clarifier l'information des actionnaires et investisseurs sur les éléments hors-bilan et les risques significatifs et publier les notations de l'entreprise par les agences de notation financière ainsi que les changements intervenus au cours de l'exercice.</p>	<p>Oui, les notations sur l'entreprise sont publiées dans notre Document de Référence tous les ans.</p> <p>Oui, les engagements hors bilan sont repris dans les comptes consolidés du Document de Référence.</p>
3.	<p>La dissociation des fonctions de président du Conseil d'administration et de directeur général</p>	
3.1	<p>Lorsque la société choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, les missions confiées, le cas échéant, au président du conseil en sus de celles conférées par la loi, doivent être décrites.</p>	<p>Non applicable.</p>
3.2	<p>Option entre unicité et dissociation des fonctions</p> <p>Il est indispensable que les actionnaires et les tiers soient parfaitement informés de l'option retenue entre la dissociation des fonctions de président et de directeur général et l'unicité de ces fonctions.</p> <p>Outre les mesures de publicité prévues par la réglementation, le Document de Référence ou le rapport annuel peuvent être le support de l'information due aux actionnaires, auxquels le conseil doit exposer les motivations et justifications de ses choix.</p>	<p>Oui, nous expliquons dans le rapport du président sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne la motivation du choix de mode de gouvernance au vue de la situation de la société.</p>
4.	<p>Le Conseil d'administration et la stratégie</p>	
4.	<p>Règlement intérieur</p> <p>Le Conseil d'administration doit examiner et décider les opérations d'importance véritablement stratégique, éventuellement après étude au sein d'un comité ad hoc. Le règlement intérieur du Conseil d'administration doit préciser :</p> <p>les cas d'approbation préalable par le Conseil d'administration, dont il arrête les principes qui peuvent être d'ailleurs différents selon les branches concernées de l'entreprise ;</p> <p>le principe selon lequel toute opération significative se situant hors de la stratégie annoncée de l'entreprise doit faire l'objet d'une approbation préalable par le Conseil d'administration ;</p>	<p>Oui, le Conseil d'Administration en collaboration avec sa société mère Sartorius AG, ont mis en oeuvre et communément des procédures particulières de mise en place de comité ad hoc chaque fois que cela est nécessaire. Par ailleurs, ce processus a été renforcé afin de répondre au mieux et de se conformer aux exigences de la nouvelles directive Européenne Market Abuse.</p> <p>Oui, Le Conseil d'administration est doté d'un règlement intérieur. Nous incluons un résumé à jour de ce règlement dans le Document de Référence tous les ans.</p>

ARTICLE DISPOSITIONS DU CODE

	les règles selon lesquelles le Conseil d'administration est informé de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements de la société.	L'ensemble des éléments ci-contre font partie intégrante du règlement intérieur du Conseil d'administration.
		Oui, le Conseil d'Administration ainsi que le comité d'Audit procèdent à des points réguliers de mises à jour relatifs à la trésorerie, aux rapports sur risques et le contrôle interne.
	L'ensemble de ces règles ne porte pas seulement sur les opérations externes d'acquisition ou de cession, mais aussi sur les investissements importants de croissance organique ou les opérations de restructuration interne. Le Conseil d'administration doit être informé en temps utile de la situation de liquidité de l'entreprise en prenant, le cas échéant, les décisions relatives à son financement et à son endettement.	
5.	Le Conseil d'administration et l'Assemblée générale des actionnaires	
5.2	Communication avec les actionnaires	
	L'Assemblée générale est un lieu de décision dans les domaines fixés par la loi ainsi qu'un moment privilégié de communication de la société avec ses actionnaires. Elle doit non seulement être le moment où les organes de direction rendent compte de l'activité de l'entreprise ainsi que du fonctionnement du Conseil d'administration et des comités spécialisés (audit, rémunérations, etc...) mais aussi l'occasion d'un dialogue vrai et ouvert avec les actionnaires.	Oui , au cours de l'Assemblée générale annuelle, un temps significatif a été consacré à la présentation synthétique de l'activité du conseil et des comités, afin de préparer un échange ouvert sur ces questions de gouvernance. Cette présentation est suivie d'un débat fructueux avec les actionnaires.
	Il appartient au Conseil d'administration de respecter la compétence propre de l'Assemblée générale des actionnaires si l'opération qu'il envisage est de nature à modifier en droit ou en fait l'objet social qui est la cause même du contrat instituant la société.	
	Même s'il ne s'agit pas d'une modification de l'objet social, le conseil doit saisir l'Assemblée générale si l'opération concerne une part prépondérante des actifs ou des activités du groupe.	
6.	La composition du Conseil d'administration : principes directeurs	
6.3	Composition du Conseil d'administration	
	Chaque conseil doit s'interroger sur l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle des comités qu'il constitue en son sein, notamment dans la représentation des femmes et des hommes, les nationalités et la diversité des compétences, en prenant des dispositions propres à garantir aux actionnaires et au marché que ses missions sont accomplies avec l'indépendance et l'objectivité nécessaires. Il rend public dans le Document de Référence les objectifs, les modalités et les résultats de sa politique en ces matières.	Oui , le Conseil d'administration et ses comités sont composés de femmes et d'administrateurs de nationalité étrangère. Le groupe affiche la volonté de continuer son internationalisation et sa diversité. C'est pourquoi le Conseil d'administration a nommé deux femmes indépendantes (américaine et française) au sein du Conseil d'administration. Enfin, la diversité des compétences est aussi bien assurée du fait d'une grande variété des profils des administrateurs qui font bénéficier le conseil de leurs expériences et formations diverses tant en matière managériale que scientifique. De plus, le Conseil d'Administration évalue de manière annuelle et régulière les critères d'indépendance de ses membres afin de s'assurer que le respect de ces derniers soit toujours assurés.
6.4	Représentation hommes et femmes	

MESURES MISES EN ŒUVRE PAR
SARTORIUS STEDIM BIOTECH

ARTICLE DISPOSITIONS DU CODE

	En matière de représentation des hommes et des femmes, l'objectif est que chaque conseil atteigne puis maintienne un pourcentage d'au moins 20 % de femmes dans un délai de trois ans et d'au moins 40 % de femmes dans un délai de six ans, à compter de l'Assemblée générale de 2010 ou de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé si celle-ci lui est postérieure. Les représentants permanents des personnes morales administrateurs et les administrateurs représentant les salariés actionnaires sont comptabilisés pour établir ces pourcentages, mais non les administrateurs représentant les salariés.	<p>Oui, le Conseil d'Administration a poursuivi ses efforts et a atteint un pourcentage de 40 % de femmes conformément aux exigences légales.</p> <p>En effet, au 31 décembre 2016, la société a effectivement atteint ce quota.</p> <p>Ainsi, le Conseil d'Administration de la société est aujourd'hui composé par les membres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Mme Susan Dexter ; (ii) Mme Liliane de Lassus ; (iii) Mme Anne-Marie Graffin ; (iv) M. Arnold Picot ; (v) M. Joachim Kreuzburg (vi) M. Henri Riey (vii) M. Bernard Lemaitre
	Lorsque le conseil est composé de moins de neuf membres, l'écart au terme des six ans entre le nombre des administrateurs de chaque sexe ne peut être supérieur à deux.	Non applicable.
6.5	administrateur référent	Non applicable.
	Lorsque le conseil décide de confier des missions particulières à un administrateur notamment avec le titre d'administrateur référent ou de vice-président, en matière de gouvernance ou de relations avec les actionnaires, ces missions ainsi que les moyens et prérogatives dont il dispose, doivent être décrits dans le règlement intérieur.	
7.	La représentation des salariés	
7.3	Représentation des salariés	
	Le Code de commerce prévoit la désignation par l'Assemblée générale des actionnaires d'un ou plusieurs administrateurs parmi les salariés actionnaires au conseil dès que la participation des salariés du groupe dépasse plus de 3 % du capital.	<p>Non applicable</p> <p>(N'ayant pas atteint les seuils définies par la loi, ni la société ou l'une de ses filiales n'entrent dans le champ d'application de l'obligation de nommer de tels administrateurs).</p>
7.2	Le Code de commerce prévoit également dans certaines sociétés l'élection ou la désignation d'au moins un ou deux administrateurs représentant les salariés selon les modalités prévues par les statuts.	
7.3	Les administrateurs représentant les actionnaires salariés et les administrateurs représentant les salariés ont, au même titre que les autres administrateurs, voix délibérative au Conseil d'administration, instance collégiale, à qui s'impose l'obligation d'agir en toute circonstance dans l'intérêt social de l'entreprise. Comme tout administrateur, ils peuvent être désignés par le conseil pour participer à des comités.	<p>Non applicable</p> <p>Au 31 décembre 2016, le Conseil d'administration de la société ne comportait pas d'administrateur représentant les salariés (cf. 7.2 supra).</p>
7.4	Sous réserve des dispositions légales qui leur sont propres, les administrateurs représentant les actionnaires salariés et les administrateurs représentant les salariés disposent des mêmes droits, sont soumis aux mêmes obligations, notamment en matière de confidentialité, et encourent les mêmes responsabilités que les autres membres du conseil.	<p>Non applicable</p> <p>(cf. 7.2 supra).</p>
8.	Les actionnaires minoritaires	
8.	Il n'est pas souhaitable de multiplier au sein du conseil des représentants de telle ou telle catégorie d'intérêts spécifiques, parce que le conseil risquerait d'être le champ clos d'affrontements d'intérêts particuliers au lieu de représenter l'ensemble des actionnaires. Lorsqu'une société est contrôlée par un actionnaire majoritaire (ou un groupe d'actionnaires agissant de concert), celui-ci assume une responsabilité propre à l'égard des autres actionnaires, directe et distincte de celle du Conseil d'administration. Il doit veiller avec une particulière attention à prévenir	<p>Oui, comme la société possède un actionnaire majoritaire, celui-ci assume une responsabilité propre à l'égard des autres actionnaires, directe et distincte de celle du Conseil d'administration et veille ainsi à la prévention des conflits</p>

MESURES MISES EN ŒUVRE PAR
SARTORIUS STEDIM BIOTECH

ARTICLE DISPOSITIONS DU CODE

	les éventuels conflits d'intérêts, à la transparence de l'information fournie au marché et à tenir équitablement compte de tous les intérêts.	d'intérêts. En outre cet engagement est contenu de manière claire et précise dans le règlement intérieur du Conseil d'administration (cf. Article 5)
9.	Les administrateurs indépendants	
9.2	Administrateurs indépendants Même si la qualité du Conseil d'administration ne saurait se résumer en un pourcentage d'administrateurs indépendants, les administrateurs devant être avant tout intègres, compétents, actifs, présents et impliqués, il est important d'avoir au sein du Conseil d'administration une proportion significative d'administrateurs indépendants qui non seulement répond à une attente du marché, mais également est de nature à améliorer la qualité des délibérations. La part des administrateurs indépendants doit être de la moitié des membres du conseil dans les sociétés au capital dispersé et dépourvues d'actionnaires de contrôle. Dans les sociétés contrôlées, la part des administrateurs indépendants doit être d'au moins un tiers. Les administrateurs représentant les actionnaires salariés ainsi que les administrateurs représentant les salariés ne sont pas comptabilisés pour établir ces pourcentages.	Oui , la société a nommé deux administrateurs indépendants supplémentaires au cours de l'assemblée du 7 avril 2015. Le pourcentage d'administrateurs indépendants est de 40 %.
9.3	La qualification d'administrateur indépendant doit être débattue par le comité des nominations et revue chaque année par le Conseil d'administration avant la publication du rapport annuel. Il appartient au Conseil d'administration, sur proposition du comité des nominations, d'examiner au cas par cas la situation de chacun de ses membres au regard des critères énoncés ci-dessous, puis de porter à la connaissance des actionnaires dans le rapport annuel et à l'Assemblée générale lors de l'élection des administrateurs, les conclusions de son examen, de telle sorte que l'identification des administrateurs indépendants ne soit pas le fait de la seule direction de la société mais du conseil lui-même. Le Conseil d'administration peut estimer qu'un administrateur, bien que remplissant les critères ci-dessous, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu de sa situation particulière ou de celle de la société, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif. A l'inverse, le conseil peut estimer qu'un administrateur ne remplissant pas les critères ci-dessous est cependant indépendant.	Oui , la qualification d'administrateur indépendant est revue régulièrement par le Conseil d'administration. De plus, l'Assemblée générale du 7 avril 2015 a approuvé la nomination de deux administrateurs indépendants, 4 des 10 administrateurs du Conseil d'administration peuvent alors être définis comme tels.
9.4	Les critères que doivent examiner le comité et le Conseil afin de qualifier un administrateur d'indépendant et de prévenir les risques de conflit d'intérêts entre l'administrateur et la direction, la société ou son groupe, sont les suivants : ne pas être salarié ou dirigeant mandataire social de la société, ni salarié, ou administrateur de sa société mère ou d'une société que celle-ci consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ; ne pas être dirigeant mandataire social d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ; ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement (i) significatif de la société ou de son groupe (ii) ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité.	Oui , le Conseil d'Administration attache une grande importance à cet aspect et notamment aux risques de conflit d'intérêt. Il effectue à ce titre à l'occasion de chaque évaluation annuelle de ces organes un examen sur les liens d'affaires. A ce titre, il n'existe pas à ce jour de liens d'affaires particuliers entre la société et ses administrateurs. Oui , la qualification d'administrateur indépendant est revue régulièrement par le Conseil d'administration au regard des six critères quantitatifs et qualitatifs établie par le Code. L'Assemblée générale du 7 avril 2015 a approuvé la nomination de deux administrateurs indépendants, 4 des 10 administrateurs du Conseil d'administration peuvent alors être définis comme tels. De plus le Conseil d'administration s'emploie à

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
		établir une évaluation reposant tant sur des critères quantitatifs que qualitatifs.
	L'appréciation du caractère significatif ou non de la relation entretenue avec la société ou son groupe doit être débattue par le conseil et les critères ayant conduit à cette appréciation, explicités dans le Document de Référence :	Ce critère est analysé par le Conseil d'administration notamment sur l'aspect dépendance économique entre la société et les groupes au sein duquel un administrateur exerce un mandat ou une fonction.
	ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;	Oui , la qualification d'administrateur indépendant est revue régulièrement par le Conseil d'administration. Il procède ainsi lors de ses séances à un examen de régularité quant au respect des critères énoncés.
	ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;	
	ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans.	
	Bien qu'étant un dirigeant mandataire social, un président du conseil peut être considéré comme indépendant, si la société le justifie au regard des critères énoncés ci-dessus.	Voir supra.
10.	L'évaluation des travaux du Conseil d'administration	
10.1	<p>Pour une bonne pratique de gouvernement d'entreprise, le conseil procède à l'évaluation de sa capacité à répondre aux attentes des actionnaires qui lui ont donné mandat d'administrer la société, en passant en revue périodiquement sa composition, son organisation et son fonctionnement (ce qui implique une même revue des comités du conseil)</p> <p>Ainsi, chaque conseil doit réfléchir à l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle des comités qu'il constitue en son sein et s'interroger périodiquement sur l'adéquation à ses tâches de son organisation et de son fonctionnement.</p> <p>Cette évaluation doit viser trois objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire le point sur les modalités de fonctionnement du conseil ; - Vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues - mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du conseil. 	<p>Oui, chaque année, les membres du Conseil d'administration réalisent une auto-évaluation formalisée de la performance du Conseil sur la base des critères précis tels que les modalités de fonctionnement, la contribution effective de ses membres.</p> <p>A ce titre, pour l'exercice 2016, le Conseil d'administration a procédé à une évaluation formalisée de ses travaux et de ses membres lors de sa séance du 7 décembre 2016 conformément aux critères indiqués.</p> <p>Les résultats de cette évaluation ont été discutés de manière globale et ouverte par les administrateurs, qui oeuvrent de manière constante à améliorer la communication interne.</p> <p>Ainsi, chaque membre du Conseil d'Administration a apporté sa contribution au travers de réponses étayées sur un questionnaire approfondie portant sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) organisation du Conseil d'Administration ; (ii) Fonctionnement du Conseil d'Administration ; (iii) Les principaux domaines d'expertise (stratégie, contrôle interne, finance, management, politique de rémunération de la société mère), tout comme la compétence des administrateurs, l'importance des sujets traités, la qualité des informations échangés et leurs contributions respectives.
	Ainsi, chaque conseil doit réfléchir à l'équilibre souhaitable de sa composition et de celle des comités qu'il constitue en son sein et s'interroger périodiquement sur l'adéquation à ses tâches de son organisation et de son fonctionnement.	

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
11.	Les séances du conseil et les réunions du comité	
11	<p>Information sur les séances du Conseil</p> <p>Le nombre des séances du Conseil d'administration et des réunions des comités du conseil tenues au cours de l'exercice écoulé doit être indiqué dans le rapport annuel, qui doit également donner aux actionnaires toute information utile sur la participation des administrateurs à ces séances et réunions.</p> <p>La périodicité et la durée des séances du Conseil d'administration doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du conseil. Il en va de même en ce qui concerne les réunions des comités du conseil (comité d'audit, des rémunérations, des nominations...).</p> <p>Les délibérations doivent être claires. Le procès-verbal de séance doit résumer les débats et préciser les décisions prises. Il revêt une importance particulière puisque c'est lui qui fournit, le cas échéant, la trace des diligences du conseil dans l'accomplissement de ses missions. Sans être inutilement détaillé, il doit succinctement mentionner les questions soulevées ou les réserves émises.</p>	<p>Oui, le Document de Référence indique le nombre de réunions et le taux de présence au cours de l'exercice 2016 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Conseil d'administration a tenu 8 réunions et le taux de présence s'est élevé à 98.75 % 2. Le Comité d'audit a tenu 5 réunions et le taux de présence s'est élevé à 95 % 3. Le Comité des rémunérations (et des nominations) a tenu 1 réunion et le taux de présence s'est élevé à 100 % <p>Oui, ces règles sont précisées dans le règlement intérieur et appliquées dans le cadre de la rédaction de l'ensemble des procès-verbaux.</p>
12.	L'accès à l'information des administrateurs	
12.	<p>La loi a consacré le principe selon lequel le président ou le directeur général est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les modalités d'exercice de ce droit de communication et les obligations de confidentialité qui lui sont attachées doivent être précisées par le règlement intérieur du Conseil d'administration auquel revient, le cas échéant, le soin d'apprécier le caractère utile des documents demandés.</p> <p>Les sociétés doivent également fournir à leurs administrateurs l'information utile à tout moment de la vie de la société entre les séances du conseil, si l'importance ou l'urgence de l'information l'exigent. Cette information permanente doit comprendre également toute information pertinente, y compris critique, concernant la société, notamment articles de presse et rapports d'analyse financière.</p> <p>Inversement, les administrateurs ont le devoir de demander l'information utile dont ils estiment avoir besoin pour accomplir leur mission. Ainsi, si un administrateur considère qu'il n'a pas été mis en situation de délibérer en toute connaissance de cause, il a le devoir de le dire au conseil afin d'obtenir l'information indispensable.</p> <p>Les administrateurs doivent pouvoir rencontrer les principaux dirigeants de l'entreprise, y compris hors la présence des dirigeants mandataires sociaux. Dans ce dernier cas, ceux-ci doivent en avoir été informés au préalable.</p>	<p>Oui, le règlement intérieur prévoit les modalités du droit à l'information des administrateurs et de leur obligation de confidentialité.</p>
13.	La formation des administrateurs	
13.	<p>Formation des administrateurs</p> <p>L'une des conditions majeures de la nomination d'un administrateur est sa compétence, mais il ne peut être attendu a priori de tout administrateur une connaissance précise de l'organisation de l'entreprise et de ses activités. Chaque administrateur doit donc bénéficier, s'il le juge nécessaire, d'une formation complémentaire sur les spécificités de l'entreprise, ses métiers et son secteur d'activité.</p> <p>Les membres du comité d'audit doivent bénéficier, lors de leur nomination, d'une information sur les particularités comptables, financières ou opérationnelles de l'entreprise.</p>	<p>Oui, lors de la prise de fonction d'un administrateur, différentes sessions de formation leur sont proposées afin de remplir au mieux leurs missions.</p> <p>Il en est de même pour les membres des Comités spécialisés.</p> <p>Oui, les membres du comité d'audit bénéficient de l'expertise nécessaire en raison de leur parcours professionnel. Ils sont par ailleurs informés de manière régulière de la part du président du Comité de rémunération des particularités comptables et financières de la société.</p>
14.	La durée des fonctions des administrateurs	
14.	<p>Durée et échelonnement des mandats</p> <p>Sans affecter celle des mandats en cours, la durée du mandat des administrateurs, fixée par les statuts, ne doit pas excéder quatre ans de</p>	<p>Oui, conformément aux recommandations du code, la durée des mandats est de 3 ans. les mandats de sept administrateurs ont été</p>

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	sorte que les actionnaires soient amenés à se prononcer avec une fréquence suffisante sur leur élection.	renouvelés en 2016, les trois autres seront renouvelés en 2018.
	L'échelonnement des mandats doit être organisé de façon à éviter un renouvellement en bloc et à favoriser un renouvellement harmonieux des administrateurs.	
	Information sur les administrateurs	Oui , ces informations sont reprises dans les biographies des administrateurs et dans la présentation de la composition du Conseil d'administration.
	Le rapport annuel doit indiquer précisément les dates de début et d'expiration du mandat de chaque administrateur de manière à faire apparaître l'échelonnement existant. Il mentionne également pour chaque administrateur, outre la liste des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés, sa nationalité, son âge, la principale fonction qu'il exerce et fournit la composition nominative de chaque comité du conseil.	
	Lorsque l'Assemblée générale est saisie de la nomination ou du renouvellement d'un administrateur, la brochure ou l'avis de convocation adressé aux actionnaires doit comporter, outre les prescriptions légales, une notice biographique décrivant les grandes lignes de son curriculum vitae.	Oui , Il est fait mention dans le règlement intérieur et les statuts de la société en son Titre III art 6.3, le nombre d'actions à détenir par chaque administrateur. Cette information est également indiquée dans le Document de Référence.
	Bien que la loi ne l'impose pas, il est indispensable que les statuts ou le règlement intérieur fixent un nombre minimum d'actions de la société concernée que doit détenir personnellement chaque administrateur, et qui doit figurer dans le rapport annuel et/ou dans la brochure ou l'avis de convocation adressé aux actionnaires.	Oui , les statuts Titre III, art. 6.3 repris dans le Document de Référence prévoit cette information.
15.	Les comités du conseil	
15.	Existence et composition des comités	Oui , le Conseil d'administration est doté d'un Comité des rémunérations qui a également pour fonction de sélectionner et proposer la nomination de nouveaux administrateurs.
	Outre les missions dévolues par la loi au comité d'audit, il est recommandé que la rémunération, ainsi que les nominations des administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux, fassent l'objet d'un travail préparatoire par un comité spécialisé du conseil d'administration.	
	Lorsque le conseil s'est doté de comités spécialisés correspondant à telle ou telle préoccupation particulière, en aucun cas la création de ces comités ne doit dessaisir le conseil lui-même qui a seul le pouvoir légal de décision, ni conduire à un démembrement de son collège qui est et doit demeurer responsable de l'accomplissement de ses missions. Les comités ne doivent en effet pas se substituer au conseil mais en être une émanation qui facilite le travail de ce dernier. Pour cette raison notamment, il convient d'insister sur la qualité des comptes rendus faits par les comités en conseil et sur l'inclusion dans le rapport annuel d'une description de l'activité des comités.	Oui , l'ensemble des droits et obligations des Comités spécialisés sont précisés dans le règlement intérieur inhérent à chaque comité.
	Les comités du conseil peuvent prendre contact, dans l'exercice de leurs attributions, avec les principaux dirigeants de la société après en avoir informé le président du Conseil d'administration et à charge d'en rendre compte au conseil.	Oui , Les règlements intérieurs reprennent en majorité les recommandations formulées à travers le code AFEP MEDEF.
	Les comités du conseil peuvent solliciter des études techniques externes sur des sujets relevant de leur compétence, aux frais de la société, après en avoir informé le président du Conseil d'administration ou le Conseil d'administration lui-même et à charge d'en rendre compte au conseil.	
	En cas de recours par les comités aux services de conseils externes (par exemple, un conseil en rémunération en vue d'obtenir notamment des informations sur les systèmes et niveaux de rémunérations en vigueur dans les principaux marchés), les comités doivent veiller à l'objectivité du conseil concerné.	
	Chaque comité doit être doté d'un règlement précisant ses attributions et ses modalités de fonctionnement. Les règlements des comités, qui doivent être approuvés par le conseil, peuvent être intégrés au règlement intérieur du conseil ou faire l'objet de dispositions distinctes. Le secrétariat des comités est assuré par des personnes désignées par le président du comité ou en accord avec celui-ci.	
	Il convient d'éviter la présence dans les comités d'administrateurs croisés.	

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
16.	Le comité d'audit	
16.	Existence	
	Chaque conseil doit se doter d'un comité d'audit dont la mission n'est pas séparable de celle du Conseil d'administration qui a l'obligation légale d'arrêter les comptes sociaux annuels et d'établir les comptes consolidés annuels. C'est principalement à l'occasion de l'arrêté des comptes que le conseil doit assumer deux de ses missions essentielles : le contrôle de la gestion et la vérification de la fiabilité et de la clarté des informations qui seront fournies aux actionnaires et au marché.	Oui , le Conseil d'administration est doté d'un Comité d'audit.
16.1	Composition	
	Les membres du comité d'audit doivent avoir une compétence financière ou comptable.	Oui , il est fait référence de la compétence financière et comptable notamment du président du Comité d'audit dans la description des parcours des administrateurs.
	La part des administrateurs indépendants dans le comité d'audit (hors les administrateurs représentant les actionnaires salariés ainsi que les administrateurs représentant les salariés, qui ne sont pas comptabilisés), doit être au moins de deux tiers et le comité ne doit comprendre aucun dirigeant mandataire social.	Le Comité d'audit est composé à 50 % de membres indépendants, dont notamment son Président. Oui , aucun membre du comité n'exerce une fonction de dirigeant et mandataire social.
	La nomination ou la reconduction du président du comité d'audit, proposée par le comité des nominations, doit faire l'objet d'un examen particulier de la part du conseil.	Oui , Le président du comité d'audit a des compétences financières et comptables acquises au cours des dernières années.
16.2	Ses Missions	
	Le comité d'audit a pour tâche essentielle : - de procéder à l'examen des comptes et de s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux de l'entreprise ; - d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ; - d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.	Oui , le règlement intérieur intègre déjà le périmètre prévu par le code AFEP MEDEF. Comme indiqué dans le Document de Référence, les commissaires aux comptes rendent compte au comité d'audit de leurs missions dans le cadre de rapports sur les comptes semestriels, et annuels, et sur leurs autres travaux d'audits.
16.2.1	Lors de l'examen des comptes, le comité se penche sur les opérations importantes à l'occasion desquelles aurait pu se produire un conflit d'intérêts. Les délais d'examen des comptes doivent être suffisants (au minimum deux jours avant l'examen par le conseil). L'examen des comptes par le comité d'audit doit être accompagné d'une présentation des commissaires aux comptes soulignant les points essentiels non seulement des résultats de l'audit légal, notamment les ajustements d'audit et les faiblesses significatives du contrôle interne identifiées durant les travaux, mais aussi des options comptables retenues. Il doit également être accompagné d'une présentation du directeur financier décrivant l'exposition aux risques et les engagements hors-bilan significatifs de l'entreprise.	Oui , le Comité d'audit se penche a minima trimestriellement sur les principales opérations financières ainsi que l'examen des comptes. Les commissaires aux comptes présentent leurs conclusions deux fois par an au Comité d'audit.
16.2.2	Le comité doit entendre régulièrement les commissaires aux comptes, y compris hors la présence des dirigeants. Les commissaires aux comptes doivent notamment être entendus lors des réunions du comité traitant de l'examen du processus d'élaboration de l'information financière et de l'examen des comptes, afin de rendre compte de l'exécution de leur mission et des conclusions de leurs travaux.	Oui , le Comité d'audit entend les commissaires aux comptes a minima deux fois par an. Oui , le Comité a renforcé son processus d'examen et d'évaluation de la mission des commissaires aux comptes, afin de s'aligner sur les nouvelles dispositions légales telles qu'applicables dans le cadre de la nouvelle réforme de l'audit.
16.2.3	Le comité doit piloter la procédure de sélection des commissaires aux comptes, et soumettre au Conseil d'administration une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'Assemblée générale. Le comité propose au conseil la procédure de sélection et notamment s'il y a lieu de recourir à un appel d'offres. Il supervise l'appel d'offres et valide le cahier des charges et le choix des cabinets consultés,	Oui , le Comité d'audit pilote la sélection des commissaires aux comptes.

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	en veillant à la sélection du « mieux-disant » et non du « moins-disant ».	
	Le comité doit notamment se faire communiquer chaque année par les commissaires aux comptes :	Oui , pour répondre aux sujets soulevés par le livre Vert de la communauté européenne, la société a nommé
	leur déclaration d'indépendance ;	
	le montant des honoraires versés au réseau des commissaires aux comptes par les sociétés contrôlées par la société ou l'entité qui la contrôle, au titre des prestations qui ne sont pas directement liées à la mission des commissaires aux comptes ;	la société Deloitte en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire qui sera en charge de la rédaction du rapport RSE.
	une information sur les prestations accomplies au titre des diligences directement liées à la mission de commissaire aux comptes.	
	Le comité examine avec les commissaires aux comptes les risques pesant sur leur indépendance et les mesures de sauvegarde prises pour atténuer ces risques. Il doit notamment s'assurer que le montant des honoraires versés par la société et son groupe, ou la part qu'ils représentent dans le chiffre d'affaires des cabinets et des réseaux, ne sont pas de nature à porter atteinte à l'indépendance des commissaires aux comptes.	
16.3	Fonctionnement et méthodes opérationnelles	Oui , le secrétaire du Comité d'audit réalise des procès-verbaux des réunions. Un résumé des délibérations est fourni dans le Document de Référence.
	Les comptes rendus d'activité du comité d'audit au Conseil d'administration doivent permettre au conseil d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations.	
	Le rapport annuel doit comporter un exposé sur l'activité du comité d'audit au cours de l'exercice écoulé.	Oui , les méthodes de travail du Comité d'audit, l'intervention du Directeur Financier, du directeur des risques ou autres personnes compétentes sont spécifiés dans le rapport du président sur le Contrôle interne.
	Le comité d'audit doit entendre les commissaires aux comptes, mais également les directeurs financiers, comptables et de la trésorerie. Ces auditions doivent pouvoir se tenir, lorsque le comité le souhaite, hors la présence de la direction générale de l'entreprise.	Le Comité d'audit est régulièrement informé du programme interne.
	Le comité doit examiner le périmètre des sociétés consolidées et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles des sociétés n'y seraient pas incluses.	
	Le comité doit pouvoir recourir à des experts extérieurs en tant que de besoin en veillant à leur compétence et leur indépendance.	
	S'agissant de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, le comité doit veiller à l'existence de ces systèmes, à leur déploiement et à la mise en œuvre d'actions correctrices en cas de faiblesses ou d'anomalies significatives. A cette fin, il est informé des principaux constats des commissaires aux comptes et de l'audit interne. Il entend les responsables de l'audit interne et du contrôle des risques et donne son avis sur l'organisation de leurs services. Il doit être informé du programme d'audit interne et être destinataire des rapports d'audit interne ou d'une synthèse périodique de ces rapports.	
	Le comité examine les risques et les engagements hors-bilan significatifs, apprécie l'importance des dysfonctionnements ou faiblesses qui lui sont communiqués et informe le conseil, le cas échéant.	
17.	Comité en charge de la sélection ou des nominations	
17.	Composition	Oui , le Comité des rémunérations est également en charge des nominations, et ce afin d'éviter la multiplication des comités spécifiques.
	Chaque conseil doit-il constituer en son sein un comité de sélection ou des nominations des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux, qui peut être ou non distinct du comité des rémunérations.	
17.1	Lorsque le comité de sélection ou des nominations est distinct du comité des rémunérations, les recommandations concernant la composition et les modalités de fonctionnement de ce dernier lui sont également applicables (v. infra).	Non applicable
	Toutefois, à la différence de ce qui est prévu pour le comité des rémunérations, le dirigeant mandataire social exécutif est associé aux travaux du comité de sélection ou des nominations. En cas de dissociation des fonctions de président et de directeur général, le président peut être membre de ce comité.	
17.2.	Attributions	
	Ce comité a la charge de faire des propositions au conseil après avoir examiné de manière circonstanciée tous les éléments qu'il doit prendre en compte dans sa délibération : équilibre souhaitable de la composition du conseil au vu de la composition et de l'évolution de l'actionnariat de la société, de la répartition des hommes et des femmes au sein du conseil, recherche et appréciation des candidats possibles, opportunité des	Oui , le Comité des rémunérations a pour compétence de rechercher, examiner et sélectionner toute nouvelle candidature à la nomination à un poste de membre du Conseil

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	renouvellements de mandats. En particulier, il doit organiser une procédure destinée à sélectionner les futurs administrateurs indépendants et réaliser ses propres études sur les candidats potentiels avant toute démarche auprès de ces derniers.	d'administration et de formuler sur ces candidatures un avis et/ou une recommandation au conseil d'administration.
	Le comité de sélection ou des nominations (ou un comité ad hoc) doit établir un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux.	
18.	Le comité en charge des rémunérations	
18.1	Composition	Oui , la totalité des membres du comité des rémunérations sont non exécutifs. Il est composé à 50 % de membres indépendants. Le comité ne comprend pas d'administrateur salarié car la société n'avait pas d'obligation de mettre en place un administrateur salarié au sens de l'article L 225 - 27 - 1 du Code de commerce et étudie actuellement les dispositions en vigueur.
	Il ne doit comporter aucun dirigeant mandataire social	
	et doit être composé majoritairement d'administrateurs indépendants.	
	Il doit être présidé par un administrateur indépendant.	
	Il est conseillé qu'un administrateur salarié soit membre du comité	
18.2	Ses comptes rendus d'activité au Conseil d'administration doivent permettre au conseil d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations. Lors de la présentation du compte rendu des travaux du comité sur les rémunérations, il est nécessaire que le conseil délibère sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux, hors la présence de ceux-ci. Le rapport annuel doit comporter un exposé sur l'activité du comité des rémunérations au cours de l'exercice concerné.	Oui , le secrétaire du Comité d'audit réalise des procès-verbaux des réunions. Un résumé des délibérations est fourni dans le Document de Référence.
18.3	Le comité des rémunérations doit permettre de placer le Conseil d'administration dans les meilleures conditions pour déterminer l'ensemble des rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux, l'ensemble du Conseil d'administration ayant la responsabilité de la décision. Par ailleurs, le comité doit être informé de la politique de rémunération des principaux dirigeants non mandataires sociaux. A cette occasion, le comité s'adjoit les dirigeants mandataires sociaux.	Oui , les méthodes de travail du Comité des rémunérations sont spécifiées dans le rapport du président sur le Contrôle interne.
19.	Nombre des dirigeants mandataires sociaux et des administrateurs	
19.	Un dirigeant mandataire social ne doit pas exercer plus de deux autres mandats d'administrateur dans des sociétés cotées extérieures à son groupe, y compris étrangères. Il doit en outre recueillir l'avis du conseil avant d'accepter un nouveau mandat social dans une société cotée.	Oui , le président-directeur général exerce actuellement un mandat au sein du Conseil de surveillance de Carl Zeiss AG et 3 mandats au sein de comités consultatifs. Par ailleurs, le Document de Référence indique les mandats exercés dans des sociétés cotées, y compris étrangères.
	En ce qui concerne le président dissocié, le conseil peut formuler des recommandations spécifiques en la matière eu égard à son statut et aux missions particulières qui lui ont été confiées.	
	Un administrateur ne doit pas exercer plus de quatre autres mandats dans des sociétés cotées extérieures au groupe, y compris étrangères. Cette recommandation s'applique lors de la nomination ou du prochain renouvellement du mandat de l'administrateur.	
	L'administrateur doit tenir informé le conseil des mandats exercés dans d'autres sociétés, y compris sa participation aux comités du conseil de ces sociétés françaises ou étrangères.	
20.	Déontologie de l'administrateur	
21.	Rémunération des administrateurs	
21.1 -	Rémunération des membres du conseil	Oui , toutes les informations sont reprises dans la partie « jetons de présence » du Document de
21.2	Il est rappelé que le mode de répartition de cette rémunération, dont le	

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	montant global est décidé par l'Assemblée générale, est arrêté par le conseil d'administration. Il doit tenir compte, selon les modalités qu'il définit, de la participation effective des administrateurs au conseil et dans les comités, et donc comporter une part variable prépondérante.	Référence. Les règles de répartition sont définies par le Conseil d'administration de la société et précisées dans le Document de Référence, dans le rapport du président sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne.
	Il apparaît naturel que la participation des administrateurs à des comités spécialisés donne lieu à l'attribution d'un montant supplémentaire de jetons de présence. De même, l'exercice de missions particulières telles que celles de vice-président ou d'administrateur référent peuvent donner lieu à une telle attribution ou au versement d'une rémunération exceptionnelle soumis alors au régime des conventions réglementées.	
	Le montant des jetons de présence doit être adapté au niveau des responsabilités encourues par les administrateurs et du temps qu'ils doivent consacrer à leurs fonctions.	
	Chaque conseil doit examiner la pertinence du niveau des jetons de présence au regard des charges et responsabilités incombant aux administrateurs.	
21.3	Les règles de répartition des jetons de présence et les montants individuels des versements effectués à ce titre aux administrateurs doivent être exposés dans le rapport annuel.	Oui , le montant des jetons de présence est présenté de façon détaillée dans le Document de Référence.
22.	La cessation du contrat de travail en cas de mandat social Il est recommandé, lorsqu'un salarié devient dirigeant mandataire social de l'entreprise, de mettre fin au contrat de travail qui le lie à la société ou à une société du groupe, soit par rupture conventionnelle, soit par démission.	Oui , aucun mandataire social n'a été ou n'est salarié par la société
23.	Les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux	
23.1	Principe de détermination de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et rôle du Conseil d'administration. La détermination de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux relève de la responsabilité des conseils d'administration ou de surveillance et se fonde sur les propositions du comité des rémunérations.	Oui , la politique générale des rémunérations est débattue dans le comité des rémunérations, avant proposition au Conseil pour M. Oscar Werner Reif et M. Volker Niebel. M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt étant représentant du groupe Sartorius AG, leur politique de rémunération est débattue et décidée au niveau de la société mère de Sartorius Stedim Biotech GmbH. Cette dernière applique de manière rigoureuse les principes énoncés par le code Afep-Medef
	Dans la détermination de ces rémunérations, les conseils et comités doivent prendre en compte les principes suivants :	Oui , les principes requis par le code sont scrupuleusement appliqués. En effet, la société applique les principes d'une rémunération fixe et variable annuelle et à long terme applicable pour les membres exécutifs en fonction de la réalisation d'objectifs dont les clés de répartition des critères sont décrits de manière détaillée dans la section sur le rapport relatif aux rémunérations du présent document de référence. En effet ; ce rapport présente de manière claire et précise les clés de répartition alloués à chaque critère de rémunération variable. Ainsi, la société a pris en compte les mesures et les commentaires du Haut Comité pour la Gouvernance d'Entreprise en renforçant le niveau

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
		d'information et de détails sur les critères appliqués (EBITDA, Chiffre d'Affaires, Ratio / Dettes nettes/EBITDA), les clés de répartition par critère et le plafond dévolu pour chaque objectif atteint..
	exhaustivité	
	équilibre	
	benchmark	
	cohérence	
	intelligibilité des règles	
	mesure	
23.2	<p>Politique de rémunération et attribution de stock-options et d'actions de performance.</p> <p>La rémunération des dirigeants mandataires sociaux de l'entreprise doit être mesurée, équilibrée, équitable et renforcer la solidarité et la motivation à l'intérieur de l'entreprise.</p> <p>Si le marché est une référence, il ne peut être la seule. La rémunération d'un dirigeant mandataire social est fonction du travail effectué, des résultats obtenus, mais aussi de la responsabilité assumée. Un dirigeant mandataire social assume la responsabilité ultime de l'équipe de direction, ce qui justifie une rémunération supérieure. La politique générale d'attribution des options d'actions et des actions de performance doit faire l'objet d'un débat au sein du comité des rémunérations et sur sa proposition, d'une décision du conseil d'administration.</p> <p>Le conseil doit suivre l'évolution de l'ensemble des composantes de la rémunération sur plusieurs années au regard des performances de l'entreprise.</p>	<p>Oui, la politique générale des rémunérations est débattue dans le comité des rémunérations, avant proposition au Conseil pour M. Oscar Werner Reif et M. Volker Niebel.</p> <p>M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt étant représentant du groupe Sartorius AG, leur politique de rémunération est débattue et décidée au niveau de la maison mère de Sartorius Stedim Biotech GmbH.</p>
23.2.2	<p>Rémunération fixe</p> <p>Elle peut être calibrée différemment selon que le dirigeant mandataire social poursuit une carrière sans discontinuité dans l'entreprise ou qu'il est recruté à l'extérieur.</p> <p>Elle ne doit en principe être revue qu'à échéances relativement longues, par exemple trois ans.</p> <p>Sa progression doit être liée à des événements affectant l'entreprise, et tenir compte de la rémunération de la performance au travers des autres composantes de la rémunération y compris les avantages en nature.</p> <p>Si toutefois l'entreprise fait le choix d'une évolution annuelle de la rémunération fixe du dirigeant mandataire social, cette évolution doit être modérée et respecter le principe de cohérence mentionné en 23.1.</p>	<p>Oui, la politique générale de la rémunération fixe est revue au sein du comité des rémunérations pour M. Oscar Werner Reif et M. Volker Niebel. Sauf éléments exceptionnels, son évolution reste modérée d'une année à l'autre. La société se conforme aux recommandations du code AFEP MEDEF quant à la modération des augmentations. Le conseil veille au suivi de ladite rémunération fixe au regard de la performance de la société.</p> <p>M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt étant représentant du groupe Sartorius AG, leur politique de rémunération est débattue et décidée au niveau de la maison mère de Sartorius Stedim Biotech.</p>
23.2.3	<p>Rémunération variable</p> <p>Le conseil peut décider d'attribuer aux dirigeants mandataires sociaux une rémunération variable annuelle et/ou pluriannuelle.</p> <p>Ces différentes rémunérations variables peuvent être cumulées, mais ce cumul doit être décidé au regard des principes précités, et en particulier de ceux d'exhaustivité et de mesure. Les rémunérations variables doivent être fixées par le Conseil d'administration pour une période déterminée. Les règles de fixation de la / des rémunération(s) variable(s) doivent être cohérentes avec l'évaluation faite annuellement ou sur plusieurs années des performances des dirigeants mandataires sociaux et avec la stratégie de l'entreprise. Les rémunérations variables récompensent la performance du dirigeant et le progrès de l'entreprise sur la période considérée.</p> <p>Le cours de bourse ne doit pas constituer le seul critère de cette performance.</p>	<p>Oui, la politique générale de la rémunération variable est revue au sein du comité des rémunérations pour M. Oscar Werner Reif et M. Volker Niebel. Une rémunération variable annuelle et pluriannuelle a été mise en place par la société. Sauf éléments exceptionnels, son évolution reste modérée d'une année à l'autre. La société se conforme aux recommandations du code AFEP MEDEF quant à la modération des augmentations.</p> <p>Le cours de bourse ne constitue pas un élément de variation de la</p>

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	Les modalités des rémunérations variables doivent être intelligibles pour l'actionnaire et doivent donner lieu chaque année à une information claire et exhaustive dans le rapport annuel.	rémunération. Elle est d'ailleurs basée sur des critères quantitatifs précisément mesurables et exigeants.
	Les rémunérations variables doivent être subordonnées à la réalisation d'objectifs précis et bien entendu préétablis.	M. Joachim Kreuzburg et M. Reinhard Vogt étant représentants du groupe Sartorius AG, leur politique de rémunération est débattue et décidée au niveau de la société mère de Sartorius Stedim Biotech.
	Les critères quantitatifs doivent être simples, pertinents, objectifs, mesurables et adaptés à la stratégie de l'entreprise.	Par conséquent, la société ne prend à sa charge aucune rémunération liée au mandat social des membres exécutifs. Toutefois, la société mère applique un système de refacturation des flux liés à ces rémunérations qui sont soumis aux dispositions de l'article L L 225 - 38 du Code de Commerce.
	Il doit être procédé à un réexamen régulier de ces critères dont il faut éviter les révisions ponctuelles.	
	Il faut également prêter une grande attention à d'éventuels effets de seuil générés par les critères quantitatifs.	
	Seules des circonstances très particulières peuvent donner lieu à une partie variable exceptionnelle.	
	Les critères qualitatifs doivent être définis de manière précise. Au sein de la rémunération variable, lorsque des critères qualitatifs sont utilisés, une limite doit être fixée à la part qualitative tout en permettant le cas échéant de tenir compte de circonstances exceptionnelles.	Oui, le rapport portant sur les rémunérations établi dans ce document de référence présente de manière claire et précise les clés de répartition alloués à chaque critère de rémunération variable attribué annuellement et à long terme.
	Les rémunérations variables doivent être d'un ordre de grandeur équilibré par rapport à la partie fixe. Elles consistent en un pourcentage maximum de la partie fixe, adapté au métier de l'entreprise et prédéfini par le conseil.	
	Sauf exception motivée, l'attribution de rémunérations variables ne doit pas être réservée aux seuls dirigeants mandataires sociaux.	
	En cas de départ du dirigeant mandataire social avant l'expiration de la durée prévue pour l'appréciation des critères de performance, le bénéfice du versement de la rémunération variable pluriannuelle doit être exclu, sauf circonstances exceptionnelles motivées par le conseil.	
23.2.5	Indemnités de prise de fonctions Une indemnité de prise de fonctions ne peut être accordée qu'à un nouveau dirigeant mandataire social venant d'une société extérieure au groupe. Dans ce cas, son montant doit être rendu public au moment de sa fixation.	Oui , il n'existe pas d'indemnités de prise de fonctions des mandataires sociaux.
	Indemnités de non-concurrence Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure des conventions réglementées prévue par la loi, la conclusion d'un accord de non concurrence doit faire l'objet d'une réflexion approfondie au sein du comité des rémunérations.	Oui , certains membres exécutifs ont une clause de non-concurrence telle que déterminée par la politique de rémunération de la société mère Sartorius AG en accord avec la réglementation allemande en vigueur. La société toutefois, prend en charge une quote part de ces indemnités au travers d'un système de refacturation, qui est décrit de manière exhaustive dans la section du rapport sur les rémunérations du présent document de référence.
	Le conseil doit autoriser la conclusion de l'accord de non-concurrence, la durée de l'obligation de non-concurrence et le montant de l'indemnité, en tenant compte de la portée concrète et effective de l'obligation de non-concurrence. La décision du conseil doit être rendue publique.	
23.2.5	Le conseil doit prévoir, lors de la conclusion de l'accord, une stipulation l'autorisant à renoncer à la mise en œuvre de cet accord lors du départ du	

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	dirigeant. Le conseil doit se prononcer sur l'application ou non de l'accord de non-concurrence au moment du départ du dirigeant, notamment lorsque le dirigeant quitte la société pour faire valoir ou après avoir fait valoir ses droits à la retraite. L'indemnité de non-concurrence ne doit pas excéder, le cas échéant, un plafond de deux ans de rémunération (fixe + variable). Lorsqu'une indemnité de départ doit en outre être versée, le cumul des deux indemnités ne peut dépasser ce plafond (v. supra).	
23.2.6	Les régimes de retraite supplémentaires relevant de l'article L.137 - 11 du code de la sécurité sociale, prévus pour des cadres dirigeants et des dirigeants mandataires sociaux, doivent respecter des conditions qui évitent les abus. Les retraites supplémentaires à prestations définies sont soumises à la condition que le bénéficiaire soit mandataire social ou salarié de l'entreprise lorsqu'il fait valoir ses droits à la retraite en application des règles en vigueur. Afin de prévenir tout abus, il est nécessaire de poser certaines règles complémentaires (sous réserve des plans fermés à de nouveaux bénéficiaires qui ne peuvent plus être modifiés) : - un tel avantage doit être pris en compte dans la fixation globale de la rémunération sur la base des principes généraux énoncés ci-dessus ; - le groupe des bénéficiaires potentiels doit être sensiblement plus large que les seuls mandataires sociaux ; - les bénéficiaires doivent satisfaire à des conditions raisonnables d'ancienneté dans l'entreprise, d'au minimum deux ans, fixées par le Conseil d'administration pour bénéficier des prestations d'un régime de retraite à prestations définies ; - l'augmentation des droits potentiels doit être progressive en fonction de l'ancienneté dans le régime et ne doit représenter, chaque année, qu'un pourcentage limité à 5% de la rémunération du bénéficiaire. Cette progressivité doit être décrite ; - la période de référence prise en compte pour le calcul des prestations doit être de plusieurs années et toute augmentation artificielle de la rémunération sur cette période à la seule fin d'augmenter le rendement du régime de retraite est à proscrire. Les systèmes donnant droit immédiatement ou au terme d'un petit nombre d'années à un pourcentage élevé de la rémunération totale de fin de carrière sont de ce fait à exclure.	Oui , les régimes supplémentaires de retraite restent en rapport avec les responsabilités des dirigeants de la société. Ils sont toutefois, soumis au régime de droit allemand applicable en la matière avec une prise en compte des exigences du code Afep-Medef.
23.2.6	En outre, des informations sur les droits potentiels ouverts à titre individuel, notamment le revenu de référence et le pourcentage maximum dudit revenu auquel donnerait droit le régime de retraite supplémentaire, doivent être rendues publiques. Ce pourcentage ne saurait être supérieur à 45% du revenu de référence (rémunérations fixes et variables dues au titre de la période de référence).	
24.	L'information sur les rémunérations des mandataires sociaux et les politiques d'attribution d'options d'actions et d'actions de performance	
24.	La loi comporte l'obligation pour les sociétés de faire figurer dans leur rapport de gestion la rémunération totale et les avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social, ainsi que le montant des rémunérations et des avantages de toute nature que chacun de ces mandataires a reçus durant l'exercice de la part des sociétés du groupe. Une information très complète doit être donnée aux actionnaires afin que ces derniers aient une vision claire, non seulement de la rémunération individuelle versée aux dirigeants mandataires sociaux, mais aussi de la politique de détermination des rémunérations qui est appliquée.	Oui , la partie rapport du président sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne regroupe ces informations sur les rémunérations des membres exécutifs et non exécutifs.
24.1	Information permanente Tous les éléments de rémunération potentiels ou acquis des dirigeants	Oui , la société se conforme à cette recommandation.

		MESURES MISES EN ŒUVRE PAR SARTORIUS STEDIM BIOTECH
ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	mandataires sociaux doivent être rendus publics immédiatement après la réunion du conseil les ayant arrêtés.	
24.2	Le rapport annuel doit comporter un chapitre, établi avec le concours du comité des rémunérations, consacré à l'information des actionnaires sur les rémunérations perçues par les mandataires sociaux.	
	: Rémunérations variables : Une présentation détaillée de la politique de détermination de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, et notamment les règles d'attribution de la partie variable annuelle. Sans remettre en cause la confidentialité pouvant s'attacher à certains éléments de détermination de la rémunération variable, cette présentation doit indiquer les critères sur lesquels cette partie variable est établie, comment ils ont été appliqués par rapport à ce qui avait été prévu au cours de l'exercice et si les objectifs personnels ont été atteints. Elle doit en outre, le cas échéant, préciser si le versement de cette part variable est pour partie différé et indiquer les conditions et modalités de ce versement différé. Elle doit enfin, le cas échéant, préciser les règles d'attribution de la rémunération variable pluriannuelle. Sans remettre en cause la confidentialité qui peut être justifiée pour certains éléments de détermination de cette rémunération variable, elle doit indiquer les critères sur lesquels cette rémunération est établie, et lors du versement de la partie variable pluriannuelle comment ces critères ont été appliqués ;	Oui , l'indication des critères de détermination de la partie variable et l'information sur l'application des critères sont indiquées dans le rapport portant sur les rémunérations dans le Document de Référence.
	Retraites : Des informations sur les systèmes de retraite ou les engagements provisionnés par la société. Compte tenu de la grande variété des systèmes de retraite, il convient de mentionner si les dirigeants mandataires sociaux bénéficient du même régime de retraite que celui des cadres dirigeants du groupe ou s'ils bénéficient d'un dispositif de retraite spécifique, de décrire les principales caractéristiques de ces régimes et en particulier leurs modalités de calcul ;	Oui , la société indique ces informations dans la partie dédiée aux rémunérations dans le Document de Référence.
	Rémunérations individuelles : Une présentation détaillée de la rémunération individuelle de chaque dirigeant mandataire social comparée à celle de l'exercice précédent, et ventilée par masses entre parties fixes et parties variables. Bien que le code de commerce ne le prévoit pas, il apparaît que l'information la plus pertinente pour les actionnaires est celle qui consiste à rattacher la partie variable à l'exercice au titre duquel elle est calculée, même si elle n'est versée qu'au cours des exercices suivants. Il est donc recommandé de communiquer en priorité sur les rémunérations dues au titre de l'exercice et dans un tableau récapitulatif de faire apparaître les montants dus et versés pour l'exercice en cours et les exercices précédents ;	Oui , la société indique la rémunération individuelle également. Une comparaison avec l'exercice précédent est présentée en distinguant les rémunérations dues et les rémunérations versées par exercice, ainsi que la ventilation de la partie fixe et de la partie variable.
	Jetons de présence : le montant global et individuel des jetons de présence versés aux administrateurs et les règles de répartition entre ceux-ci, ainsi que les règles de perception des jetons de présence alloués le cas échéant à l'équipe de direction générale à raison des mandats sociaux détenus dans les sociétés du groupe ;	Oui , la société indique le montant global et individuel des jetons de présence.
	Options d'actions : Une description de la politique d'attribution d'options d'actions à l'ensemble des bénéficiaires en exposant de manière séparée, s'il y a lieu, la politique particulière d'attribution aux dirigeants mandataires sociaux. En particulier, doivent être précisés la nature des options (options d'achat ou de souscription), le cas échéant les critères de définition des catégories de bénéficiaires, la périodicité des plans, les conditions arrêtées par le conseil pour l'exercice des options ainsi que l'impact de chaque attribution d'options en termes de dilution. Un tableau récapitulatif doit faire apparaître l'ensemble des données pertinentes des plans d'options en vigueur, telles que prévues pour le Document de Référence ;	Oui , la société indique ces informations dans la partie dédiée aux rémunérations dans le Document de Référence.
	Actions de performance : Une description de la politique d'attribution d'actions aux salariés ou à certaines catégories d'entre eux ainsi qu'aux dirigeants mandataires sociaux, les conditions et, le cas échéant, les critères s'ils ont été fixés par le conseil d'administration, ainsi que l'impact de chaque attribution d'actions en termes de dilution. Comme pour les options d'actions, un tableau récapitulatif doit faire apparaître l'ensemble de ces données et en particulier le nombre d'actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social et le nombre global d'actions attribuées aux	Oui , la société indique ces informations dans la partie dédiée aux rémunérations dans le Document de Référence.

MESURES MISES EN ŒUVRE PAR
SARTORIUS STEDIM BIOTECH

ARTICLE	DISPOSITIONS DU CODE	
	principaux bénéficiaires salariés du groupe ;	
	Valorisation des options et actions de performance et part attribuée aux dirigeants mandataires sociaux : Doivent également être indiquées la valorisation au moment de leur attribution et selon la méthode retenue pour les comptes consolidés, tant des options d'actions que des actions de performance attribuées, le cas échéant, à ces dirigeants mandataires sociaux, et la part (rapportée au capital) attribuée à chacun d'entre eux.	Oui , la société indique ces informations dans la partie dédiée aux rémunérations dans le Document de Référence.
	Il est recommandé de suivre la présentation standardisée (figurant en annexe) de tous les éléments de rémunération des dirigeants.	
24.3	Le conseil doit présenter à l'Assemblée générale ordinaire annuelle la rémunération des dirigeants mandataires sociaux. Cette présentation porte sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos à chaque dirigeant mandataire social :	Oui , la société indique ces informations dans la partie dédiée aux rémunérations dans le Document de Référence conformément à la recommandation de l'AMF en la matière.
	la part fixe ;	
	la part variable annuelle et, le cas échéant, la partie variable pluriannuelle avec les objectifs contribuant à la détermination de cette part variable ;	
	les rémunérations exceptionnelles ;	
	les options d'actions, les actions de performance et tout autre élément de rémunération de long terme ; les indemnités liées à la prise ou à la cessation des fonctions ;	
	le régime de retraite supplémentaire ;	
	les avantages de toute nature.	
	Cette présentation est suivie d'un vote consultatif des actionnaires. Il est recommandé de présenter au vote des actionnaires une résolution pour le directeur général ou le président du directoire et une résolution pour le ou	Cette présentation sera effectuée au titre d'une résolution particulière et soumise au vote impératif des actionnaires conformément au nouveau principe du "Say on Pay" introduit par la loi Sapin 2 aujourd'hui en vigueur.
	les directeurs généraux délégués ou les autres membres du directoire. Lorsque l'Assemblée générale ordinaire émet un avis négatif, le conseil, sur avis du comité des rémunérations, délibère sur ce sujet lors d'une prochaine séance et publie immédiatement sur le site internet de la société un communiqué mentionnant les suites qu'il entend donner aux attentes exprimées par les actionnaires lors de l'Assemblée générale.	

Glossaire

Termes spécifiques aux secteurs industriels | aux produits

Anticorps monoclonaux

Anticorps de synthèse de plus en plus utilisés dans le traitement du cancer, des maladies autoimmunes et du VIH.

Bioréacteur

Systèmes utilisés pour la culture des cellules animales ou humaines dans un milieu nutritif afin d'obtenir les cellules proprement dites, des parties de ces cellules ou bien l'un de leurs métabolites.

Chromatographie sur membrane

Séparation sélective de mélanges de substances par adsorption sur des membranes spécifiquement modifiées (adsorbent à membrane) dans un système fluide.

FDA – Food and Drug Administration

Autorité de surveillance du gouvernement américain pour le contrôle et l'autorisation des produits biotechnologiques, pharmaceutiques, médicaux et vétérinaires ainsi que des denrées alimentaires.

Fermentation

Procédé technique utilisé pour produire des cellules à l'aide de micro-organismes.

Membrane

Film ou pellicule mince à base de polymères de structure poreuse utilisé comme composant de base de toutes les applications de filtration.

Procédé en amont

Terme désignant le processus complet depuis l'isolation et la culture des cellules jusqu'à la récolte finale en passant par le système de banque de cellules et le développement de la culture cellulaire. C'est la partie du bioprocédé dans laquelle les cellules ou lignes cellulaires sont cultivées en bioréacteur (voir Bioréacteurs).

Procédé en aval

Terme générique utilisé pour désigner les différentes étapes qui suivent le procédé en amont dans la fabrication de produits biopharmaceutiques, notamment la séparation, la purification, la fermentation et la concentration. Pendant le procédé en aval, la masse cellulaire issue du procédé en amont est traitée pour obtenir les critères de pureté ou de qualité recherchés.

Produits biopharmaceutiques

Les produits biopharmaceutiques sont des médicaments fabriqués en milieux biologiques ou extraits de sources biologiques.

Purification

Étape du procédé en aval (voir Procédé en aval) impliquant la production des cellules ou organismes à l'origine de la protéine et son isolation de toutes les autres parties de la cellule.

Technologies à usage unique

Technologies et produits destinés à un usage unique, tels que les filtres ou poches jetables.

Technologies de gestion des fluides

Technologies et systèmes pour le traitement des fluides biologiques sensibles, par exemple les poches à usage unique pour la préparation, la conservation ou le transport de solutions biopharmaceutiques, de produits intermédiaires ou de produits finaux en vrac.

Validation

Examen systématique des principales étapes et des équipements durant les phases de développement et de production, y compris du contrôle des produits pharmaceutiques, afin de s'assurer que les produits fabriqués sont fiables et qu'ils peuvent être reproduits avec le niveau de qualité souhaité.

Économie | Termes financiers**Amortissement**

L'amortissement se réfère exclusivement à l'affectation des écarts d'acquisition réalisée selon la norme IFRS 3 sur les actifs immatériels acquis et à la réduction potentielle du goodwill.

Charge d'impôt normalisé

Charges courantes d'impôt basées sur le résultat courant avant taxes et dépréciation des éléments non monétaires.

EBIT (Résultat opérationnel)

Résultat avant intérêts et impôts.

EBITDA

Résultat avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements.

EBITDA courant

EBITDA (voir EBITDA) corrigée des éléments non récurrents (voir éléments non récurrents).

Éléments non-récurrents

Les éléments non récurrents couvrent essentiellement les dépenses exceptionnelles liées à des projets d'entreprise et aux opérations d'acquisition et d'intégration.

Flottant

Actions négociables sur les marchés financiers.

Flux de trésorerie (Cashflow)

Solde des entrées et des sorties de trésorerie relatives aux activités opérationnelles d'une entité.

Gestion de la chaîne logistique

Mise en place et gestion de chaînes d'approvisionnement intégrées pour l'optimisation de l'ensemble du processus à valeur ajoutée.

Immobilisations

Somme des immobilisations incorporelles, corporelles et des actifs financiers.

Instruments financiers dérivés

Instruments de couverture pour couvrir les risques de variation des cours des monnaies étrangères et des taux d'intérêt sur les marchés.

Marge d'EBIT

EBIT (voir EBIT) rapporté au chiffre d'affaires.

Marge d'EBITDA

EBITDA (voir EBITDA) rapporté au chiffre d'affaires.

Marge d'EBITDA courant

Marge d'EBITDA opérationnel (voir EBITDA courant) rapporté au chiffre d'affaires.

Niveau d'investissements

Dépenses d'investissement rapportées au chiffre d'affaires.

Résultat financier normalisé

Résultat financier hors ajustements pour variation des justes valeurs des instruments de couverture et impacts de change liés aux emprunts en devises.

Résultat net courant

Résultat corrigé des éléments non récurrents, hors Amortissement et ajustements pour juste valeur des instruments de couvertures et des effets d'impôts pour chacun de ces éléments.

Survalueur (goodwill)

Correspond à la différence entre le prix d'acquisition d'une entreprise ou d'une activité et son actif net. Le goodwill est un actif incorporel.

Adresses

Europe

France

Sartorius Stedim Biotech S.A.
Zone Industrielle des Paluds
Avenue de Jouques – CS 91051
13781 Aubagne Cedex
Tél : + 33.4.42.84.56.00
Fax : + 33.4.42.84.56.19
info@sartorius-stedim.com

Sartorius Stedim FMT S.A.S.
Zone Industrielle des Paluds
Avenue de Jouques – CS 91051
13781 Aubagne Cedex
Tél : + 33.4.42.84.56.00
Fax : + 33.4.42.84.56.18
info@sartorius-stedim.com

Sartorius Stedim France S.A.S.
Zone Industrielle des Paluds
Avenue de Jouques – CS 71058
13781 Aubagne Cedex
Tél : + 33.4.42.84.56.00
Fax : + 33.4.42.84.65.45
info-biotech.france@sartorius-stedim.com

Sartorius Stedim Aseptics S.A.S.
Zone Industrielle de Saux, 6 Rue Ampère
65100 Lourdes
Tél : + 33.5.62.42.73.73
Fax : + 33.5.62.42.08.44
info@sartorius-stedim.com

Allemagne

Sartorius Stedim Biotech GmbH
August-Spindler-Strasse 11
37079 Goettingen
Tél : + 49.551.308.0
Fax : + 49.551.308.3289
info@sartorius-stedim.com

Sartorius Stedim Plastics GmbH
Karl-Arnold-Strasse 21
37079 Goettingen
Tél : + 49.551.50450.0
Fax : + 49.551.50450.50
info@sartorius-stedim.com

Sartorius Stedim Systems GmbH
Robert-Bosch-Strasse 5 - 7
34302 Guxhagen
Tél : + 49.5665.407.0
Fax : + 49.5665.407.2200
info@sartorius-stedim.com

Sartorius Stedim Cellca GmbH
Erwin-Rentschler-Strasse 21
88471 Laupheim
Tél : + 49.7392.96648.0
Fax : + 49.7392.96648.29
info@sartorius-stedim.com

Autriche

Sartorius Stedim Austria GmbH
Modecenter Strasse 22
Top. Nr. D20- D24, 3rd Floor
1030 Vienne
Tél : + 43.1.796.5763.0
Fax : + 43.1.796.5763.44
separation.austria@sartorius.com

Belgique

Sartorius Stedim Belgium N.V.
Rue Colonel Bourg 105
1030 Bruxelles
Tél : + 32.2.756.06.80
Fax : + 32.2.756.06.81
info.belgium@sartorius.com

Espagne

Sartorius Stedim Spain S.A.U.
Avda. de la Industria, 32
Edificio PAYMA
28108 Alcobendas (Madrid)
Tél : + 34.90.212.3367
Fax : + 34.91.358.9623
pedidos.sartorius@sartorius.com

Sartorius Stedim Spain S.A.U.
Poligon Les Guixeres. Carrer Marcus Porcius, 1
Edificio BCIN
08915 Badalona (Barcelona)
Tél : + 34.93.464.8012
Fax : + 34.93.464.8020
biotech_spain@sartorius-stedim.com

Hongrie

Sartorius Stedim Hungária Kft.
Kagyló u. 5
2092 Budakeszi
Tél : + 36.23.457.227
Fax : + 36.23.457.147
ssb@sartorius.hu

Irlande

Sartorius Stedim Ireland Ltd.
Unit 41, The Business Centre
Stadium Business Park
Ballycoolin Road
Dublin 11
Tél : + 44.1372.737100
Fax : + 44.1372.726171
ne.customersupport@sartorius.com

Italie

Sartorius Stedim Italy S.p.A.
Via dell'Antella 76/A
50012 Antella - Bagno a Ripoli (Florence)
Tél : + 39.055.6340.41
Fax : + 39.055.6340.526
info.italy@sartorius.com

Pologne

Sartorius Stedim Poland sp. z o.o.
 ul. Wrzesinska 70
 62 - 025 Kostrzyn
 Tél : + 48.61.647.38.40
 Fax : + 48.61.879.25.04
 biuro.pl@sartorius.com

Royaume-Uni

Sartorius Stedim UK Ltd.
 Longmead Business Centre
 Blenheim Road
 Epsom, Surrey KT19 9QQ
 Tél : + 44.1372.737100
 Fax : + 44.1372.726171
 ne.customersupport@sartorius.com

Sartorius Stedim Lab Ltd.
 Unit 6
 Stonedale Road
 Stonehouse, Gloucestershire GL10 3RQ
 Tél : + 44.1453.821972
 Fax : + 44.1453.827928
 ne.customersupport@sartorius.com

The Automation Partnership (Cambridge) Ltd.
 York Way
 Royston
 Herfordshire, SG8 5WY
 Tél : + 44.1763.227200
 Fax : + 44.1763.227201
 info@tapbiosystems.com

Sartorius Stedim BioOutsource Ltd.
 1 Technology Terrace, Acre Road,
 Todd Campus, West of Scotland Science Park
 Glasgow, G20 0XA
 Tél : + 44.141.946.4222
 Fax : + 44.141.946.4552
 information@sartorius-stedim.com

Russie

LLC Sartorius Stedim RUS
 Ulitsa Uralskaya 4, liter B, premises 03N
 Business Center "Smolensky"
 199155 St. Petersburg
 Tél : + 7.812.327.53.27
 Fax : + 7.812.327.53.23
 russia@sartorius.com

Suisse

Sartorius Stedim Switzerland AG
 Ringstrasse 24a
 8317 Tagelswangen
 Tél : + 41.52.354.36.36
 Fax : + 41.52.354.36.46
 biotech.switzerland@sartorius-stedim.com

Afrique**Tunisie**

Sartorius Stedim Bioprocess S.A.R.L.
 Km 24, Route de Zaghouan
 Mohamdia - Bourbiâa - 1145
 BP 87 - Ben Arous
 Tél : + 216.79.397.014
 Fax : + 216.79.397.019
 info@sartorius-stedim.com

Amérique du Nord**États-Unis**

Sartorius Stedim North America Inc.
5 Orville Drive
Bohemia, New York 11716
Tél : + 1.631.254.4249
Fax : + 1.631.254.4264
info@sartorius-stedim.com

AllPure Technologies, LLC
80 Progress Avenue
New Oxford, PA 17350
Tél : + 1.717.624.3241
Fax : + 1.717.624.3051
sales@allpureinc.com

Porto Rico

Sartorius Stedim Filters Inc.
Carretera 128 Int. 376
Barriada Arturo Lluveras
P.O. Box 6 Yauco, Porto Rico 00698
Tél : + 1.787.856.5020
Fax : + 1.787.856.7945
marcos.lopez@sartorius.com

Amérique du Sud**Argentine**

Sartorius Argentina S.A.
Int. A. Avalos 4251
B1605ECS Munro
Buenos Aires
Tél : + 54.11.47.210505
Fax : + 54.11.47.622333
leadsarg@sartorius.com

Brésil

Sartorius do Brasil Ltda.
Avenida Senador Vergueiro 2962
São Bernardo do Campo - SP
CEP 09600-004
Tél : + 55.11.4362.8900
Fax : + 55.11.4362.8901
leadsbr@sartorius.com

Mexique

Sartorius de México S.A. de C.V.
Circuito Circunvalación Poniente No. 149
Ciudad Satélite
53100 Naucalpan, Estado de México
Tél : + 52.55.5562.1102
Fax : + 52.55.5562.2942
leadsmex@sartorius.com

Pérou

Sartorius Peru S.A.C.
Avda. Emilio Cavenecia 264, Floor 7,
San Isidro
15073 Lima
Tél : + 51.1.441.0158
Fax : + 51.1.422.6100
leadspe@sartorius.com

Asie | Pacifique**Chine**

Sartorius Stedim Biotech (Beijing) Co., Ltd.
No. 33 Yu An Road, Konggang Industrial
Zone B, Shunyi District
101300 Beijing
Tél : + 86.10.8042.6516
Fax : + 86.10.8042.6580
enquiry.cn@sartorius-stedim.com

Sartorius Stedim (Shanghai) Trading Co., Ltd.
3 rd Floor, North Wing, Tower1,
No. 4560 Jinke Road, Zhangjiang Hi-Tech Park,
Pudong District, Shanghai, 201210
Tél : + 86.21.6878.2300
Fax : + 86.21.6878.2332
info.cn@sartorius.com

Corée du Sud

Sartorius Korea Biotech Co. Ltd.
8th Floor, Solid Space
220 Pangyoyeok-Ro
Bundang-Gu, Seongnam-Si,
Gyeonggi-Do, 13493
Tél : + 82.31.622.4900
Fax : + 82.31.627.5790
info@sartorius.co.kr

Inde

Sartorius Stedim India Pvt. Ltd.
No : 69/2 Et 69/3, Jakkasandra
Kunnigal Road
Nelamangala, Bangalore - 562123
Tél : + 91.80.43505.250
Fax : + 91.80.43505.253
biotech.india@sartorius.com

Japon

Sartorius Stedim Japan K.K.
 4th Floor, Daiwa Shinagawa North Bldg.
 1 - 8 - 11 - Kita-Shinagawa, Shinagawa-Ku
 Tokyo 140 - 0001
 Tél : + 81.3.3740.5407
 Fax : + 81.3.3740.5406
 info@sartorius.co.jp

Australie

Sartorius Stedim Australia Pty. Ltd.
 Unit 5, 7 - 11 Rodeo Drive
 Dandenong South, Melbourne
 Victoria 3175
 Tél : + 61.3.8762.1800
 Fax : + 61.3.8762.1828
 info.australia@sartorius-stedim.com

Malaisie

Sartorius Stedim Malaysia Sdn. Bhd.
 Lot L3-E- 3B, Enterprise 4
 Technology Park Malaysia
 Bukit Jalil
 57000 Kuala Lumpur
 Tél : + 60.3.899.60622
 Fax : + 60.3.899.60755
 ehtan@sartorius.com.my

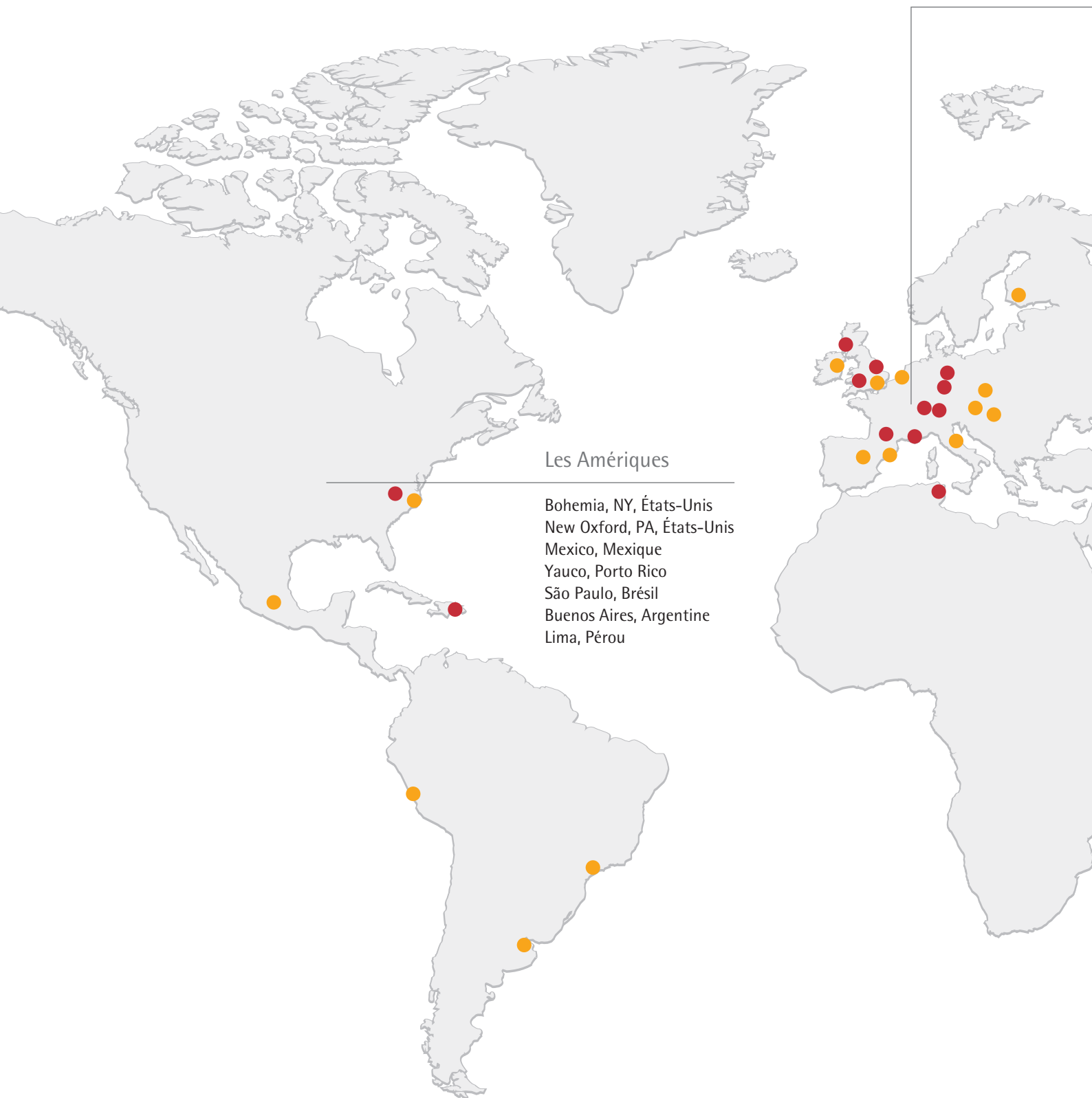
Singapour

Sartorius Stedim Singapore Pte. Ltd.
 1 Science Park Road
 The Capricorn #05 - 08A
 Singapore Science Park 2
 Singapore 117528
 Tél : + 65.6872.3966
 Fax : + 65.6778.2494
 marz.janamin@sartorius-stedim.com

Vietnam

Sartorius Representative Office
 Unit C, 17th floor, A Tower, BIG Building
 18 Pham Hung Street
 My Dinh, Tu Liem, Hanoï
 Tél : + 84.4.3795.5587
 Fax : + 84.4.3795.5589
 sartoriusvn@hn.vnn.vn

Une présence locale dans le monde entier



Les Amériques

- Bohemia, NY, États-Unis
- New Oxford, PA, États-Unis
- Mexico, Mexique
- Yauco, Porto Rico
- São Paulo, Brésil
- Buenos Aires, Argentine
- Lima, Pérou

- Ventes
- Production | Production et Ventes

EMEA | Afrique

- Dublin, Irlande
- Royston, Royaume-Uni
- Stonehouse, Royaume-Uni
- Epsom, Royaume-Uni
- Glasgow, Royaume-Uni
- Bruxelles, Belgique
- Aubagne, France
- Lourdes, France
- Florence, Italie
- Madrid, Espagne
- Barcelonè, Espagne
- Helsinki, Finlande
- Goettingen, Allemagne
- Guxhagen, Allemagne
- Laupheim, Allemagne
- Poznan, Pologne
- Budapest, Hongrie
- Vienne, Autriche
- Tagelswangen, Suisse
- M'Hamdia, Tunisie

Asie | Pacifique

- Beijing, Chine
- Shanghai, Chine
- Séoul, Corée du Sud
- Tokyo, Japon
- Hanoï, Vietnam
- Bangalore, Inde
- Kuala Lumpur, Malaisie
- Singapour, Singapour
- Melbourne, Australie



Calendrier financier

Assemblée générale annuelle des actionnaires, Aubagne	4 avril 2017
Païement du dividende ¹⁾	11 avril 2017
Information trimestrielle janvier à mars 2017	24 avril 2017
Rapport financier semestriel janvier à juin 2017	25 juillet 2017
Information trimestrielle janvier à septembre 2017	24 octobre 2017
Publications des résultats préliminaires pour l'année 2017	janvier 2018
Assemblée générale annuelle des actionnaires, Aubagne	3 avril 2018
Information trimestrielle janvier à mars 2018	avril 2018

¹⁾ Sous réserve de l'approbation préalable par l'Assemblée générale annuelle des actionnaires

Contacts

Petra Kirchhoff

Direction de la communication du
groupe et des relations investisseurs

Tél. : +49.551.308.1686
petra.kirchhoff@sartorius.com

Andreas Theisen

Direction
Relations investisseurs

Tél. : +49.551.308.1668
andreas.theisen@sartorius.com

Rédaction

Editeur

Sartorius Stedim Biotech S.A.
Service communication groupe
CS 91051
13781 Aubagne Cedex, France

Clôture de la rédaction

16 février 2017

Date de publication

23 février 2017

Système de

rédaction financière firesys
firesys GmbH
Frankfurt | Main, Allemagne

Photographie

Peter Ginter
Lohmar, Allemagne

Frank Stefan Kimmel
Goettingen, Allemagne

Ce Document de Référence 2016 est
également disponible en anglais.

Sartorius Stedim Biotech S.A.
Zone Industrielle Les Paluds
Avenue de Jouques – CS 91051
13781 Aubagne Cedex, France

Tél. : +33.4.42.84.56.00
Fax : +33.4.42.84.56.19

info@sartorius-stedim.com
www.sartorius-stedim.com

turning science **into solutions**